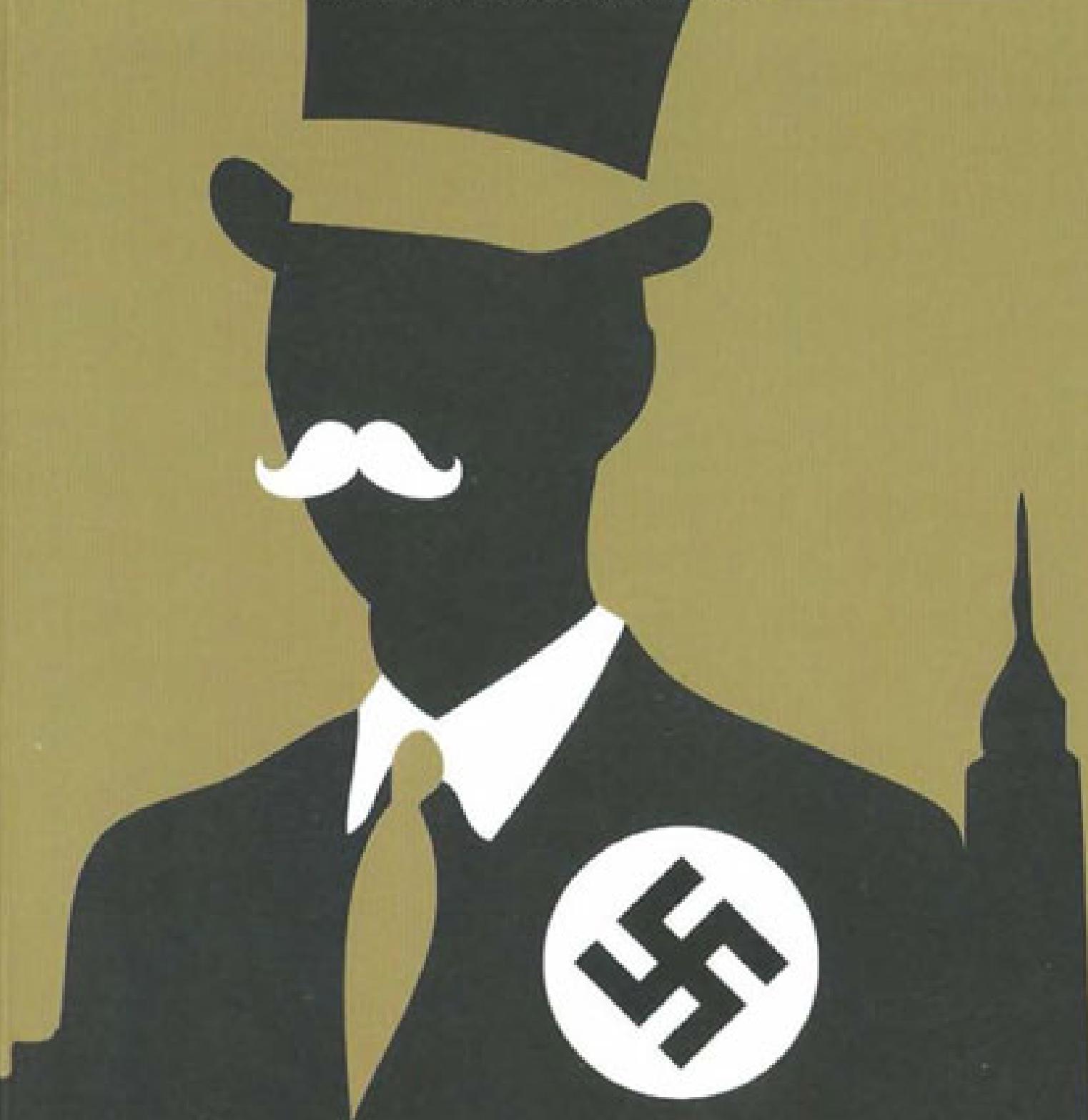


WALL STREET

et l'ascension de Hitler



*“Découvrez comment l’élite de
wall street a financé les Nazis”*

Antony C. Sutton

ANTONY C. SUTTON

**WALL STREET
ET
L'ASCENSION DE HITLER**

Titre original : Wall Street and the Rise of Hitler

Traduit de l'anglais par Jean-François Goulon

Du même auteur aux Éditions « Le Retour aux Sources » :

Wall Street et la Révolution Bolchevique

Wall Street et Franklin. D. Roosevelt (à paraître)

Cet ouvrage est édité par
Le Retour aux Sources

Édition originale : *Wall Street and the Rise of Hitler*, 76 Press California (1976)

Deuxième édition : *Wall Street and the Rise of Hitler*, Clairview (2010)

© Éditions (Le Retour aux Sources), 2012
SARL Scribedit

La Fenderie
61270 Aube

PRÉFACE

Voici le troisième et dernier volume d'une trilogie qui décrit le rôle des « socialistes corporatifs [{1}](#) » américains, connus aussi sous le nom d'élite financière de Wall Street ou de la classe dominante libérale de la côte Est, dans trois évènements historiques importants du XX^e siècle : la Révolution lénino-trotskiste de 1917 en Russie, l'élection de Franklin D. Roosevelt en 1933 et la prise de pouvoir par Adolf Hitler en 1933 en Allemagne.

Chacun de ces évènements a introduit des variantes du socialisme dans un pays majeur – à savoir, le socialisme bolchevique en Russie, le *New Deal* socialiste aux États-Unis et le national-socialisme en Allemagne.

Les récits universitaires contemporains, à la seule exception, peut-être, de *Tragedy & Hope* de Carroll Quigley, ignorent cette vérité. D'un autre côté, il est compréhensible que les universités et les instituts de recherche, qui dépendent de l'aide financière de fondations qui sont contrôlées par cette même élite financière new-yorkaise, veuillent difficilement soutenir et publier des recherches sur ces aspects de la politique internationale. Leurs administrateurs les plus courageux ne se risquent pas à mordre la main qui nourrit leurs organisations.

Il est également parfaitement clair à la vue des preuves apportées dans cette trilogie que ces « entrepreneurs inspirés par l'intérêt du public » ne se rendent pas à Washington en tant que lobbyistes et administrateurs de sociétés avec l'intention de servir les États-Unis. Ils viennent à Washington pour servir leurs intérêts, qui consistent à réaliser un maximum de profits. Leur but n'est pas de faire avancer une économie concurrentielle et de libre-échange, mais de manipuler les régimes politiques, quels qu'ils soient, pour leur avantage personnel.

Wall Street et l'Ascension de Hitler traite de ces manipulations affairistes qui furent liées à l'accession de Hitler au pouvoir en mars 1933.

ANTONY C. SUTTON

Juillet 1976

TABLE DES MATIÈRES

Introduction – Les aspects inexplorés du nazisme.
Hjalmar Horace Greeley Schacht.

PREMIÈRE PARTIE Wall Street Construit l'Industrie Nazie

Chapitre 1. – Wall Street ouvre la voie à Hitler.

1924 : le plan Dawes.
1928 : le plan Young.
La BRI – le sommet du contrôle.
La construction des cartels allemands.

Chapitre 2. – L'empire IG Farben.

La puissance économique d'IG Farben.
Soigner l'image publique d'IG Farben.
L'IG Farben américaine.

Chapitre 3. – General Electric finance Hitler.

General Electric dans l'Allemagne de Weimar.
General Electric et le financement de Hitler.
Coopération technique avec Krupp.
A.E.G échappe aux bombes.

Chapitre 4. – Standard Oil alimente la guerre.

Du plomb éthyle pour la Wehrmacht.
Standard Oil et le caoutchouc synthétique
Deutsche-Amerikanische Petroleum AG (DAPAG).

Chapitre 5. – ITT travaille pour les deux camps.

Le baron Kurt von Schröder et ITT.
Westrick, Texaco et ITT.
ITT dans l'Allemagne en guerre.

DEUXIÈME PARTIE

Wall Street et des Fonds pour Hitler

Chapitre 6. – Henry Ford et les nazis.

Henry Ford : premier soutien financier de Hitler.

Henry Ford reçoit une médaille nazie.

Ford Motor soutien l'effort de guerre allemand.

Chapitre 7. – Qui a financé Adolf Hitler ?

Quelques financiers de Hitler de la première heure.

Fritz Thyssen et W.A. Harriman Company.

Le financement de Hitler et l'élection de mars 1933.

Les contributions politiques de 1933.

Chapitre 8. – Putzi : l'ami de Hitler et de Roosevelt.

Le rôle de Putzi dans l'incendie du Reichstag.

Le New Deal de Roosevelt et l'Ordre nouveau de Hitler.

Chapitre 9. – Wall Street et le premier cercle nazi.

Le Cercle des Amis S.S.

IG Farben et le Cercle de Keppler.

Wall Street dans le cercle S.S.

Chapitre 10. – Le mythe de « Sidney Warburg ».

Qui était « Sidney Warburg » ?

Résumé du livre de « Sidney Warburg ».

Déclaration sous serment de James Paul Warburg.

Conclusions sur le récit de « Sidney Warburg ».

Chapitre 11. – La collaboration entre Wall Street et les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

American IG durant la Deuxième Guerre mondiale

Des industriels et des financiers américains furent-ils coupables de crimes de guerre ?

Chapitre 12. – Conclusions.

L'influence envahissante des banquiers internationaux.

Les États-Unis sont-ils dirigés par une élite dictatoriale ?

L'élite new-yorkaise en tant que force subversive.

La vérité révisionniste émerge lentement.

Annexe A.

Le programme du Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

Annexe B.

Déclaration sous serment de Hjalmar Schacht.

Annexe C.

Écritures au compte « Nationale Treuhand ».

Annexe D.

Lettre du ministère de la Guerre US à Ethyl Corporation.

Annexe E.

Extrait du Journal de Morgenthau (Sosthenes Behn d'ITT).

Addenda.

Documents de la Bibliothèque nationale de France.

Bibliographie sélectionnée.

Index.

INTRODUCTION

Les aspects inexplorés du nazisme

Depuis le début des années 1920, il circulait des reportages dont le contenu n'a pas été corroboré, soutenant que non seulement des industriels allemands, mais également des financiers de Wall Street, avaient joué un rôle – voire un rôle important – dans l'ascension de Hitler et la montée du nazisme. Ce livre présente des preuves jamais publiées auparavant pour étayer cette hypothèse, et dont une grande partie provient des archives des tribunaux militaires de Nuremberg. On ne peut cependant découvrir le véritable impact de ces preuves et leur caractère surprenant en se contentant de ce volume. Deux ouvrages précédents dans cette série, « Wall Street et la Révolution Bolchevique [{2}](#) » et « Wall Street et Franklin Delano Roosevelt [{3}](#) », décrivent les rôles joués par ces mêmes entreprises, et souvent par ces mêmes individus et leurs copains dirigeante, qui œuvrèrent avec ténacité pour manipuler et assister la Révolution bolchevique en Russie en 1917, pour soutenir Franklin D. Roosevelt à la présidence des États-Unis en 1933 et pour faciliter l'ascension de Hitler en Allemagne avant la guerre. En bref, ce livre fait partie d'une étude plus étendue sur la montée du socialisme moderne et l'ascension des « socialistes corporatifs ».

Ce groupe de Wall Street, très actif sur le plan politique, est plus ou moins constitué du même cercle élitiste que les conservateurs nomment généralement « l'establishment libéral », que les libéraux (par exemple G. William Domhoff) nomment « la classe dirigeante [{4}](#) » et que les théoriciens de la conspiration, tels Gary Allen [{5}](#) et Dan Smoot [{6}](#), nomment les « initiés ». Mais peu importe le nom qu'on lui donne, ce groupe élitiste se perpétue et joue manifestement un rôle fondamental dans la détermination des affaires du monde, à un niveau situé bien au-dessus (et dans les coulisses) des hommes et des femmes politiques démocratiquement élus.

L'influence et le travail de ce même groupe dans l'ascension de Hitler et de l'Allemagne nazie est le sujet de ce livre. Il s'agit d'un domaine de recherche historique pratiquement jamais exploré par le monde universitaire. C'est un terrain miné pour les imprudents et les insouciantes qui n'ont pas conscience de la complexité des procédures de recherche. Les Soviétiques ont accusé pendant longtemps les banquiers de Wall Street de soutenir financièrement le fascisme international, mais si l'on se réfère à leur propre histoire, il est difficile en Occident d'accorder beaucoup de crédit à leurs accusations ; et ils ne critiquent

évidemment pas le soutien qu'ils ont apporté à leur propre type de fascisme !

L'auteur du présent ouvrage appartient à une autre catégorie. J'ai été auparavant accusé d'être exagérément critique à l'égard du soviétisme et du socialisme américain, tout en occultant l'ascension de Hitler. Espérons que ce livre redressera un préjugé de parti pris philosophique de ma part et qu'il redonnera la place qui lui échoit à ce qui est en cause. Quelle que soit la façon de nommer le système collectiviste – socialisme soviétique, socialisme du New Deal, socialisme corporatif ou national-socialisme – c'est le citoyen moyen, le type de la rue, qui est perdant en fin de compte par rapport à ceux qui gèrent l'opération au sommet. À sa manière, chaque système est un système de pillage, un outil organisationnel pour faire en sorte que chacun vive (ou essaye de vivre) aux dépens de tous les autres, tandis que les leaders élitistes, les dirigeants et les politiciens, écrèment par le haut.

Le rôle de cette élite du pouvoir américain dans l'ascension de Hitler devrait être également pris en considération en lien avec un aspect peu connu de l'hitlérisme qui commence seulement à être exploré : les origines mystiques du nazisme et ses relations avec la société Thulé et autres groupes conspirateurs. L'auteur n'est pas un expert en occultisme ou en conspiration, mais il est évident que les origines mystiques et les racines néopaïennes du nazisme, les Illuminés de Bavière [{7}](#) et la société Thulé, [{8}](#) sont des domaines relativement méconnus qui doivent encore être explorés par des chercheurs techniquement compétents. Quelques recherches ont déjà eu lieu en France, et la meilleure introduction à ce sujet est probablement Hitler et la tradition cathare, de Jean-Michel Angebert. [{9}](#).

Angebert nous révèle la croisade d'Otto Rahn, membre de la *Schutzstaffel*, [{10}](#), parti en quête du Graal, qui se trouvait soi-disant dans le fief cathare du sud de la France. La hiérarchie nazie des débuts (Hitler et Himmler, ainsi que Rudolf Hess et Rosenberg) a trempé dans la théologie néopaïenne, en partie associée à la société Thulé, dont les idéaux étaient proches de ceux des Illuminés de Bavière. Cette force motrice était à l'œuvre derrière le nazisme. Elle exerçait une puissante emprise mystique sur la foi S.S. réputée inflexible. Les historiens de notre classe dominante contemporaine mentionnent rarement, et explorent encore moins, ces origines occultes. En conséquence, ils passent à côté d'un élément tout aussi important que les origines financières du national-socialisme.

En 1950, James Stewart Martin a publié un livre très intéressant, *All Honorable Men*, [{11}](#), relatant ses expériences lorsqu'il était le chef de la section économique de guerre du ministère de la Justice américain,

laquelle enquêtait sur la structure de l'industrie nazie. Martin affirme que des entrepreneurs américains et britanniques se firent nommer à des postes clés dans cette enquête d'après-guerre pour détourner et étouffer les investigations sur les industriels nazis, et s'assurer ainsi que leur propre implication resterait cachée. Un officier britannique fut condamné par la cour martiale à deux ans d'emprisonnement pour avoir protégé un nazi, et plusieurs fonctionnaires américains furent démis de leurs fonctions.

Pourquoi des hommes d'affaires américains et britanniques voudraient-ils protéger des hommes d'affaires nazis ? En public, ils ont soutenu que ceux-ci étaient simplement des hommes d'affaires allemands n'ayant rien à voir avec le régime nazi et qu'ils étaient innocents de la complicité dont on les accusait dans des conspirations nazies. Martin n'explore pas cette explication en profondeur, mais il est évident qu'il n'en est pas satisfait et qu'il reste sceptique. L'évidence suggère qu'il y eût un effort concerté, non seulement pour protéger des hommes d'affaires nazis, mais également pour protéger les éléments collaborateurs parmi les hommes d'affaires américains et britanniques.

Ces entrepreneurs allemands auraient pu dévoiler un grand nombre de faits gênants : en échange de leur protection, ils ne dirent pas grand-chose. Ce n'est sans aucun doute pas une coïncidence si les industriels hitlériens en procès à Nuremberg furent à peine réprimandés. La question que nous soulevons est de savoir si les procès de Nuremberg n'auraient pas dû se tenir à Washington – avec, sur le banc des accusés, quelques éminents hommes d'affaires américains accompagnés d'hommes d'affaires nazis !

Deux extraits provenant de sources de l'époque introduiront le thème à développer. Le premier extrait provient des propres archives de Roosevelt. Le 19 octobre 1936 (trois ans après l'arrivée de Hitler au pouvoir), l'ambassadeur des États-Unis en Allemagne, William Dodd, écrivait à FDR {12} depuis Berlin, à propos d'industriels américains et de l'aide qu'ils avaient fournie aux nazis :

Autant je crois dans la paix comme étant notre meilleure politique, autant je ne peux éviter les craintes que Wilson a avancées plus d'une fois dans des conversations qu'il a eues avec moi, le 15 août 1915 et plus tard: l'effondrement de la démocratie dans toute l'Europe sera un désastre pour les peuples. Mais que peut-on faire ? Au moment présent, plus d'une centaine d'entreprises américaines ont des filiales ici ou des accords de coopération. Les DuPont ont trois alliés en Allemagne qui aident les entreprises d'armement. Leur principal allié est la société IG Farben, une pièce maîtresse du gouvernement, qui verse 200 000 marks par an à l'une des organisations de propagande qui agit sur l'opinion publique américaine. Standard Oil Company (la filiale new-yorkaise) a envoyé 2 000 000 de dollars, ici en décembre 1933, et a gagné 500 000 dollars

annuels en aidant les Allemands à fabriquer un ersatz d'essence pour des objectifs de guerre.

Mais Standard Oil ne peut pas sortir ses profits du pays, sauf en marchandises. Ils n'en font pas grand cas, ils rendent compte de leurs bénéfices aux États-Unis, mais ils n'expliquent pas les faits. Le président d'International Harvester Company m'a dit que leurs affaires ici avaient augmenté de 33% par an (fabrication d'armes, je suppose), mais qu'ils ne pouvaient rien sortir. Même nos compatriotes dans l'aéronautique ont des arrangements secrets avec Krupp. General Motor Company et Ford font énormément d'affaires ici à travers leurs filiales, et celles-ci ne sortent aucun profit. Je mentionne ces faits parce qu'ils compliquent les choses et accentuent les risques de guerre. {13}

Suit une citation tirée du journal personnel de ce même ambassadeur en Allemagne. Le lecteur doit garder à l'esprit qu'un représentant de *Vacuum Oil Company* qui est citée ici – de même que des représentants d'autres entreprises soutenant les nazis –, fut nommé à la commission de contrôle d'après-guerre pour la dénazification :

25 janvier. Jeudi. Notre attaché commercial est venu me voir avec le Dr Engelbrecht, le président de Vacuum Oil Company à Hambourg. Engelbrecht a répété ce que nous avions dit, il y a un an : « la Standard Oil Company of New York, la société mère de Vacuum, a dépensé 10 000 000 de marks en Allemagne pour la prospection de ressources pétrolières et la construction d'une très grande raffinerie près du port de Hambourg ». Engelbrecht fore toujours des puits et trouve pas mal de brut dans la région de Hanovre, mais il n'a aucun espoir de découvrir des nappes importantes. Il espère que le Dr Schacht subventionnera sa société, comme il le fait pour certaines sociétés allemandes qui n'ont pas trouvé de pétrole brut. Vacuum dépense tous ses profits ici, emploie 1000 personnes et n'envoie jamais aucun argent en Amérique. Je n'ai pu lui donner aucun encouragement. {14}

Et plus loin :

Ces hommes avaient à peine quitté le bâtiment que l'avocat est revenu me rapporter ses difficultés. Je ne pouvais rien faire. Cependant, je lui ai demandé : « Pourquoi la Standard Oil Company of New York a-t-elle envoyé 1 000 000 de marks ici en décembre 1933 pour aider les Allemands à fabriquer de l'essence à partir de la houille grasse pour les nécessités de la guerre ? Pourquoi les gens d'International Harvester continuent-ils de produire en Allemagne lorsque leur société ne peut sortir aucun profit du pays et qu'elle n'est pas parvenue à recouvrer ses pertes de guerre ? » Il a compris mon point de vue et s'est accordé sur le fait que cela semblait fou et que ça voulait dire encore plus de pertes si une nouvelle guerre éclatait. {15}

L'alliance entre le pouvoir politique nazi et les grandes entreprises américaines a certainement semblé folle à l'ambassadeur Dodd et à l'avocat américain qu'il a interrogé. En pratique, bien sûr, une « grande entreprise » n'est rien d'autre que folle lorsqu'il s'agit de faire avancer ses propres intérêts. L'investissement en Allemagne nazie (de même

que des investissements similaires en Union Soviétique) reflétait une politique supérieure qui cherchait à créer beaucoup plus de profit immédiat, même si ces profits ne pouvaient être rapatriés. Pour établir l'historique de ces « politiques supérieures », il est nécessaire de percer le secret du contrôle financier qu'exercent certaines entreprises multinationales, parce que celles qui contrôlent le flux financier contrôlent en fin de compte la politique au quotidien.

Caroll Quigley {16} a montré que le sommet de ce système de contrôle financier international avant la Seconde Guerre mondiale était la Banque des Règlements internationaux, qui rassemble des représentantes des compagnies bancaires internationales d'Europe et des États-Unis, selon un arrangement qui s'est poursuivi tout au long de la Seconde Guerre mondiale. Durant la période nazie, le représentant de l'Allemagne à la Banque des Règlements internationaux était le génie financier de Hitler et président de la Reichsbank, Hjalmar Horace Greeley Schacht.

Hjalmar Horace Greeley Schacht

L'implication de Wall Street dans l'Allemagne de Hitler met en lumière que deux Allemands étaient en relation avec l'élite financière new-yorkaise : Hjalmar Schacht et « Putzi » Hanfstaengl. Ce dernier, ami à la fois de Hitler et de Roosevelt, a joué un rôle de premier plan étonnant dans l'incident qui amena Hitler au sommet du pouvoir dictatorial – l'incendie du Reichstag de 1933. {17}.

L'histoire des débuts de Hjalmar Schacht, et en particulier son rôle en Union Soviétique après la Révolution bolchevique de 1917, a été décrite dans mon précédent livre, *Wall Street et la Révolution Bolchevique*. L'aîné des Schacht, William, a travaillé dans le bureau berlinois *d'Equitable Trust Company of New York*, seulement de façon fortuite à cause de la maladie de sa mère, qui nécessita que la famille retourne en Allemagne. William Schacht était un citoyen né aux États-Unis. Pour rappeler ses origines américaines, le deuxième prénom de Hjalmar était « Horace Greeley {18} », en référence au célèbre homme politique démocrate. Par conséquent, Hjalmar parlait couramment anglais et son interrogatoire après la guerre dans le cadre du projet Dustbin fut mené à la fois en allemand et en anglais.

Précisons que la famille Schacht était originaire de New York, qu'elle travaillait pour la grande maison financière new-yorkaise *Equitable Trust* (qui était contrôlée par la société de Morgan) et que, durant toute sa vie, Hjalmar a maintenu des relations avec Wall Street. {19}. Des journaux et des sources de l'époque rapportent des visites répétées à Owen Young de *General Electric*, à Farish, le président de *Standard*

Oil of New Jersey, et à leurs homologues banquiers. Schacht faisait donc partie de cette élite financière internationale qui exerce son pouvoir dans les coulisses à travers l'appareil politique d'une nation. Il constitue un lien essentiel entre l'élite de Wall Street et le premier cercle de Hitler.

Cet ouvrage est divisé en deux parties principales. La première partie expose la construction des cartels allemands dans les années 1920, au travers des plans Dawes et Young. Ces cartels étaient les principaux soutiens de Hitler et du nazisme et furent directement responsables de l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933. Les rôles joués par *American IG Farben*, *General Electric*, *Standard Oil of New Jersey*, *Ford* et d'autres sociétés nord-américaines sont brièvement décrits.

La deuxième partie de ce livre présente les preuves documentaires connues sur le financement de Hitler, complétées par la reproduction photographique des récépissés bancaires des transferts de fonds de *Farben*, de *General Electric* et d'autres sociétés au bénéfice de Hitler, par l'intermédiaire de Hjalmar Horace Greeley Schacht.

PREMIÈRE PARTIE :

WALL STREET CONSTRUIT

L'INDUSTRIE NAZIE

CHAPITRE 1

Wall Street ouvre la voie à Hitler

*Le Plan Dawes, adopté en août 1924,
collait parfaitement aux plans des
économistes militaires de l'état-major
allemand.*

*(Audition devant la Commission
sénatoriale des affaires militaires,
États-Unis, 1946.)*

La Commission sénatoriale Kilgore d'après-guerre a reçu des preuves détaillées provenant de fonctionnaires du gouvernement. Ces preuves établissaient ce qui suit :

Lorsque les nazis arrivèrent au pouvoir en 1933, ils découvrirent que de longues démarches avaient été entreprises depuis 1918 pour préparer l'Allemagne à la guerre sur les plans économique et industriels. {20}

Ces préparatifs en vue d'une guerre en Europe, à la fois avant et après 1933, étaient en grande partie dus à l'aide financière que Wall Street apporta dans les années 1920 à la création du système des cartels allemands, ainsi qu'à l'aide technique apportée par des sociétés nord-américaines très connues, qui seront identifiées plus tard, à la construction de la Wehrmacht. {21} Alors que l'on parle de cette aide financière et technique comme étant « accidentelle » ou due à la « myopie » des hommes d'affaires nord-américains, les preuves présentées plus loin laissent fortement penser qu'il y eut un certain degré de prémeditation de la part de ces financiers. On retrouve le même genre d'excuses tout aussi inacceptables dans la bouche des défenseurs des financiers et des industriels nord-américains, qui parlent d'« accident », lorsqu'ils font référence à la construction, à partir de 1917, de la puissance militaire de l'Union Soviétique. Ces capitalistes nord-américains étaient pourtant disposés à financer et à subventionner l'Union Soviétique alors que la guerre du Vietnam était en cours, tout en sachant que les Soviétiques approvisionnaient l'autre camp.

La contribution apportée par les capitalistes américains aux préparatifs de guerre allemands avant 1940 ne peut être décrite que comme phénoménale. Elle était certainement essentielle pour les capacités militaires allemandes. En 1934, l'Allemagne, ne produisait à l'intérieur de ses frontières que 300 000 tonnes de produits pétroliers naturels et moins de 300 000 tonnes d'essence de synthèse, le reste étant importé. Pourtant, dix ans plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale, après le transfert des brevets d'hydrogénéation et de la technologie de *Standard Oil of New Jersey* à *IG Farben* (brevets utilisés pour produire de l'essence de synthèse à partir du charbon), l'Allemagne produisait environ 6,5 millions de tonnes de pétrole – dont 85% (5,5 millions de 21 tonnes) étaient du pétrole de synthèse élaboré selon le procédé d'hydrogénéation de *Standard Oil*. De plus, le contrôle de la production de pétrole de synthèse en Allemagne était détenu par la filiale *d'IG Farben, Braunkohle-Benzin AG*, et le cartel *Farben* fut lui-même créé en 1926 avec l'aide financière de Wall Street.

D'un autre côté, les historiens modernes laissent généralement aux lecteurs l'impression que cette aide technique américaine fut accidentelle et que les industriels nord-américains furent innocents de tous méfaits. Voici ce que la Commission Kilgore a déclaré :

*Les États-Unis ont accidentellement joué un rôle important dans l'armement technique de l'Allemagne. Bien que les planificateurs militaires allemands eussent ordonné et persuadé des entreprises manufacturières d'installer un équipement moderne pour une production de masse, ni les économistes militaires ni les entreprises ne semblent avoir réalisé dans sa totalité ce que cela signifiait. Leurs yeux se sont ouverts lorsque les deux principaux constructeurs automobiles américains construisirent des usines en Allemagne, pour vendre sur le marché européen sans le handicap des coûts de transport maritime et des droits de douane allemands élevés. L'on a fait venir des Allemands à Détroit pour leur apprendre les techniques de production spécialisée de composants et d'assemblage à la chaîne. Ce qu'ils découvrirent encouragea une réorganisation supplémentaire et un rééquipement des usines de guerre allemandes. Les techniques apprises à Détroit furent finalement utilisées pour construire les Stukas de bombardement en piqué. (...) Dans une période ultérieure, les représentants d'*IG Farben* dans ce pays permirent à un groupe d'ingénieurs allemands de visiter non seulement des usines aéronautiques mais aussi d'autres usines d'importance militaire, où ils apprirent beaucoup de choses qui furent en fin de compte utilisées contre les États-Unis. {22}.*

En suivant ces observations qui mettent l'accent sur la nature « accidentelle » de cette aide, voici ce que des auteurs universitaires, dont Gabriel Kolko qui n'est généralement pas un partisan des grandes entreprises, ont conclu :

Il est presque superflu de faire remarquer que les motivations des entreprises américaines unies par des contrats avec des entreprises allemandes

n'étaient pas pronazis, quels qu'elles fussent par ailleurs. {23}

Pourtant, les analyses de Kolko sur la presse d'affaires américaine de l'époque confirment au contraire que les quotidiens et les revues d'affaires étaient parfaitement conscients de la menace nazie et de sa nature, alors qu'ils alertaient leurs lecteurs sur les préparatifs de guerre allemands. Et Kolko admet même ceci :

La presse d'affaires [aux États-Unis – NdT] avait conscience, à partir de 1935, que la prospérité allemande était fondée sur les préparatifs de guerre. En outre, elle avait également conscience que l'industrie allemande se trouvait sous le contrôle des nazis et qu'elle était orientée pour servir le réarmement de l'Allemagne. La société mentionnée le plus souvent dans ce contexte était le gigantesque empire chimique allemand, IG Farben. {24}

De plus, les preuves présentées dans ce livre laissent penser qu'il y eut non seulement un influent secteur nord-américain des affaires qui avait conscience de la nature du nazisme, mais que, pour son propre intérêt, il a aidé le nazisme à chaque fois que cela était possible (et profitable) – en sachant parfaitement que la probable conséquence de ce soutien serait une guerre impliquant l'Europe et les États-Unis. Comme nous allons le voir, les protestations d'innocence ne concordent pas avec les faits.

1924 : le plan Dawes

Après la Première Guerre mondiale, le traité de Versailles imposa à l'Allemagne vaincue un fardeau terrible de réparations. Ce poids financier – une cause réelle du mécontentement allemand qui conduisit à l'acceptation de l'hitlérisme – fut utilisé par les banquiers internationaux à leur propre profit. Le Plan Dawes, et plus tard le Plan Young, offrirent l'occasion d'émettre aux États-Unis des emprunts lucratifs destinés aux cartels allemands. Ces deux plans furent conçus par les banquiers centraux qui tiraient les manettes, pour leur plus grand bénéfice pécuniaire. Ce sont bien des Commissions qui les ont engendrés, et bien que celles-ci ne fussent théoriquement pas nommées par le gouvernement américain, la Maison Blanche approuva les deux plans et leur apporta son soutien.

Le marchandage des financiers et des politiciens après la Première Guerre mondiale fixa les réparations allemandes à un montant annuel de 132 milliards de marks-or. Cela représentait environ un quart des exportations totales de l'Allemagne en 1921. Lorsque l'Allemagne se retrouva incapable d'effectuer ces remboursements écrasants, la France et la Belgique occupèrent la Ruhr pour prendre de force ce qui ne pouvait être obtenu de plein gré. En 1924, les Alliés nommèrent une commission de banquiers (dirigée par le banquier américain Charles G.

Dawes) pour élaborer un programme de remboursement des réparations. Le Plan Dawes qui en a résulté était, selon Caroll Quigley, professeur de relations internationales à l'université de Georgetown, « largement l'œuvre de J. P. Morgan [{25}](#) ». Le Plan Dawes organisait une série d'emprunts étrangers, totalisant 800 millions de dollars, dont les recettes affluaient vers l'Allemagne. Ces emprunts sont importants pour notre récit, parce que les recettes, levées pour la plus grande part aux États-Unis à partir des dollars des investisseurs, furent utilisées au milieu des années 1920 pour créer et consolider les gigantesques consortiums chimiques et sidérurgiques que sont respectivement *IG Farben* et *Vereinigte Stahlwerke*. Ces cartels n'ont pas seulement aidé Hitler à accéder au pouvoir en 1933, ils ont également produit la grande majorité des matériaux de guerre allemands utilisés dans la Seconde Guerre mondiale.

Entre 1924 et 1921, en vertu des plans Dawes et Young, l'Allemagne a versé aux Alliés environ 36 milliards de marks au titre des réparations. Dans le même temps, l'Allemagne a emprunté à l'étranger, principalement auprès des États-Unis, environ 33 milliards de marks – ce qui représente donc un paiement allemand net de seulement trois milliards de marks pour les réparations. Par conséquent, le poids des réparations financières allemandes dues aux Alliés fut en réalité porté par les souscripteurs étrangers des obligations allemandes émises par les maisons financières de Wall Street – qui générèrent, bien sûr, des profits importants pour elles-mêmes. Et, faut-il le souligner, ces firmes étaient détenues par ces mêmes qui ôtaient leurs chapeaux de banquiers et en arboraient d'autres pour devenir des « hommes d'État [{26}](#) ». En tant qu'« hommes d'État », ils ont élaboré les plans Dawes et Young pour « résoudre » le « problème » des réparations. En tant que banquiers, ils ont émis les emprunts. Voici ce qu'en dit Caroll Quigley :

Cela vaut la peine d'observer que ce système fut mis en place par les banquiers internationaux et que le prêt à l'Allemagne qui a suivi, constitué de l'argent d'autres peuples, fut très profitable à ces [mêmes] banquiers. [{27}](#)

Qui étaient les banquiers internationaux new-yorkais qui formèrent ces commissions aux réparations ?

Les experts du plan Dawes, qui fut promulgué en 1924 aux États-Unis, étaient le banquier Charles Dawes et le représentant de Morgan, Owen Young, lequel était le président de *General Electric Company*. En 1924, Dawes présidait la commission d'experts alliée. En 1929, Owen Young, soutenu par J.P. Morgan en personne, devint président de cette commission d'experts. Ses suppléants étaient T.W. Lamont, un associé de Morgan, et T.N. Perkins, un banquier lié à Morgan. Autrement dit, les délégations nord-américaines étaient purement et simple-

ment, ainsi que Quigley le fait remarquer, des délégations de J.P. Morgan, qui utilisaient l'autorité et le sceau des États-Unis pour promouvoir les plans financiers qui leur profitaient directement. En conséquence, ainsi que le formule Quigley, les « banquiers internationaux étaient au paradis, sous une pluie de commissions et de rémunérations. [{28}](#)

Les membres allemands de la commission d'experts étaient tout aussi intéressants. En 1924, Hjalmar Schacht était le président de la Reichsbank [la banque centrale d'Allemagne]. Tout comme le banquier allemand Carl Melchior, il avait joué un rôle prépondérant dans le travail d'élaboration du plan Dawes. L'un des délégués allemands de 1928 était A. Vögler, du cartel sidérurgique allemand *Stahlwerke Vereinigte*. Bref, les deux pays importants impliqués dans le conflit – les États-Unis et l'Allemagne – étaient représentés, d'un côté, par les banquiers de Morgan et, de l'autre, par Schacht et Vögler, deux personnages essentiels dans l'avènement de l'Allemagne hitlérienne et le réarmement allemand qui suivit.

Enfin, les membres et les conseillers des commissions Dawes et Young n'étaient pas seulement associés aux maisons financières de New York mais, comme nous le verrons plus loin, ils administraient des sociétés au sein des cartels allemands qui aidèrent Hitler à accéder au pouvoir.

1928 : le plan Young

Selon Hjalmar Horace Greeley Schacht, le génie financier de Hitler, et l'industriel nazi Fritz Thyssen, ce fut le plan Young de 1928 (qui succéda au plan Dawes), élaboré par l'agent de Morgan, Owen D. Young, qui amena Hitler au pouvoir en 1933.

Voici ce que Fritz Thyssen a déclaré :

Je me suis tourné vers le parti national-socialiste, seulement après avoir été convaincu qu'il n'y avait d'autre solution que de combattre le plan Young si l'on voulait éviter l'effondrement total de l'Allemagne. [{29}](#)

La différence entre le plan Young et le plan Dawes était la suivante : tandis que le plan Young demandait des paiements en marchandises produites en Allemagne et financées par des emprunts étrangers, le plan Dawes demandait des paiements monétaires. Selon Thyssen, « la dette financière ainsi créée ne pouvait que bouleverser toute l'économie du Reich. »

On a dit que le plan Young était un dispositif pour occuper l'Allemagne à l'aide du capital américain et mettre en gage des actifs allemands réels pour une gigantesque hypothèque détenue aux États-Unis. Il est intéressant de noter au passage que les firmes allemandes qui

avaient des attaches américaines échappèrent à ce plan grâce au dispositif de « détention étrangère temporaire ». Par exemple, A.E.G (la *General Electric* allemande), filiale de l'Américaine *General Electric*, fut vendue à une société de holding franco-belge et échappa aux conditions du plan Young. Il faut noter aussi qu'Owen Young était le principal soutien financier de Franklin D. Roosevelt dans l'entreprise *United European*, lorsque FDR, en tant que banquier de Wall Street débutant, fit tout son possible pour tirer partie de l'hyper-inflation allemande de 1925. *United European* était un véhicule financier pour spéculer sur l'imposition du plan Dawes et en tirer profit, et cela constitue une preuve manifeste que les financiers privés (ce qui inclut Franklin D. Roosevelt) ont utilisé le pouvoir de l'État pour faire avancer leurs propres intérêts en manipulant la politique étrangère.

L'accusation parallèle de Schacht selon laquelle Owen Young fut responsable de l'ascension de Hitler – accusation qui servait de toute évidence ses intérêts – est enregistrée dans un rapport des renseignements du gouvernement américain, qui relate l'interrogatoire du Dr Fritz Thyssen en septembre 1945 :

L'acceptation du plan Young et de ses principes financiers accrut le chômage encore et encore, pour atteindre environ un million de chômeurs. Les gens étaient désespérés. Hitler déclara qu'il éradiquerait le chômage. Le gouvernement au pouvoir, à ce moment-là, était très mauvais et la situation du peuple empirait. Ce fut la véritable raison de l'énorme succès que Hitler rencontra dans cette élection. Au dernier scrutin, il obtint environ 40% des voix. [{30}](#)

Cependant, ce fut Schacht, et non pas Young, qui conçut l'idée de ce qui deviendra plus tard la Banque des Règlements internationaux [{31}](#) (BRI). Les détails de cette création furent discutés lors d'une conférence présidée par Jackson Reynolds, « l'un des plus éminents banquiers new-yorkais », en compagnie de Melvin Traylor de la *First National Bank of Chicago*, de Sir Charles Addis, anciennement de la *Hong Kong and Shanghai Banking Corporation*, et de divers banquiers français et allemands. [{32}](#) Sous le plan Young, la BRI était essentiellement un moyen d'offrir un instrument direct pour encourager les relations financières internationales. Selon ses propres déclarations, Schacht a également fourni à Owen Young l'idée qui aboutit plus tard à la création de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement de l'après-guerre :

« *Une banque de ce type exigera la coopération financière entre les vaincus et les vainqueurs, ce qui conduira à une communauté d'intérêts qui, à son tour, suscitera une confiance et une compréhension mutuelles, et encouragera ainsi et garantira la paix.* »

Je me souviens toujours très bien du cadre dans lequel cette conversation s'est déroulée. Owen Young était assis dans son fauteuil en tirant sur sa pipe, les jambes étendues, son regard inébranlable fixé intensément sur moi. Comme à mon habitude lorsque j'avance de tels arguments, j'ai fait les cent pas, en silence et calmement, dans la pièce. Lorsque j'eus terminé, il y eut une brève pause. Ensuite, tout son visage s'est illuminé et sa détermination s'est exprimée dans ces mots :

« D'r Schacht, vous m'avez donné une merveilleuse idée et je vais la vendre au monde. » {33}

La BRI – le sommet du contrôle

Cette interaction d'idées et la coopération entre Hjalmar Schacht, en Allemagne, et J.P. Morgan à New York, par l'intermédiaire de Owen Young, représentaient seulement l'une des facettes de tout un vaste système ambitieux de coopérations et d'alliances financières pour contrôler le monde. Ainsi que le décrit Carroll Quigley, ce système n'était « rien de moins qu'un système mondial de contrôle financier placé entre des mains privées, capable de dominer le système financier de chaque pays et l'économie mondiale dans son ensemble {34} ».

Ce système féodal fonctionnait dans les années 1920 comme il fonctionne aujourd'hui, par le truchement des banquiers centraux privés qui contrôlent dans chaque pays l'offre monétaire nationale des économies individuelles. Dans les années 1920 et 1930, le système de la Réserve Fédérale de New York, la Banque d'Angleterre, la Reichsbank et la Banque de France influencèrent plus ou moins indirectement l'appareil politique de leurs pays respectifs, à travers le contrôle de l'offre monétaire et de la création de l'environnement monétaire. Une influence plus directe fut exercée en apportant des fonds aux politiciens et aux partis politiques, ou en leur retirant ce soutien. Pour ne prendre qu'un exemple, aux États-Unis, le président Herbert Hoover attribua sa défaite de 1932 au retrait du soutien de Wall Street, qui reporta ses financements et son influence sur Franklin D. Roosevelt.

Les politiciens sensibles aux objectifs du capitalisme financier et les universitaires aux idées fécondes favorables au contrôle mondial et utiles aux banquiers internationaux sont tenus en laisse par un système de récompenses et de sanctions. Au début des années 1930, la Banque des Règlements Internationaux qui siégeait à Bâle, en Suisse, était le guide de ce système international de contrôle financier et politique, appelé par Quigley le « sommet du système ». Durant la Seconde Guerre mondiale, le sommet de la BRI a poursuivi son travail d'intermédiaire : les banquiers – qui n'étaient apparemment pas en guerre les uns contre les autres – continuaient d'échanger idées, informations et prévisions pour le monde de l'après-guerre et pour leur plus grand bénéfice.

néfice mutuel. Ainsi qu'un auteur l'a observé, la guerre ne faisait aucune différence pour les banquiers internationaux :

Le fait que cette banque disposât d'un personnel véritablement international présentait bien sûr une situation franchement anormale en temps de guerre. Un président américain négociait les affaires quotidiennes de la banque par l'intermédiaire d'un directeur général français dont l'assistant était allemand, tandis que le secrétaire-général était un sujet italien. D'autres ressortissants nationaux occupaient d'autres postes. Ces hommes étaient évidemment en contact personnel quotidien les uns avec les autres. Durant cette période, à l'exception de M. McKittrick, ils étaient basés en permanence en Suisse et n'étaient censés être soumis à aucun moment aux ordres de leurs gouvernements. Toutefois, les directeurs de la banque restaient bien sûr dans leurs pays respectifs et n'avaient aucun contact direct avec le personnel. Il a été dit cependant que H. Schacht, le président de la Reichsbank, a conservé un représentant personnel à Bâle durant la plus grande partie de cette période. {35}.

Ces réunions entre les banquiers centraux au « sommet » du contrôle étaient si secrètes, « des réunions plus secrètes que toutes celles jamais tenues par les Maçons de l'Arche Royale ou tout ordre rosicrucien {36} », qu'elles ont beaucoup intrigué les journalistes de l'époque. Mais ces derniers n'ont que rarement et brièvement percé le masque du secret.

La construction des cartels allemands

Le système allemand de cartels est un exemple pratique qui démontre comment la finance internationale opère en coulisses pour construire et manipuler les systèmes politico-économiques. Dans les années 1920, les trois plus gros prêts pris en charge par les banquiers internationaux de Wall Street pour le compte des emprunteurs allemands, en vertu du Plan Dawes, bénéficièrent aux trois cartels allemands qui aideront par la suite Hitler et les nazis à accéder au pouvoir. Les financiers nord-américains étaient directement représentés dans les conseils d'administration de deux de ces trois cartels allemands. Cette aide américaine apportée aux cartels allemands a été décrite ainsi par James Martin :

« Ces prêts pour la reconstruction devinrent un véhicule pour des arrangements qui firent plus pour promouvoir la Seconde Guerre mondiale que pour établir la paix après la Première Guerre mondiale. » {37}.

Les trois cartels dominants, les montants empruntés et le consortium d'émission de Wall Street étaient les suivants :

Cartel allemand	Consortium de Wall Street	Montant émis
<i>Allgemeine Elektricität's Gesellschaft (A.E.G)</i>	<i>National City Co.</i>	\$ 35 000

<i>(la General Electric allemande)</i>		<i>ooo</i>
<i>Vereinigte Stahlwerke (United Steelworks)</i>	<i>Dillon, Read & Co</i>	<i>\$ 70 225 ooo</i>
<i>American IG Chemical (IG Farben)</i>	<i>National City Co.</i>	<i>\$ 30 000 ooo</i>

En observant tous les prêts émis, il apparaît que seule une poignée de maisons financières new-yorkaises s'occupaient du financement des réparations allemandes. Trois maisons bancaires – *Dillon, Read Co.* ; *Harris, Forbes & Co.* ; et *National City Company* – émirent pratiquement les trois-quarts du montant facial total des prêts et engrangèrent la plupart des bénéfices {38} :

Gestionnaire du consortium de Wall Street	Participation dans les émissions allemandes de titres industriels sur le marché américain des capitaux	Profit sur les prêts allemands *	% du total
<i>Dillon, Read & Co.</i>	\$ 241 325 000	\$ 2,7 millions	29,2%
<i>Harris, Forbes & Co.</i>	\$ 186 500 000	\$ 1,4 millions	22,6%
<i>National City Co.</i>	\$ 173 000 000	\$ 5,0 millions	20,9%
<i>Speyer & Co.</i>	\$ 59 500 000	\$ 0,6 millions	7,2%
<i>Lee, Higginson & Co.</i>	\$ 53 000 000	n.d.	6,4%
<i>Guaranty Co. Of N.Y.</i>	\$ 41 575 000	\$ 0,2 millions	5,0%
<i>Kuhn, Web & Co.</i>	\$ 37 500 000	\$ 0,2 millions	4,5%
<i>Equitable Trust Co.</i>	\$ 34 000 000	\$ 0,3 millions	4,1%
TOTAL	\$ 826 400 000	\$ 10,4 millions	99,9%

* Robert R. Kuczynski, *Bankers Profits from German Loans*, Washington, D.C., Brookings Institution, 1932, p. 127.

Source : Cf. Annexe A

Après la seconde moitié des années 1920, les deux principaux groupes allemands, *IG Farben* et *Vereinigte Stahlwerke*, dominaient le système de cartel chimique et sidérurgique créé par ces prêts. Bien que dans ces cartels ces entreprises eussent une majorité de vote sur seulement deux ou trois produits de base, elles pouvaient – par l'intermédiaire du contrôle de ces produits – exercer leur volonté sur l'ensemble du cartel. *IG Farben* était le principal producteur de produits chimiques de base utilisés par d'autres groupes pour fabriquer des produits chimiques. Sa position de pouvoir économique ne peut donc pas se mesurer à sa seule capacité de produire quelques produits chimiques de base. De même, *Vereinigte Stahlwerke*, dont la capacité de

production de métal en gueuse était plus grande que tous les autres producteurs allemands de fer et d'acier réunis, avait la capacité d'exercer une influence beaucoup plus grande au sein du cartel des produits semi-finis en fer et en acier que sa capacité de production de métal en gueuses ne semblait lui permettre. Le pourcentage de production de ces cartels pour tous ces produits était significatif :

Produits fabriqués par Vereinigte Stahlwerke	Pourcentage de la production to- tale allemande en 1938
<i>Gueuses de métal</i>	50,8
<i>Tuyaux tubes</i>	45,5
<i>Tôle forte</i>	36,0
<i>Explosifs</i>	35,0
<i>Coaltar</i>	33,3
<i>Barres d'acier</i>	37,1

Produits fabriqués par IG Farben	Pourcentage de la production totale alle- mande en 1937
<i>Méthanol de synthèse</i>	100,0
<i>Magnésium</i>	100,0
<i>Azote chimique</i>	70,0
<i>Explosifs</i>	60,0
<i>Essence de synthèse (à octane élevé)</i>	46,0 (1945)
<i>Lignite</i>	20,0

Le coaltar et l'azote chimique, deux produits d'importance capitale pour la fabrication des explosifs, conduisirent *IG Farben* et *Vereinigte Stahlwerke* à collaborer entre elles. La position d'*IG Farben*, en tant que cartel, lui assurait la domination dans la fabrication et la vente d'azote chimique, mais elle ne disposait que d'environ un pourcent de la capacité allemande en coke. C'est pourquoi l'accord suivant fut passé : les filiales d'explosifs de *Farben* obtenaient le benzol, le toluol et les autres produits coaltars essentiels, selon des conditions dictées par *Vereinigte Stahlwerke*, tandis que la filiale d'explosifs de cette dernière était dépendante pour ses nitrates des conditions établies par *Farben*.

Selon ce système de collaboration et d'interdépendance réciproques, les deux cartels, *IG Farben* et *Vereinigte Stahlwerke*, produisaient 95 % des explosifs allemands en 1937-1938, à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Cette capacité de production fut bâtie par les prêts américains et, jusqu'à un certain point, par la technologie américaine.

La coopération entre *IG Farben* et *Standard Oil* pour la production de pétrole de synthèse à partir du charbon conféra au cartel *IG Farben* monopole sur la production allemande d'essence durant la Seconde Guerre mondiale. En 1945, près de la moitié de l'essence allemande à octane élevé était produite directement par *IG Farben*, et l'essentiel de la production restante par les sociétés qui lui étaient affiliées.

En résumé, en ce qui concerne l'essence de synthèse et les explosifs (deux éléments absolument essentiels dans la guerre moderne), le contrôle de la production allemande de ces produits, pendant la Seconde Guerre mondiale, se trouvait entre les mains de deux groupes allemands créés par les prêts accordés par Wall Street sous le plan Dawes.

De plus, l'aide américaine apportée aux efforts de guerre des nazis s'étendait à d'autres domaines. [{39}](#) Les deux plus gros producteurs de chars dans l'Allemagne de Hitler étaient *Opel*, une filiale à part entière de *General Motors* (contrôlée par la firme de J.P. Morgan), et *Ford AG*, filiale de *Ford Motor Company* dont le siège se trouvait à Détroit. Les nazis accordèrent une exemption de taxes à *Opel* en 1936 afin de permettre à *General Motors* d'étendre ses installations de production.

Celle-ci réinvestit obligamment dans l'industrie allemande les bénéfices réalisés. Henry Ford fut décoré par les nazis pour ses services rendus au nazisme. [{40}](#) *Alcoa* et *Dow Chemical* travaillaient en étroite collaboration avec l'industrie nazie et effectuaient de nombreux transferts technologiques depuis les États-Unis vers l'Allemagne nazie. *Bendix Aviation*, dans laquelle *General Motors*, contrôlée par J.P. Morgan, détenait une participation majoritaire, fournissait la société allemande *Siemens & Halske AG* en données sur les pilotes automatiques et les instruments de navigation. En 1940, en pleine « guerre officieuse [{41}](#) », *Bendix Aviation* fournissait encore des données techniques complètes à Robert Bosch sur les démarreurs d'avions et les moteurs diesels, et cette société perçut en retour des royalties.

Les sociétés nord-américaines associées aux banquiers d'investissement internationaux Morgan-Rockefeller – et non pas, devrait-il être noté, la grande majorité des industriels indépendante – étaient intimement liées à la croissance de l'industrie nazie. Il est important de préciser, à ce stade, que *General Motors*, *Ford*, *General Electric*, *DuPont* et la poignée de sociétés nord-américaines intimement impliquées dans le développement de l'Allemagne nazie étaient contrôlées – à l'exception de *Ford Motor Company* – par l'élite de Wall Street, c'est-à-dire par la firme de J.P. Morgan, par la *Chase Bank* de Rockefeller et, dans une moindre mesure, par la *Manhattan Bank* de Warburg. [{42}](#) Ce livre n'est pas une mise en accusation de toute l'industrie et de toute la

finance nord-américaines. Ce livre accuse le « sommet » – ces firmes contrôlées par une poignée de maisons financières, le système de la Banque de Réserve Fédérale, la Banque des Règlements Internationaux, ainsi que leurs arrangements continuels de coopération internationale et leurs cartels, qui tentent de contrôler le cours de la politique et de l'économie mondiales.

CHAPITRE 2

L'empire IG Farben

Farben était Hitler et Hitler était Farben.

Sénateur Homer T. Bone, devant la Commission sénatoriale aux affaires militaires, le 4 juin 1943.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, le complexe chimique allemand *IG Farben* était la plus grande entreprise chimique du monde, dotée d'une extraordinaire puissance politique, économique et d'influence au sein de l'État nazi hitlérien. *IG* a été décrite à juste titre comme étant « un État dans l'État ».

Le cartel *Farben* remontait à 1925. Le génie d'organisation de Hermann Schmitz (avec l'aide financière de Wall Street) permit de créer cette immense entreprise chimique à partir de six autres grandes entreprises chimiques allemandes – *Badische Anilin, Bayer, Agfa, Hoechst, Weiler-ter-Meer et Griesheim-Elektron*. Ces sociétés fusionnèrent pour devenir *Internationale Gesellschaft Farbenindustrie AG* – ou, en raccourci, *IG Farben*. Vingt ans plus tard, le même Hermann Schmitz fut jugé à Nuremberg pour les crimes de guerre commis par le cartel *IG Farben*. D'autres directeurs *d'IG Farben* furent également jugés mais les filiales nord-américaines *d'IG Farben* et les administrateurs américains *d'IG Farben* furent eux-mêmes discrètement oubliés. La vérité fut enterrée dans les archives.

Ce sont ces liens nord-américains à Wall Street qui sont au centre de notre propos. Sans le capital fourni par Wall Street, il n'y aurait eu aucune *IG Farben* en premier lieu et presque certainement aucun Adolf Hitler et PAS de Seconde Guerre mondiale.

À la fin des années 1920, parmi les banquiers allemands de *l'Aufsichtsrat* (le conseil d'administration) [{43}](#) de *Farben*, se trouvaient le banquier de Hambourg Max Warburg, dont le frère Paul avait élaboré le système de Réserve fédérale aux États-Unis. [{44}](#) « Ce n'est pas une coïncidence si Paul Warburg siégeait également au conseil d'administration de la filiale américaine *d'IG Farben*, détenue intégralement par des intérêts nord-américains. En plus de Warburg et d'Hermann Schmitz, la main qui guida la création de l'empire *Farben*, le *Vorstand* de *Farben* des débuts, incluait Carl Bosch, Fritz ter Meer, Kurt Oppen-

heim et George von Schnitzler. [{45}](#) À l'exception de Max Warburg, tous furent inculpés en tant que « criminels de guerre » après la Seconde Guerre mondiale.

En 1928, les holdings américains *d'IG Farben* (tels que la société *Bayer*, *General Airline Works*, *Agfa Anasco* et *Winthrop Chemical Company*) étaient syndiqués dans une société de holding suisse, *IG Chemie (Internationale Gesellschaft für Chemische Unternehmungen AG)*, contrôlée par *IG Farben* en Allemagne. Dans les années qui suivirent, ces sociétés américaines fusionnèrent pour former *American IG Chemical Corporation*, rebaptisée plus tard *General Aniline & Film*. Hermann Schmitz, l'organisateur *d'IG Farben* en 1925, fut très tôt un nazi de premier plan et un soutien de Hitler, tout comme le président de la société suisse *IG Chemie* et le président *d'American IG*. Le complexe *Farben*, à la fois en Allemagne et aux États-Unis, se développa ensuite pour devenir une partie intégrante de la création et du fonctionnement de la machine étatique nazie, de la Wehrmacht et de la S.S.

Le rôle joué par *IG Farben* dans la création de la machine nazie est particulièrement intéressant car les directeurs de *Farben* aidèrent matériellement Hitler et les nazis à accéder au pouvoir en 1933. Nous possédons une preuve photographique (voir page 95) qu'*IG Farben* a contribué à hauteur de 400 000 marks à la « caisse noire » politique de Hitler. C'est ce fonds secret qui finança la prise de contrôle nazie en mars 1933. De nombreuses années auparavant, *Farben* avait obtenu des fonds de Wall Street pour la cartellisation de l'Allemagne et son expansion en 1925, ainsi que 30 millions de dollars en 1929 pour *American IG*. Cette société avait des administrateurs de Wall Street au sein de son conseil d'administration. Il doit être noté que ces fonds furent levés et les administrateurs nommés des années avant que Hitler ne soit promu dictateur de l'Allemagne.

La puissance économique d'*IG Farben*

Des observateurs qui font autorité ont soutenu que l'Allemagne n'aurait pu entrer en guerre en 1939 sans *IG Farben*. Entre 1927 et le début de la Seconde Guerre mondiale, *IG Farben* a doublé de taille, une expansion rendue possible en grande partie par l'assistance technique et les émissions d'obligations nord-américaines, comme celle de 30 millions de dollars proposée par *National City Bank*. Dès 1939, *IG Farben* acquit une participation dans quelques 380 autres sociétés allemandes et dans plus de 500 entreprises étrangères, ce qui lui permit d'étendre son influence en matière de gestion.

L'empire *Farben* possédait ses propres mines de charbon, ses propres centrales électriques, ses propres usines sidérurgiques, ses propres banques, ses propres unités de recherche et de nombreuses en-

treprises commerciales. Plus de 2 000 accords de cartel furent passés entre *IG Farben*, et des sociétés étrangères – dont la *Standard Oil of New Jersey*, *DuPont*, *Alcoa*, *Dow Chemical* et d'autres, aux États-Unis. L'histoire d'*IG Farben* et de ses activités dans le monde entier avant la Seconde Guerre mondiale – ne pourra jamais être intégralement connue, car les archives allemandes clés furent détruites en 1945 en anticipation de la victoire des Alliés. Cependant, une enquête d'après-guerre menée par le ministère de la Guerre des États-Unis a conclu que :

*Sans les immenses installations de production d'*IG*, ses recherches intenses et ses vastes affiliations internationales, la poursuite de la guerre par l'Allemagne aurait été impensable et impossible. *Farben* a non seulement dirigé ses énergies vers l'armement de l'Allemagne, mais elle s'est concentrée sur l'affaiblissement de ses futures victimes, et cette tentative à deux coups pour étendre le potentiel industriel de guerre allemand et restreindre celui du reste du monde ne fut pas conçue et exécutée « selon le cours normal des affaires ». La preuve est accablante que les responsables d'*IG Farben* connaissaient préalablement dans son intégralité le plan de l'Allemagne pour la conquête du monde et de chaque action aggressive spécifique entreprise par la suite.* [\(46\)](#)

Parmi les directeurs des sociétés de *Farben* (c'est-à-dire les « responsables d'*IG Farben* » auxquels l'enquête se réfère) se trouvaient non seulement des Allemands, mais aussi des financiers nord-américains de premier plan. Ce rapport de 1945 du ministère de la Guerre américain a conclu que pendant la période d'avant-guerre, *IG* avait été chargée par Hitler de rendre l'Allemagne autosuffisante en caoutchouc, en essence, en lubrifiants, en magnésium, en fibres, en agents de tannage, en graisses et en explosifs. Pour remplir cette tâche essentielle, de vastes sommes d'argent furent dépensées par *IG* dans les processus d' extraction de ces matériaux de guerre à partir des matières premières allemandes indigènes – en particulier les abondantes ressources allemandes en charbon. Là où ces procédés ne pouvaient être développés en Allemagne, leur acquisition fut transmise depuis l'étranger en vertu d'un accord de cartel. Pour prendre un exemple, le procédé de fabrication de l'isooctane, essentiel aux carburants aéronautiques, fut obtenu des États-Unis,

(...) en fait, intégralement [des] Américains, et nous en avons pris connaissance en détail dans ses étapes séparées, à travers les accords passés avec eux [Standard Oil of New Jersey], et nous l'utilisons abondamment. [\(47\)](#)

Le procédé de fabrication du plomb tétra-éthyle, essentiel pour le carburant aéronautique, fut obtenu par *IG Farben* auprès des États-Unis et, en 1939, du carburant aéronautique de haute qualité fut vendu par la *Standard Oil of New Jersey* à *IG* pour la somme de 20 millions de dollars. Même avant que l'Allemagne ne fabriquât du plomb tétra-

éthyle selon le procédé américain, elle eut la capacité d'en « emprunter » 500 tonnes à *Ethyl Corporation*. Ce prêt de plomb tétra-éthyle crucial ne fut pas remboursé et *IG Farben* versa une garantie de 1 million de dollars. Plus tard, *IG* acheta de larges stocks de magnésium à *Dow Chemical* pour la fabrication de bombes incendiaires et accumula des explosifs, des stabilisants, du phosphore et des cyanures qui provenaient de sources extérieures les plus diverses.

En 1939, sur les 43 produits majeurs fabriqués par *IG*, 28 étaient « d'importance capitale » pour les forces armées allemandes. Le contrôle ultime exercé par *Farben* sur l'économie de guerre allemande, contrôle acquis durant les années 1920 et 1930 avec l'aide de Wall Street, peut mieux être démontré en examinant le pourcentage de production de matériaux de guerre par les usines *Farben* en 1945. À cette date, *Farben* produisait 100% du caoutchouc synthétique allemand, 95% des gaz mortels allemands (dont le gaz Zyklon B utilisé dans les camps de concentration), 90% des plastiques allemands, 88% du magnésium allemand, 84% des explosifs allemands, 70% de la poudre allemande, 46% de l'essence à octane élevé (pour l'aviation) et 33% de l'essence de synthèse allemande. {48} Ces quantités sont synthétisées dans le Tableau 2-1.

Tableau 2-1 : dépendance de la Wehrmacht vis-à-vis de la production d'*IG Farben* (1943)

Produits	Production allemande totale	% produit par <i>IG Farben</i>
<i>Caoutchouc de synthèse</i>	118 600 tonnes	100
<i>Méthanol</i>	251 000 tonnes	100
<i>Huile de graissage</i>	60 000 tonnes	100
<i>Colorants</i>	31 670 tonnes	98
<i>Gaz toxiques</i>	-	95
<i>Nickel</i>	2 000 tonnes	95
<i>Plastiques</i>	57 000 tonnes	90
<i>Magnésium</i>	27 400 tonnes	88
<i>Explosifs</i>	221 000 tonnes	84
<i>Poudre</i>	210 000 tonnes	70
<i>Essence à octane élevé (aviation)</i>	650 000 tonnes	46
<i>Acide sulfurique</i>	707.000 tonnes	35

Le Dr von Schnitzler, de l'*Aufsichtsrat d'IG Farben*, déclarait avec pertinence en 1943 :

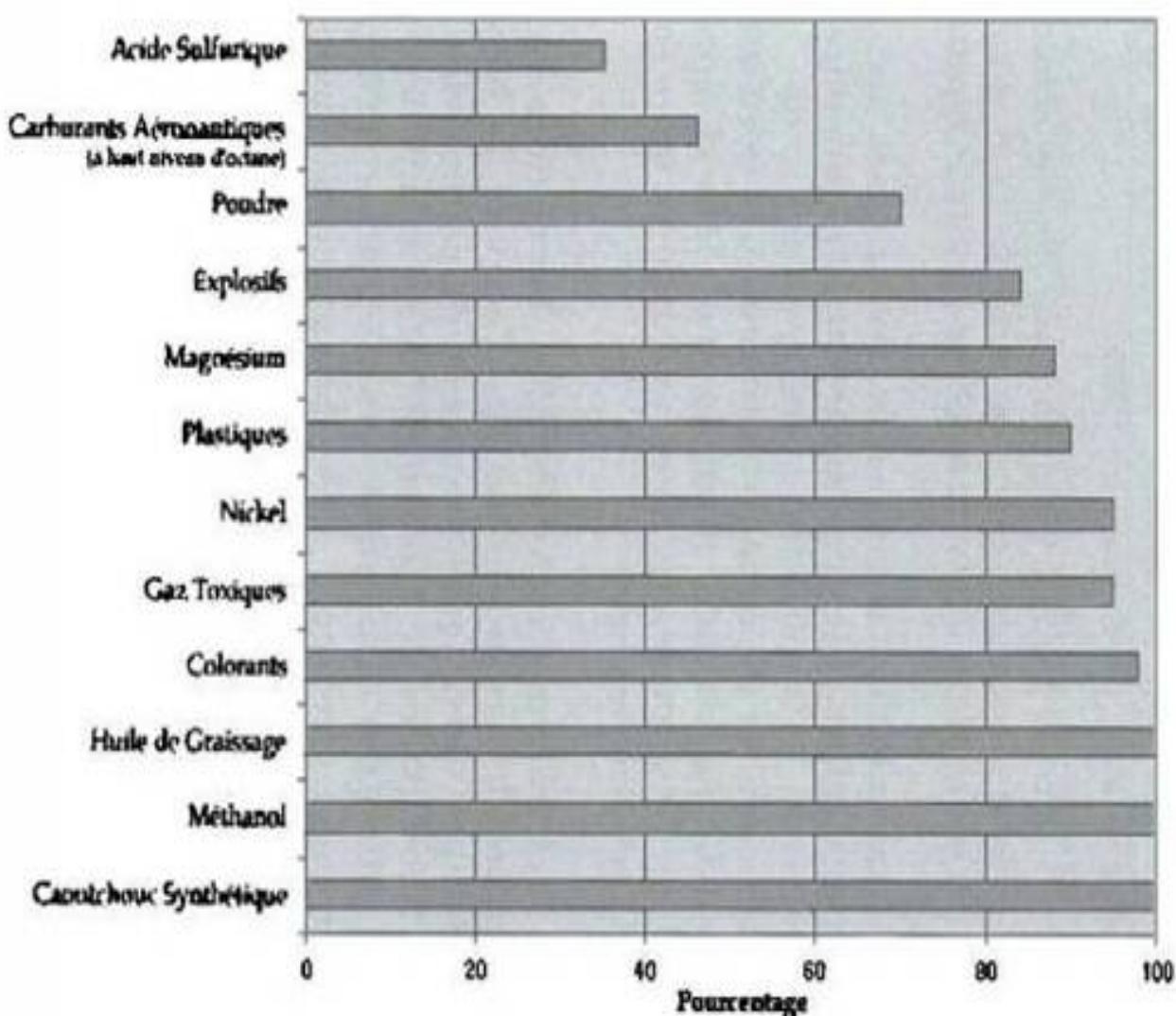
Il n'est pas exagéré de dire que sans les services de la chimie allemande, rendus en vertu du Plan quadriennal, la poursuite de la guerre moderne aurait été

impensable. {49}

Lorsque l'on enquête sur les origines techniques du produit militaire le plus important, le plomb tétra-éthyle, on découvre l'implication inopportun de l'industrie américaine et de certains entrepreneurs nord-américains – au-delà du soutien financier que ceux-ci apportèrent à Hitler. De nombreuses ententes existaient entre Farben et des sociétés américaines.

Ces ententes incluaient des dispositions de cartel en matière de commercialisation, d'accords de brevets et des échanges techniques, comme l'illustrent les transferts technologiques de *Standard Oil-Ethyl* mentionnés plus haut. *IG* utilisa ces dispositions pour servir la politique nazie à l'étranger, collecter des informations stratégiques et consolider un cartel chimique mondial.

Tableau 2-1 : Dépendance de la Wehrmacht par rapport à la production d'*IG Farben* (1943)



L'un des aspects le plus effroyable du cartel *d'IG Farben* fut l'invention, la production et la distribution du gaz Zyklon B, utilisé dans les camps de concentration nazis. Le Zyklon B était de l'acide prussique pur, un poison mortel produit par *IG Farben Leverkusen* et vendu depuis le bureau de vente de *Bayer* à travers *Degesch*, un licencié indépendant. Les ventes de Zyklon B représentaient près des trois-quarts des affaires de *Degesch*. *IG Farben* a produit et vendu suffisamment de gaz pour tuer 200 millions de personnes. Le rapport de la Commission Kilgore de 1942 montre clairement que les administrateurs *d'IG Farben* connaissaient avec précision l'existence des camps de concentration nazis et l'utilisation qui y était faite des produits chimiques *d'IG*. Ce fait prend toute son importance lorsque nous prenons en compte le rôle que les administrateurs américains ont joué dans la filiale américaine *d'IG*. Nous reproduisons ici une partie de l'interrogatoire du directeur *d'IG Farben* von Schnitzler, qui s'est déroulé en 1945 :

Q : Qu'avez-vous fait lorsqu'ils vous ont dit que des produits chimiques étaient utilisés pour tuer, pour assassiner des gens détenus dans des camps de concentration ?

R : Je fus horrifié.

Q : Avez-vous fait quelque chose à ce sujet ?

R : J'ai gardé cela pour moi parce que c'était trop épouvantable. [...] J'ai demandé à Müller-Cunradi si lui-même et Ambros, ainsi que d'autres directeurs à Auschwitz, savaient que ces gaz et ces produits chimiques étaient utilisés pour assassiner des gens.

Q : Qu'a-t-il répondu ?

*R : Oui, c'est un fait connu de tous les directeurs *d'IG* à Auschwitz.* {5Ω}

IG Farben ne tenta nullement de stopper la production de ces gaz, et la prise de conscience de von Schnitzler, « parce que c'était trop épouvantable », est restée lettre morte.

Le bureau N.W.7 *d'IG Farben* à Berlin était le centre clé de l'espionnage extérieur des nazis. Cette unité opérait sous la direction de Max Ilgner, le neveu de Hermann Schmitz, le président *d'IG Farben*. Max Ilgner et Hermann Schmitz siégeaient au conseil d'administration *d'American IG* avec leurs collègues administrateurs, Henry Ford de *Ford Motor Company*, Paul Warburg de la *Bank of Manhattan* et Charles E. Mitchell de la Banque de Réserve Fédérale de New York.

Ce que l'on nommait le département des statistiques du N.W.7 (connu sous le nom de VOWI) fut créé en 1929 et évolua à l'intérieur de la branche des renseignements économiques de la Wehrmacht.

Au déclenchement de la guerre en 1939, les employés de VOWI reçurent l'ordre d'intégrer la Wehrmacht, en fait, ils continuèrent d'accomplir le même travail qu'ils effectuaient sous les ordres *d'IG Farben*. L'un des plus éminents de ces travailleurs du renseignement de Farben au N.W.⁷ était le prince Bernhard des Pays-Bas, qui rejoignit Farben au début des années 1930 après avoir terminé une période de service de 18 mois en uniforme noir, dans les rangs de la S.S. {51}.

Le bras nord-américain du réseau de renseignement de VOWI était *Chemnyco, Inc.* Selon le ministère [américain] de la Guerre, *Chemnyco*, « en utilisant ses contacts d'affaires ordinaires, avait la capacité de transmettre à l'Allemagne une énorme quantité de documents, allant de photographies et de projets à des descriptions détaillées d'usines industrielles entières. » {52}.

Le vice-président de *Chemnyco* à New York était Rudolf Ilgner, citoyen américain et frère du directeur d'*American IG Farben*, Max Ilgner. Donc, avant la Seconde Guerre mondiale, Farben dirigeait VOWI, les activités des renseignements extérieurs nazis. En outre, des membres de premier plan de l'Establishment de Wall Street étaient mêlés aux activités de VOWI à travers *American IG et Chemnyco*.

Le ministère de la Guerre des États-Unis accusa également *IG Farben* et ses associées américaines de mener des programmes de guerre psychologique et économique au moyen de la dissémination de propagande via des agents à l'étranger, et de fournir les devises étrangères pour cette propagande nazie. Les accords de cartel de Farben assuraient la promotion de la guerre économique nazie. L'exemple le plus frappant de cette promotion fut la restriction volontaire imposée par la *Standard Oil of New Jersey*, et, sur l'ordre *d'IG Farben*, du développement du caoutchouc synthétique aux États-Unis. Voici ce qu'en dit le rapport ministériel :

En résumé, la vérité est qu'à cause de la détermination de Standard Oil à maintenir un monopole absolu sur le développement du caoutchouc synthétique aux États-Unis, cette société a entièrement réalisé l'objectif d'IG d'empêcher cette production aux États-Unis en dissuadant les sociétés de caoutchouc américaines d'entreprendre des recherches indépendantes dans le développement de procédés pour le caoutchouc synthétique. {53}

En 1945, le Dr Oskar Löhr, directeur adjoint du « Tea Büro » d'IG, a confirmé qu'*IG Farben et Standard Oil of New Jersey* avaient suivi un « plan préconçu » pour supprimer le développement de l'industrie du caoutchouc synthétique aux États-Unis, à l'avantage de la Wehrmacht et au désavantage des États-Unis, pendant la Seconde Guerre mondiale.

La déposition du Dr Löhr dit (en partie) ceci :

Q : Est-il vrai que tandis que se mettait en place le délai pour divulguer le procédé du buna [le caoutchouc synthétique] aux sociétés américaines de caoutchouc, Chemnyco et Jasco gardaient dans l'entrefaite IG bien informée au sujet du développement du caoutchouc synthétique aux États-Unis ?

R : Oui.

Q : Donc, à tout moment, IG était parfaitement au courant de l'état de développement de l'industrie américaine du caoutchouc synthétique ?

R : Oui.

Q : Étiez-vous présent à la réunion de La Haye lorsque M. Howard [de Standard Oil] s'y rendit en 1939.

R : Non.

Q : Qui était présent ?

R : M. Ringer, lequel était accompagné du Dr Brown de Ludwigshafen.

Q : Vous ont-ils parlé des négociations ?

R : Oui, autant qu'elles portaient sur la partie buna.

Q : Est-il vrai que M. Howard a dit à IG lors de cette réunion que les développements aux États-Unis avaient atteint un tel stade qu'il ne serait plus possible pour lui de cacher aux sociétés américaines cette information concernant le procédé buna ?

R : M. Ringer a effectivement rapporté ces propos.

Q : Était-ce lors de cette réunion que M. Howard a dit pour la première fois à IG que les sociétés américaines devraient peut-être être informées de ces procédés et qu'il lui a assuré que Standard Oil contrôlerait l'industrie du caoutchouc synthétique aux États-Unis ? Est-ce vrai ?

R : Cela est vrai. C'est ce que j'ai appris de la bouche de M. Ringer.

Q : Donc, dans tous ces accords passés depuis le début du développement de l'industrie du caoutchouc synthétique, la suppression de l'industrie du caoutchouc synthétique aux États-Unis faisait partie d'un plan préconçu entre IG, d'un côté, et M. Howard de Standard Oil, de l'autre ?

R : C'est une conclusion qui doit être tirée des faits précédents. {54}.

IG Farben représentait la plus grosse source de devises étrangères de l'Allemagne d'avant-guerre, et ces devises permirent à l'Allemagne d'acheter des matières premières stratégiques, des équipements militaires, d'acquérir des procédés techniques, et de financer ses programmes d'espionnage à l'étranger, sa propagande ainsi que diverses

activités politiques et militaires avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Agissant pour le compte de l'État nazi, *Farben* a élargi son champ d'activités à une dimension mondiale en conservant des relations étroites avec le régime nazi et la Wehrmacht. Un bureau de liaison, le *Vermittlungsstelle W*, fut établi pour maintenir les communications entre *IG Farben* et le ministère de la Guerre allemand :

*L'objectif de cette activité est de construire une organisation serrée à *IG* pour l'armement, qui pourrait être insérée sans difficultés dans le groupe *IG* existant et ses usines individuelles. En cas de guerre, *IG* sera traitée par les autorités concernées par les questions d'armement comme une grosse usine qui, dans son travail pour l'armement se régulera elle-même, autant qu'il est possible d'un point de vue technique, sans l'influence organisationnelle de l'extérieur. Le travail dans cette direction était un principe en accord avec le ministère de la guerre (Wehrwirtschaftsamt) et depuis ce bureau avec le ministère de l'Économie. Dans le domaine du travail du *Vermittlungsstelle W*, il revient à ce dernier, en dehors de la mise en place organisationnelle et de la planification à long terme, de collaborer en permanence, en matière d'armement et sur les questions techniques, avec les autorités du Reich et les usines d'*IG*. {55}*

Malheureusement, bien que l'on sache depuis d'autres sources qu'à partir de 1934 il existait un réseau complexe de transactions entre *IG* et la Wehrmacht, les archives des bureaux du *Vermittlungsstelle W* furent détruites avant la fin de la guerre. En 1934, *IG Farben* commença à se mobiliser pour la guerre. Chaque usine prépara ses plans de production de guerre et les soumit aux ministères de la Guerre et de l'Économie. Dès 1935-1936, une simulation de guerre se déroula dans les usines d'*IG Farben*, et l'on y effectua des répétitions des procédures techniques en temps de guerre. {56}. Ces guerres simulées ont été décrites par le Dr Struss, qui se trouvait à la tête du secrétariat de la commission technique d'*IG* :

*Il est vrai que depuis 1934 ou 1935, peu après la création du *Vermittlungsstelle W* dans les différentes usines, des simulations de guerre théoriques en usine ont été organisées pour examiner comment se matérialiseraient l'effet des bombardements sur certaines usines. Ce qui fut particulièrement pris en considération est ce qui arriverait si 100 ou 500 kilos de bombes tombaient sur une usine en particulier, et quelle en serait la conséquence. Il est également vrai que le mot *Kriegsspiele* fut utilisé pour désigner ces simulations.*

Les Kriegsspiele étaient préparés par M. Ritter et par le Dr Eckel et, plus tard, en partie par le Dr von Brunning, sur ordre personnel et de la propre initiative du Dr Krauch ou sur l'ordre de l'armée de l'air. Un certain nombre d'officiers de tous les groupes de la Wehrmacht (marine, armée de l'air et armée de terre) ont participé à ces Kriegsspiele.

Les endroits qui étaient touchés par des bombes étaient marqués sur un plan de l'usine afin d'établir quelles parties de l'usine étaient endommagées, par exemple un compteur de gaz ou une conduite importante. Dès l'attaque terminée, la direction de l'usine établissait la liste des dommages et signalait quelle

partie de l'usine devait être stoppée. Celle-ci indiquait ensuite le temps qui serait nécessaire pour réparer les dégâts. Lors d'une réunion suivante, les conséquences des Kriegsspiele furent décrites et il fut établi que dans le cas de [l'usine] Leuna, les dégâts impliqués seraient considérablement élevés. On découvrit en particulier que les modifications de la tuyauterie seraient effectuées à un coût considérable. {57}

Par conséquent, tout au long des années 1930, *IG Farben* fit plus que simplement exécuter les ordres du régime nazi. *Farben* fut une initiatrice et une opératrice des plans nazis en vue de la conquête du monde. *Farben* a agi comme une organisation de recherche et de renseignements pour l'armée allemande et a initié volontairement les projets de la Wehrmacht. En fait, l'armée n'eut que rarement besoin d'approcher *Farben* : on estime qu'environ 40 à 50% des projets de *Farben* pour l'armée étaient initiés par *Farben* elle-même. Bref, d'après les mots du Dr von Schnitzler :

*Ainsi, en agissant comme elle l'a fait, *IG* a contracté une très grande responsabilité. Elle a représenté une aide importante dans le domaine de la chimie et une aide décisive à la politique étrangère de Hitler, qui conduisit à la guerre et à la ruine de l'Allemagne. Par conséquent, je dois conclure qu'*IG* est largement responsable de la politique de Hitler.*

Soigner l'image publique d'*IG Farben*

Cette image pitoyable de préparatifs militaires avant la guerre était connue à l'étranger et devait être vendue – ou dissimulée – au public américain. C'était le seul moyen de faciliter la levée de fonds par Wall Street et l'assistance technique pour le compte d'*IG Farben* aux États-Unis. Une importante société new-yorkaise de relations publiques fut choisie avec pour mission de « vendre » le groupe *IG Farben* à l'Amérique. Cette société de relations publiques, qui jouissait de la meilleure notoriété à la fin des années 1920 et dans les années 1930, était *Ivy Lee & T.J. Ross* de New York. *Ivy Lee* s'était occupé auparavant d'une campagne de relations publiques pour les *Rockefeller*, campagne dont l'objectif avait été de rendre irréprochable le nom de *Rockefeller* auprès du public américain. Cette société avait également produit un ouvrage obséquieux intitulé *USSR*, qui avait pour but de réaliser le même « nettoyage » pour l'image de l'Union Soviétique, alors même que les camps de travail soviétiques tournaient à plein régime à la fin des années 1920 et au début des années 1930.

À partir de 1929, *Ivy Lee* devint le conseiller en relations publiques d'*IG Farben* aux États-Unis. En 1934, *Ivy Lee* fit une déposition devant la Commission parlementaire sur les activités antiaméricaines à propos de son travail pour *Farben*. {58} Lee attesta qu'*IG Farben* était affiliée à la société américaine de *Farben* et que « *American IG* [était] une société de holding qui comptait parmi ses administrateurs des personnes

comme Edsel Ford et Walter Teagle, l'un des responsables de *City Bank* ». Lee expliqua qu'il était payé 25 000 dollars par an, en accord avec les termes d'un contrat passé avec Max Ilgner *d'IG Farben*. Son travail consistait à contrer les critiques formulées à l'encontre *d'IG Farben* à l'intérieur des États-Unis. Le conseil donné par Ivy Lee à Farben sur ce problème fut plutôt le bienvenu :

En premier lieu, je leur ai dit qu'ils ne parviendraient jamais à faire en sorte que le peuple américain se résigne au traitement qu'ils ont fait subir aux Juifs, que cela était tout simplement étranger à la mentalité américaine, que cela ne pourrait jamais être justifié dans l'opinion publique américaine et qu'il était inutile d'essayer.

Deuxièmement, que tout ce qui sentait la propagande nazie dans ce pays était une erreur et ne devait pas être entrepris, et que notre peuple considérait cela comme une ingérence dans les affaires américaines et que c'était une triste affaire. {59}

Le versement initial de 4 500 dollars à Ivy Lee, selon les termes du contrat, fut effectué par Hermann Schmitz, le président *d'IG Farben* en Allemagne. Cette somme fut déposée à la *New York Trust Company* sous le nom *d'IG Chemie* (ou l'*« IG suisse »*, ainsi qu'Ivy Lee l'appelait). Le deuxième versement de 14 450 dollars fut effectué par William von Rath *d'American IG* et également déposé par Ivy Lee à la *New York Trust Company*, au crédit de son compte personnel. (Le compte bancaire de sa société se trouvait à la *Chase Bank*.) Ce point à propos de l'origine des fonds est important lorsque l'on prend en compte l'identité des administrateurs *d'American IG*, parce que le paiement par *American IG* signifiait que le gros des fonds de la propagande nazie ne trouvait pas son origine en Allemagne. Bien qu'ils fussent utilisés pour la propagande nazie aux États-Unis, ces fonds étaient américains, avaient été gagnés aux États-Unis et se trouvaient sous le contrôle d'administrateurs américains.

Autrement dit, la plus grosse partie des fonds de la propagande nazie maniés par Ivy Lee n'était pas importée d'Allemagne.

L'utilisation qui a été faite de ces fonds américains fit l'objet d'un interrogatoire de la Commission parlementaire sur les activités anti-américaines :

M. DICKSTEIN : Si je vous comprends bien, vous avez déposé que vous n'aviez reçu aucune propagande et que vous n'aviez rien à voir avec la distribution de propagande dans ce pays ?

M. LEE : M. Dickstein, je n'ai pas déposé n'avoir rien reçu.

M. DICKSTEIN : Alors, j'éliminerai cette partie de la question.

M. LEE : J'ai déposé n'avoir jamais disséminé de propagande.

M. DICKSTEIN : Avez-vous reçu, ou votre société a-t-elle reçu, à quelque moment que ce soit, des brochures de propagande provenant d'Allemagne ?

M. LEE : Oui, monsieur.

M. DICKSTEIN : Quand cela ?

M. LEE : Oh ! Nous avons reçu – il s'agit de ce que vous appelez propagande – nous avons reçu une grande quantité de brochures.

M. DICKSTEIN : Vous ne savez pas de quelle littérature il s'agissait et ce qu'elle contenait ?

M. LEE : Nous avons reçu des livres, des brochures, des coupures de presse et des documents, pour les siècles des siècles.

M. DICKSTEIN : Je suppose que quelqu'un dans votre entreprise les a lus et a vu de quoi il s'agissait ?

M. LEE : Oui, monsieur.

M. DICKSTEIN : Et ensuite, après avoir découvert ce qu'ils étaient, je suppose que vous en avez gardé des copies ?

M. LEE : Dans certains cas, oui ; et dans d'autres, non. Une grande partie de ces documents était bien sûr en allemand et j'avais entre les mains ce que mon fils m'avait envoyé. Il a dit qu'ils étaient intéressants et lourds de sens, et je les ai traduits ou j'en ai tiré des extraits.

{60}

Finalement, Ivy Lee a employé Burnham Carter pour étudier les reportages des journaux américains sur l'Allemagne et préparer des réponses pro-nazies appropriées. Il convient de noter que cette littérature allemande ne provenait pas de Farben. C'était de la littérature officielle de Hitler :

M. DICKSTEIN : Autrement dit, vous recevez ces documents qui traitent des conditions allemandes aujourd'hui. Vous les examinez et les recommandez. Cela n'a rien à voir avec le gouvernement allemand, bien que ces documents, cette littérature, soient la littérature officielle du régime de Hitler. C'est correct, non ?

M. LEE : Et bien, une bonne partie de cette littérature n'était pas officielle.

M. DICKSTEIN : Ce n'était pas de la littérature d'IG, non ?

M. LEE : Non, IG me l'a seulement envoyée.

M. DICKSTEIN : Pouvez-vous nous montrer un fragment de l'un de ces documents qui sont arrivés ici et qui avaient quelque chose à voir avec IG ?

M. LEE : Bien sûr ! Ils sortent pas mal de documents. Mais je ne veux pas éluder la question. Il n'y a pas le moindre doute que, sous leur autorité, j'ai reçu une quantité énorme de documents qui provenaient de sources officielles et officieuses.

M. DICKSTEIN : Exactement. Autrement dit, les documents qui furent envoyés ici par IG étaient des documents – nous les appellerons de la propagande – diffusés par l'autorité du gouvernement allemand. Mais la distinction que vous avez faite dans votre déclaration est que, telle que je la comprends, le gouvernement allemand ne vous les a pas envoyés directement mais qu'ils vous ont été envoyés par IG.

M. LEE : C'est exact.

M. DICKSTEIN : Et cela n'avait rien à voir avec leurs relations d'affaires à ce moment-là.

M. LEE : C'est exact. [\(61\)](#)

L'IG Farben américaine

Quels étaient les éminents financiers de l'Establishment de Wall Street qui dirigeaient les activités *d'American IG*, la filiale *d'IG Farben* aux États-Unis, tout en faisant la promotion de la propagande nazie ?

Parmi les administrateurs *d'American IG Farben* se trouvaient quelques-uns des membres les plus en vue de Wall Street. Les intérêts financiers allemands firent leur retour aux États-Unis après la Première Guerre mondiale et surmontèrent avec succès les barrières visant à maintenir IG hors du marché américain. Ni la saisie des brevets allemands ni la création de la *Chemical Foundation* ni le mur de droits de douane élevés ne furent un problème majeur.

Dès 1925, la *General Dyestuff Corporation* fut créée en tant qu'agent exclusif de vente pour les produits fabriqués par *Gasselli Dyestuff* (re-baptisée *General Aniline Works, Inc.* en 1929) et importés d'Allemagne. Les actions de *General Aniline Works* furent transférées en 1929 à *American IG Chemical Corporation* puis, en 1939, à *General Aniline & Film Corporation*, au sein de laquelle fusionnèrent *American IG* et *General Aniline Works*. *American IG* et *General Aniline & Film*. La société qui lui succéda est l'unité par laquelle fut maintenu le contrôle des entreprises *d'IG* aux États-Unis. Le nombre d'actions autorisées pour *American IG* était de 3 000 000 d'actions ordinaires de catégorie A et 3 000 000 d'actions ordinaires de catégorie B. En échange des participations dans *General Aniline Works* et dans *Agfa-Ansco Corporation*, *IG Farben* en Allemagne reçut toutes les actions de catégorie B et 400 000 actions de catégorie A. Trente millions de dollars d'obligations convertibles furent vendus au public américain, et le principal et les intérêts furent garantis par *l'IG Farben allemande*, qui bénéficia d'une option pour acheter 1 000 000 d'actions supplémentaires de catégorie A.

Tableau 2-2 : les directeurs d'American IG en 1930

Administrateur d'American IG	Citoyenneté	Autres associations majeures
Carl BOSCH	allemande	Ford Motor Co. AG.
Edsel B. FORD	américaine	Ford Motor Co. Détroit
Max ILGNER	allemande	Dirigeait le bureau d'IG Farben N.W.7 (Renseignements). Déclaré coupable lors du procès sur les crimes de guerre de Nuremberg
Fritz ter MEER	allemande	Déclaré coupable lors des procès pour crimes de guerre de Nuremberg
H.A. METZ	américaine	Administrateur d'IG Farben Allemagne et de la Bank of Manhattan (États-Unis)
C.E. MITCHELL	américaine	Administrateur de la Federal Reserve Bank de New York et de National City Bank
Hermann SCHMITZ	allemande	Siégeait aux conseils d'administration d'I.G. Farben (Allemagne). Président de la Deutsche Bank (Allemagne) et de la Banque des Règlements internationaux. Reconnu coupable lors des procès pour crimes de guerre de Nuremberg.
Walter TEAGLE	américaine	Administrateur de la Federal Reserve Bank de New York et de Standard Oil of New Jersey
W.H von RATH	Naturalisé américain	Administrateur de la General Electric allemande (A.E.G)
Paul M. WARBURG	Naturalisé américain	Premier membre de la Federal Reserve Bank de New York et président de la Bank of Manhattan
W. E. WEISS	américaine	Sterling Products

Source : Moody's Manual of Investments, 1930, p. 2149.

Note : Walter DUISBERG (Américain), W. GRIEF (Américain) et Adolf KUTTROFF (Américain) étaient également administrateurs d'American IG Farben à cette époque.

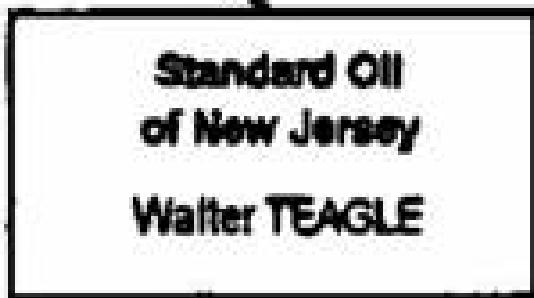
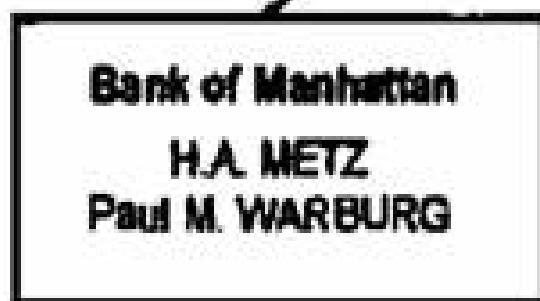
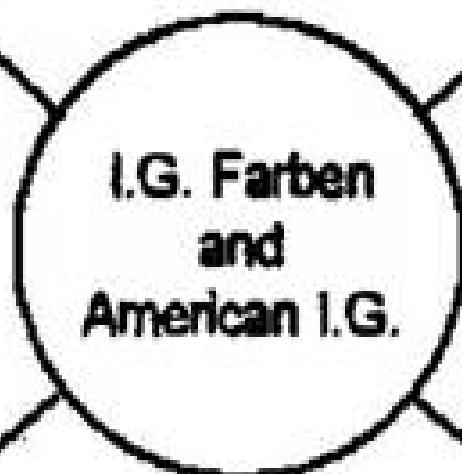
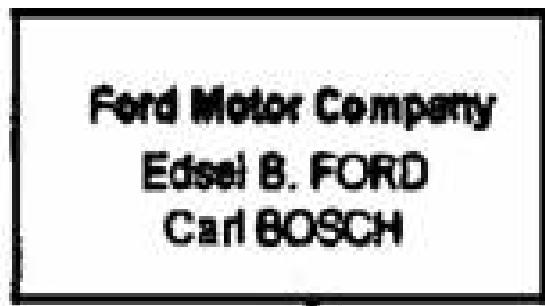
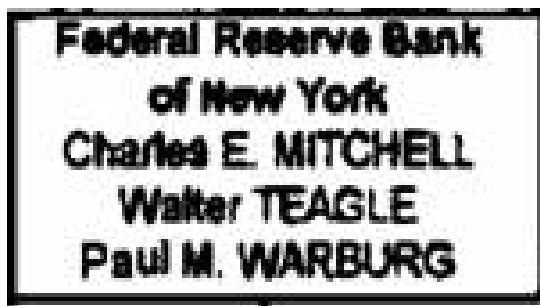
La direction *d'American IG* (rebaptisée plus tard *General Aniline*) était dominée par des responsables ou d'anciens responsables *d'IG*. [\[62\]](#) Hermann Schmitz y exerça la fonction de président de 1929 à 1936, et son frère, Dietrich A. Schmitz, naturalisé américain, lui succéda jusqu'en 1941. Hermann Schmitz était également administrateur de la Banque des Règlements Internationaux, le « sommet » du système de

contrôle financier international. Il resta président de son conseil d'administration de 1936 à 1939.

Le conseil d'administration d'origine incluait neuf membres qui étaient ou avaient été des membres du conseil d'administration *d'IG Farben* en Allemagne (Hermann Schmitz, Carl Bosch, Max Ilgner, Fritz ter Meer et Wilfried Grief) ou y avaient été précédemment employés en Allemagne (Walter Duisberg, Adolf Kuttroff, W.H. von Rath, Hermann A. Metz). Hermann A. Metz était citoyen américain, fervent démocrate en politique et ancien contrôleur des finances de la ville de New York. Un dixième personnage, W. E. Weiss, avait été sous contrat avec *IG*.

Les administrateurs *d'American IG* n'étaient pas seulement des personnages de premier plan à Wall Street et dans l'industrie américaine, ils étaient également issus de quelques institutions très influentes (voir page suivante).

Les quatre autres membres du conseil d'administration *d'American IG* étaient des citoyens américains très en vue et membres de l'élite financière de Wall Street : C. E. Mitchell, président de *National City Bank* et de la Banque de Réserve Fédérale de New York ; Edsel B. Ford, président de *Ford Motor Company* ; W.C. Teagle, un autre administrateur de *Standard Oil of New Jersey* ; et Paul Warburg, premier membre de la Banque de Réserve Fédérale de New York et président de la *Bank of Manhattan Company*.



Entre 1929 et 1939, il y eut des changements dans la composition du conseil d'administration *d'American IG*. Bien qu'une majorité de ses administrateurs eût toujours un passé chez *IG* ou des liens avec cette entreprise, et si leur nombre a varié au fil du temps, le conseil d'administration ne comptait jamais moins de quatre administrateurs américains. En 1939 – sans doute en anticipation de la Seconde Guerre mondiale – un effort fut entrepris pour donner une teinte plus américaine au conseil d'administration, mais, malgré la démission d'Hermann Schmitz, de Carl Bosch et de Walter Duisberg, ainsi que la nomination de sept nouveaux administrateurs, sept membres appartenaient toujours au groupe *IG*. Cette domination *d'IG* s'accrut au cours des années 1940 et 1941, alors que les administrateurs américains, dont Edsel Ford, prirent conscience du côté politique malsain *d'IG* et démissionnèrent.

À partir de ces preuves, on peut faire plusieurs remarques élémentaires. D'abord, le conseil d'administration *d'American IG* comptait trois administrateurs issus de la Banque de Réserve Fédérale de New York, la plus influente des diverses banques de la Réserve fédérale. [{63}](#) *American IG* entretenait également des liens étroits avec *Standard Oil of New Jersey*, *Ford Motor Company*, *la Bank of Manhattan* (qui deviendra plus tard *la Chase Manhattan*) et *A.E.G (General Electric* en Allemagne). Ensuite, trois membres du conseil d'administration *d'American IG* furent reconnus coupables lors des procès pour crimes de guerre à Nuremberg. Il s'agissait des administrateurs allemands, et non des Américains. Parmi les Allemands, se trouvait Max Ilgner, le directeur du bureau N.W.7 *d'IG Farben* à Berlin, c'est-à-dire le bureau de renseignements nazi d'avant-guerre. Si les administrateurs d'une grande entreprise sont collectivement responsables des activités de leur société, alors ses administrateurs américains auraient dû être jugés à Nuremberg, en compagnie des administrateurs allemands. Mais si l'objectif de ces procès était de détourner l'attention de l'implication des États-Unis dans l'accession de Hitler au pouvoir, alors il a parfaitement été atteint.

CHAPITRE 3

General Electric finance Hitler

La loi pour le redressement de l'industrie nationale [National Industry Recovery Act – NRA – NdT] du 16 juin 1933 est l'une des premières mesures fascistes prises par Roosevelt. Les origines de ce programme valent la peine d'être rappelées.

Ces idées furent d'abord suggérées par Gerard Swope de la General Electric Company, [...] après quoi elles furent adaptées par la chambre de commerce des États-Unis.

(Herbert Hoover, *The Memoirs of Herbert Hoover : The Great Depression, 1929-1941*, New York, The Macmillan Company, 1952, p. 420.)

La multinationale géante *General Electric* a joué un rôle sans égal dans l'histoire du XX^e siècle. *General Electric Company* a électrifié l'Union Soviétique dans les années 1920 et 1930, concrétisant ainsi pour les Soviétiques la célèbre formule de Lénine, « le socialisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification ». [{64}](#) Le Plan Swope, créé par l'ancien président de *General Electric*, Gerard Swope, devint le New Deal de Franklin D. Roosevelt par un processus que déplora l'ancien président des États-Unis Herbert Hoover [{65}](#) qui le décrit dans *Wall Street et Franklin D. Roosevelt*. [{66}](#).

Swope et Young, de *General Electric Company*, entretenaient une relation intime de longue date avec la famille Roosevelt, tout comme *General Electric* entretenait une relation étroite avec l'Union Soviétique. En 1936, le sénateur James A. Reed du Missouri, un sympathisant de la première heure de Roosevelt, prit conscience de la trahison de ce dernier vis-à-vis des idées libérales et attaqua son programme du New Deal. Il déclara que ce programme était une mesure « tyrannique conduisant au despotisme [et] demandée par ses mécènes sous le slogan communiste de la 'justice sociale' ». En outre, ce sénateur accusa Franklin D. Roosevelt devant l'auditoire du Sénat d'être le « larbin des royalistes économiques » de Wall Street et la famille Roosevelt d'être « l'un des plus gros actionnaires de *General Electric Company* ». [{67}](#).

Au fur et à mesure que nous enquêtons sur l'histoire allemande de l'entre-deux-guerres qui s'est jouée dans les coulisses et sur celle de Hitler et du nazisme, nous découvrons qu'Owen D. Young et Gerard Swope de *General Electric* furent tous deux liés à la montée de l'hitlérisme et à la suppression de la démocratie allemande. Que l'on trouve des administrateurs de *General Electric* impliqués dans ces trois faits historiques distincts – à savoir, le développement de l'Union Soviétique, la création du New Deal de Roosevelt et la montée de l'hitlérisme – semble indiquer le vif intérêt qu'éprouvent certains éléments des grandes entreprises pour la socialisation du monde. Une socialisation qu'ils mènent comme bon leur semble, en vue d'atteindre leurs propres objectifs plutôt que de garantir le maintien d'un marché impartial dans une société libre. [{68}](#). *General Electric* a amplement profité du bolchevisme, du New Deal socialiste de Roosevelt et, comme nous le verrons plus loin, du national-socialisme dans l'Allemagne de Hitler.

General Electric dans l'Allemagne de Weimar

Jusqu'à son assassinat en 1922, Walter Rathenau fut le directeur général d'*Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft* (A.E.G) – la *General Electric* allemande – et, à l'instar d'Owen Young et de Gerard Swope, ses homologues aux États-Unis, il fut un défenseur de premier ordre du socialisme corporatif [{69}](#). Walter Rathenau se prononça publiquement contre la concurrence et la libre entreprise. Pourquoi ? Parce que Rathenau et Swope voulaient tous deux la protection et la coopération de l'État pour leurs propres entreprises et à leur profit. (Mais évidemment pas pour les objectifs et les profits des autres.) Rathenau formula ainsi leur appel dans *The New Political Economy* :

La nouvelle économie, comme nous l'avons vu, ne sera pas une économie étatique ou gouvernementale mais une économie privée engagée dans un pouvoir civique de résolution qui nécessitera certainement la coopération de l'État pour sa consolidation organique afin de dépasser les frictions internes et accroître la production et l'endurance. [{70}](#)

Lorsque nous décryptons la prose boursouflée de Rathenau, cela signifie que le pouvoir de l'État devrait être mis à la disposition des entreprises privées pour leurs propres objectifs corporatistes – ce qui est populairement connu sous le nom de national-socialisme. Rathenau s'exprimait publiquement contre la concurrence et l'héritage basé sur la libre-entreprise. Pas pour leur propre fortune, pour autant qu'on puisse le déterminer, mais pour la fortune de ceux qui n'ont pas d'influence politique dans l'appareil de l'État.

« Il n'y aura aucune revendication générale pour être choisi, et pourtant chacun sera appelé au poste pour lequel il est le mieux adapté. Le peuple ne gouvernera pas, n'exercera pas de souveraineté, et pourtant il constituera la

matière première des dirigeants et des seigneurs, en perpétuel renouvellement, à l'exception de la monarchie, qui est à part et sera héréditaire. La famille dirigeante aura la capacité de rajeunir son capital [génétique] grâce à un mélange sain avec le sang du peuple. Les avantages héréditaires seront immuables car les dispositions, les expériences, la culture et le talent pourront être transmis par héritage. » [{71}](#)

Owen D. Young, de *General Electric*, était l'un des trois délégués nord-américains à la réunion du plan Dawes de 1923 au cours de laquelle fut établi le programme des réparations allemandes. En consultant le contenu des plans Dawes et Young, nous pouvons voir comment certaines entreprises privées avaient la capacité de bénéficier de la puissance de l'État. Les plus grands prêts de Wall Street à l'Allemagne durant les années 1920 furent les prêts pour les réparations. Et ce sont les investisseurs américains qui ont payé les réparations allemandes. La cartellisation de l'industrie électrique allemande sous *A.E.G* (de même que la sidérurgie et l'industrie chimique, dont il est question dans les chapitres 1 et 2) fut rendue possible grâce à ces prêts de Wall Street :

Date de l'offre	Emprunteur	Banque gestionnaire aux États-Unis	Montant facial de l'émission
26/01/1925	<i>Allgemeine Elektricitäts Gesellschaft (A.E.G)</i>	<i>National City Co.</i>	\$10 000 000
09/12/1925	<i>Allgemeine Elektricitäts Gesellschaft (A.E.G)</i>	<i>National City Co.</i>	\$10 000 000
22/05/1928	<i>Allgemeine Elektricitäts Gesellschaft (A.E.G)</i>	<i>National City Co.</i>	\$10 000 000
07/06/1928	<i>Allgemeine Elektricitäts Gesellschaft (A.E.G)</i>	<i>National City Co.</i>	\$5 000 000

En 1928, lors des réunions du plan Young sur les réparations, le président de *General Electric*, Owen D. Young, siégeait comme délégué principal des États-Unis. Il avait été nommé par le gouvernement des États-Unis qui comptait sur son pouvoir et son prestige pour décider des questions financières internationales permettant d'accroître les profits de Wall Street et de *General Electric*.

En 1930, Owen D. Young, qui a donné son nom au plan pour les réparations allemandes, devint président du conseil d'administration de la *General Electric Company* à New York. Young était également président du comité exécutif de la *Radio Corporation of America* et admi-

nistrateur de la *General Electric allemande* (A.E.G) et d'*Osram* en Allemagne. Young siégeait également aux conseils d'autres sociétés américaines majeures, dont *General Motors*, *NBC* et *RKO*. Il fut conseiller du *National Industrial Conference Board*, administrateur de la Chambre de commerce internationale et vice-président du conseil d'administration de la Banque de Réserve Fédérale de New York. Gerard Swope fut président et administrateur de *General Electric Company*, de même que des sociétés françaises et allemandes qui lui étaient associées, dont A.E.G et *Osram* en Allemagne.

Swope fut aussi administrateur de *RCA*, de *NBC* et de *National City Bank of New York*. D'autres administrateurs de l'époque d'*international General Electric* permettent de prendre la mesure du contrôle qu'exerçait Morgan sur cette société, et Young et Swope étaient tous deux généralement connus pour être les représentants de Morgan au conseil d'administration de *General Electric*. Ce conseil incluait également Thomas Cochran, un autre associé dans la firme de J.P. Morgan. L'administrateur de *General Electric*, Clark Haynes Minor, fut président d'*International General Electric* dans les années 1920. Victor M. Cutter, de la *First National Bank* de Boston, était aussi administrateur de *GE*. C'est un personnage qui joua un rôle dans les « Révoltes bananières » en Amérique Centrale.

À la fin des années 1920, Young, Swope et Minor d'*International General Electric* se lancèrent dans l'industrie électrique allemande et, s'ils n'en prirent pas le contrôle, comme certains l'ont rapporté, ils eurent au moins leur mot à dire dans les affaires internes d'A.E.G et d'*Osram*. En juillet 1929, un accord fut conclu entre *General Electric* et trois autres sociétés allemandes – A.E.G, *Siemens & Halske*, et *Koppel and Company* – qui détenaient à elles trois la totalité du capital d'*Osram*, le fabricant d'ampoules électriques. *General Electric* acheta 16 % des actions d'*Osram* et conclut un accord conjoint pour le contrôle de la production et de la commercialisation des ampoules électriques. Clark Minor et Gerard Swope devinrent administrateurs d'*Osram*. {72}.

En juillet 1929, les rumeurs qui circulaient dans les cercles financiers allemands, selon lesquelles *General Electric* était en train de prendre une participation dans A.E.G et que des discussions à cette fin étaient en cours entre A.E.G et GE, {73}, furent l'objet d'un grand intérêt. En août, il fut confirmé que des actions ordinaires d'A.E.G devaient être émises à hauteur de 14 millions de marks en faveur de *General Electric*. Ces actions, ajoutées aux actions achetées sur le marché, donnaient à *General Electric* une participation de 25% dans A.E.G. Un modus vivendi plus précis fut signé entre les deux sociétés, garantissant à la société allemande de la technologie et des brevets américains. Des communiqués de presses insistèrent sur le fait qu'A.E.G ne prendrait pas de par-

ticipation dans *GE*, mais, en revanche, que *GE* financerait l'expansion d'*A.E.G* en Allemagne. {74} La presse financière allemande fit également remarquer qu'*A.E.G* n'était pas représentée au conseil d'administration de *GE* aux États-Unis, mais que cinq Américains siégeaient désormais au conseil d'administration d'*A.E.G* On pouvait lire dans le *Vis-sische Zeitung* :

L'industrie électrique américaine a conquis le monde, et seuls quelques-uns des bastions concurrents restants ont été capables de résister à cette attaque.
{75}

La presse financière allemande ignorait qu'à partir de 1930, *General Electric* avait obtenu de façon similaire un monopole technique effectif sur l'industrie électrique soviétique et qu'elle s'apprêtait à s'introduire dans les bastions restants en Allemagne, en particulier le Groupe *Siemens*. En janvier 1930, trois hommes de *GE* furent élus au conseil d'administration d'*A.E.G* – Clark H. Minor, Gerard Swope et E. H. Baldwin – et *International General Electric* (IGE) poursuivit ses manœuvres pour fusionner l'industrie électrique mondiale dans un cartel géant sous le contrôle de Wall Street.

En février, *General Electric* se concentra sur le dernier géant électrique allemand qui subsistait, *Siemens & Halske*, et tandis que *GE* obtenait une quantité importante d'obligations émises par *Dillon, Read of New York* pour le compte de cette société allemande, elle ne parvint pas à acquérir une participation ou des administrateurs dans *Siemens*. La presse allemande reconnut que même ce contrôle limité était « un évènement historique de premier ordre et un pas en avant important vers un futur trust électrique mondial » {76}, et *Siemens* conserva son indépendance vis-à-vis de *General Electric*. Cette indépendance est importante pour notre propos. Voilà ce qu'il était écrit dans le *New York Times* :

L'ensemble de la presse insiste sur le fait que Siemens, contrairement à A.E.G, garde son indépendance pour l'avenir et fait remarquer qu'aucun représentant de General Electric ne siégera au conseil d'administration de Siemens.
{77}

Il n'y a aucune preuve que *Siemens*, tant à travers *Siemens & Halske* que *Siemens-Schukert*, ait participé directement au financement de Hitler. *Siemens* n'a donné de l'argent à Hitler que modérément et indirectement à travers sa participation dans le capital d'*Osram*. En revanche, tant *A.E.G* qu'*Osram* ont financé directement Hitler par l'intermédiaire du *Nationale Treuhand* et ce de façon importante. Au début des années 1930, *Siemens* conservait toujours son indépendance, tandis qu'*A.E.G* et *Osram* étaient toutes deux sous domination américaine et qu'elles comptaient des administrateurs américains. Il n'y a aucune

preuve que *Siemens*, qui n'avait pas d'administrateurs américains, ait financé Hitler. En revanche, nous avons des documents irréfutables de l'époque (voir page 82) montrant que la *General Electric* allemande et *Osram*, comptant toutes deux des administrateurs américains, ont financé Hitler.

Dans les mois qui suivirent la tentative de Wall Street de prendre le contrôle de *Siemens*, le modèle d'un trust mondial de l'industrie électrique s'est clarifié : un terme fut mis à la lutte internationale pour les brevets, et la participation de *GE* dans *A.E.G* augmenta pour atteindre près de 30%. {78}

Par conséquent, au début des années 1930, alors que Hitler s'apprêtait à se saisir d'un pouvoir dictatorial en Allemagne – soutenu par quelques industriels allemands et américains, mais certainement pas par tous –, la *General Electric* allemande (*A.E.G*) était détenue par *International General Electric* (environ 30% des parts), par la *Gesellschaft Für Electrische Unternemungen* (25%) et par *Ludwig Lowe* (25%). *International General Electric* détenait également une participation d'environ 16,66 % dans *Osram* et exerçait une influence directe supplémentaire dans cette dernière au travers des administrateurs d'*A.E.G*. Au conseil d'administration d'*A.E.G*, en dehors des quatre administrateurs américains (Young, Swope, Minor et Baldwin), siégeaient également [Robert] Pferdmenges d'*Oppenheim & Co.* (un autre financier de Hitler) et Quandt, un financier direct essentiel de Hitler, qui détenait 75% d'*Accumulatoren-Fabrik*. Autrement dit, parmi les administrateurs d'*A.E.G*, se trouvaient des représentants de plusieurs entreprises allemandes qui financèrent Hitler dans les années 1920 et 1930.

Sociétés liées à A.E.G par des administrateurs communs	Administrateurs d'A.E.G	Type de relation avec le financement de Hitler
<i>Accumulatoren-Fabrik</i>	<i>Quandt Pfeffer</i>	<i>Financement direct, voir p. 88</i>
<i>Osram</i>	<i>Mamroth Peierls</i>	<i>Financent direct, voir p. 81</i>
<i>Deutschen Babcock-Wilcox</i>	<i>Landau</i>	<i>Inconnu</i>
<i>Vereinigte Stahlwerke</i>	<i>Wolff Nathan Kirdorf Goldschmidt</i>	<i>Financement direct, voir p. 81</i>
<i>Krupp</i>	<i>Nathan Klotzbach</i>	<i>Financement direct, voir p. 86</i>
<i>IG Farben</i>	<i>Bucher Flechtheim von Rath</i>	<i>Financement direct, voir p. 81</i>

<i>Allianz u.</i>	<i>von Rath</i>	<i>Rapporté mais non prouvé</i>
<i>Stuttgarter Verein Phoenix</i>	<i>Wolff Fahrenhorst</i>	<i>prouvé, voir p. 81</i>
<i>Thyssen</i>	<i>Fahrenhorst</i>	<i>Financement direct, voir p. 154</i>
<i>Dernag</i>	<i>Fahrenhorst Flick</i>	<i>Voir p. 81</i>
<i>Dynamit</i>	<i>Flechtheim</i>	<i>À travers IG Farben</i>
<i>Gelsenkirchener Bergwerks</i>	<i>Kirdorf Flechtheim</i>	<i>Financement direct, voir p. 81</i>

Sociétés liées à A.E.G par des administrateurs communs	Administrateurs d'A.E.G	Type de relation avec le financement de Hitler
<i>International General Electric</i>	<i>Young Swope Minor Baldwin</i>	<i>À travers A.E.G, voir p. 85</i>
<i>American IG Farben</i>	<i>von Rath</i>	<i>À travers IG Farben, voir p. 66</i>
<i>International Bank (Amsterdam)</i>	<i>H. Furstenberg Goldschmidt</i>	<i>Inconnu</i>

General Electric et le financement de Hitler

La source du « socialisme corporatif » moderne est profondément enracinée dans la gestion de deux groupes multinationaux affiliés : *General Electric Company*, aux États-Unis, et A.E.G-Osram, en Allemagne, avec lesquelles *GE* était associée à l'étranger. Nous avons observé que Gerard Swope, le deuxième président de *General Electric*, et Walter Rathenau d'A.E.G ont fait la promotion d'idées radicales pour le contrôle de l'État par des intérêts d'affaires privés.

À partir de 1915, *International General Electric* (IGE.), située au 120 Broadway, à New York, agissait en tant qu'organisme d'investissement, de fabrication et de commercialisation à l'étranger, pour le compte de *General Electric Company*. IGE détenait des participations dans des sociétés manufacturières à l'étranger, dont 25 à 30% dans A.E.G, ainsi que des parts dans *Osram G.m.b.H.*, société en commandite, également si-

tuée à Berlin. Ces participations permettaient à *International General Electric* de disposer de quatre sièges au conseil d'administration d'A.E.G et d'un autre administrateur chez *Osram*, ainsi que d'une grande influence dans la politique interne de ces sociétés allemandes. Ce qui est important dans ces participations de *General Electric* est qu'A.E.G et Osram étaient des fournisseurs de premier plan de fonds pour Hitler dans son ascension vers le pouvoir en Allemagne en 1933. Un récépissé de transfert bancaire d'A.E.G vers *Delbrück, Schickler & Co.* à Berlin, daté du 2 mars 1933, demande que 60 000 Reichsmarks soient déposés sur le compte du « *Nationale Treuhand* » (agence fiduciaire nationale) pour l'usage de Hitler. Ce reçu est reproduit page suivante.

IG Farben était le plus important soutien financier de Hitler en Allemagne et (comme cela est noté ailleurs) cette société contrôlait *American IG*. À cela, il faut ajouter que plusieurs administrateurs d'A.E.G siégeaient également au conseil d'administration d'*IG Farben* – à savoir, Hermann Bucher, le président d'A.E.G, de même que les directeurs d'A.E.G, Julius Flechtheim et Walter von Rath. *IG Farben* contribua à hauteur de 30% au fonds fiduciaire national (ou à la prise de pouvoir) de Hitler en 1933.

Walter Fahrenhorst d'A.E.G siégeait également aux conseils d'administration de *Phoenix A-G*, de *Thyssen AG* et de *Demag AG* – et toutes ces sociétés étaient des donatrices au fonds de Hitler. *Demag AG* contribua à hauteur de 50 000 RM. Un de ses administrateurs siégeait à A.E.G – le tristement célèbre Friedrich Flick, l'un des premiers sympathisants de Hitler, qui fut plus tard reconnu coupable lors des procès de Nuremberg. *Accumulatoren Fabrik AG* contribua au *Nationale Treuhand* de Hitler (à hauteur de 25 000 RM) [{79}](#) et disposait de deux administrateurs au conseil d'administration d'A.E.G : August Pfeffer et Gunther Quandt. Ce dernier possérait personnellement 75% d'*Accumulatoren Fabrik*.

ALLGEMEINE ELEKTRICITÄTS-GESELLSCHAFT FINANZVERWALTUNG

SELEN NW 40 Produkt-Nr. 110

Booksellers
Dabrik & Sonckler & Co.,
Barbican, E.C.
University, 61-65.



Bull. Amer. Math.

Wir überweisen Ihnen per Reichenbankgirokonte
RS 60 000,-
(*1,5% Sechzigtausend Reichsmark*)

REFERENCES

Извините, я не могу отвечать на эти сообщения.

RECORDED BY ELECTROTYPE PROCESS OF THE BOSTON HERALD

— 1 —

卷之三

Réécrit bancaire original du transfert daté du 2 mars 1933, de *German General Electric* vers la banque *Delbrück, Schickler* à Berlin, avec instruction de payer 60 000 RM au *Nationale Treuhand* (administré par *Hjalmar Schacht* et *Rudolf Hess*) qui fut utilisé pour faire élire Hitler en mars 1933.

Source : tribunal militaire de Nuremberg, document n° 391-395.

Osram Gesellschaft, dans laquelle *International General Electric* détenait directement 16,66% des parts, avait également deux administrateurs chez A.E.G : Paul Marnroth et Heinrich Pferls. Osram contribua directement au fonds de Hitler à hauteur de 40 000 RM. L'entreprise d'Otto Wolff, *Vereinigte Stahlwerke AG*, bénéficiaire d'importants prêts new-yorkais dans les années 1920, avait trois administrateurs au conseil d'A.E.G : Otto Wolff, Henry Nathan et Jakob Goldschmidt. Alfred Krupp von Bohlen, unique propriétaire du groupe *Krupp* et sympathisant de Hitler de la première heure, était membre de l'*Aufsichtsrat* d'A.E.G Robert Pferdmenges, un membre du Cercle d'Amis de Hitler, siégeait également au conseil d'administration d'A.E.G

Autrement dit, presque tous les administrateurs de la *General Electric* allemande soutenaient financièrement Hitler et étaient non seulement associés avec A.E.G, mais également avec d'autres sociétés qui finançaient Hitler.

Walter Rathenau {80} devint administrateur d'A.E.G en 1899 et, au début du XX^e siècle, il administrait plus de 100 entreprises. Rathenau était l'auteur du « plan Rathenau », qui ressemblait fortement au « plan Swope » – c'est-à-dire au New Deal de FDR qui avait été rédigé par Swope, de GE. Autrement dit, nous sommes en présence de la coïncidence extraordinaire que les auteurs des plans de style New Deal aux États-Unis et en Allemagne furent également des soutiens de premier ordre de ceux qui ont exécuté ces plans : Hitler en Allemagne et Roosevelt aux États-Unis.

Swope était le président du conseil d'administration de la *General Electric Company* et *d'International General Electric*. En 1932, les administrateurs américains d'A.E.G étaient étroitement liés aux cercles bancaires et politiques américains comme suit :

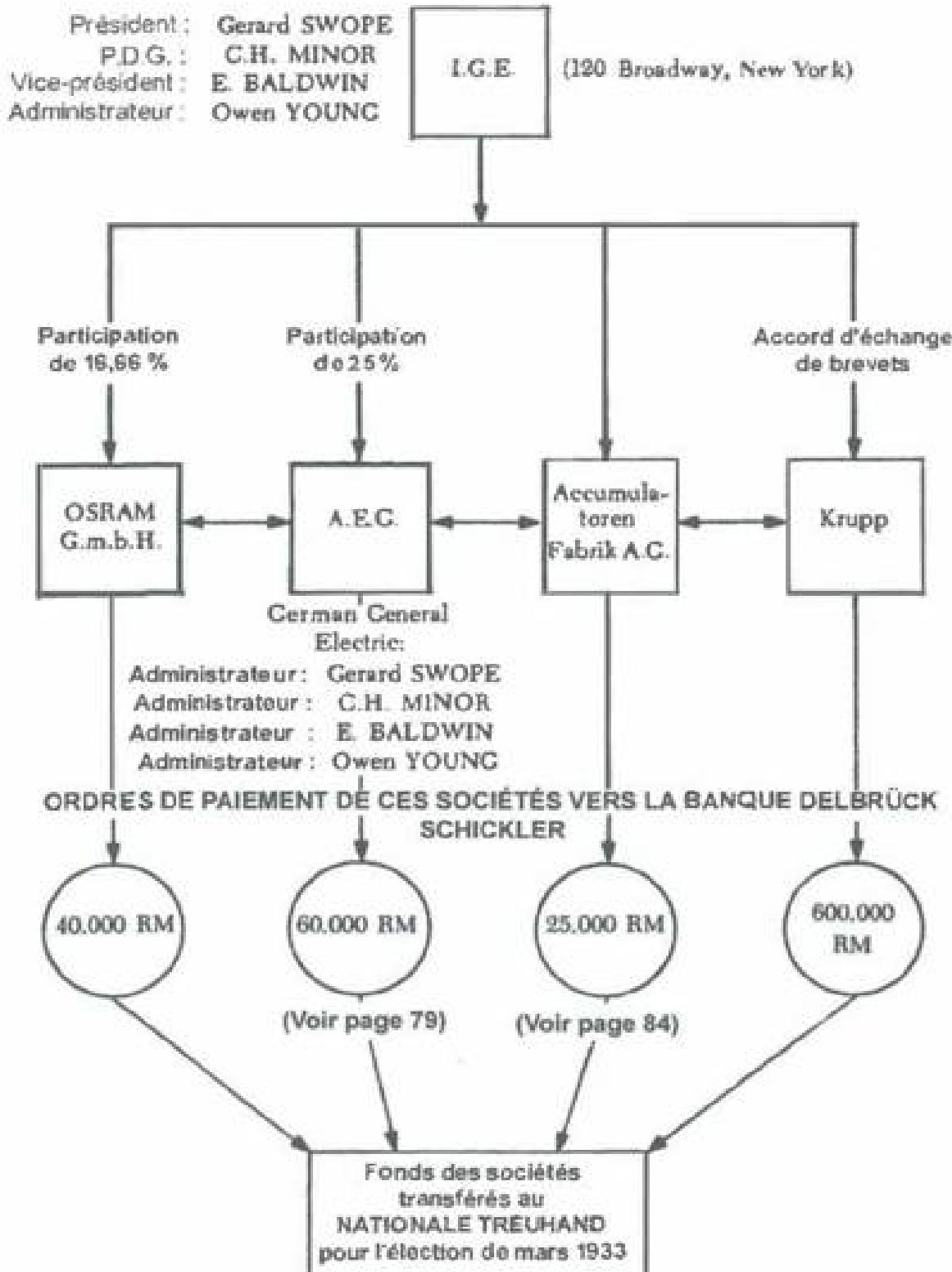
Gerard SWOPE : Président *d'International General Electric* et président de *General Electric Company*, administrateur de *National City Bank* (et d'autres sociétés), administrateur d'A.E.G et d'Osram en Allemagne. Auteur du New Deal de FDR et membre de nombreuses organisations de Roosevelt.

Owen D. YOUNG : Président du conseil d'administration de *General Electric* et vice-président de la *Federal Reserve Bank de New York*. Auteur, avec J. P. Morgan, du Plan Young qui remplaça le Plan Dawes en 1929. (Cf. chapitre 1.)

Clark H. MINOR : PDG d'International *General Electric*, administrateur de *British Thomson Houston*, de *Compania Generale di Electricita* (Italie), et de *Japan Electric Bond & Share Company* (Japon).

Nous disposons de preuves solides, authentiques et indiscutables [{81}](#) pour montrer que la *General Electric* allemande a versé des sommes importantes au fonds politique de Hitler. Quatre administrateurs américains se trouvaient à A.E.G (Baldwin, Swope, Minor et Clark), laquelle était détenue à 80% par *International General Electric*. De plus, *IGE* et les quatre administrateurs américains totalisaient la plus grosse participation dans A.E.G et disposaient par conséquent de la plus grande influence dans les actions et la politique de cette société. Qui plus est, presque tous les autres administrateurs d'A.E.G étaient liés avec des sociétés (telles que *IG Farben*, *Accumulatoren Fabrik*, etc.) qui contribuèrent directement au fonds politique de Hitler en tant qu'entreprises. Cependant, seuls les administrateurs allemands d'A.E.G furent jugés à Nuremberg en 1945.

**INTERNATIONAL GENERAL ELECTRIC ET SES LIENS
AVEC LE "NATIONALE TREUHAND" ADMINISTRÉ
PAR HJALMAR SCHACHT ET RUDOLPH HESS**



Coopération technique avec Krupp

En plus de l'aide financière qu'elle a apportée à Hitler, *General Electric*, en compagnie d'autres soutiens financiers de Hitler, a également étendu son aide aux programmes de cartel, pour leur profit mutuel et au profit de l'État nazi. Le carbure de tungstène cimenté est un exemple de cette coopération entre GE et les nazis. Avant novembre 1928, les industries américaines se procuraient auprès de différentes sources le carbure de tungstène, ainsi que les outils et les étampes contenant cette composition de métal dur. Parmi ces sources, la société Krupp, située à Essen en Allemagne, et deux sociétés américaines qui se fournissaient auprès de Krupp, *Union Wire Die Corporation* et *Thomas Prosser & Son*. En 1928, Krupp se contraignit à accorder des licences en vertu des brevets américains qu'elle reconnaissait à *Firth-Sterling Steel Company* et à *Ludlum Steel Company*. Avant 1928, le carbure de tungstène qui était utilisé pour les outils et les étampes se vendait 50 dollars la livre aux États-Unis.

Les brevets américains que Krupp revendiquait comme étant sa propriété portaient le nom *d'Osram Kommanditgesellschaft* et avaient été cédés auparavant par la société allemande *Osram* à la *General Electric* allemande. Cependant, *General Electric* avait également développé ses propres brevets, principalement les brevets Hoyt et Gilson, qui couvraient des procédés concurrents pour le carbure de tungstène cimenté. *General Electric* pensait pouvoir utiliser ces brevets de façon indépendante sans contrefaire les brevets de Krupp. Mais au lieu d'utiliser les brevets de GE de façon indépendante en concurrence avec Krupp ou de tester ses droits en vertu des lois sur les brevets, *General Electric* négocia un accord de cartel avec Krupp pour mutualiser les brevets des deux parties et conférer à *General Electric* un contrôle monopolistique sur le carbure de tungstène aux États-Unis.

La première étape de cet accord de cartel fut mise en œuvre par *Carboloy Company, Inc.*, une filiale de *General Electric* constituée en société commerciale dans le but d'exploiter le carbure de tungstène. Dans les années 1920, *Carboloy* augmenta le prix du carbure de tungstène, qui tournait alors autour de 50 dollars la livre, et le fixa à 458 dollars la livre. Il est évident qu'aucune société ne pouvait en vendre de grandes quantités à un tel prix, mais c'était une façon de maximiser les profits de GE. En 1934, *General Electric* et *Carboloy* parvinrent également à obtenir, en l'achetant, la licence accordée par Krupp à *Ludlum Steel Company*, éliminant ainsi un concurrent.

En 1936, Krupp fut persuadée de restreindre ses exportations vers les États-Unis. L'engagement réciproque, selon lequel *General Electric* et *Carboloy* n'en exporteraient pas depuis les États-Unis, représenta une partie du prix à payer pour éliminer du marché américain le carbure de

tungstène fabriqué à l'étranger. Ainsi, ces sociétés américaines lièrent leurs propres mains par un contrat, ou permirent à Krupp de leur lier les mains et empêchèrent l'industrie américaine d'accéder aux marchés étrangers. *Carbloy Company* acquit ensuite l'entreprise *Thomas Prosser & Son* et racheta en 1937, pour près d'un million de dollars, l'entreprise concurrente *Union Wire Die Corporation*. En refusant de vendre son carbure de tungstène aux États-Unis, Krupp coopéra avec *General Electric* et *Carbloy* pour persuader *Union Wire Die Corporation* d'être rachetée.

Zs./Zsh.

Accumulatoren-Fabrik Aktiengesellschaft

HAUPTVERWALTUNG BERLIN SW 11. ASKANISCHER PLATZ 3



Unternehmens-
Führeramt Berlin

Postanschrift: Sonnenstr. 8/2 (Telefon 45 47)
Postleitzahl: Sonnenstr. 8/2 (Telefon 1331)

Postanschrift:

Postleitzahl: Konto Nr. 810 Berlin

Wirtschafts-Cont. Konto Berlin

Deutsche Bank und Deutsche

Gesellschaft, Berlin, W.B.

Bankier: Hentsch, Gruenthal, Berlin W.B.

An das

Bankhaus Delbrück, Schickler & Co.,
Berlin, W. 6
Mauer-Strasse 61/63

X



L
Dienst

Berlin SW 11. Askanscher Platz 3
Tele. 9-11111 1933.

Durch die Deutsche Bank, Berlin, überweisen wir Ihnen
einen Betrag von:

RM 25.000.— (i.w. Fünfzehntausend Reichsmark)

und bitten Sie, diesen Betrag dem bei Ihnen geführten Konto :

* Nationale Treuhand - gutzubringen.

Ihre Bestätigung bitten wir, an die Direktion unserer
Gesellschaft, auch auf dem Briefumschlag, zu richten.

Ehrachtungsvoll

Accumulatoren-Fabrik
Aktiengesellschaft

Hjalmar Schacht *Rudolf Hess*

Dern Schacht
Bankier im Postbüro

Reichsrat für Arbeit und Sozialordnung

Récépissé du transfert bancaire original daté du 9 mars 1933,
d'Accumulatoren-Fabrik vers la banque Delbrück, Schickler à Berlin, avec
instruction de payer 25 000 RM au Nationale Treuhand (administré par
Hjalmar Schacht et Rudolf Hess) utilisé pour faire élire Hitler en mars
1933.

Source : tribunal militaire de Nuremberg, document n° 391-395).

Il fut ensuite refusé d'accorder des licences pour la fabrication du carbure de tungstène. Une demande de licence fut refusée en 1936 à *Crucible Steel Company*. Celle de *Chrysler Corporation* fut également refusée en 1938, comme celle de *Triplett Electrical Instrument Company*, le 25 avril 1940. Une autre licence fut aussi refusée à *General Cable Company*. Pendant de longues années, *Ford Motor Company* exprima une forte opposition à la politique de prix élevé suivie par *Carboloy Company* et fit même à un moment une demande afin d'obtenir le droit d'en fabriquer pour son propre usage. Ce droit lui fut refusé. Ces tactiques permirent à *General Electric* et sa filiale *Carboloy* d'obtenir en 1936 ou 1937 le quasi-monopole sur le carbure de tungstène aux États-Unis, avec la coopération de Krupp, un autre soutien de Hitler. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, *General Electric* détenait donc un monopole sur le carbure de tungstène, dont le prix était fixé à 450 dollars la livre – pratiquement dix fois plus cher qu'en 1928 – et son utilisation aux États-Unis avait été proportionnellement restreinte.

A.E.G échappe aux bombes durant la Deuxième Guerre mondiale

À partir de 1939, l'industrie électrique allemande était devenue étroitement liée à deux sociétés américaines : *International General Electric* et *International Telephone and Telegraph* (H T). Les plus grosses entreprises allemandes de production d'électricité et leurs filiales étaient, par ordre d'importance, les suivantes :

Société et type de production	Pourcentage de la production allemande en 1939	Société américaine affiliée
Industrie lourde électrique		
<i>General Electric</i> (A.E.G)	40%	<i>International General Electric</i>
<i>Siemens Schukert A.G.</i>	17%	Aucune
<i>Brown Boverie et Cie</i>	17%	Aucune
Téléphone et télégraphe		
<i>Siemens und Kalske</i>	60%	Aucune
<i>Lorenz A.G.</i>	35%	ITT
Radio		
<i>Telefunken</i> (A.E.G)	60%	<i>International General Electric</i>
<i>Lorenz A.G.</i>	35%	ITT
Fils et câbles		

<i>Felton & Guilleaume</i> A.G.	20%	ITT
Siemens	20%	Aucune
A.E.G	20%	<i>International General Electric</i>

Autrement dit, en 1939, l'industrie allemande de l'équipement électrique était concentrée entre quelques entreprises majeures liées entre elles, au sein d'un cartel international, par l'actionnariat de deux très grandes entreprises américaines. Ce complexe industriel ne fut jamais la cible principale des bombardements durant la Seconde Guerre mondiale. Les rares fois où les usines d'A.E.G et d'ITT furent touchées dans des bombardements de zone, elles ne le furent qu'accidentellement. Les usines d'équipement électrique qui furent effectivement prises pour cible dans les bombardements n'étaient pas les usines affiliées aux entreprises américaines. Ainsi, Brown Boveri à Mannheim et *Siemensstadt* à Berlin – qui n'étaient pas liées avec les États-Unis – furent bombardées. En conséquence, la production allemande d'équipements électriques destinés à la guerre augmenta régulièrement tout au long de la Seconde Guerre mondiale, en atteignant un pic en 1944.

Selon le rapport d'enquête sur les bombardements stratégiques américains, « l'opinion des assistants de Speer [{82}](#) et des responsables d'usines est que l'effort de guerre en Allemagne n'a jamais été entravé par la moindre pénurie d'équipements électriques. [{83}](#) »

Un exemple de la politique de non-bombardement de la *General Electric* allemande est illustré par l'usine d'A.E.G, sise 185 Muggenhofer Strasse à Nuremberg. Lorsqu'on étudie la production de cette usine durant la Seconde Guerre mondiale, on voit bien que la production de matériel purement pacifique fut très largement convertie en production militaire. Avant la guerre, cette usine fabriquait de l'électroménager : plaques de cuisson, cuisinières électriques, fers électriques, grille-pain, fours à pain industriels, radiateurs, chauffe-eau, fours de cuisine et chauffages industriels. En 1939, 1940 et 1941, la plus grande partie des installations de production de l'usine de Nuremberg était utilisée pour fabriquer des produits consommés en période de paix. En 1942, la production de l'usine fut modifiée pour produire des équipements de guerre. Des pièces métalliques pour les équipements de communication et des munitions, comme des bombes et des mines, y furent fabriquées, ainsi que des pièces pour les projecteurs de DCA et des amplificateurs. Le tableau suivant montre cette conversion étonnante d'une usine d'électroménager en usine de guerre :

An-	Ventes totales en mil-	Pourcentage pour	Pourcentage pour
-----	------------------------	------------------	------------------

née	liers de RM	la guerre	la production ordinaire
1939	12 469	5	95
1940	11 754	15	85
1941	21 194	40	60
1942	20 689	61	39
1943	31 455	67	33
1944	31 205	69	31

Les dégâts physiques causés à cette usine par les bombardements furent insignifiants. Aucun dégât sérieux n'a été noté jusqu'aux attaques aériennes des 20 et 21 février 1945 vers la fin de la guerre et, à ce moment-là, cette usine avait mis au point une assez bonne protection. Voici la liste des attaques durant lesquelles des bombes frappèrent la zone où se trouvait l'usine et les dommages légers qu'elles causèrent :

Date de l'attaque	Bombes ayant frappé l'usine	Dégâts causés
8 mars 1943	30 chapelets de bombes incendiaires	Insignifiants, mais trois entrepôts situés à l'extérieur de l'usine principale furent détruits
9 sept. 1944	Aucune (sauf dommages lié au souffle)	Insignifiants, bris de carreaux et rideaux occultant déchirés
<i>Date de l'attaque</i>	<i>Bombes ayant frappé l'usine</i>	<i>Dégâts causés</i>
26*nov. 1944	1 bombe de 500kg à explosif brisant tombe sur un espace inoccupé	Atelier de menuiserie détruit, conduite d'eau principale cassée
20 février 1945	2 bombes à explosif brisant	3 bâtiments endommagés
21 février 1945	5 bombes à explosif brisant, de nombreuses bombes incendiaires	Bâtiment administratif détruit et ateliers d'émaillage endommagés par les bombes à explosif brisant

L'usine d'A.E.G à Koppeldorf, qui appartenait également à la *General Electric* allemande, n'a pas non plus été bombardée. Elle produisait des postes de radars et des antennes pour bombardiers. Voici encore une liste d'autres usines d'A.E.G, ainsi que les équipements de guerre produits, qui n'ont pas été bombardées :

Liste des usines d'A.E.G qui n'ont pas été bombardées durant la

Deuxième Guerre mondiale			
	<i>Nom de l'usine</i>	<i>Site</i>	<i>Produits</i>
1	<i>Usine de Reichmannsdorf et ses sous-divisions à Wallendorf et à Unterweissbach</i>	<i>Kries Saal-feld</i>	<i>Instruments de mesure</i>
2	<i>Usine de Marktschorgast</i>	<i>Bay-reuth</i>	<i>Démarreurs</i>
3	<i>Usine F18 ha</i>	<i>Sach-sen</i>	<i>Émetteurs d'ondes courtes</i>
4	<i>Usine de Reichenbach</i>	<i>Vogt-land</i>	<i>Piles sèches</i>
5	<i>Usine de Burglengefeld</i>	<i>Sach-sen-S.E. Chem-nitz</i>	<i>Démarreurs de poids lourds</i>
6	<i>Usine de Nuremberg</i>	<i>Bel-rin-gers-dorf-Nu-rem-berg</i>	<i>Petits composants</i>
7	<i>Usine de Zirndorf</i>	<i>Nu-rem-berg</i>	<i>Démarreurs de poids lourds</i>
8	<i>Usine de Mattinghofen</i>	<i>Ober-donau</i>	<i>Émetteurs d'1 kW (250 m. et grandes ondes) pour sous-marins torpilleurs et sous-marins</i>
9	<i>Sous-station de Neustadt</i>	<i>Co-burg</i>	<i>Equipements pour radar</i>

Le fait que les usines d'A.E.G en Allemagne ne furent pas bombardées durant la Seconde Guerre mondiale a été confirmé par l'enquête sur les bombardements stratégiques des États-Unis, [\[84\]](#), enquête commandée par des universitaires comme John K. Galbraith et d'autres personnalités de Wall Street, telles que George W. Ball et Paul H. Nitze. Leur « rapport sur l'industrie allemande de l'équipement électrique », qui date de janvier 1947, conclut :

Cette industrie n'a jamais été attaquée en tant que système de cible de base, mais quelques usines, à savoir BrownBoveri à Mannheim, Bosch à Stuttgart et Siemensstadt à Berlin, ont fait l'objet d'attaques de précision. Beaucoup d'autres ont été touchées lors d'attaques à proximité de leur localisation. [\[85\]](#)

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, une équipe d'investigation alliée, connue sous le nom de FIAT, [\[86\]](#) fut envoyée pour examiner les

dégâts causés par les bombardements aux usines de la *General Electric* allemande. Cette équipe envoyée pour enquêter sur l'industrie électrique allemande était composée d'Alexander G.P.E. Sanders d'ITT, de Whitworth Ferguson de la *Ferguson Electric Company* de New York, et d'Erich J. Borgman de *Westinghouse Electric*. Bien que l'objectif spécifique de cette équipe fût d'examiner les effets des bombardements alliés sur les cibles allemandes, son but véritable consistait à faire redémarrer dès que possible la production allemande de l'équipement électrique. Whitworth Ferguson rédigea un rapport daté du 31 mars 1945 sur l'usine A.E.G d'Ostland et conclut : « cette usine est immédiatement disponible pour la production de pièces métalliques fines et pour les assemblages ». [{87}](#).

Pour conclure, nous découvrons que Rathenau, d'A.E.G, et Swope, de *General Electric* aux États-Unis, avaient tous deux des idées similaires sur la façon de mettre l'État au travail pour servir les intérêts de leurs entreprises. *General Electric* fut au premier rang du financement de Hitler et profita largement de la production de guerre. Et, elle parvint à échapper aux bombardements de la Seconde Guerre mondiale. Les faits que nous relatons ici mériteraient évidemment une investigation officielle plus approfondie.

IG. FARBENINDUSTRIE AKTIENGESELLSCHAFT

Bankableitung

中

Delbrück Schlesier & Co.,
Dortmund W.B.
Koopstr. 63/65.

Wir teilen Ihnen hierdurch mit, dass wir die
DRESCHNER BANK in FRANKFURT/H., FRANKFURT A/M., besitzt
haben. Ihnen zugetan vorstehen

W. ACC. CCR. -

zu vergüten, die Sie zu Gunsten der Könige
- NATIONALE TREUHAND -

Buchdruckerei
I. G. ARBEIT INdUSTRIE AG, DRESDEN.

Acta Cryst. (1973)

Récépissé du transfert original, daté du 27 février 1933, *d'IG Farben* vers la banque *Delbrück-Schickler* à Berlin, avec pour instruction de verser 400 000 RM au *Nationale Treuhand* (administré par Hjalmar Schacht et Rudolf Hess), utilisé pour faire élire Hitler en 1933.

Source : tribunal militaire de Nuremberg, document n° 391-395.

CHAPITRE 4

Standard Oil alimente la Seconde Guerre mondiale

En moins de deux, l'Allemagne fabriquera suffisamment de gazole et d'essence à partir de la houille grasse pour subvenir aux besoins d'une longue guerre. Standard Oil of New York apporte des millions de dollars pour l'aider.

(Rapport de l'attaché commercial de l'ambassade des États-Unis à Berlin, janvier 1933, remis au Département d'État à Washington.)

Le groupe Standard Oil, dans lequel la famille Rockefeller détenait un quart du capital (et qu'elle contrôlait de fait), [{88}](#), fut un soutien décisif dans l'aide apportée à l'Allemagne nazie pour sa préparation au conflit. Standard Oil apporta cette aide car les approvisionnements relativement insignifiants de l'Allemagne en pétrole brut étaient clairement insuffisants pour livrer une guerre moderne mécanisée. En 1934, environ 85% des produits pétroliers finis allemands étaient importés. La fabrication d'essence de synthèse à partir de ses abondantes ressources en charbon fut la solution qu'adopta l'Allemagne nazie. Ce fut le procédé d'hydrogénération pour produire de l'essence de synthèse, avec ses propriétés spécifiques en isooctane, qui permit à l'Allemagne d'entrer en guerre en 1940 – et ce procédé d'hydrogénération fut développé et financé par les laboratoires de Standard Oil aux États-Unis en partenariat avec *IG Farben*.

Les preuves présentées aux Commissions Truman, Bone et Kilgore après la Seconde Guerre mondiale ont confirmé que Standard Oil avait dans le même temps « sérieusement mis en péril les préparatifs de guerre de États-Unis [{89}](#) ». Des preuves écrites furent présentées à ces trois commissions parlementaires. Elles démontraient que Standard Oil, avant la Seconde Guerre mondiale, avait passé un accord avec *IG Farben* (accord dit « Jasco ») en vertu duquel le caoutchouc synthétique resterait dans la sphère d'influence de Farben, tandis que *Standard Oil* en aurait le monopole absolu aux États-Unis. La condition

était qu'*IG Farben* reçoive l'autorisation de développer le caoutchouc synthétique aux États-Unis. La conclusion de la Commission Kilgore fut la suivante :

En conséquence, Standard a entièrement réalisé l'objectif d'IG d'empêcher la production aux États-Unis, en dissuadant les sociétés américaines de caoutchouc d'entreprendre des recherches indépendantes dans le développement du procédé du caoutchouc synthétique.

Il est regrettable que ces commissions parlementaires n'aient pas exploré un aspect encore plus inquiétant de *Standard Oil* : sa collusion avec *IG Farben*. À cette époque, les administrateurs de *Standard Oil of New Jersey* n'avaient pas seulement des affiliations stratégiques de guerre avec *IG Farben*, mais ils entretenaient des liens avec l'Allemagne de Hitler – depuis leur contribution, à travers leurs filiales allemandes, au fonds personnel de Heinrich Himmler, jusqu'à leur détenzione jusqu'en 1944 de la qualité de membre du Cercle des Amis de Himmler.

Durant la Seconde Guerre mondiale, *Standard Oil of New Jersey* fut accusée de trahison pour cette alliance d'avant-guerre avec *Farben*, alors même que les activités de guerre qu'elle a poursuivies au sein du Cercle des Amis de Himmler étaient inconnues. *Standard Oil* nia avec véhémence ces accusations de trahison. R. T. Haslam, un administrateur de *Standard Oil of New Jersey*, rédigea une défense de *Standard Oil*, qui fut publiée dans *The Petroleum Times* (le 25 décembre 1943). Cette défense était intitulée « Des secrets transformés en puissantes armes de guerre à travers l'accord passé avec *IG Farben* {90} ». Il s'agissait d'une tentative pour inverser les rôles et présenter cette collusion d'avant-guerre comme avantageuse pour les États-Unis.

Les négociations de 1929 et les contrats passés entre *Standard* et *IG Farben* furent rapportés dans la presse de l'époque qui décrivit leurs desseins. En avril 1929, Walter C. Teagle, le président de *Standard Oil of New Jersey*, devint administrateur d'*American IG Farben* alors nouvellement créée. Teagle ne s'intéressait pas vraiment à l'industrie chimique. Cependant,

*(...) celle-ci avait bénéficié dans le passé d'une relation très étroite avec certaines branches des activités de recherche industrielle d'*IG Farben*, qui eurent des conséquences directes sur l'industrie pétrolière. {91}*

Ce fut Teagle qui annonça que des travaux de recherche conjoints sur la production du pétrole à partir du charbon avaient été entrepris depuis quelques temps et qu'un laboratoire de recherche devait être établi aux États-Unis. {92} En novembre 1929, une entreprise de recherche nommée *Standard-Farben* fut créée en copropriété sous la direction de *Standard Oil Company of New Jersey*, et toute la recherche

et les brevets liés à la production du pétrole de charbon furent détenus et mutualisés par IG et Standard. Auparavant, durant la période 1926-1929, ces deux sociétés avaient coopéré au développement du procédé d'hydrogénéation, et des usines expérimentales avaient été installées aux États-Unis et en Allemagne. On proposait maintenant d'ériger de nouvelles usines aux États-Unis, à Barway, dans le New Jersey, et à Bayton, au Texas, en plus de l'extension de la précédente usine expérimentale de Bâton Rouge. Standard annonça :

L'importance de ce nouveau contrat, tel qu'appliqué à ce pays, est de s'assurer que le procédé d'hydrogénéation sera développé commercialement dans ce pays sous la direction des intérêts pétroliers américains. {93}

La nouvelle société *Standard IG Company* fut créée en décembre 1929. F.A. Howard en fut nommé le président et les administrateurs allemands et américains furent annoncés comme suit : E.M. Clark, Walter Duisberg, Peter Hurll, R.A. Reidemann, H.G. Seidel, Otto von Schenck et Guy Wellman. La majorité des actions de la société de recherche était détenue par Standard Oil. Le travail technique, celui du développement du procédé, et la construction de trois nouvelles usines de pétrole de charbon aux États-Unis furent placés entre les mains de la *Standard Oil Development Company*, la filiale technique de *Standard Oil*. À partir des compte-rendus de l'époque, il apparaît clairement que le travail de développement du pétrole de charbon fut entrepris par *Standard Oil of New Jersey* à l'intérieur des États-Unis, dans des usines de Standard Oil, avec une majorité financière détenue par Standard, et sous son contrôle. Les résultats des recherches furent mis à la disposition d'*IG Farben* et servirent de base au développement du programme de Hitler du pétrole de charbon qui rendit la Seconde Guerre mondiale possible.

L'article de Haslam, écrit par un ancien professeur d'ingénierie chimique du M.I.T. (alors vice-président de *Standard Oil of New Jersey*), soutenait – contrairement aux faits rapportés – que Standard Oil avait la capacité, grâce aux accords passés avec Farben, d'obtenir de la technologie allemande pour les États-Unis. Haslam citait la fabrication du caoutchouc buna, ainsi que celle du toluol et du paratone (Oppanol), utilisés pour stabiliser la viscosité du pétrole, des produits essentiels pour les opérations de chars dans le désert et l'hiver russe. Cependant, cet article, avec ses affirmations erronées et intéressées, parvint jusque dans l'Allemagne en guerre et fut l'objet d'un mémorandum « secret » d'*IG Farben*, daté du 6 juin 1944. Ce mémorandum fut rédigé par le prévenu de Nuremberg et alors responsable de Farben, von Knieren, et adressé à ses collègues responsables de Farben. Ce mémo « secret » de von Knieren certifiait les faits que Haslam avait évités de mentionner

dans son article du *Petroleum Times*. Ce mémo était en fait un résumé de ce que Standard ne voulait pas révéler au public américain – la contribution majeure apportée par *Standard Oil of New Jersey* à la machine de guerre nazie. Le mémorandum de Farben expose que les accords avec Standard Oil étaient absolument essentiels pour *IG Farben* :

La conclusion d'un accord avec Standard était nécessaire pour des raisons techniques, commerciales et financières : sur le plan technique, parce que l'expérience spécialisée qui n'existe que dans une grosse compagnie pétrolière nous était nécessaire pour poursuivre le développement de notre procédé, et aucune industrie de ce type n'existe en Allemagne ; sur le plan commercial, parce qu'en l'absence à cette époque d'un contrôle étatique de l'économie en Allemagne, IG devait éviter une lutte concurrentielle avec les grandes puissances pétrolières qui vendaient toujours la meilleure essence au plus bas prix sur les marchés concurrentiels ; sur le plan financier, parce que IG, qui avait déjà dépensé des sommes particulièrement importantes pour le développement de ce procédé, devait rechercher une aide financière afin de pouvoir poursuivre le développement dans d'autres domaines techniques nouveaux, comme celui du buna. {94}

Le mémorandum de *Farben* répondait alors à cette question essentielle : qu'avait donc acquis *IG Farben* de Standard Oil qui était aussi « vital pour la conduite de la guerre ? » Ce mémo examine les produits cités par Haslam – à savoir, l'isooctane, le toluol, l'Oppanol-Paratone et le buna – et démontre, contrairement à ce qu'affirmait publiquement Standard Oil, que leur technologie provenait en grande partie des États-Unis et non pas d'Allemagne.

Sur l'isooctane, le mémorandum de *Farben* dit en partie ceci :

En raison des dizaines d'années pendant lesquelles les Américains ont travaillé sur les carburants automobiles, ils étaient en avance sur nous dans leur connaissance des conditions de qualité demandées par les différentes utilisations de ces carburants. En particulier, ils avaient développé, à un coût très élevé, un grand nombre de méthodes de test d'essence pour différentes utilisations. Sur la base de leurs expérimentations, ils avaient reconnu la bonne qualité antidétonante de l'isooctane, bien avant qu'ils eussent connaissance de notre procédé d'hydrogénération. Ceci est prouvé par le simple fait qu'en Amérique les carburants sont gradués en numéros d'octane et que l'isooctane fut classé comme le meilleur carburant avec le numéro 100. Toute cette connaissance est naturellement devenue la nôtre en conséquence de cet accord qui nous a épargnés beaucoup d'efforts et nous a protégés contre de nombreuses erreurs.

IG Farben ajoute que l'affirmation d'Haslam, selon laquelle la production d'isooctane ne fut connue en Amérique qu'à travers le procédé d'hydrogénération de Farben, est fausse :

En particulier dans le cas de l'isoctane, il est démontré que nous devons beaucoup aux Américains, parce que dans nos propres travaux nous pouvions tirer énormément de choses des informations américaines sur les carburants automobiles. De plus, nous fûmes régulièrement maintenus informés par les Américains sur les progrès de leur processus de production et de son développement ultérieur.

Peu de temps avant la guerre, une nouvelle méthode pour la production d'isoctane fût découverte en Amérique – l'alkylation, avec l'isomérisation comme étape préliminaire. Ce procédé, que M. Haslam ne mentionne pas du tout, trouve en fait entièrement son origine chez les Américains et nous a été révélée en détail dans ses étapes séparées à travers nos accords passés avec eux ; et nous l'utilisons très couramment.

Sur le toluol, *IG Farben* indique une inexactitude factuelle dans l'article d'Haslam : le toluol n'était pas produit par hydrogénéation aux États-Unis, comme l'affirme le professeur Haslam. Dans le cas de l'Oppanol, le mémo d'*IG* affirme en outre que l'information d'Haslam est « incomplète » et, concernant le caoutchouc buna, *IG* ajoute : « Nous n'avons jamais fourni d'information technique aux Américains et il n'y a pas eu de coopération technique dans le domaine du buna ». Le plus important est que le mémo de *Farben* continue en donnant une description de quelques produits que Haslam ne cite pas dans son article :

À la suite de nos contrats avec les Américains, nous avons reçu d'eux, au-delà de cet accord, de nombreuses et précieuses contributions pour la synthèse et l'amélioration des carburants automobiles et des huiles de lubrification, lesquelles, à ce stade même de la guerre, nous sont des plus utiles. Nous avons également reçu d'eux d'autres avantages. Pour l'essentiel, nous pouvons mentionner ce qui suit :

1.) Par dessus-tout, l'amélioration des carburants au moyen de l'addition de plomb tétra-éthyle et la fabrication de ce produit. Il est inutile de mentionner que sans le plomb tétra-éthyle les méthodes actuelles pour faire la guerre auraient été impossibles. Le fait que, depuis le début de la guerre, nous ayons pu produire du plomb tétra-éthyle est entièrement dû aux circonstances : peu de temps avant [la guerre], les Américains nous avaient présentés leurs plans de productions, accompagnés de leur savoir-faire. Qui plus est, ce fut la première fois que les Américains décidaient d'accorder à l'étranger une licence sur ce procédé (en dehors de la communication de secrets non protégés), et cela seulement sur notre demande insistante auprès de Standard Oil de répondre à notre souhait. Contractuellement, nous ne pouvions l'exiger, et nous avons découvert plus tard que le ministère de la Guerre à Washington n'avait donné son aval qu'après une longue délibération.

2.) La conversion d'insaturés faiblement moléculaires en essence utilisable (polymérisation). Dans ce domaine, un grand travail a été mené ici, de même qu'en Amérique. Mais les Américains furent les premiers à mener à bien ce procédé sur une grande échelle technique. Par-dessus tout, les usines

construites conformément aux procédés américains fonctionnent en Allemagne.

3.) Dans le domaine des huiles de lubrification également, l'Allemagne, à travers ce contrat avec l'Amérique, a appris de leur expérience ce qui est particulièrement important pour l'art de la guerre actuelle.

À ce sujet, nous avons bénéficié non seulement de l'expérience de Standard, mais, à travers Standard, de l'expérience de General Motors et d'autres grandes sociétés automobiles américaines.

4.) Nous devons encore mentionner un exemple de cet effet avantageux que nous avons pu tirer du contrat passé entre IG et Standard Oil. Dans les années 1934-1935, notre gouvernement avait le plus grand intérêt à accumuler depuis l'étranger un stock de produits pétroliers minéraux particulièrement précieux (en particulier de l'essence et des huiles de lubrification pour l'aviation), et à les garder en réserve dans des quantités avoisinant les 20 millions de dollars, au prix du marché. Le gouvernement allemand demanda à IG s'il n'était pas possible, sur la base de ses relations amicales avec Standard Oil, d'acheter cette quantité au nom de Farben, mais en réalité, comme dépositaire du gouvernement allemand. Le fait que nous soyons vraiment parvenus, après des négociations des plus difficiles, à acheter à la Standard Oil Company et au groupe néerlandais Shell – à la Royal Dutch Shell anglaise – la quantité désirée par notre gouvernement et à l'acheminer en Allemagne, fut rendu possible seulement grâce à l'aide de Standard Oil Co. [\(95\)](#).

Du plomb éthyle pour la Wehrmacht

Un autre exemple bien visible de l'assistance prodiguée par Standard Oil à l'Allemagne nazie – en coopération avec General Motors – fut la fourniture de plomb éthyle. Ce fluide éthyle est un composé anti-détonant utilisé à la fois dans les carburants aéronautiques et automobiles pour éliminer la détonation et améliorer ainsi l'efficacité du moteur. Sans de tels composés antidétonants, la guerre moderne mobile aurait été impraticable.

En 1924, Ethyl Gasoline Corporation fut créée à New York, en co-propriété entre Standard Oil Company of New Jersey et General Motors Corporation, pour contrôler et utiliser les brevets américains de fabrication de plomb tétra-éthyle et de fluide éthyle aux États-Unis et à l'étranger. Jusqu'en 1935, la fabrication de ces produits était menée exclusivement aux États-Unis. En 1935, Ethyl Gasoline Corporation transféra son savoir-faire à l'Allemagne pour qu'il soit utilisé dans le programme de réarmement nazi. Ce transfert fut mené sous les protestations du gouvernement américain.

L'intention d'Ethyl de transférer sa technologie antidétonante à l'Allemagne nazie fut portée à l'attention du Corps de l'armée de l'air à Washington. Le 15 décembre 1934, E.W. Webb, le président d'Ethyl Gasoline, fut avisé que Washington avait appris son intention de «

créer une société allemande en coopération avec *IG* en vue de fabriquer du plomb éthyle dans ce pays ». Le ministère de la Guerre indiqua que ce transfert technologique faisait l'objet d'une critique considérable et que celui-ci pourrait « avoir les répercussions les plus graves » pour les Etats-Unis ; que la demande commerciale de plomb éthyle en Allemagne était trop faible pour avoir un intérêt ; et :

(...) que l'on a affirmé que l'Allemagne s'arme en secret [et que] le plomb éthyle serait sans aucun doute une aide précieuse pour l'aviation militaire.
[{96}](#)

Ethyl Company reçut ensuite l'avertissement suivant de la part du Corps de l'armée de l'air : « ni vous ni le conseil d'administration d'*Ethyl Gasoline Corporation* ne devriez, sous aucune condition, dévoiler tout secret ou 'savoir-faire' à l'Allemagne en lien avec la fabrication du plomb éthyle. [{97}](#). »

Le 12 janvier 1935, Webb envoya par courrier un « exposé des faits » au chef du Corps de l'armée de l'air, exposé qui niait qu'une telle connaissance technique serait transmise. Il proposa d'insérer une clause dans le contrat pour se prémunir contre un tel transfert. Cependant, contrairement à la promesse qu'elle avait faite au Corps de l'armée de l'air, *Ethyl* signa par la suite un accord de production conjointe avec *IG. Farben* en Allemagne, en vue de constituer *Ethyl G.m.b.H.*, et avec *Montecatini* dans l'Italie fasciste pour le même objectif.

Les noms des administrateurs d'*Ethyl Gasoline Corporation*, à l'époque de ce transfert, [{98}](#), sont intéressants. On retrouve : E.W. Webb, président-directeur général ; C.F. Kettering ; Russell ; W.C. Teagle, de *Standard Oil of New Jersey* et administrateur de la fondation *Georgia Warm Springs* de FDR ; F.A. Howard ; E.M. Clark, de *Standard Oil of New Jersey* ; A.P. Sloan, Jr ; D. Brown ; J.T. Smith ; et W.S. Parish de *Standard Oil of New Jersey*.

Les dossiers d'*IG Farben* saisis à la fin de la guerre confirment l'importance que constituait pour la Wehrmacht de ce transfert technologique particulier :

Depuis le début de la guerre, nous avons été en position de produire du plomb tétra-éthyle, uniquement parce que, peu de temps avant le déclenchement de la guerre, les Américains ont pour nous des usines prêtes à la production et nous ont apportés toute l'expérience possible. De cette manière, nous n'avons pas eu besoin d'entreprendre le travail complexe de développement parce que nous pouvions démarrer la production immédiatement sur la base de l'expérience que les Américains avaient développée pendant des années.
[{99}](#)

En 1938, juste avant le déclenchement de la guerre en Europe, la *Luftwaffe* [l'armée de l'air allemande – NdT] eut un besoin urgent de

500 tonnes de plomb tétra-éthyle. Ethyl fut avisée par un responsable de DuPont que de telles quantités d'éthyle seraient utilisées par l'Allemagne à des fins militaires. [{100}](#). Ces 500 tonnes furent prêtées par *Ethyl Export Corporation* de New York à *Ethyl G.m.b.H.* en Allemagne, dans une transaction négociée par le ministère de l'Air du Reich avec l'administrateur *d'IG Farben*, Müller-Cunradi. La garantie collatérale fut arrangée dans une lettre datée du 21 septembre 1938, [{101}](#), par l'intermédiaire de *Brown Brothers, Harriman & Co.* de New York.

Standard Oil of New Jersey et le caoutchouc synthétique

Le transfert technologique de l'éthyle pour la machine de guerre nazi fut répété dans le cas du caoutchouc synthétique. Il n'y a aucun doute que la capacité de la Wehrmacht à combattre dans la Seconde Guerre mondiale dépendait du caoutchouc synthétique – de même que du pétrole de synthèse. L'Allemagne n'avait aucun caoutchouc naturel et la guerre aurait été impossible sans la production de caoutchouc synthétique par Farben. Celle-ci détenait le quasi-monopole de ce secteur, et le programme pour produire les grandes quantités nécessaires fut financé par le Reich :

Le volume de production prévu pour ce secteur dépassait très largement les besoins économiques en temps de paix. Les coûts énormes impliqués n'étaient cohérents qu'avec des considérations militaires, où la nécessité d'une autosuffisance, quels que fussent les coûts, fut décisive. [{102}](#).

Comme lors des transferts de la technologie éthyle, *Standard Oil of New Jersey* fut très étroitement associée au transfert du caoutchouc synthétique de Farben. Une série de conventions de cartel fut passée à la fin des années 1920, dans le but de constituer un monopole mondial du caoutchouc synthétique. Le Plan quadriennal de Hitler entra en vigueur en 1937 et, en 1938, Standard fournissait à Farben le nouveau procédé de caoutchouc butyle. De son côté, Standard garda secret aux États-Unis le procédé du buna allemand et ce ne fut qu'après juin 1940 que Firestone et *US Rubber* furent autorisées à participer aux tests sur le butyle et que des licences pour la fabrication du buna leur furent accordées. Mais même à ce moment-là, Standard essaya d'obtenir du gouvernement des États-Unis qu'il finance un programme à grande échelle sur le buna – réservant ses propres fonds pour le procédé plus prometteur du butyle. [{103}](#).

Par conséquent, l'assistance que Standard apporta à l'Allemagne nazi ne se limita pas à la fabrication du pétrole de charbon, bien que ce transfert fût le plus important. Non seulement le procédé du tétra-

éthyle fut transféré à *IG Farben* et une usine, en copropriété entre des filiales *d'IG*, de General Motors et de Standard, fut construite en Allemagne, mais en 1939, la filiale allemande de Standard conçut encore une usine allemande pour le carburant aéronautique. Du tétra-éthyle fut acheminé vers une base d'urgence pour la Wehrmacht et une aide essentielle fut apportée pour la production du caoutchouc butyle, tout en gardant secret aux États-Unis le procédé de Farben sur le buna. Autrement dit, *Standard Oil of New Jersey* (d'abord sous son président W.C. Teagle, et ensuite sous W.S. Farish) a constamment aidé la machine de guerre nazie tout en refusant d'aider les États-Unis.

Cette séquence d'événements ne fut pas accidentelle ! Le président W.S. Farish a soutenu que ne pas accorder une telle assistante technique à la Wehrmacht « aurait été injustifié ». [{104}](#) Cette assistance fut apportée en connaissance de cause, dura plus de dix ans et fut si importante que, sans elle, la Werhmacht n'aurait pu entrer en guerre en 1939.

Deutsche-Amerikanische Petroleum A.G. (DAPAG)

La filiale de Standard Oil en Allemagne, *Deutsche Amerikanische Petroleum AG* (DAPAG), était détenue à 94% par Standard Oil of New Jersey. DAPAG avait des succursales dans toute l'Allemagne, une raffinerie à Brême et son siège social se trouvait à Hambourg. Par l'intermédiaire de DAPAG, *Standard Oil of New Jersey* fut représentée dans les cercles intérieurs du nazisme – le Cercle de Keppler et le Cercle des Amis de Himmler. L'un des administrateurs de DAPAG était Karl Lindemann, lequel était également président de la Chambre internationale de commerce en Allemagne et administrateur de plusieurs banques, dont la Dresdner Bank, la Deutsche Reichsbank et la banque privée d'orientation nazie, *C. Melchior & Company*, ainsi que de nombreuses autres grandes entreprises, dont HAPAG (*Hamburg-Amerika Line*). Lindemann était encore membre du Cercle de Keppler en 1944 et permettait ainsi à *Standard Oil of New Jersey* d'avoir un représentant au cœur même du nazisme. Parmis les autres membres du conseil d'administration de DAPAG se trouvait Emil Helfferich, qui était membre du Cercle de Keppler depuis son origine.

En résumé, deux membres du Cercle de Keppler siégeaient au conseil d'administration de la filiale allemande de *Standard Oil of New Jersey* (qu'elle détenait à 94%). Les versements d'argent au Cercle de Keppler par l'intermédiaire de la filiale de Standard Oil, ainsi que par Lindemann et Helffrich en tant qu'administrateurs individuels, se poursuivirent jusqu'en 1944, l'année qui a précédé la fin de la Seconde Guerre mondiale. [{105}](#).

CHAPITRE 5

ITT travaille pour les deux camps

Ainsi, tandis que les avions Focke-Wolfe d'ITT bombardaiient les navires alliés et que les lignes d'ITT transmettaient l'information aux sous-marins allemands, les radiogoniomètres d'ITT sauvaient d'autres navires des torpilles.

(Anthony Sampson, *The Sovereign State of ITT*, New York, Stein & Day, 1973, p. 40.)

La multinationale géante *International Telephone and Telegraph* (ITT) fut fondée en 1920 par l'entrepreneur natif des îles Vierges, Sosthenes Behn. Durant toute sa vie, Behn incarna l'homme d'affaires politisé par excellence, engrangeant ses profits et construisant l'empire d'ITT à travers des manœuvres politiques plutôt que sur un marché concurrentiel. En 1923, grâce à son habileté politique, Behn acquit le monopole espagnol téléphonique, *Compania Telefonica de España*. En 1924, ITT, désormais soutenue par la firme de J. P. Morgan, racheta ce qui devint plus tard le groupe d'usines *International Standard Electric*, qui s'implanta dans le monde entier. [{106}](#).

Le conseil d'administration de la société mère ITT reflétait les intérêts de J. P. Morgan : ses associés Arthur M. Anderson et Russell Leflingwell y siégeaient. Le cabinet d'avocats de la classe dominante new-yorkaise, *Davis, Polk, Wardwell, Gardiner & Reed*, y était représenté par deux associés simples, Gardiner et Reed.

Les administrateurs d'ITT en 1933	
Administrateurs	Affiliation à d'autres sociétés de Wall Street
Arthur M. ANDERSON	Associé dans J.P. MORGAN et New York Trust Company
Hernand BEHN	Bank of America
Sosthenes BEHN	NATIONAL BANK
F. Wilder BELLAMY	Associé dans Dominick & Dominick
John W. CUTLER	GRACE NATIONAL BANK, Lee Higginson
George H. GARDINER	Associé dans Davis, Polk, Wardwell,

	<i>Gardiner & Reed</i>
<i>Allen G. HOYT</i>	<i>NATIONAL CITY BANK</i>
<i>Russell C. LEFFINGWELL</i>	<i>Associé dans J.P. MORGAN et CARNEGIE CORP</i>
<i>Bradley W. PALMER</i>	<i>Président du comité exécutif de UNITED FRUIT</i>
<i>Lansing P. REED</i>	<i>Associé dans Davis, Polk, Wardwell, Gardiner & Reed</i>

Dans le groupe Morgan la *National City Bank* (NCB) était représentée par deux administrateurs, Sosthenes Behn et Allen G. Hoyt. En somme, ITT était une société contrôlée par Morgan. Nous avons noté auparavant l'intérêt financier des sociétés contrôlées par Morgan dans les guerres et les révolutions à l'étranger, ainsi que dans les manœuvres politiques aux États-Unis. [{107}](#).

En 1930, Behn acquit la société de holding allemande *Standard Elektrizitäts AG*, qui était contrôlée par ITT (62% des droits de vote), A.E.G (31,1% des droits de vote) et *Felton & Guilleaume* (6% des droits de vote). Par cet accord, Standard obtint deux usines allemandes et une participation majoritaire dans *Telefonfabrik Berliner AG*. ITT devint également propriétaire des filiales de Standard en Allemagne – *Ferdinand Schuchardt Berliner Fernsprech und Telegraphenwerk AG* et *Mix & Genest* à Berlin, et *Süddeutsche Apparate Fabrik G.m.b.H.* à Nuremberg.

Il est intéressant de noter au passage que tandis que la société de Sosthenes Behn – ITT – contrôlait des sociétés de téléphonie et des usines en Allemagne, le trafic par câble entre les États-Unis et l'Allemagne était sous le contrôle de *Deutsch-Atlantische Telegraphengesellschaft* (la société de câble germano-atlantique). Cette dernière, en compagnie de la *Commercial Cable Company* et de *Western Union Telegraph*, détenait le monopole des communications américano-allemandes par câble. WA. *Harriman & Company* prit le contrôle d'un bloc de 625 000 actions de *Deutsch-Atlantische* en 1925. Le conseil d'administration de cette firme comptait un éventail inhabituel de personnalités, que nous avons rencontrées ailleurs. On y retrouvait H.F. Albert, l'agent de l'espionnage allemand aux États-Unis durant la Première Guerre mondiale, l'ancien associé d'affaires de Franklin D. Roosevelt, von Berenberg-Gossler, et Wilhelm Cuno, l'ancien chancelier du Reich à l'époque de l'inflation de 1923. Aux États-Unis, ITT était représentée au conseil d'administration de *Deutsch-Atlantische* par [Arnold] von Guilleaume et Max Warburg, de la famille bancaire Warburg.

Le baron Kurt von Schröder et ITT

Il n'existe aucun document prouvant qu'ITT a effectué des paiements directs à Hitler avant la prise de pouvoir des nazis en 1933. En revanche, de nombreux paiements furent versés à Heinrich Himmler à la fin des années 1930 et durant la Seconde Guerre mondiale elle-même, à travers les filiales allemandes d'ITT. Pour autant que nous le sachions, la première rencontre entre Hitler et des responsables d'ITT eut lieu en août 1933, [{108}](#), lorsque Sosthenes Behn et le représentant allemand d'ITT, Henry Manne, rencontrèrent Hitler à Berchtesgaden. À la suite de cette rencontre, Behn prit contact avec le Cercle de Keppler [{109}](#) et, grâce à l'influence de Keppler, le baron nazi Kurt von Schröder devint le gardien des intérêts d'ITT en Allemagne. Schröder agissait comme intermédiaire pour l'argent d'ITT qui fut acheminé en 1944 vers l'organisation S.S. de Heinrich Himmler, alors que la Seconde Guerre mondiale était en cours et que les États-Unis étaient en guerre contre l'Allemagne. [{110}](#).

Grâce à Kurt von Schröder, Behn et ITT eurent accès à la très profitable industrie allemande d'armement et achetèrent des participations substantielles dans des sociétés d'armement allemandes, dont l'entreprise aéronautique *Focke-Wolfe*. Ces opérations d'armement rapportèrent de jolis profits, qui auraient pu être rapatriés vers la société mère aux États-Unis. Mais ils furent réinvestis dans le réarmement allemand. Ce réinvestissement des profits dans des sociétés allemandes d'armement autorise à penser que les affirmations de Wall Street – selon lesquelles ils étaient innocents de tout méfait dans le réarmement allemand et qu'ils ne connaissaient en fait même pas les intentions de Hitler – sont fausses.

L'achat par ITT d'une participation substantielle dans *Focke-Wolfe* signifiait, ainsi qu'Anthony Sampson l'a fait remarquer, qu'ITT produisait des avions allemands utilisés pour tuer des Américains et leurs alliés – et qu'ITT réalisa d'excellents profits avec cette entreprise.

À travers Kurt von Schröder, ITT eut accès au cœur même de l'élite du pouvoir nazi. Mais qui était Schröder ? Le baron Kurt von Schröder naquit à Hambourg en 1889 dans une vieille famille bancaire allemande bien établie. Un membre plus ancien de la famille Schröder s'était auparavant installé à Londres, avait changé son nom en Schroder (sans le tréma) et créé les firmes bancaires *J. Henry Schroder* à Londres et *J. Henry Schroder Banking Corporation* à New York. [{111}](#). Kurt von Schröder devint associé dans la maison bancaire de Cologne, *J. H. Stein & Company*, maison fondée à la fin du XVIII^e siècle. Schröder et Stein avaient tous deux été des promoteurs, en compagnie de financiers français, du mouvement séparatiste allemand de 1919 qui tenta de séparer la riche Rhénanie de l'Allemagne et de ses problèmes. Dans cette équipée, des industriels rhénans de premier plan se

réunirent le 7 janvier 1919 dans la maison de J. H. Stein et, quelques mois plus tard, ils se réunirent à nouveau, sous la présidence de Stein, pour mettre au point la façon d'étendre ce mouvement séparatiste au soutien du public. L'action de 1919 échoua. Le groupe fit une nouvelle tentative en 1923 et mena un autre mouvement en vue de couper la Rhénanie de l'Allemagne et de la placer sous la protection de la France. Cette tentative échoua également. Kurt von Schröder se lia ensuite avec Hitler et les premiers nazis et, comme dans les mouvements séparatistes rhénans de 1919 et 1923, il représenta les industriels et les fabricants d'armes allemands pour lesquels il travaillait.

En échange du soutien financier et industriel qu'il avait arrangé, von Schröder obtint plus tard un certain prestige politique. Immédiatement après l'accession des nazis au pouvoir en 1933, il devint le représentant allemand à la Banque des Règlements Internationaux, que Quigley appelle « le sommet » du système de contrôle international. Il fut aussi promu chef de file du groupe de banquiers privés qui conseillaient la Reichsbank. Heinrich Himmler nomma Schröder responsable de groupe S.S. et, en retour, Himmler devint un membre important du Cercle de Keppler. [{112}](#).

En 1938, la banque Schroder de Londres devint l'agent financier de l'Allemagne en Grande-Bretagne et fut représentée aux réunions financières par son directeur général (qui était également l'un des administrateurs de la Banque d'Angleterre), F.C. Tiarks. Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, le baron Schröder se constitua une liste impressionnante de relations politiques et bancaires, qui reflétait un pouvoir d'influence étendu. Il fut même rapporté à la Commission Kilgore que Schröder était suffisamment influent en 1940 pour amener Pierre Laval au pouvoir en France. Voici la liste des fonctions et titres politiques acquis par Schröder et établie par la Commission Kilgore :

- *Responsable de groupe S.S.*
- *Croix de Fer de première et deuxième classe.*
- *Membre du comité administratif de la Chambre internationale de commerce.*
- *Membre du conseil consultatif de la Reich Post.*
- *Président de l'assemblée allemande pour l'industrie et le commerce.*
- *Membre du Conseil du Reich aux Affaires économiques.*
- *Président du conseil administratif de Deutsche Reichsbahn.*
- *Membre de l'Académie de droit allemande.*

- *Directeur du groupement pour le commerce de gros et le commerce avec l'étranger.*
- *Membre du conseil d'administration de l'université de Cologne.*
- *Conseiller municipal de la ville de Cologne.*
- *Sénateur de la fondation du Kaiser Wilhelm.*
- *Membre du comité consultatif germano-albanais.*
- *Membre du Bureau de compensation.*
- *Vice-président de la commission d'exploitation du groupement industriel et commercial du Reich.*
- *Consul général de Suède.* [{113}](#)

Les relations bancaires de Schröder étaient également impressionnantes et ses relations d'affaires (dont la liste n'est pas établie ici) pourraient s'étaler sur deux pages :

- *Membre du directoire de la Banque des Règlements internationaux.*
- *Associé dans J.H. Stein & Co., Cologne (la banque Worms en était la correspondante française).*
- *Conseiller des administrateurs de la Deutsche Reischbank à Berlin.*
- *Président du conseil d'administration de Deutsche Verkehrs-Kredit-Bank A.G., à Berlin (contrôlée par Deutsche Reichsbank).*
- *Administrateur de Deutsche L'Iberseeiche Bank (contrôlée par la Deutsche Bank à Berlin).*
- *Dirigeant de Wirtschaftsgruppe Private Bankegewerbe.* [{114}](#)

Voilà le Schröder qui, après 1933, représentait Sosthenes Behn et les intérêts d'ITT dans l'Allemagne nazie. C'est précisément parce que Schröder entretenait ces excellentes relations politiques avec Hitler et l'État nazi que Behn le nomma aux conseils d'administration de toutes les filiales allemandes d'ITT : *Standard Electricitatswerke AG et C. Lorenz AG* de Berlin, ainsi que *Mix & Genest AG* (dans laquelle Standard détenait une participation de 94%).

Au milieu des années 1930, un autre lien fut forgé entre Wall Street et Schröder, cette fois-ci au travers des Rockefeller. En 1936, les métiers de souscription et d'opération générale sur titres dont s'occupait la *J. Henry Schröder Banking Corporation* à New York fusionnèrent dans une nouvelle compagnie bancaire d'investissements, *Schröder, Rockefeller & Company, Inc.*, sise 48 Wall Street. Carlton P. Fuller, de la *Schroder Banking Corporation*, en devint le président et Avery Ro-

ckefeller, le fils de Percy Rockefeller (frère de John D. Rockefeller), le vice-président et directeur général. Auparavant, Avery Rockefeller avait été associé en coulisses à la *J. Henry Schroder Banking Corporation*. Cette nouvelle société le fit apparaître au grand jour. [{115}](#).

Wesbick, Texaco et ITT

ITT disposait encore d'un autre intermédiaire vers l'Allemagne nazie : l'avocat allemand Gerhard Westrick. Celui-ci faisait partie d'un groupe d'Allemands privilégiés qui avaient assuré l'espionnage aux États-Unis durant la Première Guerre mondiale. Ce groupe incluait non seulement Kurt von Schröder et Westrick, mais également Franz von Papen – que nous retrouverons en compagnie de James Paul Warburg de la *Bank of Manhattan* au chapitre dix – et le Dr Heinrich Albert. Ce dernier, prétendument attaché commercial allemand auprès des États-Unis durant la Première Guerre mondiale, en réalité responsable du financement du programme d'espionnage de von Papen, faisait aussi partie de ce groupe. Après la Première Guerre mondiale, Westrick et Albert créèrent la société d'avocats *Albert & Westrick*, qui était spécialisée dans les prêts de Wall Street pour les réparations – ce dont elle profita largement. Cette société s'occupait des prêts de la *J. Henry Schroder Banking*, côté allemand, tandis que la société *John Foster Dulles* de Sullivan et Cromwell à New York s'occupait des prêts de Schroder, côté américain.

Juste avant la Seconde Guerre mondiale, l'opération d'espionnage Albert-Papen-Westrick aux États-Unis commença à se répéter, sauf que cette fois-ci, les autorités américaines furent plus vigilantes. Westrick arriva à New York en 1940, prétendument comme attaché commercial. Il était en fait le représentant personnel de Ribbentrop. Parmi le grand nombre de visiteurs qui venaient voir l'influent Westrick, il y avait d'éminents administrateurs de sociétés pétrolières et industrielles américaines, et cela attira l'attention du FBI sur Westrick.

À cette époque, Westrick devint l'administrateur de toutes les opérations d'ITT en Allemagne afin de protéger les intérêts de cette société durant l'implication attendue des États-Unis dans la guerre européenne. [{116}](#). Westrick tenta également de persuader Henry Ford de couper ses approvisionnements à la Grande-Bretagne, et le traitement de faveur qu'accordèrent les nazis aux intérêts de Ford en France laisse penser que Westrick parvint partiellement à neutraliser l'aide américaine à la Grande-Bretagne.

Bien que la relation d'affaires la plus importante de Westrick aux États-Unis durant la guerre fût *International Telephone and Telegraph*, il représentait également d'autres sociétés américaines, dont

Underwood Elliott Fisher, qui était propriétaire de la société allemande *Mercedes Buromaschinen AG* ; *Eastman Kodak*, qui avait une filiale en Allemagne ; et *International Milk Corporation*, qui détenait une filiale à Hambourg. Parmi les accords négociés par Westrick se trouvait un contrat (celui qui reçut le plus de publicité) de fourniture de pétrole par Texaco à la Marine allemande, contrat qu'il négocia avec Torkild Rieber, le président du conseil d'administration de *Texas Oil Company* [Texaco].

En 1940, Rieber discuta d'un contrat pétrolier avec Hermann Göring, pendant que Westrick travaillait aux États-Unis pour *Texas Oil Company*. Son automobile fut achetée avec des fonds de Texaco et, dans sa demande de permis de conduire, Westrick donna l'adresse de Texaco comme étant son adresse professionnelle. Ces activités furent rendues publiques le 12 août 1940. En conséquence, Rieber démissionna de Texaco et Westrick rentra en Allemagne. Deux années plus tard, Rieber fut nommé président de *South Carolina Shipbuilding and Dry Docks*, qui supervisait la construction des navires de la Marine US pour plus de 10 millions de dollars, et administrateur de *Barber Asphalt Corporation* et de *Seaboard Oil Company of Ohio*, qui appartenaient à la famille Guggenheim. {117}

ITT dans l'Allemagne en guerre

En 1939, ITT contrôlait depuis les États-Unis la société allemande *Standard Elektricitäts*, qui contrôlait à son tour 94% de *Mix & Genest*. Au conseil d'administration de *Standard Elektricitäts* siégeait le baron Kurt von Schröder, un banquier nazi au cœur du nazisme, et Emil Heinrich Meyer, le beau-frère du secrétaire d'État Keppler {118} (le fondateur du cercle de Keppler) et administrateur de la *General Electric* allemande. Schröder et Meyer étaient également administrateurs de *Mix & Genest* et de l'autre filiale d'ITT, *C. Lorenz Company*. Ces deux filiales d'ITT contribuèrent financièrement au Cercle des Amis de Himmler – c'est-à-dire à la caisse noire de la S.S. En 1944, *Mix & Genest* contribua à hauteur de 5 000 RM au Cercle de Himmler, et Lorenz à hauteur de 20 000 RM.

Durant la Seconde Guerre mondiale, *International Telephone & Telegraph* effectua donc des versements en liquide au chef de la S.S. Heinrich Himmler. {119} Ces versements permirent à ITT de protéger son investissement dans *Focke-Wolfe*, une société de construction aéronautique qui produisait les avions de combats utilisés contre les États-Unis. L'interrogatoire de Kurt von Schröder daté du 19 novembre 1945 fait ressortir la véritable nature de la relation intime et profitable qui fut entretenue durant la Seconde Guerre mondiale entre le colonel

Sosthenes Behn, Westrick, Schröder et la machine de guerre nazie, et que cette relation était délibérée et bien informée :

Q : Vous nous avez [parlé] dans votre précédente déposition d'un certain nombre de sociétés en Allemagne dans lesquelles International Telephone and Telegraph ou Standard Electric Company détenaient une participation. International Telephone and Telegraph ou Standard Electric Company détenaient-elles une participation dans une autre entreprise en Allemagne ?

R : Oui. Peu avant la guerre, la société Lorenz prit une participation d'environ 25% dans Focke-Wolfe AG à Brême. Focke-Wolfe fabriquait des avions pour le ministère de l'Air allemand. Je pense que plus tard, au fur et à mesure que Focke-Wolfe s'étendait et augmentait son capital, la participation de Lorenz Company baissa légèrement en dessous de 25%.

Q : Donc, cette participation de Lorenz Company dans Focke-Wolfe a commencé après que Lorenz Company fut détenue et contrôlée quasiment à 100% par le colonel Behn à travers International Telephone and Telegraph Company ?

R : Oui.

Q : Le colonel Behn [sic] a-t-il approuvé cet investissement de Lorenz Company dans Focke-Wolfe ?

R : Je suis convaincu que le colonel Behn l'approuva, avant que ses représentants, qui étaient en contact étroit avec lui, approuvèrent officiellement cette transaction.

Q : En quelle année Lorenz Company a-t-elle réalisé cet investissement qui lui a conféré une participation de 25% dans Focke-Wolfe ?

R : Je me souviens que c'était peu de temps avant le déclenchement de la guerre, c'est-à-dire peu de temps avant l'invasion de la Pologne. {120}

Q : Westrick connaissait-il tous les détails des participations de Lorenz Company dans Focke-Wolfe AG de Brême ?

R : Oui. Bien mieux que moi.

Q : Quel était le volume de cet investissement que Lorenz Company a effectué dans Focke-Wolfe AG de Brême et qui lui conféra la participation initiale de 25% ?

R : Initialement, 250 000 RM, et cette somme fut substantiellement accrue, je ne me souviens pas de l'étendue des investissements additionnels que Lorenz Company a réalisés dans cette [société] Focke-Wolfe, de Brême.

Q : Entre 1933 et le déclenchement de la guerre européenne, le colonel Behn était-il en position de transférer les bénéfices issus des investissements de ses sociétés en Allemagne vers ses sociétés aux États-Unis ?

R : Oui. Bien qu'il eût été nécessaire que ses sociétés retirent un peu moins que la totalité des dividendes à cause de la difficulté d'obtenir des devises étrangères, la plus grosse partie de ces bénéfices aurait pu être transférée à la

société du colonel Behn aux États-Unis. Cependant, le colonel Behn n'a pas choisi de le faire et ne m'a demandé à aucun moment si je pouvais le faire pour lui. À la place, il semblait être pleinement satisfait de conserver en Allemagne tous les bénéfices de ses sociétés allemandes, que lui et ses participations contrôlaient, et de les réinvestir dans de nouveaux bâtiments et équipements mécaniques et dans toute autre entreprise engagée dans la production d'armements.

Une autre de ses entreprises, Huth and Company, G.m.b.H. de Berlin, fabriquait des pièces pour radios et radars, dont beaucoup étaient utilisées dans l'équipement destiné aux forces armées allemandes. Lorenz Company, pour autant que je m'en souvienne, [détenait] une participation de 50% dans Huth and Company et possédait également une petite filiale qui agissait comme agence commerciale pour Lorenz Company à destination des clients privés.

Q : Vous avez été membre du conseil d'administration de Lorenz Company, depuis environ 1935 jusqu'à maintenant. Durant cette période, Lorenz Company et quelques-unes des autres sociétés, comme Focke-Wolfe, dans lesquelles elle détenait une part importante, furent-elles engagées dans la fabrication d'équipements pour l'armement et la production de guerre ? Aviez-vous connaissance ou aviez-vous entendu des protestations de la part du colonel Behn ou de ses représentants contre ces sociétés engagées dans ces activités pour préparer l'Allemagne à la guerre ?

R : Non.

Q : Affirmez-vous qu'il n'y eut aucune autre occasion où soit Westrick, soit Mann [sic], soit le colonel Behn ou toute autre personne liée avec les participations d'International Telephone and Telegraphic Company en Allemagne vous ont demandé d'intervenir auprès des autorités allemandes pour le compte de la société ?

R : Oui. Je ne me souviens pas d'une telle demande pour que j'intervienne dans quelque sujet d'importance que ce soit pour Lorenz Company ou toute autre participation d'International Telephone and Telegraph en Allemagne.

J'ai lu les minutes de cet interrogatoire et je jure que les réponses que j'ai données aux questions de MM. Adams et Pajus sont exactes, selon ma connaissance et ma conviction.

Signé : Kurt von Schröder.

C'est ce récit – de la coopération entre ITT et les nazis durant la Seconde Guerre mondiale et de l'association entre ITT et le nazi Kurt von Schröder – qu'ITT voulut cacher. Elle fut à deux doigts d'y parvenir. James Stewart Martin raconte comment, durant les réunions d'organisation de la division financière de la Commission de contrôle, il fut désigné pour travailler avec le capitaine Norbert A. Bogdan qui, lorsqu'il ne portait pas l'uniforme, était le vice-président de la *J. Henry Schröder*.

der Banking Corporation de New York. Martin relate que « le capitaine Bogdan avait argumenté avec vigueur contre l'enquête sur la banque Stein, au motif que c'était du menu fretin [{121}](#) ». Peu après avoir bloqué cette manœuvre, deux membres permanents du personnel de Bogdan demandèrent la permission d'enquêter sur la banque Stein, bien que Cologne ne fût pas encore tombée entre les mains des forces américaines. Martin raconte que « la division des renseignements bloqua » cette manœuvre. Quelques informations sur l'opération Stein/Schröder Bank/ITT ont survécu.

DEUXIÈME PARTIE :
WALL STREET ET DES
FONDS POUR HITLER

CHAPITRE 6

Henry Ford et les nazis

Je souhaiterais présenter dans ses grandes lignes l'importance que les hauts responsables [nazis] attachent à respecter le désir de « Ford » et à conserver sa bienveillance et, par « Ford », j'entends votre père, vous-même et la Ford Motor Company, à Dearborn.

(Josiah E. Dubois Jr, *Generals in Grey Suits*, Londres, The Bodley Head, 1953, p. 250.)

Henry Ford est souvent considéré comme une sorte d'énigme parmi l'élite de Wall Street. Dans les années 1920 et 1930, Ford était généralement connu pour être un ennemi de l'establishment financier. Il avait accusé Morgan et d'autres d'utiliser la guerre et la révolution comme une voie vers le profit, et leur influence dans les systèmes sociaux comme un moyen d'avancement personnel. Dès 1938, Henry Ford, dans ses déclarations publiques, avait classé les financiers en deux catégories : premièrement, ceux qui profitaient de la guerre et de leur influence pour la provoquer à leur profit, et deuxièmement, les financiers « constructifs ». Dans ce dernier groupe, il incluait dorénavant la Maison Morgan. En 1938, au cours d'une interview [{122}](#) qu'il accorda au *New York Times*, Ford affirmait :

Quelqu'un a dit autrefois que soixante familles dirigeaient le destin de la nation. On pourrait très bien dire que si quelqu'un faisait la lumière sur les vingt-cinq personnes qui s'occupent des finances de la nation, les véritables faiseurs de guerre du monde seraient manifestement mis en évidence.

Le journaliste du *Times* demanda à Ford comment il comparait son affirmation avec la critique qu'il avait émise auparavant sur la Maison Morgan, ce à quoi Ford répondit :

Il y a un Wall Street destructeur et un Wall Street constructif. La Maison Morgan représente le côté constructif. Je connais Morgan depuis de nombreuses années. Il a soutenu et financé Thomas Edison, qui était aussi un de mes bons amis...

Après avoir disserté sur le fléau de la limitation de la production agricole – prétendument provoquée par Wall Street – Ford poursuivit :

(...) si ces financiers étaient parvenus à leurs fins, nous serions maintenant en guerre. Ils veulent la guerre parce que dans ces conflits ils gagnent de l'argent – sur la misère humaine qu'apportent les guerres.

D'un autre côté, lorsque nous creusons derrière cette déclaration publique, nous découvrons que dans leur recherche du profit, Henry Ford et son fils Edsel Ford furent aux premiers rangs des hommes d'affaires américains qui essayèrent d'avoir un pied de chaque côté de la barrière idéologique. Si l'on se sert du propre critère des Ford, ils font partie des éléments « destructeurs ».

Ce fut Henry Ford qui, dans les années 1930, construisit la première usine moderne d'automobiles de l'Union Soviétique (située à Gorki) et qui, dans les années 1950 et 1960, produisit les camions utilisés par les Nord-Vietnamiens pour transporter des armes et des munitions utilisées contre les Américains. [{123}](#) Dans les années 1930, Henry Ford était aussi le plus célèbre des soutiens financiers de Hitler. D'ailleurs, son soutien de longue date fut récompensé à l'époque par la plus haute décoration nazie décernée aux étrangers.

Cette faveur nazie déclencha une levée de boucliers aux États-Unis et finit par dégénérer en un échange de notes diplomatiques entre le gouvernement allemand et le ministère des Affaires étrangères américain. Alors que Ford protestait publiquement en disant qu'il n'aimait pas les gouvernements totalitaires, nous découvrons qu'il profitait en réalité, et en toute connaissance de cause, des deux camps engagés dans la Seconde Guerre mondiale. Ses usines françaises et allemandes produisaient des véhicules au profit de la Wehrmacht, et ses usines aux États-Unis construisaient des véhicules au profit de l'armée américaine.

Les protestations d'innocence de Henry Ford laissent penser, comme nous le verrons dans ce chapitre, qu'il n'approuvait pas que des financiers juifs puissent tirer profit de la guerre (comme certains le firent). Mais, bien entendu, Morgan [{124}](#) et Ford, qui étaient tous deux antisémites, profitèrent de la guerre d'une manière qui était acceptable, morale et « constructive » !

Henry Ford : premier soutien financier de Hitler

Le 20 décembre 1922, le *New York Times* rapporta [{125}](#) que le fabricant d'automobiles Henry Ford finançait les mouvements nationalistes et antisémites de Hitler à Munich. Simultanément, le quotidien berlinois *Berliner Tageblatt* en appela à l'ambassadeur américain à Berlin pour qu'il enquête sur Henry Ford et qu'il fasse cesser l'intervention de celui-ci dans les affaires intérieures allemandes. Il fut rapporté que les soutiens financiers de Hitler avaient pourvu les nazis d'un « quartier général spacieux » doté d'une « foule de lieutenants et de per-

manents grassement payés ». Le portrait de Henry Ford fut exposé bien en vue sur les murs du bureau personnel de Hitler :

Derrière le bureau de Hitler, dans son cabinet privé, une grande photographie de Henry Ford orne le mur. Dans l'antichambre se trouve une grande table couverte de livres, dont presque tous sont une traduction d'un livre écrit et publié par Henry Ford. {126}

Le même article du *New York Times* observait que le dimanche précédent, Hitler avait passé en revue,

(...) ce que l'on appelle le bataillon d'assaut (...), 1000 jeunes gens dans des uniformes flambant neufs et armés de revolvers et de matraques, tandis que Hitler et ses hommes de confiance circulaient autour d'eux dans deux cylindrées puissantes toutes neuves.

Le *Times* faisait une distinction très claire entre les partis monarchistes allemands et le parti fasciste antisémite de Hitler. Le quotidien fit remarquer que Henry Ford avait ignoré les monarchistes Hohenzollern et placé son argent dans le mouvement révolutionnaire hitlérien.

Ces fonds de Ford furent utilisés par Hitler pour fomenter la rébellion bavaroise. Cette rébellion échoua et Hitler fut capturé puis traduit en justice. En février 1923, lors de son procès, Auer, le vice-président du parlement bavarois, apporta le témoignage suivant :

Le parlement bavarois était informé depuis longtemps que le mouvement de Hitler était en partie financé par un dirigeant américain antisémite du nom de Henry Ford. L'intérêt de M. Ford pour le mouvement antisémite bavarois a commencé, il y a un an, lorsque l'un de ses agents, qui cherchait à vendre des tracteurs, est entré en contact avec Diedrich Eichart, le célèbre pan-germaniste. Peu après, Herr Eichart a demandé une aide financière à l'agent de M. Ford. Cet agent est retourné en Amérique et l'argent de M. Ford a immédiatement commencé à arriver à Munich.

Herr Hitler se vante ouvertement du soutien de M. Ford et en fait l'éloge en disant qu'il est un grand individualiste et un grand antisémite. Une photographie de M. Ford est accrochée dans les quartiers de Herr Hitler, qui sont le centre du mouvement monarchiste. {127}

Pour ses activités révolutionnaires bavaroises, Hitler fut condamné à une peine de prison légère assortie de conditions confortables. Ce répit lui évita des poursuites plus pénibles et lui permit d'écrire *Mein Kampf*. Hitler, dans sa rédaction de *Mein Kampf*, reprit mot pour mot des passages entiers du livre de Henry Ford, *The International Jew*, qui fut diffusé tôt par les nazis et qu'ils traduisirent dans une douzaine de langues. {128}

Nous verrons plus loin que le financement de Hitler, à la fin des années 1920 et au début des années 1930, provenait des cartels de l'industrie chimique, sidérurgique et électrique, plutôt que directement d'in-

dustriels individuels. En 1928, Henry Ford fusionna des actifs qu'il détenait en Allemagne avec ceux du cartel chimique *d'IG Farben*. Une participation importante de *Ford Motor Company* en Allemagne – 40% – fut transférée à *IG Farben*, et Carl Bosch, *d'IG Farben*, devint le patron de *Ford AG Motor* en Allemagne. Aux États-Unis, Edsel Ford rejoignit simultanément le conseil d'administration *d'American IG Farben*. [{129}](#)

Henry Ford reçoit une médaille nazie

Dix ans plus tard, en 1938 – après que Hitler eut conquis le pouvoir avec l'aide des cartels – Henry Ford reçut la grand-croix de l'ordre de l'Aigle allemand, [{130}](#) une décoration nazie pour les étrangers distingués. Le *New York Times* rapporta que c'était la première fois que la grand-croix était décernée aux États-Unis et que c'était pour marquer la célébration du 75^e anniversaire de Henry Ford. [{131}](#)

Cette décoration déclencha une tempête de critiques au sein des cercles sionistes nord-américains. Ford dut faire machine arrière et rencontrer publiquement le rabbin Leo Franklin de Détroit afin d'exprimer sa compassion pour la détresse des Juifs allemands :

Si j'ai accepté une médaille du peuple allemand, cela ne signifie pas, comme certaines personnes le pensent, que j'ai la moindre sympathie pour le nazisme. Ceux qui me connaissent depuis de nombreuses années se rendent compte que tout ce qui engendre la haine me dégoûte. [{132}](#)

La question de l'acceptation de cette médaille nazie fut soulevée dans un discours que le ministre [américain] de l'Intérieur, Harold Ickes, prononça à Cleveland. Ickes critiquait à la fois Henry Ford et le colonel Charles A. Lindbergh qui avaient accepté des médailles nazies. La partie curieuse du discours de Ickes, prononcé lors d'un banquet de la Société sioniste de Cleveland, fut sa critique des « riches Juifs », de l'acquisition de leur fortune et de l'usage qu'ils en faisaient :

Une erreur commise par un millionnaire non-juif n'a de conséquences que pour lui, mais un faux pas effectué par un homme juif fortuné a des conséquences sur l'ensemble de la race à laquelle il appartient. Ceci est cruel et injuste, mais c'est un fait qui doit être regardé en face. [{133}](#)

Peut-être Ickes se référait-il de façon secondaire aux rôles que les Warburg avaient joués dans le cartel *d'IG Farben* : les Warburg siégeaient au conseil d'administration *d'IG Farben* aux États-Unis et en Allemagne. En 1938, ils furent expulsés d'Allemagne par les nazis. [{134}](#). D'autres Juifs allemands, comme les banquiers Oppenheimer, firent la paix avec les nazis et le « statut d'aryen honorifique » leur fut accordé.

New York Times, August 1, 1938



New York Times, December 20, 1922

BERLIN HEARS FORD IS BACKING HITLER

Bavarian Anti-Semitic Chief
Has American's Portrait and
Book in His Office.

SPENDS MONEY LAVISHLY
One German Paper Appeals to the
United States Ambassador to
Make Investigation.

Despatch, 1922, to The New York Times Correspondent
Special Cable to The New York Times.
BERLIN, Dec. 18.—A rumor is current here that Henry Ford, the American automobile manufacturer, is helping Adolf Hitler's nationalist and anti-Semitic movement in Munich. Indeed, the Berlin *Tagesschiff* has made an appeal to the American Ambassador in Berlin to investigate and interfere.

Doublets there is some ground for suspicion that Hitler is spending foreign money, for the paper makes his admirers throughout Germany contribute toward his movement would hardly suffice to pay for such large outlays as his personal and business

ANTI-SEMITIC RIOTS SPREAD IN RUMANIA

Parade of Jews Broken Up by
Students at Jassy and
Arad beaten.

BUCHAREST, Rumania, Dec. 19 (Jewish Telegraphic Agency).—A large number of Jews at Jassy were severely beaten and three of them were wounded when a mob of students attacked a demonstration yesterday which was arranged by Jews as a protest against attacks on Jews throughout the country.

The object of the parade was to point out the need for Government protection of the Jews. When the leading pictures have been made the subject of nationwide aggression in order to bring about repeal of the constitutional clauses guaranteeing their complete enfranchisement. Daily demonstrations against Jews continue in the capital. There also are attacks at Craiova and Klausenburg, according to reports from these places, the demonstrations often ending in street fights with the police in their efforts to disperse the mobs.

The offices of liberal newspapers which protested against the anti-Jewish aggression are being guarded by police and the chief papers have been reinforced.

SUNDAY FOR WORLD PEACE.

Federal Council Asks 100,000
Churches to Observe Day.

WASHINGTON, Dec. 18.—The Federal Council of Churches of Christ in America issued today a request to 100,000 congregations in the United States to Dec. 18 as "World Peace Sunday." It called for the observance of

Ford Motor Company apporte son aide à l'effort de guerre allemand

Une sous-commission parlementaire [américaine] d'après-guerre, enquêtant sur le soutien américain à l'effort nazi, décrivit comme « assez fantastique » la manière dont les nazis réussirent à obtenir une aide technique et financière américaine. [{135}](#). Entre autres preuves, il fut présenté à cette commission un mémorandum rédigé dans les bureaux de *Ford-Werke AG*, le 25 novembre 1941, par le Dr H. F. Albert à l'attention de R. H. Schmidt, alors président du conseil d'administration de *Ford-Werke AG*. Ce mémo citait les avantages d'une participation majoritaire de *Ford Motor Company* dans le capital de cette société allemande. *Ford-Werke AG* [la société allemande de Ford – NdT] avait pu échanger des pièces détachées Ford contre le caoutchouc et les matériaux de guerre cruciaux dont les Allemands avaient besoin en 1938 et 1939, « et cette société n'aurait pu le faire si *Ford Motor Company* n'avait été une entreprise américaine ».

De plus, avec une majorité américaine à son capital, la Ford allemande « pourrait plus facilement pénétrer les actifs de Ford dans toute l'Europe et les dominer ». Il fut également rapporté que deux hauts responsables de la Ford allemande s'étaient farouchement querellés à propos de celui qui contrôlerait la filiale de Ford en Angleterre, à tel point « que l'un d'eux, écœuré, [s'était] finalement levé et [avait] quitté la pièce ».

Selon la preuve présentée devant la commission, *Ford-Werke AG* fut techniquement transformée en société allemande à la fin des années 1930. Tous les véhicules et leurs pièces détachées étaient produits en Allemagne par des ouvriers allemands utilisant des matériaux allemands et dirigés par des Allemands, et étaient exportés vers les territoires européens et d'outre-mer, en Amérique et en Grande-Bretagne. Toutes les matières premières nécessaires provenant de l'étranger étaient obtenues par l'intermédiaire de la société Ford américaine. L'influence américaine avait été plus ou moins convertie en une posture de soutien (*Hilfsstellung*) pour les usines allemandes de Ford.

Au déclenchement de la guerre, *Ford-Werke* se mit à la disposition de la Wehrmacht pour la production d'armement. Les nazis présumaient que, tant que la majorité du capital de *Ford-Werke AG* se trouvait entre des mains américaines, il serait impossible de faire venir les autres sociétés de Ford en Europe sous l'influence allemande – c'est-à-dire sous l'influence de *Ford-Werke AG* – et de mettre ainsi en œuvre la « grande politique européenne » dans les usines de Ford, à Amsterdam, Anvers, Paris, Budapest, Bucarest et Copenhague :

Une majorité, même faible, d'Américains est essentielle pour la transmission des tout nouveaux modèles américains, ainsi que des méthodes américaines de production et de commercialisation. Avec l'abolition de la majorité américaine, cet avantage serait perdu, de même que l'intervention de Ford Motor Company pour obtenir les matières premières ainsi que la capacité d'exporter, et l'usine allemande ne vaudrait pratiquement plus que sa capacité en équipement mécanique. {136}

Évidemment, cette apparence de stricte neutralité, en adoptant un point de vue international plutôt que national, avait été fructueuse dans le passé pour *Ford Motor Company* en Union Soviétique. Là-bas, Ford était très estimé pour son efficacité technique et économique poussée à l'extrême, qui constituait un formidable objectif pour les stakhanovistes.

En juillet 1942, une information, provenant de la Ford française et concernant les activités de Ford en Europe pour le compte de l'effort de guerre allemand, remonta à Washington. Cette information compromettante fut promptement étouffée et, encore aujourd'hui, seule une partie de la documentation connue peut être retrouvée à Washington.

Cependant, nous savons bien que le consul général des États-Unis en Algérie était en possession d'une lettre adressée à Edsel Ford par Maurice Dollfuss de la filiale française de Ford – lequel soutenait être le premier Français à s'être rendu à Berlin après la chute de la France – évoquant un plan par lequel *Ford Motor* pourrait contribuer à l'effort de guerre nazi. La filiale française de Ford avait une capacité de production de 20 camions par jour pour la Wehrmacht, ce qui [écrivait Dollfuss] est mieux que :

(...) ce que font nos concurrents français moins chanceux. La raison est que nos camions sont très demandés par les autorités allemandes et je pense que tant que la guerre se poursuit, et cela devrait durer encore un bon moment, tout ce que nous produirons sera acheté par les autorités allemandes. (...) Je me contenterai de vous dire que l'attitude de stricte neutralité que vous avez adoptée en compagnie de votre père a été un atout précieux pour la production de nos sociétés en Europe. {137}

Dollfuss dévoila que les profits de cette entreprise allemande s'élevaient déjà à 1 600 000 francs et que le bénéfice net pour 1941 ne serait pas inférieur à 58 000 000 de francs – les Allemands payaient rapidement la production de Ford. À la réception de cette nouvelle, Edsel Ford télégraphia :

Ravi d'apprendre que vous progressez. Vos lettres sont des plus intéressantes. Je réalise pleinement le grand handicap avec lequel vous travaillez. J'espère que votre famille et vous-même allez bien. Cordialement.

Signé : Edsel Ford. {138}

Bien qu'il existe une preuve que les usines européennes détenues par des intérêts de Wall Street ne furent pas bombardées par l'US Air Force durant la Seconde Guerre mondiale, cette restriction ne parvint visiblement pas au Commandement britannique. En mars 1942, la Royal Air Force bombarda l'usine de Ford à Poissy. Dans une lettre ultérieure adressée à Sorenson, le directeur général de Ford, Edsel Ford, fit le commentaire suivant à propos de cette attaque de la RAF : « des photographies de l'usine en feu ont été publiées dans les journaux américains, mais il n'a heureusement été fait aucune référence à *Ford Motor Company* {139} », En tout cas, le gouvernement de Vichy versa à *Ford Motor Company* 38 millions de francs à titre d'indemnités pour les dégâts causés à l'usine de Poissy. Ceci ne fut pas rapporté par la presse américaine et aurait difficilement été apprécié par les Américains qui étaient en guerre contre le nazisme. Dubois affirme que ces messages privés de Ford en Europe furent transmis à Edsel Ford par le secrétaire d'État adjoint américain, Breckenridge Long. Ce fut ce même ministre, Long, qui, un an plus tard, fit supprimer par l'intermédiaire du Département d'État des messages privés concernant l'extermination des Juifs en Europe. Il est permis de penser que ces messages auraient pu être utilisés afin de venir en aide à ces personnes désespérées.

Un rapport des services de renseignements de l'US Air Force sur les bombardements, rédigé en 1943, fait remarquer que

les activités principales [de l'usine Ford] en temps de guerre sont probablement la fabrication de phares de camions et de pièces détachées pour tous les camions et toutes les automobiles de Ford en service dans l'Europe de l'Axe (y compris les Molotov russes capturés). {140}

Bien entendu, les Molotov russes étaient fabriqués par les ateliers de Ford à Gorki, en Russie. En France, durant la guerre, la production d'automobiles de tourisme fut entièrement remplacée par la production de véhicules militaires et, dans ce but, trois bâtiments importants furent ajoutés à l'usine de Poissy. Le bâtiment principal comprenait environ 500 machines-outils, toutes importées des États-Unis, dont certaines étaient très sophistiquées (équipements de coupe pour engrenages Gleason, machines automatiques Bullard et alésoirs Ingersoll). {141}

Ford étendit également ses activités de guerre à l'Afrique du Nord. En décembre 1941, une nouvelle société de Ford, *Ford-Afrique*, fut immatriculée en France et tous les droits de l'ancienne *Ford Motor Company*, Ltd. anglaise lui furent accordés en Algérie, en Tunisie, au Maroc français, en Afrique Équatoriale française et en Afrique Occidentale française. L'Afrique du Nord n'étant pas accessible à la Ford britannique, cette nouvelle société Ford – immatriculée dans la France occupée – fut donc créée pour combler ce vide. Ses administrateurs étaient

pro-nazis et, parmi eux, se trouvaient Maurice Dollfuss (le correspondant d'Edsel Ford) et Roger Messis (décrit par le consul général des États-Unis à Alger comme un homme « ayant la réputation, connue par ce bureau, d'être sans scrupules et pro-allemand à 100% »). [{142}](#)

Le consul général des États-Unis rapporta également que la propagande était courante à Alger sur

(...) la collaboration du capital franco-germano-américain et la sincérité discutable de l'effort de guerre américain. Un doigt accusateur pointe déjà en direction de cette transaction qui est un vieux sujet de discussion dans ces cercles commerciaux. [{143}](#)

En bref, il existe une preuve écrite, selon laquelle *Ford Motor Company* travaillait pour les deux camps qui s'opposèrent dans la Seconde Guerre mondiale. Si les industriels nazis jugés à Nuremberg étaient coupables de crimes contre l'humanité, alors leurs collègues collabos de la famille Ford – Henry Ford et Edsel Ford – l'étaient également. Cependant, l'histoire de Ford fut dissimulée par Washington – comme apparemment tout ce qui pouvait porter atteinte aux noms et aux moyens de subsistance de l'élite financière de Wall Street.

CHAPITRE 7

Qui a financé Adolf Hitler ?

Le financement de Hitler et du mouvement nazi doit encore être exploré en détail et en profondeur. Le seul examen des finances personnelles de Hitler qui a été publié est un article d'Oron James Hale intitulé *Adolph Hitler : Taxpayer*, [{144}](#), qui rendait compte des accrochages entre Adolf et les autorités fiscales allemandes avant qu'il ne devienne *Reichskanzler* [Chancelier du Reich]. Dans les années 1920, Hitler se présentait au contribuable allemand comme un simple écrivain pauvre subsistant avec des prêts bancaires et propriétaire d'une automobile achetée à crédit. Malheureusement, les comptes-rendus originaux utilisés par Hale ne livrent pas la source des revenus de Hitler, ni celle des prêts ou des crédits qui lui étaient accordés, et la loi allemande « ne demandait pas que les travailleurs indépendants ou les personnes dotées de la personnalité morale révèlent en détail les sources de revenu ou la nature des services rendus [{145}](#) ». Il est évident que les fonds qui servirent à financer les automobiles, à payer le salaire de Rudolf Hess, son secrétaire particulier, d'un autre assistant, d'un chauffeur, ainsi que toutes les dépenses occasionnées par l'activité politique, provenaient bien de quelque part. Mais, à l'instar du séjour de Léon Trotski à New York en 1917, il est difficile de concilier les dépenses connues de Hitler avec la source précise de ses revenus.

Les financiers de Hitler de la première heure

Nous savons que des industriels européens et américains de premier plan finançaient à cette époque toutes sortes de groupes politiques totalitaires, y compris les communistes et divers groupes nazis. Voici ce que relèvent les comptes rendus de la Commission américaine Kilgore :

Dès 1919, Krupp apportait déjà une aide financière à l'un des groupes politiques réactionnaires qui fit germer l'idéologie nazie actuelle. Hugo Stinnes était un donateur de la première heure du parti nazi (National Socialistische Deutsche Arbeiter Partei). À partir de 1924, d'autres industriels et financiers de premier plan, dont Fritz Thyssen, Albert Vogler, Adolph [sic] Kirdorf et Kurt von Schröder, donnèrent secrètement des sommes importantes aux nazis. En 1931, des membres de l'association des propriétaires de mines de charbon, que Kirdorf dirigeait, s'engagèrent à payer 50 pfennigs pour chaque tonne de charbon vendue, cet argent devant revenir à l'organisation que Hitler construisait. [{146}](#)

Le procès de Hitler à Munich en 1924 a fourni la preuve que le parti nazi avait reçu 20 000 dollars de la part d'industriels allemands. Le nom le plus intéressant dans cette période est celui d'Emil Kirdorf, qui avait servi auparavant de canal pour l'implication financière allemande dans la Révolution bolchevique. {147} Voici comment Kirdorf lui-même décrivit le rôle qu'il joua dans le financement de Hitler :

En 1923, je suis entré en contact pour la première fois avec le mouvement national-socialiste. (...) J'ai d'abord écouté le Führer dans la salle d'exposition d'Essen. Son exposé clair m'a absolument convaincu et m'a ébloui. En 1927, j'ai rencontré pour la première fois le Führer en personne. Je me suis rendu à Munich et, là, j'ai eu une conversation avec lui au domicile de Bruckmann. Durant quatre heures et demie, Adolf Hitler m'a expliqué son programme en détail. Ensuite, j'ai imploré le Führer de rédiger la conférence qu'il venait de me donner sous la forme d'une brochure. Puis j'ai distribué cette brochure en mon nom dans des cercles d'affaires et industriels. Depuis ce moment-là, je me suis entièrement mis à la disposition de son mouvement. Peu après notre conversation de Munich, et à la suite de la brochure que le Führer a composée et que j'ai distribuée, un certain nombre de réunions se sont tenues entre le Führer et des personnalités de premier plan dans le secteur industriel. Pour la dernière fois avant la prise de pouvoir, les dirigeants ont rencontré ensemble, chez moi, Adolf Hitler, Rudolf Hess, Hermann Göring et d'autres personnalités importantes du parti. {148}

En 1925, la famille de Hugo Stinnes apporta une contribution financière pour convertir l'hebdomadaire *Volkischer Beobachter* en quotidien. Putzi Hanfstängl, l'ami et le protégé de Franklin D. Roosevelt, apporta le reste des fonds. {149} Le tableau 7-1 (pages 158 et 159) résume les contributions financières actuellement connues et les associations de donateurs aux États-Unis. Putzi ne se trouve pas dans la liste établie dans ce tableau, puisqu'il n'était ni industriel ni financier.

Au début des années 1930, l'aide financière à Hitler commença à affluer plus régulièrement. Une série de réunions, décrites de façon irréfutable par différentes sources, eurent lieu en Allemagne entre des industriels allemands et Hitler en personne ou, le plus souvent, ses représentants, Hjalmar Schacht et Rudolf Hess. Le point capital est que les industriels allemands qui finançaient Hitler étaient principalement des administrateurs de cartels en relation avec des Américains qui détenaient des participations dans leur capital ou entretenaient avec eux une forme de filialisation. Les financiers de Hitler n'étaient pas, de façon générale, des sociétés purement d'origine allemande ou représentant des entreprises familiales allemandes. À l'exception de Thyssen et de Kirdorf, il s'agissait dans la plupart des cas de sociétés multinationales allemandes – c'est-à-dire *IG Farben*, A.E.G, DAPAG, etc. Ces multinationales s'étaient développées sur des prêts américains dans les années 1920 et, au début des années 1930, elles comptaient des direc-

teurs américains dans leurs conseils d'administration et bénéficiaient d'une très importante participation financière.

Il faut citer aussi un autre apport de fonds politiques provenant de l'étranger, qui n'est pas traité dans cet ouvrage, à savoir celui qui fut signalé en provenance de la *Royal Dutch Shell* basée en Europe. Cette société, de la grande idée de l'entrepreneur anglo-néerlandais, Sir Henri Deterding fut la principale concurrente de Standard Oil dans les années 1920 et 1930. Il a souvent été affirmé que Henri Deterding avait financé personnellement Hitler. Cet argument est développé, par exemple, par le biographe Glyn Roberts dans *The Most Powerful Man in the World* [L'homme le plus puissant du monde]. Roberts fait remarquer que Deterding avait été impressionné par Hitler dès 1921 :

(...) et la presse néerlandaise a rapporté qu'à travers l'agent Georg Bell, il [Deterding] avait mis à la disposition de Hitler, alors que le parti était « encore en gestation », pas moins de quatre millions de couronnes. [{150}](#)

Roberts affirme que Georg Bell l'agent de Deterding, avait participé en 1931 à des réunions des patriotes ukrainiens à Paris « en tant que délégué, à la fois de Hitler et de Deterding ». [{151}](#) Voici ce que Roberts affirme aussi :

Deterding, ainsi qu'Edgar Ansell Mowrer en témoigne dans son livre, Germany Puts the Clock Back [l'Allemagne retourne en arrière], fut accusé d'avoir fourni une importante somme d'argent aux nazis, étant entendu que leur réussite lui procurerait une position de faveur sur le marché allemand du pétrole. À d'autres occasions, des chiffres aussi élevés que 55 000 000 de livres sterling ont été mentionnés. [{152}](#)

Le biographe Roberts trouvait l'anti-bolchevisme primaire de Deterding vraiment répugnant et, plutôt que d'apporter des preuves irréfutables de financement, il préféra affirmer, plutôt que prouver, que Deterding était en faveur de Hitler. Mais le pro-hitlérisme n'est pas une conséquence nécessaire de l'anti-bolchevisme. En tout cas, Roberts ne prouve pas l'existence d'un tel financement, et il n'a trouvé aucune preuve solide pour étayer ses affirmations. Le livre de Mowrer ne contient ni index ni notes de bas de page quant à ses sources d'information, et l'accusation de Roberts ne repose sur rien. Il existe cependant une preuve circonstancielle que Deterding était pro-nazi car il partit vivre dans l'Allemagne de Hitler et accrut sa part de marché dans ce pays. Par conséquent, il se peut qu'il y ait eu des donations, mais celles-ci n'ont pas été prouvées.

De façon similaire en France, Paul Faure, un membre de la Chambre des députés, accusa, le 11 janvier 1932, la société industrielle *Schneider-Creuzot* de financer Hitler. Par la même occasion, il impliqua Wall Street dans d'autres canaux de financement. [{153}](#)

Le groupe Schneider est une célèbre entreprise française de fabrication d'armements. [{154}](#) Après avoir rappelé l'influence de Schneider dans l'établissement du fascisme en Hongrie et ses opérations internationales étendues dans le domaine de l'armement, Paul Faure en vient à Hitler et cite le quotidien français *Le Journal*, signalant « que Hitler avait reçu 300 000 francs-or suisses » provenant de souscriptions ouvertes aux Pays-Bas sous la couverture d'un professeur d'université, von Bissing. L'usine de Skoda à Pilsen, déclara Paul Faure, était contrôlée par la famille française Schneider, et ce furent les administrateurs de Skoda, von Duschniz et von Arthaber, qui effectuèrent les souscriptions pour Hitler. Faure conclut :

(...) Je suis gêné de voir les administrateurs de Skoda, société contrôlée par Schneider, subventionner la campagne électorale de M. Hitler ; je suis gêné de voir que votre société, vos financiers, vos cartels industriels s'unissent avec le plus nationaliste des Allemands. (...)

Une fois encore, aucune preuve solide n'a été établie pour valider ce prétendu flot d'argent versé pour Hitler.

Fritz Thyssen et W.A. Harriman Company de New York

Un autre cas insaisissable de sommes versées à Hitler est celui de Fritz Thyssen, le magnat de la sidérurgie allemande qui s'associa avec le mouvement nazi au début des années 1920. Lorsqu'il fut interrogé en 1945, le cadre du projet Dustbin, [{155}](#) Thyssen rappela qu'au moment de l'évacuation française de la Ruhr en 1923, il fut approché par le général Ludendorff. Peu après cette rencontre, Thyssen fut présenté à Hitler et apporta des fonds aux nazis par l'intermédiaire du général Ludendorff. Emil Kirdorf rencontra Thyssen entre 1930 et 1931, et envoya par la suite Rudolf Hess poursuivre la négociation sur le financement du parti nazi.

À cette occasion, Thyssen convint d'un crédit de 250 000 marks à la banque *Voor Handel en Scheepvaart N.V.*, sise 18 Zuidblaak à Rotterdam. Cette banque avait été fondée en 1918 et ses associés gérants étaient H. J. Kouwenhoven et D. C. Schutt. [{156}](#) C'était une filiale de l'*August Thyssen Bank* d'Allemagne (anciennement *von der Heydt's Bank AG*). Exploitation bancaire personnelle de Thyssen, elle était affiliée aux intérêts financiers de W.A. Harriman à New York. Aux personnes qui l'interrogèrent dans le cadre du projet Dustbin, Thyssen répondit :

J'ai choisi une banque hollandaise parce que, vu ma position, je ne voulais pas être mêlé aux banques allemandes et parce que je pensais qu'il était préf-

rable de traiter cette affaire avec une banque hollandaise ; et je pensais que je tiendrais un peu plus les nazis entre mes mains. {157}.

On a prétendu que le livre de Thyssen, *I Paid Hitler*, publié en 1941, a été écrit par Fritz Thyssen en personne, bien que Thyssen nie en être l'auteur. Ce livre soutient que les fonds destinés à Hitler – environ un million de marks – provenaient essentiellement de Thyssen lui-même. *I Paid Hitler* contient d'autres affirmations non étayées, par exemple que Hitler descendait en réalité d'un enfant illégitime de la famille Rothschild. On a prétendu que la grand-mère de Hitler, Frau Schickelgruber, avait été domestique dans la maison de Rothschild et qu'elle y était tombée enceinte :

(...) une enquête ordonnée par le défunt chancelier autrichien, Engelbert Dollfuss, aboutit à quelques résultats intéressants, grâce au fait que les dossiers du département du monarque austro-hongrois étaient remarquablement complets. {158}.

Cette affirmation à propos de la naissance illégitime de Hitler est entièrement réfutée dans un livre d'Eugene Davidson, qui, lui, est plus solidement étayé. Il implique la famille Frankenberger, et non la famille Rothschild.

La banque de façade de Thyssen en Hollande – à savoir la banque *voor Handel en Scheepvaart N.V.* – contrôlait *l'Union Banking Corporation* à New York. Les Harriman y détenaient une participation, et E Roland Harriman (le frère d'Averell) était l'un de ses administrateurs. *L'Union Banking Corporation* de New York était une coentreprise entre Thyssen et Harriman, et ses administrateurs étaient les suivants {159} :

E. Roland HARRIMAN : Vice-président de W.A. *Harriman & Co.*, New York.

H.J. KOUWENHOVEN : Banquier nazi, associé gérant *d'August Thyssen Bank* et de *Bank voor Handel Scheepvaart N.V.*

J.G. GRÖNINGEN : *Vereinigte Stahlwerke* (le cartel sidérurgique qui finança aussi Hitler).

C. LIEVENSE : Président de *Union Banking Corp.* à New York.

E.S. JAMES : Associé chez *Brown Brothers*, qui deviendra ensuite *Brown Brothers, Harriman & Co.*

TABLEAU 7-1 : LIENS FINANCIERS ENTRE LES INDUSTRIELS AMÉRICAINS ET ADOLF HITLER

Date	Banquiers et Industriels Américains	Entreprise Américaine Affiliée	Source Allemande	Montant	Intermédiaire ou Agent pour les Fonds
1923	Henry RORD	Ford Motor Co.	—	—	—
1931	E. R. HARRIMAN	Union Banking Corp.	Fritz THYSSEN	250 000 RM	Bank voor Handel en Scheepvaart N.V. (filiale d'August Thyssen)
1932-33		Flick (admiritr. d'A.E.G.)	Friedrich FLICK	150 000RM	Directement au NSDAP
Février- mars 33	Edsel B. FORD	Aucune	Emil KIRDORF	600 000RM	Nationale Treuhand
Février- mars 1933	C. E. MITCHELL Walter TEAGLE Paul M. WARBURG	AMERICAN IG.	I.G. FARBEN	400 000RM	Nationale Treuhand
Février- mars 1933		Aucune	Association nationale de l'industrie auto allemande	100000RM	Nationale Treuhand
Février- mars 1933	Gerard SWOPE Owen D. YOUNG C. H. MINOR E. A. BALDWIN	LT.T. (25%)	A.E.G.	60 000 RM	Nationale Treuhand

		Aucune	DEMAG	50 000 RM	
Février- mars 33	Owen D. YOUNG	L.T.T. (16%)	OSRAM G.m.b.H.	40 000 RM	Nationale Treuhand
Février- mars 33	Sosthenes BEHN	L.T.T.	Telefunken	35 000 RM	Nationale Treuhand
Février- mars 33		Aucune	Karl HERRMAN	300 000 RM	Nationale Treuhand
Février- mars 33		Aucune	A. STEINKE (admin. de BUBLAG)	200 000 RM	Nationale Treuhand
Février- mars 1933		Aucune	Karl LANGE (industrie de l'usinage)	50 000 RM	Nationale Treuhand
Février- mars 1933		Aucune	F. SPRINGGORUM	36 000 RM	Nationale Treuhand
Février- mars 1933	Edsel B. FORD	Ford Motor Co.	Carl BOSCH (I.G. Farben et Ford Motor A.G.)		
1932- 1944	Walter TEAGLE J. A. MOFFETT W. S. FARISH	Standard Oil of New Jersey (94%)	Emil HELFFERICH		S.S. de Heinrich Himmler via le Cercle de Keppeler
1932- 1944	Sosthenes BEHN	L.T.T.	Kurt von SCHRODER		S.S. de Heinrich Himmler via le Cercle de Keppeler

À travers sa banque hollandaise affiliée aux Harriman, Thyssen organisa un crédit de 250 000 marks au bénéfice de Hitler. Dans le livre qu'il renia plus tard, Thyssen déclare qu'une somme d'un million de marks provenait effectivement de leur banque.

Bien sûr, les associés américains de Thyssen étaient des membres importants de l'élite financière de Wall Street. Edward Henry Harriman, le magnat des chemins de fers au XIX^e siècle, eut deux fils, W. Averell Harriman (né en 1891) et E. Roland Harriman (né en 1895). En 1917, Averell Harriman administrait la *Guaranty Trust Company* et fut impliqué dans la Révolution bolchevique. [{160}](#) Selon son biographe, il commença sa carrière au bas de l'échelle comme employé et poseur de rails après avoir quitté Yale [{161}](#) en 1913. Ensuite, « il gravit progressivement les échelons et accéda à des postes de responsabilité croissante dans les domaines du transport et de la finance [{162}](#) ». En 1917, alors qu'il siégeait au conseil d'administration de Guaranty Trust, Harriman créa la *Merchant Shipbuilding Corporation*, qui devint rapidement la plus grosse flotte marchande sous pavillon américain. Il se débarrassa de cette flotte en 1925 et se consacra au marché russe très lucratif. [{163}](#)

En 1929, lorsqu'il mit fin à ses affaires en Russie, Averell encaissa un profit inattendu de 1 million de dollars que lui remirent les Soviétiques, lesquels sont généralement réalistes et ont la réputation de ne rien donner sans contrepartie. Parallèlement à ses succès dans la finance internationale, Averell Harriman a toujours été attiré par ce que l'on appelle le service « public ». En 1913, le service « public » de Harriman commença par une nomination à la Commission Palisades Park. [{164}](#) En 1933, Harriman fut nommé président de la Commission à l'emploi de l'État de New York et, en 1934, il devint responsable administratif de la NRA [{165}](#) de Roosevelt, la grande idée « à la Mussolini » que l'on doit à Gerard Swope de General Electric. [{166}](#)

Après quoi, Harriman occupa successivement plusieurs fonctions « publiques ». Il s'occupa d'abord du programme Lend Lease, [{167}](#) puis fut nommé ambassadeur auprès de l'Union Soviétique et, plus tard, il sera nommé ministre du commerce. En revanche, E. Roland Harriman confina ses activités à des affaires privées dans la finance internationale sans s'aventurer, comme le fit son frère Averell, dans le service « public ». En 1922, Roland et Averell créèrent W.A. *Harriman & Company*. Roland deviendra plus tard le président du conseil d'administration de *Union Pacific Railroad* et administrateur du magazine *Newsweek* et de *Mutual Life Insurance Company of New York*. Il fut aussi membre du conseil des gouverneurs de la Croix-Rouge américaine et membre du Musée d'Histoire naturelle américain.

Le financier nazi Hendrik Jozef Kouwenhoven, coadministrateur avec Roland Harriman de *Union Banking Corporation* à New York,

était le directeur général de la *Bank Handel en Scheepvaart* N.V. [BHS] de Rotterdam. En 1940, la BHS détenait pour environ 2,2 millions de dollars d'actifs dans *Union Banking Corporation*, laquelle à son tour réalisait la plupart de ses affaires avec BHS. [{168}](#) Dans les années 1930, Kouwenhoven fut également l'un des administrateurs de *Vereinigte Stahlwerke AG*, le cartel sidérurgique créé avec des fonds de Wall Street au milieu des années 1920. À l'instar du baron Kurt von Schröder, il était un supporter de premier plan de Hitler.

Parmi les autres administrateurs de la *New York Union Banking Corporation*, se trouvaient Johann Gröninger, un Allemand qui possérait de nombreuses attaches industrielles et financières impliquant *Vereinigte Stahlwerke* et le groupe *August Thyssen*, et qui occupait un poste d'administrateur dans *August Thyssen Hütte AG*. [{169}](#)

L'affiliation et les intérêts d'affaires réciproques entre Harriman et Thyssen n'indiquent pas que les Harriman ont directement financé Hitler. Par contre, cela démontre clairement que les Harriman furent intimement liés avec les nazis de premier plan qu'étaient Kouwenhoven et Gröninger, ainsi qu'avec une banque de façade de Hitler, la *Bank voor Handel en Scheepvaart*. Nous avons toutes les raisons de croire que les Harriman savaient que Thyssen soutenait les nazis. Dans le cas des Harriman, il est important de garder en mémoire leur longue et étroite relation avec l'Union Soviétique et la position centrale de Harriman dans le New Deal de Roosevelt et du parti démocrate. Tout porte à croire que quelques-uns des membres de l'élite de Wall Street étaient liés à tous les regroupements politiques d'importance de toutes les tendances du monde socialiste de l'époque – le socialisme soviétique, le national-socialisme de Hitler et le socialisme du New Deal de Roosevelt – et qu'ils exerçaient très certainement une forte influence sur eux.

Le financement de Hitler dans l'élection générale de mars 1933

Laissons de côté les affaires « Georg Bell-Deterding » et « Thyssen-Harriman » et examinons de plus près le coeur du financement de Hitler. En mai 1932, la fameuse « réunion de Kaiserhof » eut lieu entre Schmitz *d'IG Farben*, Max Ilgner *d'American IG Farben*, Kiep de *Hamburg-America Line* [{170}](#) et Diem du *German Potash Trust*. Lors de cette réunion, plus de 500 000 marks furent levés et déposés au crédit de Rudolf Hess à la *Deutsche Bank*. Il est intéressant de noter, à la lumière du « mythe Warburg » décrit au chapitre 10, que Max Ilgner *d'American IG Farben* contribua à hauteur de 100 000 RM, soit un cinquième de la somme totale versée à cette occasion. Le de « Sidney Warburg » soutient que Warburg fut impliqué dans le financement de Hitler et que Paul Warburg siégeait dans *American IG Farben*, [{171}](#) tandis

que son frère Max siégeait au conseil d'administration *d'IG Farben* [en Allemagne].

Il existe une preuve écrite irréfutable d'un autre rôle joué par les banquiers et les industriels internationaux dans le financement du parti nazi et du *Volkspartei* [le parti du peuple] en vue de l'élection de mars 1933 en Allemagne. Un total de trois millions de Reichsmark, dûment « blanchis » à travers un compte à la *Delbrück, Schickler Bank* et ensuite transférés entre les mains de Rudolf Hess pour l'usage de Hitler et du NSDAP, [{172}](#), fut souscrit par des sociétés et des hommes d'affaires de premier plan. Ce transfert de fonds fut suivi de l'incendie du Reichstag, de l'abrogation des droits constitutionnels et de la consolidation du pouvoir nazi.

C'est par un tunnel qui reliait la maison où résidait Putzi Hanfstaengl au Reichstag que les incendiaires purent y accéder et accomplir leur sale besogne. Il fallait un prétexte à Hitler pour abolir les droits constitutionnels, l'incendie du Reichstag servit de déclencheur. Bref, en l'espace de quelques semaines, après le financement important reçu par Hitler, une série d'événements majeurs imbriqués les uns aux autres s'enchaînèrent : d'abord, la contribution financière de banquiers et d'industriels de premier plan pour permettre l'élection de 1933, puis l'incendie du Reichstag, et, enfin, l'abrogation des droits constitutionnels et la prise du pouvoir consécutive par le parti nazi.

C'est le 20 février 1933 que s'est tenue la réunion de levée de fonds dans la maison de Göring, lequel était alors le président du Reichstag, et c'est Hjalmar Horace Greeley Schacht qui y jouait le rôle de l'hôte. Selon von Schnitzler *d'IG Farben*, parmi les personnes présentes, se trouvaient :

Krupp von Bohlen, qui était le président de l'association de l'industrie allemande Reichsverband der Deutschen Industrie Reichen ce début de l'année 1933, le Dr Albert Vögler, le patron de Vereingte Stahlwerke, et le Dr Stein, le patron de Gewerkschaft Auguste-Victoria, une mine qui appartenait à IG. [{173}](#)

Dans un discours de deux heures et demie, Hitler exposa ses vues politiques aux hommes d'affaires qui étaient rassemblés. La menace du communisme et de sa prise de contrôle du pouvoir eurent un très grand effet sur l'auditoire :

Il n'est pas suffisant de dire que nous ne voulons pas du communisme dans notre économie. Si nous poursuivons dans notre ancienne voie politique, alors nous péirrons. (...) La tâche la plus noble pour le leader est de trouver des idéaux qui sont plus forts que les facteurs qui poussent le peuple à faire des efforts. Au cours de mon hospitalisation, j'ai compris que l'on doit rechercher de nouveaux idéaux qui vont dans le sens de la reconstruction. Ces idéaux, je les ai trouvés dans le nationalisme, dans les valeurs individuelles et dans le refus de la réconciliation entre les nations. (...)

À présent, nous nous présentons aux prochaines élections. Quelle qu'en soit l'issue, aucun retour en arrière ne sera possible, même si, d'une manière ou d'une autre, les élections à venir n'entraîneront pas de décision. Si ces élections ne permettent pas de trancher, la prise de décision devra être provoquée par d'autres moyens. Je suis intervenu pour donner au peuple une nouvelle chance de décider de son sort par lui-même. (...)

Il n'y a que deux possibilités : soit repousser massivement l'opposition sur des bases constitutionnelles, et cela doit se faire une fois encore à travers ces élections, soit mener la lutte avec d'autres armes qui peuvent exiger de plus grands sacrifices. C'est pourquoi, j'espère que le peuple allemand se rendra compte de l'importance du moment. {174}

Une fois le discours de Hitler terminé, Krupp von Bohlen se fit le porte-parole des industriels et des banquiers qui étaient présents, et exprima un soutien sans réserve qui se matérialisera sous la forme concrète d'un fonds politique de trois millions de marks. La somme ainsi réunie s'avéra amplement suffisante pour l'accession de Hitler au pouvoir, puisque à la fin des élections, il restait un excédant de 600 000 marks dans les caisses.

C'est Hjalmar Schacht qui avait organisé cette réunion historique. Nous avons déjà décrit les liens qui unissaient Schacht aux États-Unis : son père était caissier pour la branche berlinoise *d'Equitable Assurance*, et Hjalmar était étroitement impliqué dans les affaires de Wall Street sur une base quasi-mensuelle.

Le plus gros contributeur à ce fonds fut *IG Farben*, qui s'engagea pour 30% du total (soit 500 000 marks) [versé par les industriels, voir tableau ci-après]. A. Steinke, administrateur de BUBIAG (*Braunkohlen-u. Brikett-Industrie AG*), une filiale *d'IG Farben*, contribua personnellement à hauteur de 200 000 marks. Bref, 45% du fonds pour les élections de 1933 provenaient *d'IG Farben*. Si nous jetons un coup d'œil sur les administrateurs *d'American IG Farben* – la filiale américaine *d'IG Farben* – il nous est possible de discerner l'origine de l'implication de Wall Street avec Hitler. À cette époque, le conseil d'administration *d'IG Farben* comprenait quelques-uns des noms les plus prestigieux parmi les industriels nord-américains : Edsel B. Ford de *Ford Motor Company*, C.E. Mitchell de la Banque de Réserve Fédérale de New York et Walter Teagle, administrateur de la Banque de Réserve Fédérale de New York, de *Standard Oil Company of New Jersey* et président de la fondation *Georgia Warm Springs* de Franklin D. Roosevelt.

Paul J. Warburg, premier directeur de la Banque de Réserve Fédérale de New York et président de la *Bank of Manhattan*, était un administrateur de *Farben* et, en Allemagne, son frère Max Warburg était également un administrateur *d'IG Farben*. H.A. Metz *d'IG Farben* était aussi un administrateur de la *Bank of Manhattan* de Warburg. Enfin, Carl

Bosch d'American IG Farben était administrateur de Ford Motor Company AG en Allemagne.

Trois membres du conseil d'administration d'American IG Farben furent déclarés coupables aux procès de Nuremberg pour crimes de guerre : Max Ilgner, F. Ter Meer et Hermann Schmitz. Ainsi que nous l'avons fait remarquer, les membres américains du conseil d'administration – Edsel Ford, C.E. Mitchell, Walter Teagle et Paul Warburg – ne furent pas jugés à Nuremberg. D'après les archives, il semble bien qu'aucune question ne leur fut posée quant à leur connaissance du fonds secret de Hitler en 1933.

Les contributions politiques de 1933

Qui étaient les industriels et les banquiers qui mirent des fonds électoraux à la disposition du parti nazi en 1933 ? Voici la liste des donateurs et le montant de leur contribution :

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES POUR HITLER :

23 février – 13 mars 1933

(compte bancaire de Hjalmar Schacht à la Delbrück, Schickler Bank)

Contributions politiques des entreprises (avec leurs administrateurs affiliés sélectionnés)	Montant promis	Pourcentage du total des sociétés
<i>Verein für die Bergbaulichen Interessen [association des exploitants miniers] (Kirdorf)</i>	600 000	45,8%
<i>IG Farbenindustrie (Edsel Ford, C.E. Mitchell, W. Teagle, Paul Warburg)</i>	400 000	30,5%
<i>Automobile Exhibition, Berlin (Reichsverbund der Automobilindustrie S.V.)</i>	100 000	7,6%
<i>A.E.G (G. Swope, Owen Young, C.H. Minor, Arthur Baldwin)</i>	60 000	4,6%
<i>DEMAG</i>	50 000	3,8%
<i>Osram G.m.b.H. (Owen Young)</i>	40 000	3,0%
<i>Telefunken Gesellschaft für drahtlose Telegraphic [télégraphie sans fil]</i>	35 000	2,7%
<i>Accumulatoren-Fabrik A.G. (Quandt d'A.E.G)</i>	25 000	1,5%
<i>Total de l'industrie</i>	1 310 000	99,9%

Contributions politiques individuelles des hommes d'affaires :

Karl Hermann 300 000
A. Steinke (administrateur de BUBIAG-Braunkohlen-u. Brikett-Industrie A.G.) 200 000
Karl Lange (administrateur de Geschäftsführendes Vorstandsmitglied des Vereins Deutsches Maschinenbau-Anstalten) 50 000
Dr F. Springorum (président de Eisen-und Stahlwerke Hosch A.G.) 36 000
Source : voir en annexe pour la traduction du document original.

Comment pouvons-nous prouver que ces versements politiques ont bien été effectués ?

Ces sommes furent versées à Hitler via la banque privée *Delbrück Schickler*, alors que le nazisme dictatorial était en passe de s'installer définitivement au pouvoir. La *Delbrück, Schickler* Bank était une filiale de *Metallgesellschaft AG* (« Metall »), un géant industriel, la plus grosse société de métaux non ferreux en Allemagne et la plus influente dans le commerce mondial de ces produits. Les principaux actionnaires de « Metall » étaient *IG Farben* et *British Metal Corporation*. Nous pourrions remarquer au passage que les administrateurs britanniques de *l'Aufsichtsrat* de « Metall » étaient Walter Gardner (*Amalgamated Metal Corporation*) et le capitaine Oliver Lyttelton (qui siégeait également au conseil d'administration *d'Amalgamated Metal* et qui, paradoxalement, devint plus tard, durant la Seconde Guerre mondiale, ministre britannique de la Production).

Dans les archives des procès de Nuremberg, on retrouve les récépissés des transferts originaux, de la division bancaire *d'IG Farben* et d'autres sociétés (dont la liste se trouve pages 168 et 169) vers la banque *Delbrück, Schickler* à Berlin, avisant cette dernière du transfert de fonds depuis la *Dresdner Bank* et d'autres banques, au compte du *Nationale Treuhand* (l'agence fiduciaire nationale). Les prélèvements sur ce compte furent effectués par Rudolf Hess pour les dépenses du parti nazi durant les élections. La traduction du reçu de transfert *d'IG Farben*, que nous avons choisi à titre d'exemple, se lit comme suit : {175}.

(Traduction de la lettre du 27 février 1933 *d'IG Farben*, avisant du transfert de 400 000 Reichsmark au compte du *Nationale Treuhand*)

**IG FARBENINDUSTRIE
AKTIENGESELLSCHAFT**
Division bancaire

Société : Delbrück, Schickler & Co.,
BERLINW.8

Mauerstrasse 63/65, Frankfurt (main) 20
Notre réf. : (mentionner dans la réponse)

27 février 1933 – B./Goe.

Nous vous avisons par la présente que nous avons autorisé la Dresdener Bank à Frankfort-sur-Ie-Main à vous verser demain dans la matinée 400 000 RM, que vous porterez au compte « NATIONALE TREUHAND ».

Salutations,

Par ordre d'IG Farben industrie

Aktiengesellschaft :

(signé) SELCK

(signé) BANGERT

Par porteur spécial. [{176}](#)

À ce stade, nous devrions noter les efforts qui ont été faits pour détourner notre attention sur les financiers nord-américains (et des financiers allemands liés aux filiales allemandes de sociétés américaines) qui furent impliqués dans le financement de Hitler.

Généralement, la responsabilité du financement de Hitler a été exclusivement attribuée à Fritz Thyssen ou à Emil Kirdorf. Dans le cas de Thyssen, la mention de cette responsabilité a largement circulé dans un livre qui aurait été écrit par Thyssen au milieu de la Seconde Guerre mondiale, qu'il a renié plus tard. [{177}](#). On ne sait pas expliquer pourquoi Thyssen aurait voulu faire de telles révélations avant la défaite du nazisme. De son côté, Emil Kirdorf, qui est mort en 1937, a toujours été fier de son association avec la montée du nazisme.

La tentative de limiter le financement de Hitler à Thyssen et à Kirdorf s'est étendue aux procès de Nuremberg en 1946 et ne fut contestée que par le délégué soviétique. Et, même ce délégué soviétique n'a pas voulu produire de preuve d'associations américaines, ce qui n'est pas surprenant puisque l'Union Soviétique dépendait de la bonne volonté de ces mêmes financiers pour les transferts de technologie occidentale qui étaient si nécessaires à l'U.R.S.S.

À Nuremberg, les déclarations diamétralement opposées aux preuves directes présentées ci-dessus, et qui étaient connues, ne furent pas récusées. Par exemple, Bücher, le directeur général d'A.E.G, fut absous de toute sympathie pour Hitler :

Thyssen a avoué en homme son erreur et il a courageusement payé une lourde amende pour celle-ci. En face de lui se trouvaient des hommes comme [Paul] Reusch de la Gutehoffnungshütte ou Karl Bosch, le président aujourd'hui décédé de l'Aufsichtsrat d'IG Farben, lequel aurait très probablement connu une triste fin s'il n'était pas mort à temps. Leurs sentiments étaient partagés par le vice-président de l'Aufsichtsrat de Kalle.

Les sociétés Siemens et A.E.G, qui étaient, avec IG Farben, les entreprises allemandes les plus puissantes, étaient des opposantes déterminées au national-socialisme.

Je sais que cette attitude inamicale de la part de l'entreprise Siemens envers les nazis eut pour conséquence le traitement plutôt brutal que cette société a subi. Le directeur général d'A.E.G (Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft), Geheimrat Bücher, que je connaissais depuis mon séjour dans les colonies, était tout sauf un nazi. Je peux assurer au général Taylor qu'il est certainement faux d'affirmer que les principaux industriels ont favorisé, en tant que tels, Hitler avant sa prise de pouvoir. {178}

Pourtant, à la page 82 de cet ouvrage, nous reproduisons un document original de *General Electric*, preuve d'un transfert de fonds sur le compte du *Nationale Treuhand* qui était contrôlé par Rudolf Hess au nom de Hitler et utilisé pour les élections de 1933.

Von Schnitzler, qui était présent à la réunion de février 1933 pour le compte d'*IG Farben*, a réfuté de la même manière les contributions financières effectuées par Farben en 1933 au profit du *Nationale Treuhand* :

Je n'ai plus entendu parler par la suite de toute cette affaire [celle du financement de Hitler], mais je pense que, soit le cabinet de Göring ou de Schacht, soit le Reichsverband der Deutschen Industrie [le syndicat patronal de l'industrie allemande], avait demandé au bureau de Bosch ou de Schmitz de verser la part d'IG dans ce fonds électoral. Comme je ne me suis plus occupé de cette affaire, je ne savais même pas à cette époque si une somme avait été versée par IG et quel était son montant. En fonction de la taille d'IG, j'estimerais que la part d'IG dans ce fonds électoral aurait été aux alentours de 10% mais, pour autant que je le sache, il n'y a aucune preuve qu'IG Farben ait participé à ces versements. {179}

Ainsi que nous l'avons vu, la preuve est indéniable que des contributions en espèces ont été faites à Hitler au moment crucial de la prise de pouvoir en Allemagne. Et le discours que Hitler avait tenu précédemment aux industriels révèle clairement l'intention prémeditée d'une prise de pouvoir sous la contrainte.

Nous savons exactement qui a contribué, pour quel montant et par l'intermédiaire de quels canaux. Il est remarquable que les plus gros donateurs – *IG Farben*, A.E.G (et sa filiale *Osram*) et *Thyssen* – étaient affiliés à des financiers de Wall Street. Ces financiers de Wall Street formaient le cœur de l'élite financière et ils dominaient la politique américaine.

caine de l'époque. Gerard Swope de *General Electric* était l'auteur du New Deal de Roosevelt, Teagle était l'un des principaux administrateurs du NRA, Paul Warburg et ses associés chez *American IG Farben* étaient des conseillers de Roosevelt. Ce n'est peut-être pas une coïncidence extraordinaire que le New Deal de Roosevelt – dénoncé comme une « mesure fasciste » par Herbert Hoover – ait dû ressembler si étroitement au programme de Hitler pour l'Allemagne et que Hitler et Roosevelt aient tous deux accédé au pouvoir, le même mois de la même année – en mars 1933.

CHAPITRE 8

Putzi : l'ami de Hitler et de Roosevelt

Ernst Sedgewick Hanfstaengl (ou Hanfy ou Putzi, comme on l'appelait plus communément) fut, comme Hjalmar Horace Greeley Schacht, un autre Germano-Américain qui se trouva au cœur de la montée de l'hitlérisme. Hanfstaengl naquit dans une famille renommée de Nouvelle Angleterre ; il était le cousin du général William Heine qui avait officié durant la guerre civile. Présenté à Hitler au début des années 1920 le capitaine Truman Smith, l'attaché militaire des États-Unis à Berlin, Putzi devint un ardent militant : il finança à l'occasion les nazis et, selon l'ambassadeur William Dodd, « (...) on dit qu'il a sauvé la vie de Hitler en 1923 [{180}](#) ». Le hasard a voulu que le père de Heinrich Himmler, le chef de la S.S, fût également le professeur principal de Putzi, lorsqu'il étudiait au lycée royal bavarois Wilhelms.

Pendant ses études à l'université de Harvard, les amis de Putzi étaient « des personnages aussi exceptionnels » que Walter Lippman, John Reed (qui figure au premier plan dans *Wall Street et la Révolution Bolchevique*) et Franklin D. Roosevelt. Après quelques années passées à Harvard, Putzi fonda son entreprise familiale d'art à New York. Comme il le disait lui-même : c'était une combinaison délicieuse d'affaires et d'agrément. « Les personnages célèbres qui [lui] rendaient visite étaient légion : Pierpont Morgan, Toscanini, Henry Ford, Caruso, Santos-Dumont, Charlie Chaplin, Paderewski et une fille du président Wilson [{181}](#) ». Ce fut également à Harvard que Putzi se lia d'amitié avec le futur président [des États-Unis] Franklin Delano Roosevelt :

Je prenais la plupart de mes repas au club de Harvard, où je me suis lié d'amitié avec le jeune Franklin D. Roosevelt, qui était à cette époque un sénateur prometteur de l'État de New York. J'ai également reçu plusieurs invitations pour rendre visite à son cousin éloigné Teddy, l'ancien président [des États-Unis], qui s'était retiré dans sa demeure de Sagamore Hill. [{182}](#)

À partir de ces diverses amitiés (et après avoir lu ce livre et les deux précédents, *Wall Street et Franklin D. Roosevelt* et *Wall Street et la Révolution Bolchevique*), le lecteur est en droit de considérer que les amitiés de Putzi se confinèrent à un cercle élitiste particulier. Non seulement Putzi devint un ami, un soutien et un financier de la première heure de Hitler, mais, parmi ces militants de la première heure,

il était « (...) la seule personne à pouvoir dépasser les limites à l'intérieur des groupes [de Hitler] ». [{183}](#)

En résumé, Putzi était un citoyen américain qui, du début des années 1920 jusqu'à la fin des années 1930, se trouva au cœur de l'entourage de Hitler. En 1943, après être tombé en disgrâce auprès des nazis et après avoir été interné par les Alliés, c'est son ami et protecteur, le président Franklin D. Roosevelt, qui le tira d'affaire et lui permit d'échapper aux souffrances d'un camp de prisonnier canadien. Lorsque les agissements de FDR menacèrent de devenir un problème politique intérieur aux États-Unis, Putzi fut à nouveau interné en Angleterre. Comme s'il n'était pas assez surprenant de découvrir que Heinrich Himmler et Franklin D. Roosevelt avaient été importants dans la vie de Putzi, nous découvrons également que les chants de marche des sections d'assaut furent composés par Hanfstaengl, « dont celui qui fut joué par les colonnes des chemises brunes lorsqu'elles marchèrent par la Porte de Brandebourg le jour où Hitler prit le pouvoir. [{184}](#) » Pour couronner le tout, Putzi a affirmé que la source du chant nazi « Sieg Heil, Sieg Heil », utilisé dans les rassemblements de masse, n'était autre que « Harvard, Harvard, Harvard, hourrah, hourrah, hourrah ».

Putzi a certainement aidé à financer le premier quotidien nazi, *Volkische Beobachter*. Qu'il ait sauvé la vie de Hitler en le protégeant des communistes est moins sûr ! Mais bien qu'il fût maintenu à l'écart du véritable processus de la rédaction de *Mein Kampf* – à son grand écoûrement –, Putzi a bien eu l'honneur de financer sa publication, « et le fait que Hitler trouva un personnel opérationnel lorsqu'il fut libéré de prison était entièrement dû à [ses] efforts [{185}](#) ».

Lorsque Hitler arriva au pouvoir en mars 1933, en même temps que Franklin Delano Roosevelt prenait possession de la Maison Blanche, un « émissaire » privé fut envoyé de Washington par Roosevelt pour rencontrer Hanfstaengl à Berlin. Celui-ci était porteur d'un message disant que vu la manière dont les événements se présentaient, Hitler serait bientôt puissant en Allemagne et que Roosevelt espérait de Putzi, au vu de leur longue relation, qu'il ferait de son mieux pour éviter toute inconséquence ou impétuosité.

« Pensez à votre piano qui joue et essayez de mettre un bémol si les choses deviennent trop bruyantes » fut le message de FDR qui ajouta : « Si les choses commencent à devenir délicates, entrez immédiatement en contact avec notre ambassadeur [{186}](#) ».

Hanfstaengl resta en contact étroit avec l'ambassadeur américain à Berlin, William E. Dodd – visiblement à contrecœur, puisque les commentaires connus de Putzi sur Dodd sont manifestement peu flatteurs :

À bien des égards, il [Dodd] était un représentant insatisfaisant. Il était un modeste petit professeur d'histoire sudiste, qui tenait son ambassade avec peu de moyens et essayait probablement d'épargner de l'argent sur son salaire. À un moment, lorsqu'il eut besoin d'un millionnaire solide pour rivaliser avec l'exubérance des nazis, il s'effaça d'un pas hésitant comme s'il était encore sur son campus universitaire. Son esprit était étroit et sa partialité mesquine. [{187}](#)

En fait, l'ambassadeur Dodd avait essayé ostensiblement de décliner sa nomination au poste d'ambassadeur proposée par Roosevelt. Il ne disposait pas d'héritage et préférait vivre de son salaire du Département d'État plutôt que de profits politiques. Contrairement aux politiciens professionnels, Dodd était exigeant avec ceux qui lui remettaient de l'argent. Il fit un commentaire tout aussi sévère sur Putzi qui « (...) a donné de l'argent à Hitler en 1923, l'a aidé à écrire *Mein Kampf*, et [qui] connaissait parfaitement [ses] motivations (...) »

Hanfstaengl était-il un agent de l'establishment libéral aux États-Unis ? Nous pouvons probablement écarter cette possibilité car, selon Ladislas Farago, ce fut Putzi qui révéla que le commandement de Hitler était infiltré au plus haut niveau par les Britanniques. Farago rapporte que le baron William S. de Ropp avait infiltré les plus hauts échelons nazis dans les jours qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale et que Hitler utilisa Ropp, « (...) comme conseiller privé sur les affaires britanniques. [{188}](#). » Seul Putzi soupçonna de Ropp d'être un agent double. Selon Farago :

La seule personne (...) qui l'ait jamais soupçonné d'une telle duplicité et qui ait prévenu le Führer à son sujet était l'imprévisible Putzi Hanfstaengl, le chef de cabinet de Hitler, diplômé de Harvard, qui s'occupait de la presse étrangère.

Ainsi que Farago le fait remarquer, « Bill de Ropp jouait dans les deux camps le rôle d'un agent double au plus haut niveau [{189}](#). » Putzi était tout aussi diligent pour prévenir ses amis, comme Hermann Göring, sur les espions potentiels dans leur camp. En témoigne l'extrait suivant des Mémoires de Putzi, dans lequel il pointe un doigt accusateur contre le jardinier de Göring, qu'il soupçonne d'être un espion :

« Hermann », ai-je dit un jour, « je parierais tout mon argent que notre cher Greinz est un espion de la police ». « Vraiment, Putzi ? » interrompit Karin [M^{me} Hermann Göring], « c'est un type si gentil et un merveilleux jardinier ». « Il fait exactement ce qu'un espion doit faire », lui répondis-je, « il s'est rendu indispensable ». [{190}](#)

À partir de 1941, Putzi n'eut plus les faveurs de Hitler et des nazis. Il s'enfuit d'Allemagne et fut interné dans un camp canadien de prisonniers de guerre. Avec l'Allemagne et les États-Unis qui étaient alors en

guerre, Putzi reconsidéra la situation et conclut : « Désormais, je savais avec certitude que l'Allemagne serait vaincue [{191}](#) ». La libération de Putzi du camp de prisonniers de guerre fut le résultat de l'intervention personnelle de son vieil ami, le président Roosevelt :

Un jour, un correspondant de Hearst Press du nom de Kehoe obtint la permission de visiter Fort Hens. Je parvins à échanger quelques mots avec lui dans un coin. « Je connais très bien votre patron », lui ai-je dit. « Me rendriez-vous un petit service ? » Heureusement, il reconnut mon nom.

Je lui ai donné une lettre qu'il a glissée dans sa poche. Elle était adressée au secrétaire d'État américain, Cordell Hull. Quelques jours plus tard, elle se trouvait sur le bureau de mon ami du Harvard Club, Franklin Delano Roosevelt. Dans cette lettre, je proposais d'agir comme conseiller politique et psychologique à la guerre contre l'Allemagne. [{192}](#)

En réponse, la proposition de « travailler » pour le camp américain fut acceptée. Putzi fut installé dans des conditions confortables avec son fils, le sergent de l'armée US Egon Hanfstängl, qui fit office d'assistant personnel de son père. En 1944 sous la pression d'une menace des républicains de dévoiler le favoritisme accordé par Roosevelt à un ancien nazi, Egon s'embarqua pour la Nouvelle-Guinée et Putzi partit précipitamment pour l'Angleterre, où les Britanniques l'emprisonnèrent immédiatement, et ce pour le restant de la guerre. Et, cette fois-ci, il n'y avait pas de Roosevelt qui tenait !

Le rôle de Putzi dans l'incendie du Reichstag

Que les amitiés de Putzi et ses manipulations politiques aient pu ou non avoir de grandes conséquences, son rôle dans l'incendie du Reichstag est important. L'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, est l'un des événements clés de l'époque moderne. Cet incendie fut utilisé par Hitler pour prétendre à l'imminence d'une révolution communiste, suspendre les droits constitutionnels et instaurer un pouvoir totalitaire. À partir de ce moment-là, plus aucun retour en arrière ne fut possible pour l'Allemagne, le monde était en marche vers la Seconde Guerre mondiale.

À l'époque, la responsabilité de l'incendie du Reichstag fut attribuée aux communistes. D'un point de vue historique, on peut cependant affirmer sans prendre de grands risques que cet incendie fut délibérément allumé par les nazis. C'était un prétexte pour s'emparer du pouvoir. Fritz Thyssen fit le commentaire suivant lors des interrogatoires Dustbin après la guerre :

Lorsque le Reichstag a brûlé, tout le monde était certain que cela avait été l'œuvre des communistes. J'ai appris plus tard en Suisse que tout ceci était un mensonge. [{193}](#)

Et, Schacht, de son côté, déclare assez catégoriquement :

Il devrait maintenant être assez clair que cette action ne pouvait pas être rattachée au parti communiste. Jusqu'où les nationaux-socialistes ont-ils individuellement coopéré dans la planification et l'exécution de cet acte sera difficile à établir, mais à la vue de tout ce qui a été révélé depuis, le fait doit être accepté que Göbbels et Göring ont joué chacun un rôle essentiel, l'un dans la planification, l'autre dans la mise en œuvre de ce plan. {194}

L'incendie du Reichstag a été délibérément allumé par un groupe d'experts, probablement à l'aide de liquide inflammable. C'est là où Putzi Hanfstaengl entre en scène. La question clé est comment ce groupe, voulant à tout prix déclencher un incendie criminel, a-t-il pu accéder au Reichstag pour accomplir un tel acte ? Après 20 heures, une seule porte du bâtiment principal n'était pas verrouillée, mais elle était gardée. Juste avant 21 heures, la ronde des gardiens dans le bâtiment indiquait que tout allait bien ; aucun liquide inflammable n'avait été remarqué et tout semblait normal dans les Chambres parlementaires où le feu s'est déclaré. Apparemment, personne ne pouvait avoir eu accès au bâtiment du Reichstag entre 21 heures et le début de l'incendie.

Il n'y avait qu'un seul moyen pour un groupe transportant des matières inflammables de pénétrer dans le Reichstag : par un tunnel qui reliait le Reichstag au palais de son président qui n'était autre que Hermann Göring et donc résident des lieux. Selon les mots d'un auteur :

Seuls les nationaux-socialistes pouvaient utiliser le passage souterrain malgré toutes les difficultés que cela présentait. La progression et la fuite du gang incendiaire n'étaient possibles qu'avec la connivence d'employés de haut niveau du Reichstag. Tous les indices, toutes les probabilités pointent dans une seule direction : à la conclusion que l'incendie du Reichstag fut l'œuvre des nationaux-socialistes. {195}

Comment Putzi Hanfstaengl s'insère-t-il dans ce tableau d'incendie criminel et d'intrigue politique ?

Putzi – selon ses propres aveux – se trouvait dans la pièce du palais, juste à l'autre bout du tunnel conduisant au Reichstag. Et, selon *Le Procès de l'incendie du Reichstag*, il se trouvait réellement dans le palais durant l'incendie :

Hanfstaengl dirigeait les opérations depuis le palais, l'appareil de propagande se tenait prêt et les chefs des sections d'assaut étaient en place. Les bulletins d'information officiels ayant été rédigés à l'avance et les ordres d'arrestation préparés, Karwahne, Frey et Kroyer attendaient patiemment dans un bistro. Les préparations étaient complètes, le plan pratiquement parfait. {196}

Dimitrov affirme également ceci :

Les dirigeants du Parti national-socialiste, Hitler, Göring et Göbbels, en compagnie des hauts responsables nazis, Dalüge, Hanfstaengl et Albrecht, se

trouvaient être présents à Berlin le jour de l'incendie, malgré le fait que la campagne électorale battait son plein dans toute l'Allemagne, à six jours des élections. Göring et Göbbels ont donné sous serment des explications contradictoires sur leur présence « fortuite » à Berlin avec Hitler ce jour-là. Le national-socialiste Hanfstaengl, en tant qu'« invité » de Göring, était présent dans le palais du président du Reichstag, qui était adjacent au Reichstag, au moment où le feu s'est déclaré, bien que son « hôte » n'y fût pas à ce moment-là. {197}

Selon le nazi Kurt Ludecke, il aurait existé un document signé du dirigeant de la S.A., Karl Ernst – qui aurait prétendument allumé l'incendie et fut plus tard assassiné par des collègues nazis. Ce document impliquait, dans cette conspiration, Göring, Göbbels et Hanfstaengl.

Le New Deal de Roosevelt et l'Ordre nouveau de Hitler

Hjalmar Schacht défia ses interrogateurs d'après-guerre à Nuremberg en faisant observer que le programme de l'Ordre nouveau de Hitler était identique au programme du New Deal de Roosevelt aux États-Unis. Naturellement, les interrogateurs maugréèrent et rejetèrent cette observation. Cependant, quelques recherches suggèrent que non seulement les deux programmes étaient assez similaires, mais que les Allemands pouvaient facilement en constater les similitudes. À la *Roosevelt Library*, se trouve un petit livre qui fut présenté à FDR par le Dr Helmut Magers, en décembre 1933. {198} Sur la garde volante de cet hommage figure l'inscription suivante :

Au président des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, pour ma profonde admiration de sa conception d'un nouvel ordre économique et avec dévouement à sa personnalité. Helmut Magers, Baden, Allemagne, 9 novembre 1933.

Voici la réponse que donna FDR à cette admiration pour son nouvel ordre économique {199} :

(Washington, le) 19 décembre 1933

Cher Dr Magers,

Je veux vous transmettre mes remerciements pour la copie de votre petit livre qui m'est consacré ainsi qu'au « New Deal ». Bien que, comme vous le savez, je suis allé à l'école en Allemagne et que je pûs parler très couramment allemand autrefois, je lis votre livre non seulement avec un grand intérêt, mais aussi parce qu'il aidera mon allemand.

Très cordialement,

(Signé :) Franklin D. Roosevelt

Le New Deal ou le « nouvel ordre économique » n'était pas une création du libéralisme classique. C'était la création du socialisme corporatif. Les grandes entreprises, telles qu'elles étaient représentées à Wall Street, se battaient pour un ordre étatique dans lequel elles pourraient contrôler l'industrie et éliminer la concurrence, et cela était au cœur du New Deal de FDR. *General Electric*, par exemple, tient une place de première importance, à la fois dans l'Allemagne nazie et dans le New Deal. La *General Electric* allemande était un soutien financier de premier plan de Hitler et du parti nazi, et A.E.G finançait également Hitler, tant directement qu'indirectement, à travers Osram. À New York, *International General Electric* détenait une participation majoritaire, à la fois dans A.E.G et dans Osram. Gerard Swope, Owen Young et A. Baldwin de *General Electric* aux États-Unis étaient administrateurs d'A.E.G Cependant, l'histoire ne s'arrête pas à *General Electric* et au financement de Hitler en 1933.

Dans un précédent livre, *Wall Street et la Révolution Bolchevique*, j'ai identifié le rôle que *General Electric* a joué dans ladite révolution, ainsi que la localisation géographique des participants américains, au 120 Broadway, à New York. Les bureaux de l'exécutif de *General Electric* se trouvaient également au 120 Broadway. Lorsque Franklin Delano Roosevelt travaillait à Wall Street, son adresse était aussi le 120 Broadway. En fait, la fondation *Georgia Warm Springs*, la fondation de FDR, était située à cette adresse. Gerard Swope de *General Electric* était un important bailleur de fonds d'une ancienne entreprise de Roosevelt à Wall Street, située au ... même endroit ! Et ce fut « le plan de Swope » qui devint le New Deal de Roosevelt – le plan fasciste que Herbert Hoover ne voulait pas imposer aux États-Unis. En bref, l'Ordre nouveau de Hitler et le New Deal de Roosevelt étaient tous deux soutenus par les mêmes industriels, et leurs contenus étaient similaires, c'est-à-dire qu'ils étaient tous deux des projets pour un État contrôlé par les grandes entreprises.

Il existait à la fois des passerelles d'affaires et des passerelles individuelles entre l'Amérique de FDR et l'Allemagne de Hitler. La première passerelle était *American IG Farben*, la filiale américaine d'*IG Farben*, la plus grande entreprise allemande. Au conseil d'administration d'*IG* siégeait Paul Warburg de la *Bank of Manhattan* et de la Banque de Réserve Fédérale de New York. La deuxième passerelle reliait *International General Electric*, une filiale détenue à 100% par *General Electric Company*, à sa filiale allemande, A.E.G, qu'elle détenait en partie. Gerard Swope, qui élabora le New Deal de FDR, était le président d'*IGE* et siégeait au conseil d'administration d'A.E.G La troisième « passerelle » reliait *Standard Oil of New Jersey* et *Vacuum Oil* à leur filiale allemande détenue à 100%, *Deutsche Amerikanische Gesellschaft*. Walter

Teagle, de la Banque de Réserve Fédérale de New York, était le président de *Standard Oil of New Jersey*. Administrateur de la fondation *Georgia Warm Springs* de Franklin Delano Roosevelt, il fut nommé par FDR à un poste administratif clé dans l'administration du Redressement national [le NRA].

Ces grandes entreprises étaient profondément impliquées, à la fois dans la promotion du New Deal de Roosevelt et dans la construction de la puissance militaire de l'Allemagne nazie. Des premières heures du nazisme jusqu'au milieu des années 1930, Putzi Hanfstaengl joua le rôle de lien officieux entre l'élite nazie et la Maison Blanche. Après le milieu des années 1930, lorsque le monde prit le chemin de la guerre, l'importance de Putzi déclina, tandis que les grandes entreprises nord-américaines continuaient d'être représentées [en Allemagne] par des intermédiaires, comme l'avocat du baron Kurt von Schröder, Westrick, et par leur adhésion au Cercle des amis de Himmler.

CHAPITRE 9

Wall Street et le premier cercle nazi

Durant toute la période de nos relations d'affaires, nous n'avions pas la moindre idée de la participation délibérée de Farben dans la politique brutale de Hitler. Nous proposons d'apporter toute l'aide possible pour assurer que toute la vérité sera faite et qu'une stricte justice sera appliquée.

F. W. Abrams, président du conseil d'administration de Standard Oil of New Jersey, 1946.

Adolf Hitler, Hermann Göring, Josef Göbbels et Heinrich Himmler, qui formaient le premier cercle du nazisme, étaient en même temps les chefs de fiefs mineurs au sein de l'État nazi. Des groupes de pouvoir ou des cliques de politiciens étaient regroupés autour de ces dirigeants et, de façon plus importante après la fin des années 1930, autour de Hitler et de Heinrich Himmler, le *Reich-Leader* des S.S., les redoutés *Schutzstaffel*. Le plus important de ces cercles intérieurs nazis fut créé sur l'ordre du Führer. Il fut d'abord connu sous le nom de Cercle de Keppler et plus tard sous celui de Cercle des Amis de Himmler.

À l'origine, le Cercle de Keppler était un groupe d'hommes d'affaires allemands qui soutenaient l'ascension de Hitler vers le pouvoir, avant et pendant 1933. Au milieu des années 1930, ce cercle passa sous l'influence et la protection de Himmler, le chef des S.S., et sous le contrôle organisationnel du banquier de Cologne et entrepreneur nazi de premier plan, Kurt von Schröder. Ce dernier, doit-il être rappelé, était à la tête de la *J.H. Stein Bank* en Allemagne et était affilié à la *J. Henry Schroder Banking Corporation* de New York. {200}. C'est au sein du premier cercle, le cœur absolu du nazisme, que nous trouvons Wall Street et, par conséquent, la *Standard Oil of New Jersey* et ITT, qui y étaient représentées de 1933 jusqu'en 1944. En Wilhelm Keppler, le fondateur du Cercle des Amis originel, se caractérise le phénomène bien connu d'un homme d'affaires politisé, à savoir un entrepreneur qui exploite pour son profit l'arène politique plutôt que la place de marché impartiale. De tels hommes d'affaires étaient intéressés par la promo-

tion des causes socialistes, parce qu'une société socialiste planifie fournit une opportunité des plus lucratives de décrocher des contrats grâce à l'influence politique.

Flairant de telles opportunités, Keppler rejoignit les nationaux-socialistes et fut proche de Hitler avant 1933. Le Cercle des Amis est né d'une rencontre entre Adolf Hitler et Wilhelm Keppler en décembre 1931. Au cours de leur conversation – cela se passait plusieurs années avant que Hitler ne devînt dictateur – le futur Führer exprima le souhait d'avoir un homme d'affaires allemand digne de confiance et disponible pour prodiguer des conseils économiques lorsque les nazis prendraient le pouvoir. « Essayez d'obtenir de quelques dirigeants économiques – ils n'ont pas besoin d'être membres du Parti – qu'ils soient à notre disposition lorsque nous arriverons au pouvoir. [{201}](#) » C'est ce que Keppler entreprit de réaliser.

En mars 1933, Keppler fut élu au Reichstag et devint l'expert financier de Hitler. Cela ne dura que brièvement. Keppler fut remplacé par Hjalmar Schacht, qui était infiniment plus capable. Celui-ci fut envoyé en Autriche, où il devint, en 1938, commissaire du Reich., mais il avait toujours la capacité d'user de sa position pour acquérir un pouvoir considérable dans l'État nazi. En quelques années, Keppler s'empara d'une kyrielle de postes d'administrateur dans des sociétés allemandes, dont la présidence du conseil d'administration de deux filiales *d'IG Farben* : *Kontinental Oil AG.* et *Braunkohle-Benzin*. Cette dernière société exploitait en Allemagne la technologie de la *Standard Oil of New Jersey* pour la production d'essence de charbon (Voir chapitre 4.)

Bref, Keppler était le président de la société-même qui utilisa la technologie pour produire l'essence de synthèse indispensable à la Wehrmacht afin d'entrer en guerre en 1939. Relié à d'autres preuves présentées dans ce chapitre, ce point est important. Cela laisse entendre que les profits et le contrôle de technologies d'une importance fondamentale pour les fins militaires allemandes étaient conservés par un petit groupe de sociétés et d'hommes d'affaires internationaux qui opéraient au-delà de leurs frontières nationales.

Sous la protection de son oncle, Fritz Kranefuss, le neveu de Keppler, acquit de l'importance, à la fois en tant qu'officier adjoint du chef S.S. Heinrich Himmler et en tant qu'homme d'affaires et entrepreneur politique. Ce fut le lien entre Kranefuss et Himmler qui conduisit le Cercle de Keppler à s'éloigner progressivement de Hitler dans les années 1930 pour entrer dans l'orbite de Himmler. Là, en échange de donations annuelles pour les projets S.S. qui avait la préférence du Reichsführer, les membres de ce Cercle reçurent des faveurs politiques et une protection non négligeable de la part des S.S.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer précédemment, le baron Kurt von Schröder était le représentant d'ITT dans l'Allemagne nazie et un membre de la première heure du Cercle de Keppler. Voici la liste des premiers membres du Cercle de Keppler :

LES PREMIERS MEMBRES

DU CERCLE DE KEPPLER (AVANT 1932)

Membre	Associations principales
Wilhelm KEPPLER	Président de la filiale d'IG Farben, Braunkohle-Benzin A.G. (exploitait la technologie de Standard Oil of N.J., pour transformer le charbon en pétrole)
Fritz KRANEFUSS	Neveu de Keppler et officier adjoint de Heinrich Himmler. Siégeait au conseil d'administration de BRABAG
Kurt von SCHRÖDER	Siégeait au conseil d'administration de toutes les filiales d'ITT en Allemagne
Karl Vincenz KROGMANN	Maire de Hambourg

August ROSTERG	Directeur général de <i>WINTERSHALL</i>
Emil MEYER	Siégeait au conseil d'administration des filiales d' <i>ITT</i> et de <i>German General Electric</i>
Otto STEINBRINCK	Vice-président de <i>VEREINIGTE STAHLWERKE</i> (le cartel sidérurgique créé en 1926 grâce à des prêts de Wall Street)
Hjalmar SCHACHT	Président de la <i>REICHSBANK</i>
Emil HELFFERICH	Président du conseil d'administration de <i>GERMAN- AMERICAN PETROLEUM CO.</i> (détenue à 94 % par <i>Standard Oil of New Jersey</i>) (voir, ci-dessus, <i>Wilhelm Keppler</i>)
Friedrich REINHARDT	Président du conseil d'administration de la <i>COMMERZBANK</i>
Ewald HECKER	Président du conseil d'administration de <i>ILSEDER HUTTE</i>
Graf von BISMARCK	Président du gouvernement de <i>STETTIN</i>

Le Cercle des Amis S.S.

Le premier Cercle des Amis rencontra Hitler en mai 1932 pour écouter sa déclaration sur les objectifs nazis. Einrich Himmller participa ensuite fréquemment à ces réunions et, par son entremise, divers officiers S.S. et d'autres hommes d'affaires rejoignirent le groupe.

Au fil du temps, ce groupe élargi devint le Cercle des Amis, et Himmller agissait comme protecteur et facilitateur pour ses membres.

En conséquence, les intérêts bancaires et industriels – y compris les intérêts nord-américains – étaient fortement représentés dans le premier cercle du nazisme, et leurs contributions financières à l'hitlérisme avant 1933, que nous avons précédemment énumérées, furent très largement remboursées. Des « cinq grandes » banques allemandes, la *Dresdner Bank* était celle qui entretenait les liens les plus étroits avec le parti nazi ; au moins douze membres du conseil d'administration de la *Dresdner Bank* étaient des nazis de haut rang et pas moins de sept administrateurs de la *Dresdner Bank* faisaient partie du Cercle élargi des Amis de Keppler, qui n'excéda jamais quarante membres. Lorsque nous examinons les Cercles de Keppler et de Himmller, nous découvrons que les multinationales de Wall Street y étaient fortement représentées, plus que tout autre groupe institutionnel. Prenons tour à tour chaque multinationale de Wall Street ou son associée allemande – celles identifiées dans le chapitre 7 comme étant liées au financement de Hitler – et examinons leurs liens avec Keppler et Heinrich Himmller.

IG Farben et le Cercle de Keppler

IG Farben était fortement représentée dans le Cercle de Keppler, pas moins de huit membres, sur un maximum de quarante, étaient administrateurs de cette société ou d'une de ses filiales. Parmi ces huit membres, on retrouve Wilhelm Keppler et son neveu Kranefuss, dont nous avons parlé plus haut, ainsi que le baron Kurt von Schröder. La présence de Farben fut accentuée par l'adhésion de Hermann Schmitz, président *d'IG Farben* et administrateur de *Vereinigte Stahlwerke*, deux cartels construits et consolidés avec les prêts de Wall Street dans les années 1920. Un rapport parlementaire américain décrit Hermann Schmitz comme suit :

Hermann Schmitz, l'une des personnes les plus importantes en Allemagne, a remporté un succès exceptionnel dans ces trois domaines séparés que sont l'industrie, la finance et le gouvernement, et il a servi avec zèle et dévouement tous les gouvernements au pouvoir. Il symbolise le citoyen allemand qui, à partir de la dévastation de la Première Guerre mondiale, a rendu possible la Seconde.

L'ironie, c'est que l'on peut dire que son plus grand méfait est qu'en 1919 il fut membre de la délégation de paix du Reich et que dans les années 1930 il fut en position d'enseigner aux nazis une grande partie de ce qu'ils devaient savoir

au regard de l'infiltration économique, de l'utilisation des cartels et des matériaux de synthèse pour la guerre. [\(202\)](#)

Friedrich Flick, le créateur du cartel sidérurgique *Vereinigte Stahlwerke*, était un autre membre du Cercle de Keppler. Il siégeait au conseil d'administration *d'IG Farben*, *d'Allianz Versicherungs AG* et *d'A.E.G.*

Heinrich Schmidt, administrateur de la *Dresdner Bank* et président du conseil d'administration de *Braunkohle-Benzin AG*, la filiale *d'IG Farben*, faisait également parti de ce cercle, de même que Karl Rasche, un autre administrateur de la *Dresdner Bank* qui s'occupait aussi de *Metallgesellschaft* (société mère de la Delbrück, Schickler Bank) et *d'Accumulatoren-Fabriken AG*. Heinrich Bütefisch était également administrateur *d'IG Farben* et membre du Cercle de Keppler. Bref, la contribution financière *d'IG Farben* au *Nationale Treuhand* de Rudolf Hess – la caisse noire politique des nazis – fut confirmée, après la prise de pouvoir de 1933, par une forte représentation dans le premier cercle nazi.

**MEMBRES DU PREMIER CERCLE DE KEPPLER ASSOCIES
À DES MULTINATIONALES AMÉRICAINES**

Membres du Cercle de Keppler	IG Farben	ITT	Standard Oil of New Jersey	General Electric
Wilhelm KEPPLER	Président de la filiale de Farben, BRA BAG	—	—	Administr. d'A.E.G.
Fritz KRANEFUSS	Administrateur de BRABAG	Administrateur de toutes les filiales d'ITT en Allemagne (Standard, Mix & Genest, Lorenz)	—	Administr. d'A.E.G.
Emil Heinrich MEYER	—	Prés. de DAPAG (détenue à 94% par Standard Oil of N.J.)	—	Administr. d'A.E.G.
Emil HELFFERICH	—	—	—	Administrateur de toutes les filiales d'ITT en Allemagne
Friedrich FLICK	IG Farben	—	—	—
Kurt von SCHRÖDER	—	—	—	—

De la même façon, nous pouvons identifier d'autres institutions de Wall Street représentées dans le premier Cercle des Amis de Keppler, et confirmer ainsi leur contribution financière au fonds fiduciaire national géré par Rudolf Hess pour le compte de Hitler. Ces institutions étaient représentées par Emil Heinrich Meyer et le banquier Kurt von Schröder, qui siégeaient aux conseils d'administration de toutes les filiales d'ITT en Allemagne, ainsi que par Emil Helfferich, le président du conseil d'administration de DAPAG, détenue à 94 % par *Standard Oil of New Jersey*.

Wall Street dans le cercle S.S.

De très grosses multinationales américaines étaient également très bien représentées dans le cercle ultérieur de Heinrich Himmler. Ces multinationales firent des donations en liquide aux S.S. (au *Sonder Konto S*) jusqu'en 1944. Près d'un quart des contributions de 1944 au *Sonder Konto S* provenait de filiales d'ITT, représentées par Kurt von Schröder. Pour l'année 1943, les versements de la part de filiales d'ITT furent les suivants :

Mix & Genest AG	5 000 RM
C. Lorenz AG	20 000 RM
Felten & Guilleaume	25 000 RM
Kurt von Schröder	16 000 RM

Et ceux de 1944 :

Mix & Genest AG	5000 RM
C. Lorenz AG	20 000 RM
Felten & Guilleaume	25 000 RM
Kurt von Schröder	16 000 RM

Sosthenes Behn d'*International Telephone and Telegraph* transféra le contrôle en temps de guerre de *Mix & Genest*, de *C Lorenz* et des autres intérêts d'ITT en Allemagne à Kurt von Schröder, le membre fondateur du Cercle de Keppler et l'organisateur et le trésorier du Cercle des amis de Himmler. Emil H. Meyer, *Untersturm führer* {203} S.S., membre du comité directeur de la *Dresdner Bank* et d'A.E.G, et administrateur de toutes les filiales d'ITT en Allemagne, était également membre du Cercle des Amis de Himmler, ce qui permettait à ITT d'avoir deux représentants puissants au cœur des S.S.

Une lettre du baron Kurt von Schröder à son collègue Emil Meyer, datée du 25 février 1936, décrit les objectifs et les besoins du Cercle de

Himmler, ainsi que la nature du compte spécial « S », dont les fonds se trouvaient dans la propre banque de Schröder – la J.H. Stein Bank de Cologne :

Berlin. Le 25 février 1936
(écriture illisible)

À l'attention du Dr Emil H. Meyer
Sous-lieutenant S.S., membre du comité de direction de la Dresdner Bank,

Berlin W. 56,
Behrenstr. 38
Personnel !

Au Cercle des Amis du dirigeant S.S. du Reich

À l'issue de la tournée d'inspection de Munich, qui a duré deux jours et à laquelle le dirigeant S.S. du Reich nous a invités en janvier dernier, le Cercle des Amis a consenti – chacun selon ses moyens – à mettre à la disposition du dirigeant du Reich sur le « Compte Spécial S » (*Sonder Konto S*), devant être ouvert auprès de la firme bancaire *J.H. Stein à Cologne*, des fonds qui devront être utilisées pour certaines tâches hors budget. Cela devrait permettre au dirigeant du Reich de compter sur tous ses amis. À Munich, il a été décidé que les soussignés se rendraient disponibles pour ouvrir et tenir ce compte. En attendant que ce compte soit ouvert, nous voulons que tous les participants sachent qu'au cas où ils voudraient faire une contribution au dirigeant du Reich pour les tâches ci-dessus mentionnées – soit au nom de leur société, soit au nom du Cercle des Amis – les paiements peuvent être effectués à la firme bancaire *J.H. Stein de Cologne* (compte de compensation de la *Reichs Bank*, compte postal courant n° 1392) sur le compte Spécial S.

Heil Hitler !
(signé) Baron Kurt von Schröder
(signé) Steinbrinck {204}

Cette lettre explique aussi pourquoi le colonel Bogdan de l'armée américaine, un ancien de la *Schröder Banking Corporation* à New York, tenait beaucoup à détourner après la guerre l'attention des enquêteurs de l'armée américaine de la *J.H. Stein Bank* de Cologne, et à les orienter vers les « plus grosses » banques de l'Allemagne nazie. C'était la *Stein Bank* qui détenait les secrets des associations des filiales américaines avec les autorités nazies, alors que la guerre battait son plein. Les milieux financiers new-yorkais ne pouvaient connaître la nature précise

de ces transactions (et en particulier la nature des archives qui pouvaient avoir été conservées par leurs associés allemands), mais ils saavaient que quelques archives concernant leurs affaires en temps de guerre pouvaient très bien exister, avec suffisamment de documents pour les compromettre auprès du public nord-américain. C'est l'existence de telles archives que le colonel Bogdan essaya de masquer, mais sans succès.

La *General Electric* allemande profita largement de son association avec Himmler et d'autres dirigeants nazis. Plusieurs membres de la bande de Schröder étaient des administrateurs d'A.E.G, dont le membre le plus en vue était Robert Pferdmenges, lequel était non seulement un membre des cercles de Keppler ou de Himmler, mais également un associé au sein de la banque aryanisée *Pferdmenges & Company*, maison qui avait succédé à l'ancienne banque juive *Sal Oppenheim* de Cologne. Waldemar von Oppenheim parvint à obtenir la distinction douteuse (pour Juif allemand) d'« Aryen honoraire » et fut en mesure de poursuivre sous Hitler, en partenariat avec Pferdmenges les activités de sa maison bancaire établie de longue date.

<i>Membres du cercle des amis de Himmler qui étaient également administrateurs de sociétés d'affiliation américaine</i>				
	<i>IG Farben</i>	<i>ITT</i>	<i>A.E.G</i>	<i>Standard Oil of N.J.</i>
<i>KRANEFUSS, Fritz</i>	<i>x</i>			
<i>KEPPLER, Wilhelm</i>	<i>x</i>			
<i>SCHRÖDER, Kurt Von</i>	<i>x</i>	<i>x</i>		
<i>BUETEFISCH, Heinrich</i>	<i>x</i>			
<i>RASCHE, Dr. Karl</i>	<i>x</i>			
<i>FLICK, Friedrich</i>	<i>x</i>		<i>x</i>	
<i>LINDEMANN, Karl</i>				<i>x</i>
<i>SCHMIDT, Heinrich</i>	<i>x</i>			
<i>ROEHNERT, Kellmuth</i>			<i>x</i>	
<i>SCHMITT, Kurt</i>			<i>x</i>	
<i>MEYER, Dr. Emil</i>		<i>x</i>		
<i>SCHMITZ, Hermann</i>	<i>x</i>			

Pferdmenges était aussi un administrateur d'A.E.G et il exploita à son avantage son influence nazie. [{205}](#)

Deux autres administrateurs de la *General Electric* allemande étaient membres du Cercle Des Amis de Himmler et effectuèrent en 1943 et 1944 des contributions financières au *Sonder Konto S*. Ces contributions furent les suivantes :

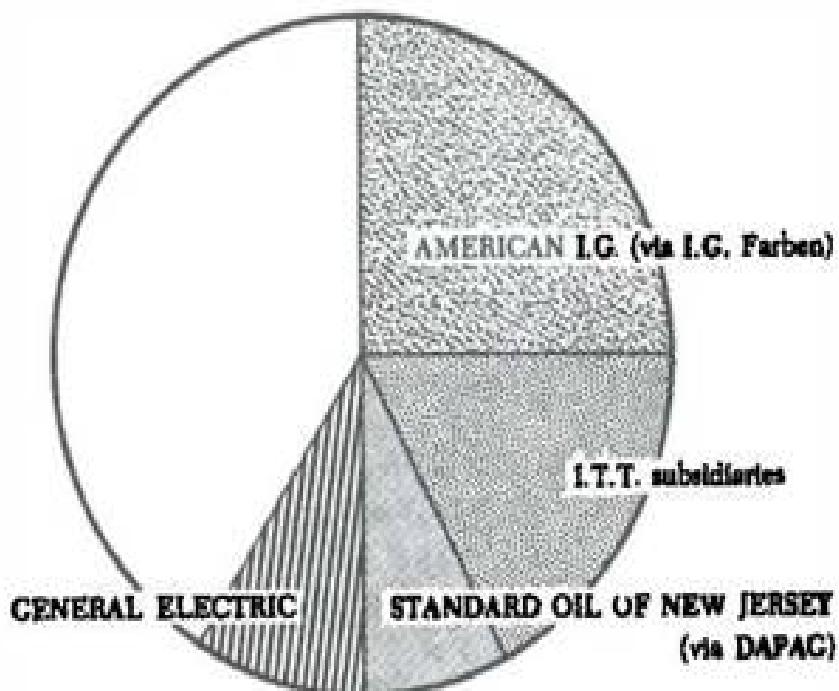
<i>Friedrich Flick</i>	<i>100 000 RM</i>
<i>Otto Steinbrinck (un associé de Flick)</i>	<i>100 000 RM</i>

Kurt Schmidt était président du conseil d'administration d'A.E.G et membre du Cercle des Amis de Himmler, le nom de Schmitt ne se trouve pas sur la liste des versements au titre des années 1943 et 1944.

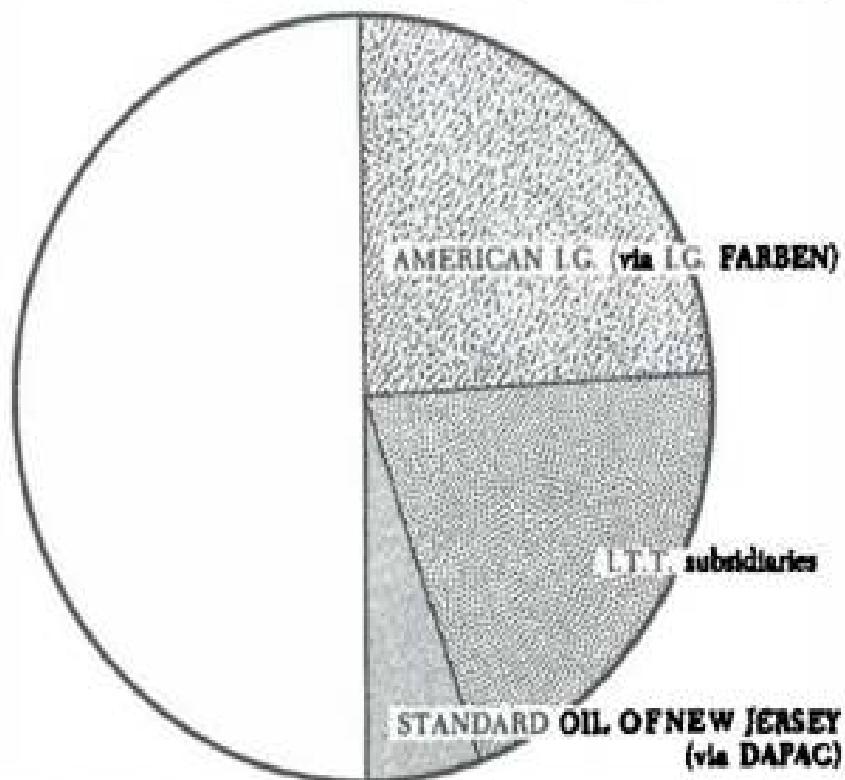
Standard Oil of New Jersey effectua aussi une contribution importante au compte spécial de Himmler par l'intermédiaire de sa filiale allemande *Deutsche Amerikanische Gesellschaft* (DAG), qu'elle détenait quasi-entièrement (à 94%). En 1943 et en 1944, DAG effectua les contributions suivantes :

<i>Emil Helfferich, conseiller d'Etat de Hambourg, président de Deutsch-Amerikanische Petroleum AG (DAPAG)</i>	<i>10 000 RM</i>
<i>Karl Lindermann, conseiller d'Etat de Brême et administrateur de Deutsch-Amerikanische Petroleum A.G (DAPAG) à titre personnel</i>	<i>100 000 RM</i> <i>4 000 RM</i>

Tableau 9-1 : Représentation de Wall Street dans les cercles de Keppler et de Himmler, 1933 et 1944



REPRESENTATION DE WALL STREET DANS LE CERCLE D'AMIS DE KEPPLER
(bâtie sur la déclaration de Keppler en 1933, relative aux membres)



REPRESENTATION DE WALL STREET DANS LE CERCLE D'AMIS DE HIMMLER
(bâtie sur les contributions faites à Himmler en 1944)

Il est important de noter que Lindemann, conseiller d'État de Brême, contribua personnellement à hauteur de 4 000 RM. Cela établit une nette distinction entre la contribution d'entreprise de 10 000 RM de la filiale détenue à 94% par *Standard Oil of New Jersey* et la contribution personnelle de l'administrateur Lindemann. Dans le cas d'Emil Helffe-rich, conseiller d'État de Hambourg, la seule contribution fut celle de 10 000 RM de la part de *Standard Oil*. Il n'y a aucune trace d'une donation personnelle. *IG Farben*, société-mère d'American IG (voir chapitre 2), fut un autre contributeur financier important au *Sonder Konto S* de Heinrich Himmler.

Il y avait quatre administrateurs d'*IG Farben* dans le premier cercle : Karl Rasche, Fritz Kranefuss, Heinrich Schmidt et Heinrich Bütfisch. Karl Rasche était membre du comité de direction de la *Dresdner Bank* et spécialiste en droit bancaire international. Sous Hitler, Karl Rasche devint un administrateur de premier plan d'une quantité de grandes entreprises allemandes, dont *Accumulatoren-Fabrik AG* à Berlin, qui finança Hitler, *Metallgesellschaft* et *Felten & Guilleaume*, une société d'ITT. Fritz Kranefuss était membre du conseil d'administration de la *Dresdner Bank* et administrateur de plusieurs grandes entreprises extérieures à *IG Farben*. Kranefuss, le neveu de Wilhelm Keppler, était un avocat et un personnage important de nombreux organismes publics nazis. Heinrich Schmidt, administrateur d'*IG Farben* et de plusieurs autres sociétés allemandes, était également administrateur de la *Dresdner Bank*.

Il ne faut pas oublier que les trois personnes citées ci-dessus, Rasche, Kranefuss et Schmidt, étaient des administrateurs d'une filiale d'*IG Farben*, *Braunkohle-Benzin AG*, le fabricant de l'essence de synthèse allemande qui utilisait la technologie de *Standard Oil*, une conséquence des accords passés entre *IG Farben* et *Standard Oil* au début des années 1930.

En somme, l'élite financière de Wall Street était bien représentée, à la fois dans le premier cercle de Keppler et dans le cercle ultérieur des Amis de Keppler. [{206}](#).

CHAPITRE 10

Le mythe de « Sidney Warburg »

Une question essentielle qui n'a été que partiellement résolue est l'étendue de l'aide directe que les financiers de Wall Street ont apportée dans l'accession de Hitler au pouvoir en 1933. Nous avons montré, grâce aux preuves écrites originales que nous avons produites, qu'il y a bien eu une participation et un soutien américains indirects par l'intermédiaire de sociétés allemandes affiliées, ainsi qu'un effort délibéré et bien documenté (comme dans le cas d'ITT, par exemple), de tirer profit du soutien au régime nazi. Le financement indirect s'est-il étendu à un financement direct ?

Après l'accession de Hitler au pouvoir, des sociétés américaines et des citoyens américains ont travaillé pour le compte du nazisme et ont certainement tiré profit de l'État totalitaire. Grâce aux agendas de William Dodd, l'ambassadeur des États-Unis à Berlin, nous savons qu'un groupe de banquiers et d'industriels nord-américains s'est rendu en 1933 à leur ambassade à Berlin, où ils ont exprimé leur admiration pour Adolf Hitler et qu'ils étaient très désireux de trouver des moyens de faire des affaires avec le nouveau régime. Le 1^{er} septembre 1933, Dodd a noté que Henry Mann, de la *National City Bank*, et Winthrop W. Aldrich, de la *Chase Bank*, ont tous deux rencontré Hitler et que « ces banquiers ont eu le sentiment de pouvoir travailler avec lui [{207}](#) ». Selon Dodd, l'agent de relations publiques de Rockefeller, Ivy Lee, « a montré qu'il était à la fois un capitaliste et un défenseur du fascisme. [{208}](#) »

Par conséquent, nous pouvons au moins identifier une réponse bienveillante à l'égard de cette nouvelle dictature nazie, qui rappelle la manière dont les banquiers internationaux de Wall Street ont salué la nouvelle Russie de Lénine et de Trotski en 1917.

Qui était « Sidney Warburg » ?

La question posée dans ce chapitre est l'accusation selon laquelle certains financiers de Wall Street (en particulier, les Rockefeller et les Warburg) ont directement planifié et financé la prise de pouvoir par Hitler en 1933, et qu'ils le firent depuis New York. Pour répondre à cette question, ce que l'on appelle le mythe de « Sidney Warburg » est d'une pertinence indéniable.

Franz von Papen, un nazi de premier plan, a déclaré dans ses *Mémoires* {209} :

(...) le compte rendu le mieux documenté sur la soudaine acquisition de fonds par les nationaux-socialistes était contenu dans un livre publié en Hollande, à Amsterdam en 1933, par la respectable maison d'édition Van Holkema & Wa-рендorg, et intitulé De Gelbronnen van Het Nationaal-Socialisme (Drie Gepreken Met Hitler {210}). Ce livre était signé « Sidney Warburg ».

Un livre en néerlandais portant ce titre et signé « Sidney Warburg » fut bien publié en 1933, mais il n'est resté que quelques jours dans les rayons des librairies. Il fut éliminé. {211} L'un des trois exemplaires originaux qui ont survécu à cette élimination a été traduit en anglais. Cette traduction fut déposée à un certain moment au British Museum, mais elle a été retirée de la circulation publique et n'est plus disponible pour les recherches. On ne sait plus rien de ce qu'est devenu l'exemplaire sur lequel s'est fondée cette traduction.

Le deuxième exemplaire néerlandais qui a survécu a appartenu au chancelier autrichien Schussing et l'on ne sait rien, non plus, de ce qu'il est devenu. Le troisième exemplaire hollandais s'est retrouvé en Suisse et a été traduit en allemand. La traduction allemande a survécu jusqu'à aujourd'hui dans les *Schweizerischen Sozialarchiv*, à Zurich. Une copie certifiant l'authenticité de la traduction allemande de cet exemplaire suisse a été achetée par l'auteur du présent ouvrage en 1971 et a été traduite en anglais. C'est sur la traduction anglaise de la traduction allemande que se fonde le texte de ce chapitre.

La publication du livre de « Sidney Warburg » fut dûment rapportée dans le *New York Times* (24 novembre 1933) sous le titre « *Hoax on Nazis Feared* » [On craint un canular sur les nazis]. Un bref article faisait remarquer qu'un pamphlet intitulé « Sidney Warburg » était sorti aux Pays-Bas et que l'auteur n'était pas le fils de Félix Warburg. Le traducteur était J. G. Shoup, un journaliste belge vivant aux Pays-Bas. Les éditeurs et Shoup « se demandaient s'ils n'avaient pas été victimes d'un canular ». L'article du Times ajoutait :

Ce pamphlet répète une vieille histoire selon laquelle des Américains de premier plan, dont John D. Rockefeller, ont financé Hitler entre 1929 et 1932 à hauteur de 32 000 000 de dollars, leur motivation étant « de libérer l'Allemagne de la mainmise financière de la France en provoquant une révolution ». De nombreux lecteurs de ce pamphlet ont fait remarquer qu'il contient de nombreuses inexactitudes.

Pourquoi l'original hollandais a-t-il été retiré de la circulation en 1933 ? Parce qu'il n'existe aucun « Sidney Warburg » et qu'un « Sidney Warburg » prétendait en être l'auteur. Depuis 1933, ce livre a été mis en avant par diverses parties, soit comme un faux, soit comme un

document authentique. La famille Warburg elle-même a rencontré quelques difficultés pour prouver que ce livre était un faux.

Que rapporte ce livre ? Quelle position défend-il quant aux événements qui se sont déroulés en Allemagne au début des années 1930 ? Et, ces événements ont-ils la moindre ressemblance avec des faits, dont la véracité a été prouvée ?

Du point de vue de la méthodologie de la recherche, il est préférable de supposer que le livre de « Sidney Warburg » est un faux, à moins de prouver le contraire. C'est la procédure que nous adopterons. Le lecteur peut très bien se demander : alors pourquoi se donner la peine d'étudier attentivement un possible faux ? Il y a au moins deux bonnes raisons à cela, en dehors de la curiosité universitaire.

Premièrement, l'affirmation de Warburg selon laquelle ce livre est un faux contient une faille curieuse et essentielle. Les Warburg réfutent un livre qu'ils admettent ne pas avoir lu ni même avoir vu, en disant qu'il constitue un faux. Cette réfutation des Warburg se limite spécifiquement au fait que ce livre n'a pas été écrit par un Warburg. Cette réfutation est acceptable, mais elle ne réfute pas ou ne rejette pas la validité de son contenu. Cette réfutation en rejette simplement la paternité.

Deuxièmement, nous avons déjà identifié *IG Farben* comme source financière et soutien essentiel de Hitler. Nous avons produit des preuves photographiques (page 98) du récépissé du transfert bancaire de 400 000 marks *d'IG Farben* au « fonds fiduciaire national » de Hitler, le compte de la caisse noire politique administrée par Rudolf Hess. Maintenant, il est probable, voire certain que « Sidney Warburg » n'a pas existé. En revanche, il est de notoriété publique que les Warburg furent étroitement liés à *IG Farben* en Allemagne et aux États-Unis. En Allemagne, Max Warburg était administrateur *d'IG Farben*, et aux États-Unis, son frère Paul Moritz (le père de Paul James Warburg) était administrateur *d'American IG Farben*. Bref, nous avons une preuve irréfutable que certains Warburg, dont le père de Paul James, celui qui a dénoncé le livre de « Sidney Warburg », étaient administrateurs *d'IG Farben*. Et l'on sait qu'*IG Farben* a financé Hitler. « Sidney Warburg » était un mythe, mais les administrateurs *d'IG Farben*, et Paul Warburg, étaient bien réels. Il y a donc suffisamment de raisons pour pousser plus loin notre propos.

Commençons d'abord par résumer le livre que James Paul prétend être un faux.

Résumé du livre de « Sidney Warburg » retiré de la vente.

Les Sources de financement du national-socialisme commence par une conversation qui aurait eu lieu entre « Sidney Warburg » et le co-auteur/traducteur J.G. Shoup. « Warburg » relate les raisons pour les-

quelles il a remis à Shoup un manuscrit en anglais pour qu'il soit traduit en néerlandais et publié aux Pays-Bas. Selon les mots du mythique « Sidney Warburg » :

Il y a des moments où je veux tourner le dos à un monde d'intrigues, de tromperies, d'escroqueries et de manipulations boursières. (...) Avez-vous une idée de ce que je ne peux jamais comprendre ? Comment est-il possible que des gens dotés d'un caractère bon et honnête – sur lesquels je dispose de preuves écrasantes – participent à des escroqueries et des fraudes, sachant parfaitement bien que cela affectera des milliers de personnes ?

Shoup décrit ensuite « Sidney Warburg » comme étant « le fils de l'un des plus grands banquiers aux États-Unis, membre de la firme bancaire *Kuhn, Loeb & Co.*, à New York ». *Sidney Warburg* dit ensuite à Shoup qu'il veut laisser une trace pour l'histoire sur la façon dont le national-socialisme a été financé par des banquiers new-yorkais.

La première partie du livre s'intitule simplement « 1929 ». Elle relate qu'en 1929, Wall Street avait d'énormes créances en souffrance en Allemagne et en Autriche, et que ses demandes de remboursement, pour la plus grande part, avaient été gelées. Tandis que la France était économiquement faible et qu'elle craignait l'Allemagne, elle obtint la « part du lion » des fonds de réparation qui étaient en réalité financés depuis les États-Unis. En juin 1929, une réunion eut lieu entre les membres de la Banque de Réserve Fédérale et des banquiers américains de premier plan pour décider de ce qu'il convenait de faire vis-à-vis de la France, et en particulier faire échec à sa demande sur les réparations allemandes. Participaient à cette réunion (selon le livre de « Warburg ») les administrateurs de la *Guaranty Trust Company*, les « présidents » des banques de Réserve Fédérale, plus cinq banquiers indépendants, ainsi que « le jeune Rockefeller » et Glean de la *Royal Dutch Shell*. Selon ce texte, Carter [{212}](#) et Rockefeller [{213}](#) dominèrent les débats. Les autres écoutèrent en se contentant de hocher la tête.

Le consensus général qui ressortit de cette réunion de banquiers fut que le seul moyen de libérer l'Allemagne des griffes de la France était la révolution, soit communiste, soit nationaliste. Lors d'une réunion précédente, il avait été convenu de contacter Hitler pour « essayer de découvrir s'il était ouvert à un soutien financier américain ». Rockefeller avait tout récemment lu un tract sur le mouvement national-socialiste de Hitler, et l'objectif de cette réunion était de déterminer si « Sidney Warburg » était prêt à se rendre en Allemagne comme messager pour établir un contact personnel avec Hitler.

En échange de l'offre d'un soutien financier, on attendait de Hitler qu'il mène une « politique étrangère agressive et qu'il ravive l'idée d'une revanche contre la France ». Il était anticipé que cette politique aurait pour résultat que la France ferait appel aux États-Unis et à l'Angleterre

pour que ces deux pays l'aident sur « les questions internationales impliquant l'agression allemande à long terme ». Hitler ne devait pas avoir connaissance du but de l'aide de Wall Street. On laisserait « à sa raison et à son ingénuité le soin de découvrir les motivations cachées derrière cette proposition ». *Warburg* accepta la mission proposée et quitta New York pour Cherbourg, sur le paquebot « Île de France », « muni d'un passeport diplomatique et de lettres de recommandation de Carter, Tommy Walker, Rockefeller, Glean et Herbert Hoover ».

Apparemment, « Sidney Warburg » eut quelques difficultés à rencontrer Hitler. Le consul américain à Munich ne parvint pas à prendre contact avec les nazis et, finalement, Warburg alla trouver directement le maire de Munich, Deutzberg, « muni d'une recommandation du consul américain » et d'une requête afin qu'il soit guidé vers Hitler. Shoup présente alors des extraits des déclarations de Hitler lors de sa rencontre initiale avec Warburg. Ces extraits comprennent les rodomontades antisémites habituelles et il devrait être noté que tous les propos antisémites contenus dans le livre de « Sidney Warburg » sortent de la bouche de Hitler. (Ceci est important parce que James Paul Warburg prétendait que le livre de Shoup était entièrement antisémite.) Lors de cette rencontre, il fut question du financement des nazis, et Hitler aurait insisté pour que les fonds ne soient pas déposés dans une banque allemande mais dans une banque étrangère et qu'ils soient mis à sa disposition. Hitler demanda 100 millions de marks et suggéra que « Sidney Warburg » rende compte de la réaction de Wall Street par l'intermédiaire de von Heydt, domicilié 18 Lutzowufer, à Berlin. [{214}](#).

Après avoir télégraphié son rapport à Wall Street, Warburg fut informé que 24 millions de dollars représentaient une somme trop importante pour les banquiers américains qui proposèrent 10 millions de dollars. Warburg contacta von Heydt et une nouvelle rencontre fut organisée, cette fois-ci avec un « homme à l'air insignifiant, qui [lui] fut présenté sous le nom de Frey ». Instructions furent données de transférer 10 millions de dollars à la banque *Mendelsohn & Co.* d'Amsterdam. Warburg devait demander à la banque *Mendelsohn* d'établir des chèques en marks, payables à des nazis désignés dans dix villes allemandes.

Par la suite, Warburg se rendit à Amsterdam, termina sa mission avec *Mendelsohn & Co.*, puis il partit pour Southampton où il s'embarqua sur l'*Olympia* pour rentrer à New York. Là, il remit son rapport à Carter de la *Guaranty Trust Co.* Deux jours plus tard, Warburg présenta son rapport devant tout le groupe de Wall Street, mais « cette fois-ci, un représentant anglais était assis à côté de Glean, de *Royal Dutch*, un homme du nom de Angell, l'un des patrons de *l'Asiatic Petroleum Co.* ».

Warburg fut interrogé sur Hitler et Rockefeller montra un intérêt inhabituel vis-à-vis des déclarations de Hitler au sujet des communistes.

Quelques semaines après le retour de Warburg d'Europe, les journaux de *Hearst* montrèrent eux aussi un « intérêt inhabituel » pour le nouveau parti nazi allemand, et le *New York Times* publia même régulièrement de courts reportages sur les discours de Hitler. Auparavant, les journaux n'avaient pas montré beaucoup d'intérêt, mais cela avait maintenant changé. [{215}](#) En décembre 1929, une longue étude sur le mouvement national-socialiste allemand parut « dans une publication mensuelle de l'université de Harvard ».

La deuxième partie de ce livre retiré de la vente, *Les Sources de financement du national-socialisme*, est intitulée « 1931 » et débute par une discussion sur l'influence française dans la politique internationale, en affirmant que Herbert Hoover avait promis au Français Pierre Laval de ne pas résoudre la question de la dette sans consulter au préalable le gouvernement français. Et Shoup écrit :

Lorsque Wall Street découvrit cela, Hoover perdit d'un seul coup l'estime de ce cercle. Même les élections suivantes en furent affectées – beaucoup pensent que l'on peut faire remonter à cette question l'échec de Hoover à se faire réélire.
[{216}](#)

En octobre 1931, Warburg reçut une lettre de Hitler qu'il fit passer à Carter à la *Guaranty Trust Company*, et une réunion des banquiers fut à nouveau organisée dans les bureaux de cette société. Lors de cette réunion, les opinions étaient divisées. « Sidney Warburg » rapporta que Rockefeller, Carter et McBean était pour Hitler, tandis que les autres financiers étaient mitigés. Montagu Norman, de la Banque d'Angleterre, et Glean, de la *Royal Dutch Shell*, argumentèrent que les 10 millions de dollars déjà investis sur Hitler étaient une somme déjà excessive et que Hitler ne passerait jamais à l'action. La réunion adopta finalement comme accord de principe d'aider un peu plus Hitler, et Warburg accepta à nouveau une mission de messager et retourna en Allemagne.

Lors de ce voyage, Warburg aurait discuté des affaires allemandes avec « un banquier juif » de Hambourg, un magnat industriel et d'autres supporters de Hitler. Une réunion se déroula avec le banquier von Heydt et un certain Lütgebrumm. Ce dernier déclara que les troupes d'assaut nazies étaient insuffisamment équipées et que la S.S. avait sérieusement besoin de mitrailleuses, de revolvers et de carabines automatiques.

Lors de la rencontre suivante entre Warburg et Hitler, ce dernier déclara : « les Soviétiques ne peuvent pas se passer de nos produits industriels. Nous leur ferons crédit et si je ne suis pas capable d'affaiblir la France moi-même, alors les Soviétiques m'y aideront ». Hitler affirma

qu'il avait deux plans pour prendre le pouvoir en Allemagne : (a) par la révolution, et (b) par une prise de pouvoir légale. Le premier plan ne serait qu'une affaire de trois mois, le second une question de trois ans. Hitler aurait dit : « la révolution coûte cinq cent mille marks, la prise de pouvoir légal coûte deux cent millions, que décideront vos banquiers ? » Au bout de cinq jours, Warburg reçut un câble de Guaranty Trust, qui est cité ainsi dans le livre :

Montants suggérés sont hors de question. Nous ne voulons et ne pouvons pas. Expliquez à cet homme qu'un tel transfert vers Europe bouleverserait marchés financiers. Absolument inconnu en territoire international. Attendez-vous à long rapport avant que décision soit prise. Restez là-bas. Poursuivez votre enquête. Persuadez cet homme exigences impossibles. N'oubliez pas d'inclure dans rapport propre opinion sur possibilités quant à avenir de cet homme.

Warburg télégraphia par retour son rapport à New York et, trois jours plus tard, il reçut un deuxième télégramme qui disait :

Rapport reçu. Préparez-vous à livrer 10, maximum 15 millions de dollars. Avez cet homme nécessité agression contre danger étranger.

Les 15 millions de dollars furent acceptés pour la prise de pouvoir par voie légale, et non pour le plan révolutionnaire. L'argent fut transféré de Wall Street à Hitler par l'intermédiaire de Warburg comme suit : 5 millions de dollars devaient être versés à la *Mendelsohn & Company* d'Amsterdam, 5 millions de dollars à la *Rotterdamsche Bankvereinigung* à Rotterdam, et 5 millions de dollars à la *Banca Italiana*.

Warburg se rendit à chacune de ces banques, où il aurait rencontré Heydt, Strasser et Hermann Göring. Les groupes s'arrangèrent pour que les chèques soient établis à différents noms dans diverses villes d'Allemagne. Autrement dit, les fonds furent « blanchis » selon la tradition moderne pour cacher leur provenance de Wall Street. En Italie, le versement groupé aurait été reçu au siège de la banque par son président et, tandis qu'ils attendaient dans son bureau, deux fascistes italiens, Rossi et Balbo, furent présentés à Warburg, Heydt, Strasser et Göring. Trois jours après le versement, Warburg rentra à New York depuis Gênes sur le paquebot *Savoya*. Une fois encore, il fit son rapport à Carter, à Rockefeller et aux autres banquiers.

La troisième partie de *Sources du financement du national-socialisme* est intitulée simplement « 1933 ». Cette partie rapporte la troisième et dernière rencontre entre « Sidney Warburg » et Hitler, la nuit où le Reichstag fut incendié. (Nous avons noté dans le chapitre 8 la présence au Reichstag de l'ami de Roosevelt, Putzi Hanfstaengl.) Lors de cette rencontre, Hitler informa Warburg des progrès nazis en vue de prendre le pouvoir par voie légale. Depuis 1931, le parti national-socialiste avait triplé de taille. Des dépôts massifs d'armes avaient été consti-

tués près de la frontière allemande, en Belgique, aux Pays-Bas et en Autriche, ces armes exigeaient que des paiements comptants soient effectués avant qu'elles ne soient livrées. Hitler demanda un minimum de 100 millions de marks pour régler la dernière étape du programme final de la prise de pouvoir.

Guaranty Trust câbla à Warburg une offre maximale de 7 millions de dollars, devant être payés comme suit : 2 millions de dollars à la *Renania Joint Stock Company* à Düsseldorf (la filiale allemande de *Royal Dutch*) et 5 millions de dollars à d'autres banques. Warburg rendit compte de cette offre à Hitler, qui demanda que 5 millions de dollars soient envoyés à la *Banca Italiana* à Rome et (bien que ce rapport ne l'indique pas) que les 2 autres millions de dollars soient payés à Düsseldorf. Le livre conclut par la déclaration suivante de Warburg :

J'ai mené ma mission de bout en bout jusqu'au dernier détail. Hitler est le dictateur du plus grand pays européen. Le monde l'a désormais vu au travail pendant plusieurs mois. Mon opinion sur lui ne signifie rien maintenant. Ses actions prouveront s'il est mauvais, ce que je crois. Par égard pour le peuple allemand, j'espère avoir tort. Le monde continue de souffrir sous un système qui doit courber l'échine devant un Hitler pour rester debout. Pauvre monde, pauvre humanité !

Voici le résumé du livre de « Sidney Warburg » sur les origines du financement du national-socialisme en Allemagne. Une partie des informations contenues dans ce livre est de notoriété publique, bien que seulement quelques-unes fussent connues dans les années 1930. Il est extraordinaire de noter que cet auteur inconnu a eu accès à des informations qui n'émergèrent que de nombreuses années plus tard – par exemple, l'identité de la banque *von Heydt* comme canal de financement de Hitler. Pourquoi ce livre fut-il retiré des rayons des librairies et éliminé ? La raison déclarée était que « Sidney Warburg » n'existe pas, que ce livre était un faux et que la famille Warburg affirma qu'il contenait des déclarations antisémites et diffamatoires.

Les informations contenues dans ce livre ressuscitèrent après la Seconde Guerre mondiale et furent publiées dans d'autres livres dans un contexte antisémite qui n'existe pas dans le livre original de 1933. Deux de ces livres d'après-guerre étaient *Spanischer Sommer* [L'été espagnol] de René Sonderegger et *Liebet Eure Feinde* [Il aime votre ennemi] de Werner Zimmerman.

Le plus important est que James Paul Warburg – depuis New York – signa une déclaration sous serment en 1949, qui fut publiée en annexe dans les *Mémoires* de von Papen. Cette déclaration sous serment de Warburg niait avec insistance l'authenticité du livre de « Sidney Warburg » et clamait qu'il s'agissait d'un canular. Malheureusement, James P. Warburg se focalisa sur *Spanischer Sommer*, et non sur l'original éli-

miné de « Sidney Warburg », publié en 1933, dans lequel les seuls propos antisémites émanaient des déclarations attribuées à Hitler.

Autrement dit, la déclaration sous serment de Warburg a soulevé plus de questions qu'elle n'en a résolues. Par conséquent, nous devrions regarder de plus près la déclaration sous serment de Warburg de 1949, qui réfute l'authenticité des *Sources de financement du national-socialisme*.

Déclaration sous serment de James Paul Warburg

En 1953, le nazi Franz von Papen publia ses *Mémoires*. [{217}](#). Il s'agissait du même Franz von Papen qui avait été actif aux États-Unis pour le compte de l'espionnage allemand durant la Première Guerre mondiale. Dans ces *Mémoires*, il discute de la question du financement de Hitler et en fait porter la responsabilité à l'industriel Fritz Thyssen et au banquier Kurt von Schröder. Papen nie avoir financé Hitler et il est vrai qu'aucune preuve crédible n'a été avancée pour lier von Papen aux fonds de Hitler (bien que Zimmermann, dans *Liebet Eure Feinde*, accuse Papen d'avoir fait un don de 14 millions de marks). Dans ce contexte, von Papen mentionne *Les Sources financement du national-socialisme* de Sidney Warburg, en même temps que les deux livres plus récents, écrits après la guerre, de Werner Zimmermann et de René Sonderegger (alias Severin Reinhardt). [{218}](#). Il ajoute :

James P. Warburg est capable de réfuter toute cette falsification dans sa déclaration sous serment. (...) Pour ma part, je suis très reconnaissant à M. Warburg de s'être débarrassé une fois pour toutes de cette calomnie malicieuse. Il est pratiquement impossible de réfuter des accusations de cette sorte en se contentant de simplement les nier, et son démenti autoritaire donne de la consistance à mes propres protestations. [{219}](#)

Deux extraits du livre de von Papen se trouvent en Annexe II : une déclaration de James P. Warburg, puis sa déclaration sous serment, datée de 15 juillet 1949.

Le premier paragraphe de cette déclaration note qu'en 1933 la maison d'édition néerlandaise *Van Holkema & Warendorf* publia *De Geldbronnen van Het Nationaal-Socialisme. Drie Gesprekken Met Hitler*, et ajoute que :

ce livre fut prétendument écrit par « Sidney Warburg ». Un associé de la société d'Amsterdam Warburg & Co. parla de ce livre à James P. Warburg, et Holkema & Warendorf furent informés qu'aucune personne du nom de « Sidney Warburg » n'existe. Sur ce, ils retirèrent ce livre de la circulation.

James Warburg fait ensuite deux déclarations successives et apparemment contradictoires :

Ce livre contenait une masse de matériel diffamatoire contre divers membres de ma famille et contre un certain nombre de maisons bancaires de premier plan, ainsi que contre des personnes individuelles à New York. À ce jour, je n'ai jamais vu la moindre copie de ce livre. Apparemment, seule une poignée de copies a échappé au retrait de l'éditeur.

D'un côté, Warburg soutient n'avoir jamais vu de copie du livre de « Sidney Warburg », et d'un autre côté, il dit qu'il est « diffamatoire » et rédige une déclaration sous serment, détaillée phrase après phrase pour réfuter de prétendues informations contenues dans un livre qu'il soutient n'avoir jamais lu ! Il est très difficile d'accepter la validité de l'affirmation de Warburg, selon laquelle il n'a « jamais vu une copie de ce livre ». Ou s'il est vrai qu'il n'en a jamais vu, alors cette déclaration sous serment est sans valeur.

James Warburg ajoute que le livre de « Sidney Warburg » est « ouvertement antisémite ». Et, dans sa déclaration, il accuse le récit de « Sidney Warburg » d'être une pure propagande antisémite. En fait (et Warburg aurait découvert ce fait s'il avait lu ce livre), les seules déclarations antisémites dans le livre de 1933 sont celles attribuées à Adolf Hitler, dont les sentiments antisémites ne sont vraiment pas une grande découverte.

En dehors des divagations de Hitler, il n'y a rien dans le livre original de « Sidney Warburg » qui soit lié de près ou de loin à l'antisémitisme, à moins de classer Rockefeller, Glean, Carter, McBean, etc. parmi les Juifs [ce qu'ils ne sont évidemment pas – NdT]. En fait, il est remarquable que pas un seul banquier juif ne soit nommé dans ce livre – à l'exception du mythique « Sidney Warburg » qui est un messager et non l'un des prétendus donateurs. Pourtant, nous savons de source authentique (l'ambassadeur Dodd) que le banquier juif Eberhard von Oppenheim a bien donné 200 000 marks à Hitler, [{220}](#) et il est improbable que « Sidney Warburg » ait manqué d'observer ce fait si son but délibéré avait été de fournir un texte servant de fausse propagande antisémite.

La première page de la déclaration de James Warburg concerne le livre de 1933. Ensuite, James Warburg introduit René Sonderegger et un autre livre écrit en 1947. Une analyse minutieuse de la déclaration de Warburg et de sa déclaration sous serment indique que ses réfutations et ses affirmations se réfèrent essentiellement à Sonderegger et non pas à Sidney Warburg. Sonderegger était bien antisémite et fit probablement partie d'un mouvement néonazi après la Seconde Guerre mondiale, mais cette affirmation d'antisémitisme ne peut pas s'appliquer au livre de 1933, et c'est le point essentiel de cette question. En bref, James Paul Warburg commence par affirmer qu'il discute d'un livre qu'il n'a jamais vu mais qu'il sait être diffamatoire et antisémite, et ensuite, sans

prévenir, il porte l'accusation sur un autre livre qui était certainement antisémite mais qui fut publié dix ans plus tard. Par conséquent, la déclaration sous serment de Warburg confond si parfaitement les deux livres que le lecteur est incité à condamner le mythique « Sidney Warburg » en même temps que Sonderegger. [{221}](#)

Examinons quelques déclarations de J.P. Warburg :

Déclaration sous serment de James P. Warburg, New York, le 15 juillet 1949	Commentaires de l'auteur sur la déclaration de James P. Warburg
1) Concernant les accusations entièrement fausses et calomnieuses de René Sonderegger	Notez que cette déclaration sous serment concerne René Sonderegger et non le livre

<p>(Zurich, Suisse) et d'autres, ainsi qu'elles sont avancées dans la partie de la déclaration consacrée aux faits précités, moi, James Paul Warburg, de Greenwich, Connecticut, USA, fait la déposition suivante :</p>	<p>publié par J. G. Shoup en 1933.</p>
<p>2) Pour autant que je sache, aucune personne du nom de « Sidney Warburg » n'a jamais existé à New York en 1933, ni ailleurs, , à cette époque ou à tout autre période.</p>	<p>Nous pouvons supposer que le nom de « Sidney Warburg » est un pseudonyme ou qu'il a été utilisé à tort.</p>
<p>3) Je n'ai jamais donné le moindre manuscrit, journal, notes, télégrammes ou autres documents à quelque personne que ce soit pour qu'ils soient traduits et publiés aux Pays-Bas, et en particulier, je n'ai jamais donné de tels documents au prétendu J.G. Shoup d'Anvers. De ce que je sais et dont je me souviens, je n'ai jamais rencontré une telle personne.</p>	<p>Cette déclaration sous serment se limite au fait de ne pas avoir donné de documents « pour qu'ils soient traduits et publiés aux Pays-Bas ».</p>
<p>4) La conversation téléphonique entre Roger Baldwin et moi-même, qui a été rapportée par Sonderegger, n'a jamais eu lieu et est une pure invention.</p>	<p>Rapportée par Sonderegger, non par « Sidney Warburg ».</p>
<p>5) Je ne me suis pas rendu en Allemagne à la demande du président de la <i>Guaranty Trust Company</i>, ni en 1929 ni à tout autre moment.</p>	<p>Mais Warburg s'est bien rendu en Allemagne en 1929 et en 1930 pour le compte de la Banque d'Acceptation internationale [<i>International Acceptance Bank, Inc.</i>]</p>
<p>6) Je me suis bien rendu en Allemagne en 1929 et en 1930 pour</p>	<p>Notez que Warburg, dans sa propre déclaration, a dit à</p>

ma propre banque, *The International Acceptance Bank Inc.*, de New York. À aucune de ces occasions je n'ai eu affaire avec une enquête sur la possible prévention d'une révolution communiste en Allemagne grâce à la promotion d'une contre-révolution nazie. En tant que fait reconnu, mon opinion à l'époque était qu'il y avait relativement peu de risque d'une révolution communiste en Allemagne mais un danger considérable d'une prise de pouvoir nazie. Je suis en position de prouver qu'à mon retour d'Allemagne après les élections au Reichstag de 1930, j'ai prévenu mes associés que Hitler arriverait très probablement au pouvoir et que la conséquence serait soit une Europe dominée par les nazis, soit une deuxième guerre mondiale - peut-être les deux. Ceci peut être corroboré, ainsi que le fait que ma banque, à la suite de ma mise en garde, a procédé à réduire ses engagements en Allemagne aussi rapidement que possible.

7) Je n'ai eu aucune discussion, en aucun lieu et à aucun moment, avec Hitler, avec quelques responsables nazis que ce soit ou d'autres personnes apportant des fonds au parti nazi. En particulier, je n'ai passé aucun accord de cette sorte avec *Mendelssohn & Co.* ou la *Rotterdamse Bankvereinigung* ou la

ses associés bancaires que Hitler arriverait au pouvoir. Cette affirmation a été faite en 1930 - et les Warburg continuèrent d'être administrateurs d'*IG Farben* et d'autres sociétés pro-nazies.

Il n'y a aucune preuve pour contredire cette déclaration. Pour autant que l'on puisse le retracer, les Warburg n'étaient pas liés à ces firmes bancaires - à l'exception de la correspondante italienne de la *Bank of Manhattan* de Warburg, « Banca

<p><i>Banca Italiana.</i> (Cette dernière devait probablement se lire : Banca d'Italia, avec laquelle je n'ai eu, de même, aucune relation de ce type.)</p>	<p>« Commerciale Italiana » - qui est proche de la « Banca Italiana ».</p>
<p>8) En février 1933,²²² lorsque l'on prétend que j'ai apporté à Hitler le dernier versement de fonds américains et que j'ai été reçu par Göring et Göbbels, ainsi que par Hitler en personne, je peux prouver que je n'étais absolument pas en Allemagne. Je n'ai jamais mis les pieds en Allemagne après l'arrivée au pouvoir des nazis, en janvier 1933. En janvier et en février 1933, je me trouvais à New York et à Washington, travaillant à la fois avec ma banque et avec le président Roosevelt, avant sa prestation de serment, sur la grave crise bancaire d'alors. Après l'investiture de M. Roosevelt, le 3 mars 1933, je travaillai avec lui de façon continue pour l'aider à préparer l'ordre du jour de la Conférence économique mondiale, pour laquelle je fus envoyé comme conseiller financier au début du mois de juin. Ceci se trouve dans les archives publiques.</p>	<p>Il n'y a aucune preuve pour contredire ces déclarations. « Sidney Warburg » n'apporte aucune preuve de ce qu'il affirme. (Voir <i>Wall Street et Franklin D. Roosevelt</i>, <i>op.cit.</i> pour les détails sur les associations allemandes de FDR.)</p>
<p>9) Les déclarations précitées devraient suffire à démontrer que tout le mythe de « Sidney Warburg » et l'identification fallacieuse que l'on a fait de moi-même avec le « Sidney » qui</p>	<p>Non. James P. Warburg déclare qu'il n'a jamais vu le livre original de « Sidney Warburg » publié aux Pays-Bas en 1933. Par conséquent, sa déclaration sous serment</p>

n'existe pas sont des fabrications mensongères et calomnieuses sans le moindre début de vérité.

ne s'applique qu'au livre de Sonderegger, qui est impropre. Sidney Warburg peut très bien être un mythe, mais l'association de Max Warburg et de Paul Warburg avec *IG Farben* et Hitler n'est pas un mythe.

L'intention de James Warburg était-elle de nous induire en erreur ?

Il est vrai que « Sidney Warburg » peut très bien avoir été une invention, dans le sens où « Sidney Warburg » n'a jamais existé. Nous supposons donc que ce nom est un faux ; mais quelqu'un a bien écrit ce livre. Zimmermann et Sonderegger ont diffamé ou non le nom de Warburg, mais malheureusement, lorsque nous examinons la déclaration sous serment de James P. Warburg, telle qu'elle est publiée dans les *Mémoires* de von Papen, nous restons toujours dans le brouillard. Trois questions importantes restent sans réponses :

1.) Pourquoi James P. Warburg soutient qu'un livre qu'il n'a pas lu est une falsification ?

2.) Pourquoi la déclaration sous serment de Warburg évite-t-elle la question clé et détourne-t-elle la discussion sur « Sidney Warburg » vers le livre antisémite de Sonderegger, publié en 1947 ?

3.) Pourquoi James P. Warburg serait-il si insensible à la souffrance juive de la Seconde Guerre mondiale au point de publier sa déclaration sous serment dans les *Mémoires* de Franz von Papen, qui était un nazi de premier plan au cœur du mouvement de Hitler depuis les premiers jours de 1933 ?

Non seulement les Warburg allemands furent persécutés par Hitler en 1938, [{222}](#) mais des millions de Juifs ont perdu la vie dans le barbarisme nazi. Il semble élémentaire que quelqu'une personne qui a souffert et qui était sensible aux souffrances passées des Juifs allemands évite comme la peste les livres nazis, néonazis et sur le nazisme. Pourtant, le nazi von Papen accueille avec cordialité dans son livre l'autodescription de l'antinazi James P. Warburg, qui profite apparemment avec bienveillance de cette opportunité. [{223}](#) De plus, les Warburg avaient amplement l'occasion de diffuser une déclaration sous serment qui aurait bénéficié d'une grande publicité sans utiliser les canaux néonazis.

Le lecteur en profitera pour méditer sur cette situation. La seule explication logique est que quelques-uns des faits évoqués dans le livre de

« Sidney Warburg » sont, soit vrais, soit proches de la vérité, ou encore embarrassants pour James P. Warburg. Il est impossible d'affirmer que Warburg avait l'intention de nous induire en erreur (bien que cela puisse sembler être une conclusion évidente), parce que les hommes d'affaires sont notoirement des auteurs et des raisonneurs illogiques, et il n'y a certainement rien qui puisse exclure Warburg de cette catégorie.

Quelques conclusions sur le récit de « Sidney Warburg »

« Sidney Warburg » n'a jamais existé. En ce sens, le livre original de 1933 est une oeuvre de fiction. Cependant, un grand nombre de faits peu connus rapportés dans ce livre sont exacts ; et la déclaration sous serment de James Warburg ne se rapporte pas au livre original, mais plutôt à un livre antisémite qui a circulé plus d'une décennie plus tard.

Paul Warburg siégeait au conseil d'administration *d'American IG Farben* et fut ainsi lié au financement de Hitler. Max Warburg, administrateur de *IG Farben* en Allemagne, signa – en compagnie de Hitler lui-même – le document qui nomma Hjalmar Schacht à la Reichsbank. Ces liens vérifiables entre les Warburg et Hitler nous incitent à penser que le récit de « Sidney Warburg » ne peut pas être abandonné sans un examen minutieux, au prétexte qu'il serait une falsification totale.

Qui a écrit le livre de 1933 et pourquoi ? J.G. Shoup affirme que ces notes ont été écrites par un Warburg en Angleterre et qu'elles lui furent remises pour être traduites. La motivation de ce Warburg aurait été le sincère remords pour le comportement amoral des Warburg et de leurs associés de Wall Street. Cela a-t-il l'air d'une motivation plausible ? Il n'est pas passé inaperçu que ces personnes de Wall Street qui fomentent des guerres et des révolutions sont souvent dans leurs vies privées des citoyens véritablement décents. Il n'est pas déraisonnable que l'un d'eux ait changé de sentiment ou qu'il ait eu un poids sur la conscience. Mais cela n'est pas prouvé.

Si ce livre était une falsification, alors qui l'a écrit ? James P. Warburg admet qu'il ne connaît pas la réponse, et il déclare : « L'objectif à l'origine de ce faux reste quelque peu obscur encore aujourd'hui [{224}](#) ». Un gouvernement quelconque aurait-il falsifié ce document ? Certainement pas le gouvernement britannique ou le gouvernement américain, qui sont tous deux impliqués dans ce livre. Certainement pas le gouvernement nazi en Allemagne, bien que James Warburg suggère cette possibilité improbable. Ce pourrait-il que ce soit la France ou l'Union Soviétique, ou peut-être même l'Autriche ? En ce qui concerne la France, c'est possible, car elle craignait l'Allemagne nazie. L'Autriche est également une possibilité pour les mêmes raisons. L'Union Soviétique est une autre possibilité, car les Soviétiques avaient également

beaucoup à craindre de Hitler. Il est donc plausible que la France, l'Autriche ou l'Union Soviétique aient pris part à la préparation de ce livre.

Tout citoyen qui aurait contrefait à titre privé un tel livre sans consulter des documents gouvernementaux aurait été remarquablement bien informé. Guaranty Trust n'est pas une banque très connue hors de New York. Pourtant, il est fort plausible que cette société ait été impliquée, parce qu'elle fut le véhicule financier que Morgan utilisa pour le financement et l'infiltration de la Révolution bolchevique. [{225}](#). Quiconque a désigné Guaranty Trust comme véhicule pour le financement de Hitler, soit en connaissait énormément plus que l'homme de la rue, soit disposait d'une information gouvernementale authentique. Quelle aurait pu être la motivation qui se cachait derrière un tel livre ?

La seule motivation qui semble acceptable est que l'auteur inconnu savait qu'une guerre était en préparation et il espérait une réaction publique contre les fanatiques de Wall Street et leurs amis industriels en Allemagne, et ce avant qu'il ne soit trop tard.

Quel que soit celui qui a écrit ce livre, il est clair que sa motivation était certainement d'alerter sur une possible agression hitlérienne et de désigner sa source à Wall Street, parce que l'aide technique des sociétés américaines contrôlées par Wall Street était toujours nécessaire pour construire la machine de guerre nazie. Les brevets d'hydrogénéation de Standard Oil et le financement des usines pour transformer le charbon en pétrole, les viseurs pour les bombes et autres technologies nécessaires n'avaient pas été complètement transférés lorsque le livre de « Sidney Warburg » fut écrit. En conséquence, ce livre aurait pu être destiné à briser les reins des supporters de Hitler à l'étranger, entraver le transfert prévu du potentiel américain pour faire la guerre et éliminer le soutien financier et diplomatique dont bénéficiait l'État nazi. Si tel était le but, il est regrettable que ce livre n'ait pas réussi à atteindre l'un ou l'autre de ces objectifs.

CHAPITRE 11

La collaboration entre Wall Street et les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale

Derrière les fronts de la Seconde Guerre mondiale, l'élite financière de Wall Street, grâce à des intermédiaires en Suisse et en Afrique du Nord, a collaboré avec le régime nazi. Des dossiers saisis après la guerre ont fourni une masse de preuves démontrant que pour certains milieux des grandes entreprises, la période 1941-1945 était, pour les affaires, « comme d'habitude ». La correspondance entre des sociétés américaines et leurs filiales françaises révèle par exemple l'aide apportée à la machine militaire de l'Axe tandis que les États-Unis étaient en guerre contre l'Allemagne et l'Italie. Des lettres échangées entre 1940 et juillet 1942 entre la filiale française de Ford et sa société-mère aux États-Unis ont été analysées par la section de contrôle des fonds étrangers du département américain du Trésor. Son rapport initial concluait que jusqu'au milieu de l'année 1942 :

- 1.) *Les affaires des filiales de Ford en France avaient substantiellement augmenté ;*
- 2.) *Leur production était uniquement au bénéfice des Allemands et des pays sous occupation allemande ;*
- 3.) *Les Allemands ont montré « clairement leur souhait de protéger les intérêts de Ford » parce que Ford et son fils défunt Edsel Ford avaient maintenu une attitude de stricte neutralité ;*
- 4.) *L'activité accrue des filiales françaises de Ford pour le compte des Allemands reçut les éloges de la famille Ford en Amérique. [{226}](#)*

De la même manière, la *Chase Bank* de Rockefeller fut accusée d'avoir collaboré avec les nazis en France durant la Seconde Guerre mondiale, tandis que Nelson Rockefeller avait un emploi peinard à Washington D.C. :

En gros, le même modèle de comportement fut poursuivi par le bureau parisien de la Chase Bank durant l'occupation allemande. Un examen de la correspondance entre la Chase à New York et la Chase en France, depuis la chute de la France jusqu'en mai 1942, révèle que :

1.) *Le directeur du bureau parisien apaisa les Allemands et collabora avec eux afin de placer les banques de la Chase dans une « position privilégiée » ;*

2.) *Les Allemands avaient une estime très spéciale pour la Chase Bank – estime due aux activités internationales de notre siège social et des bonnes relations que la filiale parisienne avait maintenues avec leurs nombreuses banques, leurs organisations (allemandes) locales et les officiers de haut rang ;*

3.) *Le directeur parisien était « très énergique dans l'application des restrictions sur la propriété juive, allant même jusqu'à refuser de libérer des fonds appartenant à des Juifs, en anticipation d'un décret contenant des clauses rétroactives interdisant une telle libération, qui pourrait être publié dans un proche avenir par les autorités occupantes » ;*

4.) *Le bureau new-yorkais, malgré l'information ci-dessus, ne prit aucune mesure directe pour limoger le directeur parisien indésirable parce que cela aurait pu se retourner contre nos intérêts alors que nous sommes face à une situation, non à une théorie ». [{227}](#)*

Un rapport officiel remis à Morgenthau, le secrétaire au Trésor d'alors, concluait que :

ces deux situations [c'est-à-dire, Ford et la Chase Bank] nous ont convaincus d'enquêter sur-le-champ sur les activités des filiales d'au moins quelques-unes des plus grosses entreprises américaines qui opéraient en France durant l'occupation allemande. (...) [{228}](#)

Des fonctionnaires du département du Trésor américain insistèrent pour qu'une enquête soit menée sur les filiales françaises de plusieurs banques américaines – à savoir, *Chase, Morgan, National City, Guaranty, Bankers Trust et American Express*. Bien que la *Chase* et *Morgan* fussent les deux seules banques à maintenir des bureaux en France tout au long de l'occupation nazie, en septembre 1944, toutes les principales banques new-yorkaises firent pression sur le gouvernement américain pour qu'il leur permette de rouvrir leurs filiales d'avant-guerre. L'enquête du département du Trésor produisit des preuves écrites de la collaboration entre la *Chase Bank, J.P. Morgan* et les nazis durant la Seconde Guerre mondiale. La recommandation pour une investigation complète est citée intégralement comme suit :

COMMUNICATION ENTRE LES BUREAUX DU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

Date : 20 décembre 1944

À : Secrétaire Morgenthau

De : M. Saxon

L'examen des archives de la Chase Bank à Paris et de Morgan and Company en France n'ont suffisamment progressé que pour permettre

des conclusions provisoires et la révélation de quelques faits intéressants :

CHASE BANK, Paris

a. – Niederman, de nationalité suisse, directeur de Chase, Paris, a été indubitablement un collaborateur.

b. – Le siège de la Chase à New York a été informé de la politique de collaboration de Niederman mais n'a pris aucune mesure pour le renvoyer. En effet, il y a d'amples preuves pour montrer que le siège de New York considérait les bonnes relations que Niederman entretenait avec les Allemands comme un excellent moyen de préserver et de maintenir intacte la position de la Chase Bank en France.

c. – Les autorités allemandes étaient très désireuses de maintenir la Chase ouverte et elles prirent effectivement des mesures exceptionnelles pour lui procurer des sources de revenu.

d. – Les autorités allemandes désiraient « être amies » avec les banques américaines importantes parce qu'elles espéraient que ces banques seraient utiles après la guerre en tant qu'instrument de la politique allemande aux États-Unis.

e. – La Chase à Paris se montra extrêmement désireuse de plaire aux autorités allemandes de toutes les manières possibles. Le Chase a par exemple maintenu avec zèle le compte de l'ambassade d'Allemagne à Paris, « puisque toutes les petites choses peuvent aider » (pour maintenir d'excellentes relations entre la Chase et les autorités allemandes).

f. – Tout l'objectif de la politique et des opérations de la Chase était de maintenir la position de la banque à n'importe quel prix.

MORGAN AND COMPANY, France

a. – Morgan and Company se considérait comme une banque française et s'obligea par conséquent à observer les lois et les régulations bancaires françaises, qu'elles fussent inspirées par les nazis ou non ; et c'est ce qu'elle a fait.

b. – Morgan and Company était très désireuse de préserver la continuité de sa maison [bancaire] en France et, pour garantir cette continuité, elle trouva un modus vivendi avec les autorités allemandes.

c. – Morgan and Company bénéficiait d'un prestige énorme auprès des autorités allemandes, et les Allemands se vantaient de la collaboration formidable de Morgan and Company.

d. – Morgan poursuivit ses relations d'avant-guerre avec des groupes industriels et commerciaux français qui travaillaient pour l'Allemagne dont les usines Renault, confisquées depuis par le gouvernement français, Peugeot [sic], Citroën et beaucoup d'autres.

e. – Le pouvoir de Morgan and Company en France est sans rapport avec les faibles ressources financières de cette firme, et l'enquête qui est à présent en cours sera très précieuse pour nous permettre pour la première fois d'étudier le modèle de Morgan en Europe et la manière dont cette banque a utilisé son très grand pouvoir.

f. – Morgan and Company a constamment cherché à assouvir ses fins en cherchant à opposer les gouvernements entre eux de la manière la plus froide et la plus dénuée de scrupules.

M. Jefferson Caffery, l'ambassadeur américain en France, a été maintenu informé du progrès de cette enquête et m'a apporté à tout moment un soutien et un encouragement total, tant en principe que dans les faits. En effet, ce fut M. Caffery lui-même qui m'a demandé comment les filiales de Ford et de General Motors avaient agi en France durant l'occupation et exprimé le désir que nous devrions enquêter sur ces sociétés après que l'investigation bancaire sera terminée.

RECOMMANDATION

J'ai recommandé que cette investigation, laquelle, pour des raisons inévitables, a progressé lentement jusqu'à ce jour, soit maintenant accélérée d'urgence et que le personnel nécessaire supplémentaire soit envoyé à Paris dès que possible. [{229}](#)

L'enquête complète n'a jamais été menée, et aucune investigation n'a été entreprise jusqu'à ce jour sur cette activité de trahison présumée.

American IG durant la Deuxième Guerre mondiale

La collaboration entre des hommes d'affaires américains et les nazis dans l'Europe de l'Axe fut analogue à la protection des intérêts nazis aux États-Unis. En 1939, *American IG* fut rebaptisée *General Aniline & Film*, et *General Dyestuffs* agissait comme son agent commercial exclusif aux États-Unis. Ces noms dissimulaient efficacement le fait qu'*American IG* (ou *General Aniline & Film*) fût un producteur important de matériaux de guerre essentiels, dont l'atrabine, le magnésium et le caoutchouc synthétique. Des accords restrictifs avec sa société-mère en

Allemagne, *IG Farben*, réduisirent durant la Seconde Guerre mondiale les fournitures américaines concernant ces produits militaires.

Un citoyen américain, Halbach, devint président de *General Dyestuffs* en 1930 et il acquit la majorité de contrôle en 1939, majorité que détenait Dietrich A. Schmitz, un administrateur d'*American IG* et frère d'Hermann Schmitz, un administrateur d'*IG Farben* en Allemagne et président du conseil d'administration d'*American IG* jusqu'au déclenchement de la guerre en 1939. Après Pearl Harbor, le Trésor américain bloqua les comptes bancaires de Halbach. En juin 1942, *l'Alien Property Custodian* [l'organisme de conservation des propriétés étrangères – NdT] saisit les actions que détenait Halbach dans *General Dyestuffs* et reprit cette société en tant qu'entreprise ennemie, en vertu du *Trading with the Ennemy Act* [la loi réprimant le commerce avec l'ennemi – NdT]. Par la suite, *l'Alien Property Custodian* nomma un nouveau conseil d'administration pour diriger l'entreprise jusqu'à la fin de la guerre. Ces actions étaient légitimes et de pratique courante, mais lorsque nous grattons sous la surface, une autre histoire plutôt anormale se fait jour.

Entre 1942 et 1945, Halbach était théoriquement consultant auprès de *General Dyestuffs*. En fait, Halbach dirigeait la société et touchait pour cela 82 000 dollars par an. Louis Johnson, l'ancien ministre adjoint de la guerre, fut nommé président de *General Dyestuffs* par le gouvernement des États-Unis, poste pour lequel il percevait 75 000 dollars par an. Louis Johnson tenta de faire pression sur le Trésor américain afin qu'il débloque les fonds gelés de Halbach et lui permette de développer une politique contraire aux intérêts des États-Unis, alors en guerre contre l'Allemagne. L'argument utilisé pour obtenir le déblocage des comptes bancaires de Halbach était que celui-ci dirigeait la société et que le conseil d'administration nommé par le gouvernement « aurait été perdu sans les connaissances de M. Halbach ».

Durant la guerre, Halbach fit un procès à *l'Alien Property Custodian* par l'intermédiaire de la compagnie d'avocats de l'Establishment, *Sullivan & Cromwell*, de chasser le gouvernement du contrôle des sociétés d'*IG Farben*. Ce procès ne rencontra pas le succès, mais Halbach parvint à maintenir intacts les accords avec le cartel *Farben* tout au long de la Seconde Guerre mondiale. Durant cette période, *l'Alien Property Custodian* ne s'est jamais rendu au tribunal pour assister aux procès antitrust en instance. Pourquoi ? Leo Thomas Crowley, le chef du bureau de *l'Alien Property Custodian*, avait pour conseiller Allen Foster Dulles. Ce dernier était associé dans la firme juridique susmentionnée *Sullivan and Cromwell*, qui agissait pour le compte de Halbach dans son procès contre *l'Alien Property Custodian*.

Nous devrions encore noter d'autres conflits d'intérêt. Leo T. Crowley, le chef du bureau de *l'Alien Property Custodian*, nomma Victor Emanuel aux conseils d'administration de *General Aniline & Film* et de *General Dyestuffs*. Avant la guerre, Victor Emanuel était un administrateur de la *J. Schröder Banking Corporation*. Schröder, comme nous l'avons vu précédemment, était un financier de premier plan de Hitler et du parti nazi, à cette même époque il était également un membre du Cercle des Amis de Himmler, qui apportait d'importantes contributions financières aux organisations S.S. en Allemagne.

À son tour, Victor Emanuel nomma Leo Crowley à la tête de *Standard Gas & Electric* (contrôlée par Emanuel) et lui attribua un salaire annuel de 75 000 dollars. Cette somme s'ajoutait au salaire que touchait Crowley à *l'Alien Property Custodian* [APC] et aux 10 000 dollars annuels qui lui étaient versés en tant que patron de la *US Government Federal Deposit Insurance Corporation*. Dès 1945, James E. Markham avait remplacé Crowley à l'APC et fut également nommé par Emanuel comme administrateur de *Standard Gas*. Il toucha alors un salaire de 4 850 dollars annuels, qui vinrent s'ajouter au 10 000 dollars qu'il tirait d'APC.

L'influence de *General Dyestuffs* dans la guerre et celle de ce confortable cercle d'affairistes du gouvernement pour le compte *d'IG Farben* est illustrée par le cas *d'American Cyanamid*. Avant la guerre, *IG Farben* contrôlait les industries pharmaceutiques, chimiques et de colorants au Mexique. Durant la Seconde Guerre mondiale, il fut proposé à Washington *qu'American Cyanamid* prenne le contrôle de cette industrie mexicaine et développe une industrie chimique « indépendante » avec les anciennes sociétés *d'IG Farben* saisies par l'APC mexicaine.

En tant qu'hommes de main du banquier Schröder, Victor Emanuel, Crowley et Markham, qui étaient également des employés du gouvernement américain, tentèrent de s'occuper de la question de ces intérêts *d'IG Farben* aux États-Unis et au Mexique. Le 13 avril 1943, James Markham envoya une lettre au secrétaire d'État Cordell Hull, lettre dans laquelle il s'opposait à l'accord proposé avec *Cyanamid*, au motif qu'il était contraire à la Charte Atlantique et qu'il interférerait avec l'objectif d'établir des sociétés indépendantes en Amérique latine. La position de Markham était soutenue par Henry A. Wallace et Francis Biddle, le ministre de la Justice.

Les forces alignées contre l'accord *Cyanamid* étaient *Sterling Drug, Inc.* et *Winthrop*. *Sterling*, qui risquaient de perdre le marché du médicament au Mexique si cet accord entrait en vigueur. *General Aniline* et *General Dyestuffs d'IG Farben*, dominées par Victor Emanuel, l'ancien associé du banquier Schröder, étaient également hostiles à l'accord *Cyanamid*.

D'un autre côté, le département d'État et le service du coordinateur des Affaires américaines – qui se trouvait être la petite merveille de guerre de Nelson Rockefeller – soutenaient l'accord *Cyanamid* proposé. Evidemment, les Rockefeller étaient également intéressés par les industries pharmaceutiques et chimiques en Amérique latine. En somme, un monopole américain sous l'influence de Rockefeller aurait remplacé le monopole nazi *d'IG Farben*.

IG Farben remporta cette bataille à Washington, mais des questions plus inquiétantes se font jour lorsque nous examinons le bombardement de l'Allemagne par l'US Air Force pendant la guerre. On a murmuré pendant longtemps, sans jamais le prouver, que *Farben* a bénéficié d'un traitement de faveur – c'est-à-dire qu'elle n'a pas subi de bombardements. James Stewart Martin évoque ainsi ce traitement de faveur :

Peu après que les armées atteignirent le Rhin à Cologne, nous roulions le long de la rive ouest à portée de vue de l'usine intacte d'IG Farben, à Leverkusen, [qui était située de l'autre côté du fleuve]. Sans rien savoir sur moi ou sur mes affaires, il (le chauffeur de la jeep) a commencé à me faire un cours sur IG Farben et a montré le contraste entre la ville de Cologne ravagée par les bombardements et le trio d'usines intactes en périphérie : l'usine Ford et celle de United Rayon sur la rive gauche, et l'usine de Farben sur la rive droite. [\(230\)](#)

Tandis que cette accusation reste en grande partie une question ouverte qui nécessite de nombreuses recherches spécialisées dans les archives des bombardements de l'US Air Force, d'autres aspects de ce favoritisme envers les nazis sont bien documentés.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Wall Street intervint en Allemagne par l'intermédiaire du *Control Council* pour protéger ses anciens amis des cartels et limiter l'étendue de la ferveur de la dénazification qui aurait pu nuire à leurs anciennes relations d'affaires. Le général Lucius Clay, le gouverneur militaire intérimaire pour l'Allemagne, nomma des hommes d'affaires opposés à la dénazification à des postes de contrôle sur le processus de dénazification. William H. Draper, de *Dillon-Read*, la firme qui avait financé les cartels allemands dans les années 1920, devint l'adjoint du général Clay.

Le banquier William Draper, en tant que général de brigade, constitua son équipe de contrôle avec des hommes d'affaires qui avaient représenté les entreprises américaines dans l'Allemagne d'avant-guerre. La représentation de *General Motors* incluait Louis Douglas, un ancien administrateur de G.M., et Edward S. Zdunke, patron avant la guerre de *General Motors* à Anvers, nommé pour superviser la section d'ingénierie du Control Council. Peter Hoglund, un expert en industrie automobile allemande, fut mis en congé de *General Motors*. Le général Graeme K. Howard – un ancien représentant de GM en Allemagne et auteur d'un livre qui « fait l'éloge des pratiques totalitaires [et] justifie l'agres-

sion allemande ». {231} – entreprit la sélection du personnel pour ce conseil

Morgenthau, le secrétaire au Trésor, était profondément perturbé par les implications de ce monopole de Wall Street dans le sort de l'Allemagne nazie et prépara un mémorandum qui devait être présenté au président Roosevelt. Le mémorandum intégral de Morgenthau, daté du 29 mai 1945, dit ceci :

MEMORANDUM

29 mai 1945

Le général de corps d'armée Lucius D. Clay, en tant qu'adjoint du général Eisenhower, dirige activement la partie américaine du Conseil de contrôle allié. Les trois principaux conseillers du général Clay au Conseil de contrôle sont :

1.) l'ambassadeur Robert D. Murphy, qui est chargé de la Division politique ;

2.) Louis Douglas, que le général Clay décrit comme étant son « conseiller personnel sur les questions économiques, financières et gouvernementales ». Douglas a démissionné de son poste de directeur du budget en 1924 et, pendant les huit années suivantes, il n'a pas cessé d'attaquer la politique fiscale du gouvernement. Depuis 1940, il a été président de *Mutual Life Insurance Company*, et après décembre 1944, il est devenu un administrateur de *General Motors Corporation* ;

3.) le général de brigade William Draper, qui est directeur de la division économique du Conseil de contrôle. Le général Draper est associé dans la firme bancaire *Dillon, Read and Company*.

L'édition du *New York Times* de dimanche dernier contenait l'annonce du personnel clé qui a été nommé par le général Clay et le général Draper à la division économique du Conseil de contrôle. Ces nominations incluent les personnes suivantes :

1.) R.J. Wysor doit être responsable des questions métallurgiques. Wysor était le président de *Republic Steel Corporation*, de 1937 jusqu'à une date récente.

Auparavant, il était associé dans *Bethlehem Steel, Jones and Laughlin Steel Corporation* et *Republic Steel Corporation*.

2.) Edward X. Zdunke doit superviser la section ingénierie. Avant la guerre, M. Zdunke était le patron de *General Motors* à Anvers.

3.) Philip Gähke doit se voir confier la responsabilité des opérations minières. Gähke était auparavant lié à *Anaconda Copper* et dirigeait avant la guerre ses fonderies et ses mines en Haute Silésie.

4.) Philip P. Clover doit prendre la responsabilité des questions pétrolières. Il était auparavant un représentant de la *Socony Vacuum Oil Company* en Allemagne.

5.) Peter Hoglund doit s'occuper des problèmes de production industrielle. Hoglund est en congé de *General Motors* et l'on dit qu'il est un expert en production industrielle allemande.

6.) Calvin B. Hoover doit prendre la responsabilité du groupe de renseignements du Conseil de contrôle. Il est également un conseiller spécial du général Draper. Dans une lettre au rédacteur en chef du *New York Times*, le 9 octobre 1944, Hoover écrivait ceci :

La publication du plan du secrétaire Morgenthau pour s'occuper de l'Allemagne m'a profondément troublé. (...) Une paix aussi carthaginoise laisserait un héritage de haine qui empoisonnera les relations internationales pendant les générations à venir. (...) Le vide dans l'économie de l'Europe qui résulterait de la destruction de toute l'industrie allemande est quelque chose de difficile à imaginer.

7.) Laird Bell doit être le conseiller en chef de la division économique. Il est un avocat bien connu de Chicago et, en mai 1944 il a été élu président du *Chicago Daily News* après la mort de Frank Knox.

L'un des hommes qui aidèrent le général Draper dans la sélection du personnel pour la division économique fut le colonel Graeme Howard, un vice-président de *General Motors*, qui était responsable de ses affaires à l'étranger et le principal représentant de *General Motors* en Allemagne avant la guerre. Howard est l'auteur d'un livre dans lequel il fait l'éloge des pratiques totalitaires, justifie l'agression allemande et la politique munichoise d'apaisement, et accuse Roosevelt d'avoir précipité la guerre.

CONSEIL DE CONTRÔLE ALLIÉ

Général de corps d'armée

Lucius D. CLAY

Division
Politique

Robert D.
MURPHY

Division
Économique

William DRAPER,
Partner, Dillon
Read & Co.

Division
Financière

Louis DOUGLAS,
Directeur de
General Motors;
Président de Mutual
Life Insurance

Donc, lorsque nous examinons le Conseil de contrôle allié, placé sous la direction du général Lucius D. Clay, nous découvrons que le chef de la division financière était Louis Douglas, administrateur de *General Motors* et président de *Mutual Life Insurance*, deux sociétés contrôlée par *Morgan*. (Opel, la filiale allemande de *General Motors*, avait été le plus gros producteur de chars d'assaut pour Hitler.) Le chef de la division économique du Conseil de contrôle était William Draper, associé dans la firme *Dillon, Read*, laquelle fut très active dans la construction de l'Allemagne nazie. Ces trois hommes étaient membres du *Council on Foreign Relations* (CFR), ce qui n'est pas surprenant à la lumière des découvertes plus récentes.

Des industriels et des financiers américains furent-ils coupables de crimes de guerre ?

Les procès de Nuremberg pour crimes de guerre proposèrent de désigner les responsables des préparatifs de la Seconde Guerre mondiale et de ses atrocités, et de les juger. Qu'une telle procédure soit moralement justifiable est une question sur laquelle on peut débattre, et il existe certains éléments qui permettent de considérer que Nuremberg fut une farce politique bien éloignée du principe de justice. {232}. Toutefois, si nous supposons qu'il existe une telle justification morale et légale, alors un tel procès devrait sûrement s'appliquer à tous, peu importe leur nationalité. En effet, pourquoi Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill en ont-ils été exemptés, mais pas Adolf Hitler et Göring ? Si le chef d'accusation est la préparation de la guerre et non pas la vengeance aveugle, alors la justice devrait être impartiale.

Les directives préparées par le Conseil du contrôle américain en Allemagne pour l'arrestation et la détention de criminels de guerre se réfèrent aux « nazis » et aux « sympathisants nazis », non aux « Allemands ». En voici quelques extraits intéressants :

a.) Vous rechercherez, arrêterez et détiendrez, dans l'attente de recevoir des instructions supplémentaires quant à leur mise à disposition, Adolf Hitler, ses principaux associés nazis, les autres criminels de guerre et toutes les personnes qui ont participé à la planification ou à l'exécution des entreprises nazies, impliquant ou ayant entraîné des atrocités ou des crimes de guerre.

Suit la liste des catégories de personnes devant arrêtées. Cette liste inclut :

8.) Les nazis et les sympathisants nazis détenant des postes importants ou des positions clés dans (a) les organismes civils nationaux, provinciaux et économiques ; (b) les sociétés et les autres organisations dans lesquelles le gouvernement [allemand] a un intérêt financier majeur ; (c) l'industrie, le commerce, l'agriculture et la finance ; (d) l'éducation ; (e) le judiciaire ; et (f) la presse, les

maisons d'édition et autres agences de diffusion d'informations et de propagande.

Les industriels et les financiers de premier plan nommés dans cet ouvrage couvrent les catégories listées ci-dessus. Henry Ford et Edsel Ford ont respectivement contribué financièrement au régime de Hitler et profité de la production allemande de guerre. *Standard Oil of New Jersey, General Electric, General Motors* et ITT ont certainement versé des contributions financières et apporté des aides techniques qui sont des preuves suffisantes de « participation dans la planification ou l'exécution d'entreprises nazies ».

En bref, il existe des preuves qui semblent indiquer :

- a.) La coopération avec la Wehrmacht (*Ford Motor Company, Chase Bank, Morgan Bank*) ;
- b.) L'aide au plan quadriennal et à la mobilisation économique pour la guerre (*Standard Oil of New Jersey*) ;
- c.) La création et l'équipement de la machine de guerre nazie (ITT) ;
- d.) L'accumulation de matériaux essentiels pour les nazis (*Ethyl Corporation*) ;
- e.) L'affaiblissement des ennemis potentiels des nazis (*American IG Farben*) ;
- et
- f.) La conduite de propagande, d'activités de renseignements et d'espionnage (*American IG Farben* et l'homme des relations publiques de Rockefeller, Ivy Lee).

Ces preuves sont suffisantes pour exiger une investigation minutieuse et impartiale. Cependant, ainsi que nous l'avons fait remarquer précédemment, ces mêmes sociétés et ces financiers figuraient au premier plan dans l'élection de Roosevelt et avaient par conséquent assez d'influence politique pour étouffer les menaces d'investigation. Des extraits du journal de Morgenthau démontrent que le pouvoir politique de Wall Street était même suffisant pour contrôler la nomination des officiers responsables de la dénazification et du gouvernement à long terme de l'Allemagne d'après-guerre.

Ces sociétés américaines avaient-elles connaissance de l'aide qu'elles ont apportée à la machine militaire de Hitler ? Selon ces sociétés elles-mêmes, catégoriquement non. Elles clament leur innocence et se déclarent exemptes de toute intention d'avoir aidé l'Allemagne de Hitler. Lisons ce télégramme envoyé par le président du conseil d'administration de *Standard Oil of New Jersey* au ministre de la Guerre Patterson,

après la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'enquête préliminaire sur l'aide de Wall Street était en cours :

Durant toute la période de nos contacts d'affaires, nous n'avions aucune idée de la connivence entre Farben et la politique brutale de Hitler. Nous offrons toute l'aide que nous pouvons apporter pour assurer que la vérité complète sera faite et qu'une justice stricte sera appliquée.

F. W. Abrams, président du conseil d'administration.

Malheureusement, les preuves présentées ici sont contraires aux affirmations qu' Abrams a télégraphiées. *Standard Oil of New Jersey* a non seulement aidé la machine de guerre nazie, mais elle était pleinement au fait de cette aide. Emil Helfferich, le président du conseil d'administration d'une filiale de *Standard Oil of New Jersey*, était membre du Cercle de Keppler avant que Hitler n'arrive au pouvoir. Il continua de contribuer financièrement au Cercle de Himmler jusqu'en 1944.

De la même manière, il n'est pas du tout difficile d'imaginer pourquoi les industriels nazis furent déconcertés par cette « enquête » et pourquoi ils pensèrent que leurs amis de Wall Street, à la fin de la guerre, les tireraient d'affaire et les protègeraient de la colère de ceux qui avaient souffert. La raison de leur attitude fut explicitées à la Commission Kilgore en 1946 :

Cela vous intéresserait peut-être également de savoir, M. le Président, que les cadres supérieurs d'IG Farben et autres, lorsque nous les avons interrogés sur leurs activités, avaient tendance par moment à montrer une forte indignation. Leur attitude générale et ce qu'ils attendaient étaient que la guerre était finie et que nous devrions maintenant les assister pour les aider à remettre sur pieds IG Farben et l'industrie allemande. Certains d'entre eux ont apparemment dit que cet interrogatoire et cette enquête étaient, selon eux, seulement un phénomène de courte durée, parce que dès que les choses se calmeraient un peu, ils s'attendaient à ce que leurs amis aux États-Unis et en Angleterre interviennent. Leurs amis, ont-ils dit, mettraient un terme à ces activités, telles que ces investigations, et feraient en sorte qu'ils obtiennent le traitement qu'ils considéraient comme approprié et qu'une assistance leur serait apportée pour les aider à rétablir leur industrie. {233}

CHAPITRE 12

Conclusions

Nous avons démontré par des preuves écrites qu'un certain nombre d'associations déterminantes ont existé entre des banquiers internationaux de Wall Street et l'ascension de Hitler et la montée du nazisme en Allemagne.

Premièrement : Wall Street a financé les cartels allemands au milieu des années 1920, lesquels à leur tour ont amené Hitler au pouvoir.

Deuxièmement : le financement de Hitler et de ses S.S. semeurs de terreur provenait en partie de filiales de sociétés américaines, dont celle de Henry Ford en 1922, de versements effectués par *IG Farben* et *General Electric* en 1933, et enfin de versements à Heinrich Himmler, jusqu'en 1944, par *Standard Oil of New Jersey* et la filiale d'*ITT*.

Troisièmement : des multinationales américaines contrôlée par Wall Street ont largement tiré profit du programme de construction militaire de Hitler dans les années 1930 et au moins jusqu'en 1942.

Quatrièmement : ces mêmes banquiers internationaux ont utilisé leur influence aux États-Unis pour cacher leur collaboration de guerre et, pour y parvenir, ils ont infiltré le Conseil de contrôle allié en l'Allemagne.

Nos preuves pour ces quatre affirmations peuvent se résumer ainsi :

Dans le chapitre 1, nous avons présenté la preuve que les Plans Dawes et Young pour les réparations allemandes furent élaborés par des hommes de Wall Street, portant temporairement la casquette d'hommes d'État. Ces prêts générèrent une pluie de profits pour ces banquiers internationaux. Owen Young de *General Electric* et Hjalmar Schacht, A. Vögler et d'autres, intimement liés à l'accession de Hitler au pouvoir, avaient été auparavant respectivement les négociateurs pour les camps américain et allemand.

Trois maisons bancaires de Wall Street – *Dillon, Read* ; *Harris, Forbes* ; et *National City Company* – ont traité les trois-quarts des prêts aux réparations qui furent utilisés pour créer le système de cartels allemand, dominé par *IG Farben* et *Vereinigte Stahlwerke*, lesquelles produisirent ensemble 95% des explosifs destinés au camp nazi durant la Seconde Guerre mondiale.

Le rôle central qu'a joué *IG Farben* dans le coup d'État de Hitler a été passé en revue dans le chapitre 2. Les administrateurs d'*American IG (Farben)* ont été identifiés comme étant des hommes d'affaires améri-

cains de premier plan : Walter Teagle, un proche associé et soutien de Roosevelt et un administrateur de la NRA ; le banquier Paul Warburg (son frère Max siégeait au conseil d'administration *d'IG Farben* en Allemagne) ; et Edsel Ford. *Farben* versa une contribution financière directe de 400 000 RM à Schacht et Hess, qui fut utilisée dans les élections cruciales de 1933. *Farben* se trouva par la suite en première ligne du développement militaire de l'Allemagne nazie.

La filiale allemande de *General Electric* (A.E.G), dont quatre administrateurs siégeaient également au conseil d'administration de la société-mère aux États-Unis (*General Electric*), qui en détenait 25 à 30% des parts, effectua une donation de 60 000 RM à Hitler. Cela a été décrit dans le chapitre 3, et nous avons découvert que Gerard Swope, l'un des co-auteurs du New Deal de Roosevelt (pour la partie relative à l'Administration du redressement national), Owen Young, de la *Federal Reserve Bank de New York*, et Clark Minor, *d'International General Electric*, étaient les personnages dominants de Wall Street dans A.E.G, où ils exerçaient la plus grosse influence.

Par ailleurs, nous n'avons découvert aucune preuve mettant en cause la société électrique allemande *Siemens*, qui ne se trouvait pas sous le contrôle de Wall Street. En revanche, il existe des preuves écrites qui permettent d'affirmer qu'A.E.G et *Osram*, les deux autres groupes industriels allemands d'électricité – dont les Américains détenaient une participation de contrôle – ont bien financé Hitler. En fait, presque tous les administrateurs *d'A.E.G* (la *General Electric* allemande) soutenaient financièrement Hitler, soit directement à travers *A.E.G*, soit indirectement à travers d'autres sociétés allemandes. En complément de son soutien à Hitler, *G.E.* coopéra avec Krupp sur le plan technique, afin de restreindre le développement américain du carbure de tungstène, ce qui nuisait aux États-Unis dans cette période. Nous avons conclu que les usines *d'A.E.G* en Allemagne parvinrent, par une manœuvre encore inconnue, à éviter les bombardements alliés.

Un examen du rôle joué par *Standard Oil of New Jersey* (qui était et demeure contrôlée par les intérêts des Rockefeller) a été entrepris dans le chapitre 4. *Standard Oil* n'aurait pas financé l'accession de Hitler au pouvoir en 1933 (cette partie du « mythe de Warburg » n'est pas prouvée). En revanche, des versements ont été effectués jusqu'en 1944 par *Standard Oil of New Jersey*, afin de développer l'essence de synthèse et favoriser les objectifs de guerre nazis. D'autres versements effectués au *Cercle des Amis* de Heinrich Himmler, au travers de sa filiale détenue à 94%, participèrent également à des objectifs politiques. Le rôle de *Standard Oil* a consisté à apporter une aide technique au développement par les nazis du caoutchouc synthétique et de l'essence de synthèse, par l'intermédiaire d'une société de recherches américaine qui était placée sous

le contrôle exécutif de *Standard Oil. Ethyl Gasoline Company*, détenue conjointement par *Standard Oil of New Jersey* et *General Motors*, contribua à fournir à l'Allemagne nazie le plomb éthyle indispensable en sachant parfaitement que ce plomb éthyle était destiné à des objectifs militaires nazis.

Dans le chapitre 5, nous avons démontré qu'*International Telephone & Telegraph Company*, l'une des multinationales les plus connues, travaillait pour les deux camps de la Seconde Guerre mondiale par l'intermédiaire du baron Kurt von Schröder, du groupe bancaire Schroder. *ITT* détenait également une participation de 28% dans la compagnie aéronautique *Focke-Wolfe*, qui fabriquait les excellents avions de combat allemands. Nous avons également découvert que Texaco (*Texas Oil Company*) était impliquée dans les efforts nazis par l'intermédiaire de l'avocat allemand Westrick, mais qu'elle se débarrassa du président de son conseil d'administration, Rieber, lorsque cette implication fut rendue publique.

Henry Ford fut un soutien de Hitler de la première heure (1922) et Edsel Ford poursuivit la tradition familiale en 1942 en encourageant la filiale française de Ford à profiter des commandes d'armement de la Wehrmacht. En conséquence, les véhicules produits par Ford ont été utilisés contre les soldats américains lorsqu'ils posèrent les pieds en France en 1944. En récompense de la considération qu'il a montrée très tôt aux nazis et de l'assistance opportune qu'il leur a portée, Henry Ford reçut une médaille nazie en 1938. Les archives de la filiale française de Ford laissent entendre que *Ford Motors* reçut un traitement particulièrement amical de la part des nazis après 1940.

Dans le Chapitre 7, nous avons établi, preuves à l'appui, une synthèse reprenant les différentes sources de financement de Hitler. Cette synthèse permet de répondre avec des noms et des chiffres précis à la question : Qui a financé Adolf Hitler ? Ce chapitre accuse Wall Street et, par la même occasion, la famille Ford et personne d'autre d'importance aux États-Unis. Les Ford ne sont généralement pas associés à Wall Street, mais ils font assurément partie de l'« élite du pouvoir ».

Dans les chapitres précédents, nous avons cité plusieurs associés de Roosevelt, dont Teagle de *Standard Oil of New Jersey*, la famille Warburg et Gerard Swope. Dans le chapitre 8 est retracé le rôle de Putzi Hanfstaengl, un autre de Roosevelt et l'un des participants à l'incendie du Reichstag. La composition du premier cercle nazi durant la Seconde Guerre mondiale et les contributions financières des filiales de *Standard Oil of New Jersey* et d'*ITT* sont détaillées dans le chapitre 9. La preuve écrite de ces contributions monétaires y est présentée et Kurt von Schröder y est identifié pour avoir été l'intermédiaire clé de la « caisse noire » des S.S.

Enfin, dans le chapitre 10, nous avons fait la critique d'un livre éliminé en 1934 et du « mythe de Sidney Warburg ». Ce livre qui a été retiré de la vente accusait les Rockefeller, les Warburg et les principales compagnies pétrolières [nord-américaines] de financer Hitler. Le nom de « Sidney Warburg » était sans aucun doute une invention, mais il faut cependant souligner que l'argument développé dans ce livre était remarquablement proche des conclusions que l'on a pu tirer des preuves qui ont émergé bien des années après sa rédaction. Ce qui reste également déroutant est la raison pour laquelle James Paul Warburg, quinze ans plus tard, aurait voulu tenter de réfuter, d'une manière manifestement négligente, le contenu du livre de « Warburg », un livre qu'il soutient n'avoir jamais vu. Il est peut-être encore plus déroutant que Warburg ait choisi les *Mémoires* de Frantz von Papen comme support pour présenter sa réfutation.

Pour terminer, dans le chapitre 11, nous avons examiné les rôles joués par les banques *Morgan et Chase* dans la Seconde Guerre mondiale, et en particulier leur collaboration avec les nazis en France pendant l'occupation.

Autrement dit, comme dans nos deux précédents examens des liens entre des banquiers internationaux new-yorkais et des événements historiques majeurs [la Révolution bolchevique et la présidence de Franklin Roosevelt], nous découvrons un modèle de subventions et de manipulation politiques qui est parfaitement démontré.

L'influence envahissante des banquiers internationaux

Si l'on observe le large éventail de faits présentés dans ces trois volumes de la série sur Wall Street, on trouve une récurrence persistante des mêmes noms : Owen Young, Gerard Swope, Hjalmar Schacht, Bernard Baruch etc. ; des mêmes banques internationales : *J.P. Morgan* ; *Guaranty Trust*, *Chase Bank* ; et la même localisation à New York : généralement au 120 Broadway.

Ce groupe de banquiers internationaux a soutenu la Révolution bolchevique et a par la suite tiré profit de la création de la Russie soviétique. Ce groupe a soutenu Roosevelt et tiré profit du socialisme du New Deal. Ce groupe a également soutenu Hitler et a certainement tiré profit de l'armement de l'Allemagne dans les années 1930. Alors que ces grandes entreprises auraient dû mener leurs affaires chez *Ford Motor Company*, *Standard Oil of New Jersey*, etc., nous les retrouvons impliquées activement et en profondeur dans des soulèvements politiques, des guerres et des révolutions dans trois pays majeurs.

La version de l'histoire présentée ici soutient que l'élite financière, en connaissance de cause et avec prémeditation, a assisté la Révolution

bolchevique de 1917 en concert avec des banquiers allemands. Après avoir largement profité de la détresse hyper-inflationniste allemande de 1923, et planifié le fait de faire supporter le poids des réparations allemandes aux investisseurs américains, les financiers de Wall Street se sont rendus compte qu'ils avaient provoqué la crise financière de 1929.

Deux hommes ont alors été soutenus pour devenir les dirigeants de deux pays occidentaux essentiels : Franklin D. Roosevelt aux États-Unis et Adolf Hitler en Allemagne. Le New Deal de Roosevelt et le plan quadriennal de Hitler présentaient de grandes ressemblances. Ces plans traçaient tous deux les grandes lignes d'une prise de pouvoir fasciste, aux États-Unis comme en Allemagne. Tandis que le NRA de Roosevelt a échoué, à cause des contraintes constitutionnelles alors en vigueur, le plan de Hitler a réussi.

Pourquoi l'élite de Wall Street – les banquiers internationaux – voulaient-ils voir Roosevelt et Hitler au pouvoir ? C'est un aspect que nous n'avons pas exploré. Selon le « mythe de Sidney Warburg », Wall Street désirait qu'une politique revancharde soit appliquée : cette élite voulait une guerre en Europe entre la France et l'Allemagne. En étudiant l'histoire de l'Establishment, nous avons découvert qu'Hitler et Roosevelt ont tous deux mené des politiques conduisant à la guerre.

Les associations entre des personnes et des événements, décrites dans cette série en trois volumes, nécessiteraient un autre livre. Mais un seul exemple indiquera peut-être la concentration remarquable de pouvoir entre les mains d'un nombre relativement faible d'organisations, et l'usage qu'elles en ont fait.

Le 1^{er} mai 1918, alors que les Bolcheviks contrôlaient seulement une petite fraction de la Russie (et étaient même proches de perdre cette fraction à l'été 1918), la Ligue d'aide et de coopération avec la Russie fut organisée à Washington-D.C. pour les soutenir. Il ne s'agissait pas d'un comité de type « Ne Touchez pas à la Russie ! » formé par le parti communiste des USA ou ses alliés. C'était un comité créé par Wall Street. George P. Whalen de *Vacuum Oil Company* en était le trésorier et il était accompagné de Coffin et Oudin de *General Electric*, de *Thompson* du système de Réserve Fédérale, de Willard de *Baltimore & Ohio Railroad*, et de socialistes hétérogènes.

Lorsque nous examinons l'ascension de Hitler et la montée du nazisme, nous pouvons remarquer que *Vacuum Oil* et *General Electric* étaient bien représentées. En Allemagne, l'ambassadeur Dodd remarqua avec étonnement la contribution financière et technique apportée par *Vacuum Oil Company* – qui était contrôlée par Rockefeller – dans la construction pour les nazis d'installations militaires de carburant. Cet ambassadeur essaya de prévenir Roosevelt. Avec sa vision naïve des affaires de ce monde, Dodd pensait que Roosevelt interviendrait. Mais

Roosevelt lui-même était soutenu financièrement par ces mêmes intérêts pétroliers et Walter Teagle de *Standard Oil of New Jersey* et de la NRA siégeait au conseil d'administration de la fondation *Warm Springs* de Roosevelt. Un exemple parmi tant d'autres est celui de *Vacuum Oil Company*, contrôlée par Rockefeller, qui a subvenu de façon importante aux besoins de la création de la Russie bolchevique, aux préparatifs militaires de l'Allemagne nazie et au soutien au New Deal de Roosevelt.

Les États-Unis sont-ils dirigés par une élite dictatoriale ?

Au cours [des années 1970], et certainement depuis les années 1960, de nombreux livres ont présenté la thèse selon laquelle les États-Unis seraient dirigés par une élite de pouvoir non-élue qui se perpétue. Qui plus est, la plupart de ces livres affirment que cette élite contrôle, ou du moins influence fortement, toutes les décisions de politique intérieure et étrangère, et qu'aucune idée ne devient respectable ou n'est publiée aux États-Unis sans l'approbation tacite, ou peut-être l'absence de désapprobation, de ce cercle élitiste.

Évidemment, ce flot de littérature anti-establishment témoigne en lui-même que les États-Unis ne peuvent être totalement sous la coupe d'un groupe ou d'une élite unique. En revanche, cette même littérature n'est pas entièrement reconnue ou raisonnablement discutée dans les cercles universitaires ou médiatiques. Le plus souvent, elle fait l'objet d'une édition limitée, est produite de façon privée, et circule sous le manteau. Il est vrai qu'il existe quelques exceptions, mais elles ne sont pas assez nombreuses pour permettre de dénoncer le fait que les critiques antiestablishment n'ont pas facilement accès aux canaux classiques d'information et de distribution.

Là où au début et au milieu des années 1960 tout concept de domination par une élite conspiratrice, ou toutes sortes d'élite, était une raison suffisante pour rejeter d'un revers de ses partisans en les traitant de « cinglés », l'attitude vis-à-vis de tels concepts a changé radicalement. L'affaire *Watergate* a probablement apporté sa touche finale à cet environnement de scepticisme et de doute qui s'est lentement développé. Pour prendre un exemple, nous en sommes pratiquement arrivés au point où quiconque accepte le rapport de la Commission Warren, ou pense que le déclin et la chute de M. Nixon ne comportent aucun aspect de conspiration, est suspect. En somme, personne ne croit plus réellement au processus d'information de l'Establishment. Et de nombreuses présentations alternatives des événements sont désormais disponibles pour les curieux.

Dans tout l'éventail politique et philosophique, plusieurs centaines de livres ajoutent des fragments de preuves, leur lot d'hypothèses et d'accusations. Ce qui n'était encore il y a peu qu'une idée folle, discutée à minuit en privé au milieu des chuchotements étouffés des conspirateurs, est à présent débattu ouvertement, non dans les journaux de l'Establishment, mais dans les émissions de radios indépendantes, la presse alternative et même de temps en temps dans des livres publiés par de respectables maisons d'éditions de l'Establishment. {234}

Alors, posons à nouveau cette question : existe-t-il une élite de pouvoir non-élue derrière le gouvernement américain ?

Caroll Quigley, professeur de relations internationales à l'université de Georgetown, est une source d'information importante et souvent citée. En 1966, il a publié un ouvrage monumental sur l'Histoire moderne, intitulé *Tragedy and Hope*. {235} Ce livre est à part si on le compare aux autres ouvrages de la veine révisionniste. Il est en effet fondé sur deux années d'étude de documents internes appartenant à l'un des centres de pouvoir. Quigley résume ainsi l'histoire de cette élite de pouvoir :

Les pouvoirs du capitalisme financier avaient un autre objectif à long terme : rien de moins que de créer un système mondial de contrôle financier placé entre des mains privées, capables de dominer le système politique de chaque pays et l'économie du monde dans son ensemble.

Quigley démontre également que le *Council on Foreign Relations*, la *National Planning Association* et d'autres groupes du même acabit sont des organes de décision politique « semi-secrets » placés sous le contrôle de cette élite de pouvoir.

Dans la présentation tabulaire qui suit, nous avons fait la liste de cinq livres révisionnistes appartenant à cette même catégorie, dont celui de Quigley. Leurs thèses essentielles, compatibles avec la série des « Wall Street », y sont résumées. Il n'est pas surprenant que dans la façon de prendre en compte trois événements historiques majeurs, Caroll Quigley ne soit pas en conformité avec ce que disent les preuves de la série des « Wall Street ». Quigley prend beaucoup de peine pour fournir des preuves de l'existence d'une élite de pouvoir, mais il ne parle pas des opérations de cette élite.

Il est possible que les documents utilisés par Quigley aient été « nettoyés » et qu'ils n'aient pas inclus de documentation sur la manipulation élitiste d'événements tels que la Révolution bolchevique, l'accession de Hitler au pouvoir et l'élection de Roosevelt en 1933. En fait, il semble que ces manipulations politiques ne fussent pas du tout consignées dans les archives des groupes de pouvoir. Peut-être ne furent-elles pas répertoriées car elles concernaient des actions isolées d'un pe-

tit segment ad hoc de cette élite. Il faut noter que les documents utilisés par l'auteur des *Wall Street* provenaient de sources gouvernementales répertoriant au jour le jour les actions de Trotski, Lénine, Roosevelt, Hitler, J.P. Morgan et des diverses firmes et banques impliquées.

D'un autre côté, des auteurs comme Jules Archer, Gary Allen, Helen P. Lasell et William Domhoff écrivent selon des points de vue politiques très différents [\[236\]](#) et sont en conformité avec ce que disent les preuves présentées dans la série des « *Wall Street* ». Ces auteurs font l'hypothèse d'une élite de pouvoir qui manipule le gouvernement des États-Unis. La série des « *Wall Street* » démontre comment cette « élite de pouvoir » hypothétique a manipulé des événements historiques spécifiques.

Il est évident que tout exercice de ce type, d'un pouvoir débridé et supra-légal, est inconstitutionnel, même s'il est recouvert d'un manteau d'actions respectueuses des lois. Par conséquent, nous pouvons légitimement soulever la question de l'existence d'une force subversive agissant pour supprimer les droits garantis par la Constitution.

L'élite new-yorkaise en tant que force subversive.

L'histoire du siècle, telle qu'elle est reconnue dans les manuels et les revues de l'Establishment, est inexacte. C'est une histoire qui ne se base que sur des documents officiels que les divers gouvernements ont jugés suffisamment acceptables pour qu'ils soient rendus publics.

Mais une histoire exacte ne peut s'appuyer sur une diffusion sélectionnée d'archives documentaires. L'exactitude nécessite l'accès à tous les documents. En pratique, au fur et à mesure que les documents auparavant classifiés dans les archives du Département d'État US, du Foreign Office britannique et du ministère allemand des Affaires Étrangères et autres dépositaires ont été déclassifiés, une nouvelle version de l'histoire a émergé : la version de l'Establishment qui prévalait jusque-là se révèle être non seulement inexacte, mais destinée à cacher un tissu de mensonges et de comportements immoraux généralisés.

La Constitution des États-Unis organise le centre du pouvoir politique en un Congrès et un président élus. Ces deux entités travaillent dans le cadre de la Constitution et sous ses contraintes, comme cela a été rappelé par une Cour Suprême impartiale. Dans le passé, nous avons supposé que le pouvoir politique était par conséquent exercé avec prudence par l'Exécutif et la branche législative, après une délibération normale et la prise en compte des souhaits de l'électorat. Rien n'est plus éloigné de cette supposition que les faits. L'électorat soupçonne depuis longtemps, et il sait maintenant, que les promesses politiques ne valent rien. Les mensonges sont le quotidien des exécutants politiques. Les

guerres sont déclenchées (et arrêtées) sans que la moindre explication cohérente ne soit donnée. Le langage politique n'a jamais correspondu aux actions politiques menées. Pourquoi ? Sans doute parce que le cœur de la politique se trouve ailleurs qu'auprès des représentants élus et présumés compétents qui siègent à Washington, et que cette élite de pouvoir a ses propres objectifs qui entrent en contradiction avec ceux du public au sens large.

Les preuves présentées dans la série des « Wall Street » sont-elles cohérentes avec les arguments révisionnistes connexes présentés ailleurs ?

Cette thèse est-elle cohérente avec :

Auteur et titre :	Thèse centrale :	(1) <i>Wall Street et la Révolution bolchevique</i>	(2) <i>Wall Street et Franklin Roosevelt</i>	(3) <i>Wall Street et l'ascension de Hitler</i>	Cette thèse est-elle cohérente avec :
Carroll QUIGLEY : <i>Tragedy and Hope</i> (1)	Une élite de la côte est « semi-secrète » avec des liens entrelacés joue un rôle dominant dans la planification et la politique aux USA.	Quigley occulte les preuves d'une implication de Wall Street dans la Révolution bolchevique (voir pp. 385-389).	Non : l'argument de Quigley n'a aucune cohérence avec Wall Street et FDR (voir p. 533).	Le traitement de l'ascension de Hitler par Quigley (pp. 529-533) occulte les preuves d'une implication de Wall Street.	Dans le livre d'Archer les passages qui portent sur Hitler et le nazisme sont cohérents avec ma thèse, mais le rôle de FDR est interprété différemment.
Jules ARCHER : <i>The Plot to Seize the White House</i> (2)	En 1933-34, il y eut une conspiration de Wall Street visant à démettre FDR et installer une dictature fasciste aux Etats-Unis.	Aucun rapport, mais les éléments de Wall Street cités par Archer étaient impliqués dans la Révolution bolchevique.	Oui : les preuves présentées par Archer sont cohérentes avec ma thèse, mais le rôle de FDR est interprété différemment.	Allen ne traite pas ce sujet dans son livre, mais sa thèse est cohérente avec la mienne.	
Gary ALLEN : <i>None Dare Call It Conspiracy</i> (3)	Il y a une conspiration secrète (le CFR) visant à installer une dictature aux USA et, <i>in fine</i> , à contrôler le monde.	Oui, sauf quelques variantes mineures sur le financement de la Révolution bolchevique.	Allen ne traite pas ce sujet dans son livre, mais sa thèse est cohérente avec la mienne.		

<p>Helen P. LASELL : <i>Power Behind the Government Today</i> (4)</p>	<p><i>Le Council on Foreign Relations</i> (CFR) est une organisation secrète subversive dédiée au renversement du gouvernement constitutionnel des États-Unis</p>	<p><i>Les preuves présentées par Lasell sont cohérentes avec ma thèse.</i></p>	<p><i>Les preuves présentées par Lasell sont cohérentes avec ma thèse.</i></p>	<p><i>Les preuves présentées par Lasell sont cohérentes avec ma thèse.</i></p>
<p>William DOMHOFF : <i>Who Rules America?</i> (5)</p>	<p>Il y a une « élite de pouvoir » qui contrôle toutes les banques majeures, les plus grosses entreprises, les principales fondations, ainsi que la branche exécutive et les agences de régulation du gouvernement US.</p>	<p><i>La série des Wall Street étend l'argument de Domhoff à la politique étrangère.</i></p>	<p><i>La série des Wall Street étend l'argument de Domhoff aux élections présidentielles américaines.</i></p>	<p><i>La série des Wall Street étend l'argument de Domhoff à la politique étrangère.</i></p>

1. [Tragédie et espoir], New York, Macmillan, 1966.
2. [Le complot en vue de se saisir de la Maison Blanche], New York, Hawthorn, 1973.
3. [Personne n'ose l'appeler conspiration], Seal Beach, Concord Press, 1971.
4. [Le pouvoir derrière le gouvernement aujourd'hui], New York, Liberty, 1963.
5. [Qui dirige l'Amérique ?], New Jersey, Prentice Hall, 1967

Dans cette série en trois volumes, nous avons démontré, en travaillant sur trois événements politiques, que le véritable lieu du pouvoir politique aux États-Unis – le pouvoir exercé en coulisses et l'influence secrète exercée sur Washington – est le siège de l'establishment financier de New York, autrement dit, les banquiers privés internationaux et plus particulièrement la maison financière de *J.P. Morgan*, la *Chase Manhattan Bank* contrôlée par Rockefeller et, autrefois (avant la fusion entre leur *Manhattan Bank* et l'ancienne *Chase Bank*), les Warburg.

Malgré leur Constitution et ses contraintes supposées, les États-Unis sont devenus un État quasi-totalitaire. Si les signes extérieurs de la dictature ne sont pas (encore) visibles et que les camps de concentration et autres agents du pouvoir venant frapper à notre porte à minuit ne sont pas notre quotidien, les détracteurs de l'Establishment font cependant l'objet de menaces. Des actions sont menées contre eux, telles que l'utilisation des services fiscaux pour faire rentrer dans le rang les dissidents, ou encore la manipulation de la Constitution par un système judiciaire subordonné à cette élite.

Il est dans l'intérêt pécuniaire des banquiers internationaux de centraliser le pouvoir politique, et cette centralisation peut être plus facilement atteinte au sein d'une société collectiviste, telle que la Russie socialiste, l'Allemagne nationale-socialiste ou les États-Unis socialistes fabiens. {237}.

Pendant la plus grande partie du XX^e siècle, le système de Réserve Fédérale, en particulier la *Federal Reserve Bank de New York* (qui est hors du contrôle du Congrès, qui ne subit aucun auditée et aucun contrôle, qui a le pouvoir de battre monnaie et de créer du crédit à volonté), a exercé un quasimonopole sur la direction de l'économie américaine. Dans le domaine des affaires étrangères, le *Council on Foreign Relations*, en apparence un forum innocent pour universitaires, hommes d'affaires et hommes politiques, contient en son sein ce que la plupart de ses membres ne soupçonnent peut-être pas : un centre de pouvoir qui détermine unilatéralement la politique étrangère des États-Unis. L'objectif principal de cette politique étrangère dissimulée – et de toute évidence subversive – est la captation de marchés et de pouvoir économique ou, si vous préférez, de profits pour un petit groupe de multinationales géantes placées sous le quasi-contrôle de quelques maisons bancaires d'investissement et des familles qui les dirigent.

Par l'intermédiaire de fondations contrôlées par cette élite, la recherche, menée par des universitaires conciliants et mous, « conservateurs » comme « libéraux », est orientée dans des voies utiles à la réalisation des objectifs de cette élite, dans le but essentiel de maintenir cet appareil de pouvoir subversif et anticonstitutionnel.

À travers des maisons d'édition contrôlées par cette même élite financière, les livres gênants passent à la trappe et les livres utiles sont en avant. Heureusement, l'édition connaît peu de barrières d'entrée et la concurrence y est atomisée. Au moyen du contrôle d'environ une dizaine de quotidiens majeurs, dirigés par des rédacteurs en chef qui partagent la même façon de penser, l'information publique peut être pratiquement orchestrée selon le bon vouloir de cette élite. Hier, le programme spatial ; aujourd'hui, la crise énergétique ou une campagne pour l'écologie ; demain, une guerre au Moyen-Orient ou quelque autre crise « fabriquée ».

Le résultat global de cette manipulation de la société par l'élite de l'Establishment a été le déclenchement de quatre guerres de grande ampleur en soixante ans, une dette nationale écrasante, l'abandon de la Constitution, la suppression de libertés et d'opportunités, et la création d'un immense gouffre de crédibilité entre l'homme de la rue et ses dirigeants politiques. Le dispositif transparent de deux partis principaux claironnant des différences artificielles, des conventions dignes des jeux du cirque et le cliché de la « politique étrangère bipartisane », n'est quant à lui plus du tout crédible. Et l'élite financière, qui reconnaît elle-même que sa politique n'emporte pas l'adhésion du public, est de toute évidence prête à suivre son chemin en solo, sans même le soutien symbolique de ce public.

Nous devons maintenant déterminer si cet Establishment élitiste new-yorkais est une force subversive agissant délibérément et en toute connaissance de cause pour supprimer la Constitution et une société libre. Et nous devons en débattre. Ce sera la tâche qui nous incombera dans la prochaine décennie.

La vérité révisionniste émerge lentement.

Les preuves apportées par les historiens révisionnistes constituent l'arène de ce débat et les fondements de nos accusations de subversion. Lentement, au fil des décennies, livre après livre, pratiquement ligne après ligne, la vérité sur l'histoire récente émerge au fur et à mesure que les documents sont publiés, examinés, analysés et organisés dans un cadre historique plus valide.

Considérons quelques exemples. L'entrée de l'Amérique dans la Seconde Guerre mondiale fut soi-disant précipitée, selon la version de l'Establishment, par l'attaque japonaise contre Pearl Harbor. Les révisionnistes ont établi que Franklin D. Roosevelt et le général Marshall avaient connaissance de l'imminence de l'attaque japonaise et qu'ils ne firent rien pour prévenir les autorités militaires de Pearl Harbor. L'Establishment voulait la guerre avec le Japon. Par la suite, il s'assura que l'enquête parlementaire sur Pearl Harbor s'accorde avec la mise en

scène orchestrée par Roosevelt. Selon les propres mots de Parcy Greaves, l'expert en chef des recherches pour la minorité républicaine de la Commission parlementaire conjointe enquêtant sur Pearl Harbor :

Les faits complets ne seront jamais connus. La plupart des soi-disant investigations ont été des tentatives pour éliminer, induire en erreur ou rendre perplexes ceux qui recherchent la vérité. Du début à la fin, des faits et des dossiers n'ont pas été divulgués afin de ne révéler que les éléments d'information bénéficiant à l'administration qui faisait l'objet de cette investigation. L'on dit à ceux qui recherchent la vérité que d'autres faits ou documents ne peuvent être divulgués parce qu'ils sont mélangés, dans des agendas personnels, [à d'autres informations] se rapportant à nos relations avec des pays étrangers ou l'on nous jure que ceux-ci ne contiennent aucune information intéressante. {238}

Mais Pearl Harbor ne fut pas la première tentative pour entraîner les États-Unis dans la guerre, ni la dernière. Les intérêts de Morgan, de concert avec ceux de Winston Churchill, étaient d'entraîner les États-Unis dans la Première Guerre mondiale dès 1915, et ils y parvinrent en 1917.

L'ouvrage de Colin Thompson, *Lusitania*, implique le président Wilson dans le naufrage du paquebot du même nom – un dispositif horrible pour générer une réaction violente du public en vue d'entraîner les États-Unis dans la guerre contre l'Allemagne. Thompson démontre que Woodrow Wilson savait quatre jours auparavant que le *Lusitania* transportait six millions de cartouches et des explosifs, et que, par conséquent, les « passagers qui se proposèrent de naviguer sur ce vaisseau le faisaient en violation du statut de ce pays ». {239}

La Commission d'enquête britannique, dirigée par Lord Mersey, reçut l'instruction suivante du gouvernement britannique : « Il est considéré comme politiquement opportun de faire porter essentiellement la responsabilité de ce désastre au capitaine Turner, le maître à bord du *Lusitania* ».

Rétrospectivement, étant donné les preuves fournies par Thompson, la responsabilité doit être plus justement attribuée au président Wilson, au « colonel » House, à J.P. Morgan et à Winston Churchill. Cette élite conspiratrice aurait dû être jugée pour négligence volontaire, voire pour trahison.

Il faut cependant reconnaître à Lord Mersey l'honneur d'avoir démissionné, renoncé à ses honoraires et, à partir de cette date, refusé de s'occuper des commissions gouvernementales britanniques, après avoir rempli son « devoir » sous les instructions du gouvernement de Sa Majesté et fait porter la responsabilité au capitaine Turner. À ses amis, Lord Mersey dira seulement à propos de l'affaire du *Lusitania* que ce fut une « affaire louche ».

Ensuite, en 1933-1934, la firme de Morgan tenta d'installer une dictature fasciste aux États-Unis. Selon les mots de Jules Archer, un putsch fasciste fut planifié pour prendre le contrôle du gouvernement [des États-Unis] et « le diriger sous le pouvoir d'un dictateur agissant pour le compte de banquiers et d'industriels américains ». {240} Une fois encore, une seule personne courageuse est sortie du rang, le Général Smedley Darlington Butler, qui a dénoncé la conspiration de Wall Street. Et là encore, le Congrès s'est distingué, en particulier les parlementaires Dickstein et MacCormack, par sa lâcheté et son refus de mener plus qu'une symbolique enquête de camouflage.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu la guerre de Corée et la guerre du Vietnam – des guerres insensées, traînant en longueur et ingagnables, coûteuses en dollars et en vies humaines, et dont le seul objectif était de générer des milliards de dollars en contrats d'armement. Il est certain que ces guerres n'ont pas été livrées pour freiner le communisme, parce que pendant cinquante ans, l'Establishment a veillé au développement de l'Union Soviétique qu'il a subventionnée, pendant que celle-ci fournissait des armements aux Coréens et aux Vietnamiens, c'est-à-dire aux camps opposés. Par conséquent, la révision de notre Histoire montrera que les États-Unis ont armé directement ou indirectement les deux camps, du moins en ce qui concerne la Corée et le Vietnam.

En ce qui concerne l'assassinat du président Kennedy, pour prendre un exemple, il est difficile de trouver quelqu'un qui accepte aujourd'hui les conclusions de la Commission Warren – à part, peut-être, les membres de cette Commission. Pourtant, des preuves essentielles existent qui sont toujours cachées aux yeux du public. Et elles le seront encore peut-être pendant des dizaines d'années. {241} L'affaire du Watergate a même démontré à l'homme de la rue que la Maison Blanche peut être un foyer malfaisant d'intrigues et de tromperie.

De toute l'histoire récente, l'Opération Keelhaul {242} est peut-être la plus répugnante. Elle signa le rapatriement forcé de millions de Russes, un rapatriement qu'ordonna le président (alors général) Dwight D. Eisenhower, en complète violation de la Convention de Genève de 1929 et de la vieille tradition américaine de l'asile politique. L'Opération Keelhaul, qui contredit toutes nos idées de décence élémentaire et de liberté individuelle, fut menée sous les ordres directs du général Eisenhower et nous pouvons maintenant supposer qu'elle faisait partie d'un programme à long terme de développement du collectivisme, qu'il soit le communisme soviétique, le nazisme hitlérien ou le New Deal de FDR. Pourtant, jusqu'à la publication récente par Julius Epstein de preuves écrites, quiconque osait suggérer que Eisenhower ait trahi des millions

de personnes innocentes pour des objectifs politiques était impitoyablement et brutalement réprouvé. [{243}](#)

Cette histoire révisionniste nous enseigne une chose : en tant que citoyens individuels, nous acceptons de remettre notre pouvoir politique à une élite et cette acceptation a coûté la vie à environ de deux cent millions d'êtres humains, entre 1820 et 1975. Ajoutons à cette souffrance indicible les camps de concentrations, les prisonniers politiques, l'oppression et la suppression de ceux qui essayent de faire découvrir la vérité.

Quand tout cela cessera-t-il ? Cela ne cessera pas tant que nous n'agirons pas conformément à un simple axiome. Ce système de pouvoir continuera tant que les personnes prises individuellement souhaitent qu'il continue, et qu'il en sera ainsi seulement tant que les personnes individuelles ne comprendront pas que l'on n'a rien sans rien. Le jour où une majorité d'individus déclarera ou agira sans rien attendre du gouvernement, qu'elle prendra en charge ses propres intérêts et son bien-être, alors, ce jour-là, les élites de pouvoir seront condamnées. La facilité qui consiste à « être d'accord » avec les élites de pouvoir est due à l'attrait d'obtenir quelque chose sans contrepartie. C'est l'appât. L'Establishment offre toujours quelque chose en échange de rien ; mais ce quelque chose est pris à quelqu'un d'autre, par les taxes et le pillage, et accordé ailleurs en échange de soutien politique.

Les crises périodiques et les guerres sont utilisées pour rallier le soutien des citoyens en vue d'autres cycles pillage/récompense qui resserrent en fait le nœud coulant autour de nos libertés individuelles. Et bien sûr se dressent devant nous des hordes de perroquets universitaires, d'hommes d'affaires sans morale et de simples parasites, qui agissent tous comme les bénéficiaires passifs de ces pillages.

Arrêtez le cercle de pillage et de récompenses immorales et les structures élitistes s'effondreront ! Mais cela ne se produira pas tant qu'une majorité ne trouvera pas le courage moral et la force intérieure pour rejeter cette imposture qui nous fait croire que les choses peuvent nous tomber tout cru dans le bec. Et tant que cette majorité ne remplacera pas cette escroquerie par des associations volontaires, des communautés volontaires ou un pouvoir local et des sociétés décentralisées, les tueries et les pillages ne cesseront pas.

ANNEXE A

Le programme du Parti national-socialiste des travailleurs allemands

Note : Ce programme est important car il démontre que la nature du nazisme était connue du public dès 1920. {244}

LE PROGRAMME

Le programme {245} du Parti des travailleurs allemands est limité dans le temps. Les dirigeants n'ont aucune intention, une fois les objectifs annoncés atteints, d'en établir de nouveaux, dans le seul but, par le mécontentement extrême et artificiel des masses, de permettre la continuité de l'existence du Parti.

1. – Nous exigeons {246} la réunion de tous les Allemands en une Grande Allemagne, sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2. – Nous exigeons l'égalité des droits du peuple allemand par rapport aux autres nations, ainsi que l'abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain.

3. – Nous exigeons des terres et des territoires (colonies) pour nourrir notre peuple et y implanter notre excédent de population.

4. – Ne peut avoir la citoyenneté que le camarade du peuple. {247}. Le camarade du peuple ne peut être que de sang allemand, quelle que soit sa confession. Aucun Juif ne peut donc être un camarade du peuple.

5. – Celui qui n'a pas la citoyenneté ne peut vivre en Allemagne qu'en tant qu'hôte et reste soumis à la législation sur les étrangers.

6. – Le droit de fixer la direction et les lois de l'État ne relève que des camarades du peuple. Par conséquent, nous exigeons que toutes les fonctions publiques, quelles qu'elles soient, que ce soit au sein de l'empire, dans le pays ou les localités, ne soient occupées que par des camarades du peuple. Nous combattons les pratiques parlementaires

corrompues d'attribution de postes simplement en fonction de considérations partisanes et sans compte des caractères ou des capacités.

7. — Nous exigeons que l'État s'engage, en premier lieu, à se soucier du travail et des moyens d'existence des citoyens. S'il n'est pas possible de nourrir l'ensemble de la population de l'État, les membres des nations étrangères (les non-citoyens) devront être expulsés du Reich.

8. — Toute immigration non-allemande doit être empêchée. Nous exigeons que tous les non-Allemands, qui sont entrés en Allemagne après le 2 août 1914, quittent immédiatement le Reich.

9. — Tous les citoyens seront égaux en droits et en devoirs.

10. — Le premier devoir de chaque citoyen est d'exercer une activité physique ou intellectuelle. Ces activités ne doivent pas porter atteinte à l'intérêt général, mais découler des obligations dues à l'appartenance à la communauté ; elles doivent aller dans le sens du bien commun.

Par conséquent, nous exigeons :

11. — L'abolition des revenus faciles et gagnés sans peine.

NOUS BRISERONS LA SERVITUDE DES INTÉRÊTS !

12. — En considération des énormes sacrifices en vies et en biens qui découlent de toutes guerres, l'enrichissement personnel consécutif à l'exploitation de la guerre doit être considéré comme un crime contre la nation. En conséquence, nous exigeons la confiscation de tous les profits de guerre.

13. — Nous exigeons la nationalisation de toutes les entreprises déjà (jusqu'ici) mutualisées (trusts).

14. — Nous exigeons le partage des profits dans les grandes entreprises industrielles.

15. — Nous exigeons une augmentation généreuse des allocations pour les personnes âgées.

16. — Nous exigeons la création et le maintien d'une classe moyenne saine, l'administration communale immédiate des grands magasins et leur mise à bail à des prix modérés en faveur des petits commerçants, et que les petits commerçants soient pris en compte dans les commandes de l'État, des États [régionaux] et des communes.

17. – Nous exigeons une réforme agraire, l'autorisation de l'expropriation des terres sans compensation pour des objectifs communaux, l'abolition des fermages et l'interdiction de toute spéculation sur les terres.

18. – Nous exigeons que soient poursuivis tous ceux qui exercent des activités portant atteinte à l'intérêt général, cela s'applique aux criminels de droit commun, aux usuriers, aux profiteurs, etc. Ils seront passibles de la peine de mort, quelle que soit leur croyance ou leur race.

19. – Nous exigeons le remplacement du droit romain qui sert un ordre mondial matérialiste par un droit commun allemand.

20. – Afin de permettre à tous les Allemands capables et travailleurs d'accéder à une éducation supérieure et ainsi à des postes de commandement, l'État veillera à redéployer complètement notre système d'éducation nationale. Les programmes scolaires de tous les établissements devront être adaptés à la vie pratique, car la compréhension de l'idée de l'État devra s'acquérir dès l'âge de raison à l'école (instruction civique). Nous exigeons en particulier que les enfants les plus doués issus de parents pauvres, quelles que soient leur classe sociale et leur profession, soient formés aux frais de l'État.

21. – L'État doit assurer l'amélioration de la santé par la protection des mères et des enfants, par l'interdiction du travail des enfants, par la promotion de l'effort physique, et en rendant obligatoires la gymnastique et les sports par une aide financière généreuse à toutes les associations d'éducation physique de la jeunesse.

22. – Nous exigeons l'abolition des troupes de mercenaires et la création d'une armée populaire.

23. – (1) Nous exigeons que soient combattus par voie légale le mensonge politique délibéré et sa diffusion dans la presse. Pour permettre la création d'une presse allemande, nous exigeons : (a) que tous les éditeurs et tous les collaborateurs des journaux qui paraissent en langue allemande soient des camarades du peuple ; (b) que les journaux non-allemands ne puissent paraître qu'avec l'autorisation expresse de l'État. Ils ne devront pas être publiés en langue allemande ; (c) que toute participation étrangère au financement ou à l'influence des journaux allemands soit interdite par la loi, et nous exigeons comme punition pour les contrevenants la fermeture de ces entreprises de presse ainsi que l'expulsion immédiate du Reich des étrangers impliqués.

(2) Les journaux qui contreviendront à l'intérêt public seront interdits. Nous exigeons que soient combattues par voie légale toutes les orientations artistiques et littéraires exerçant une influence subversive sur la vie de notre peuple, et exigeons la fermeture des organisations qui dérogent aux exigences mentionnées ci-dessus.

24. – (1) Nous exigeons la liberté de toutes les confessions religieuses dans l'État, dans la mesure où celles-ci ne compromettent pas l'existence de la race germanique ou qu'elles ne violent pas ses bonnes coutumes ou sa morale.

(2) Le Parti, en tant que tel, défend la position d'un christianisme positif, sans en favoriser une dénomination particulière. Il combat l'esprit matérialiste juif, que ce soit chez nous ou ailleurs ; il est convaincu que notre nation ne peut bien se porter qu'en respectant le principe [suivant] : l'intérêt général passe avant l'égoïsme.

L'INTÉRÊT GÉNÉRAL AVANT SOI-MÊME

25. – (1) Pour l'exécution de tout cela, nous exigeons la création d'un État central fort sur tout le Reich, ainsi que l'autorité absolue du Parlement politique central sur tout le Reich et l'ensemble de ses organisations.

(2) La création de chambres des métiers et des corporations pour la mise en œuvre de la loi-cadre du Reich décrétant un État fédéral unique.

Les dirigeants du Parti promettent – au besoin, au sacrifice de leurs vies – d'intervenir sans faille pour mettre en œuvre les points précités.

Munich, le 24 février 1920.

ANNEXE B

Déclaration sous serment de Hjalmar Schacht

Je soussigné Dr Hjalmar Schacht, après avoir été averti que j'en-courrais une peine au cas où j'établirais de fausses déclarations, déclare ci-dessous sous serment, de mon plein gré et sans contrainte, ce qui suit :

Les sommes auxquelles ont contribué les participants de la réunion du 20 février 1933 au domicile de Göring furent versées par eux aux banquiers Delbrück, Schickler & Co., à Berlin, au crédit d'un compte intitulé « Nationale Treuhand » [que l'on peut traduire par « Fonds fiduciaire national »]. Il fut convenu que je serais autorisé à disposer de ce compte, que j'ai géré en tant qu'administrateur, et qu'en cas de décès ou que mon mandat se termine de toute autre manière, Rudolf Hess aurait l'autorisation de disposer de ce compte. J'ai disposé des sommes déposées sur ce compte en émettant des chèques à M. Hess. Je ne sais pas ce que M. Hess a réellement fait de cet argent.

Le 4 avril 1933, j'ai fermé ce compte à la Delbrück, Schickler & Co. et fait transférer à la Reichsbank le solde du « Compte Ic » sur un compte à mon nom. Par la suite, j'ai reçu l'ordre directement de Hitler, qui avait reçu l'autorité par l'Assemblée du 20 février 1933 à disposer des sommes collectées ou, par l'intermédiaire de Hess, son adjoint, à verser le solde d'environ 600 000 marks à Ribbentrop.

J'ai lu attentivement cette déclaration sous serment (une page) et je l'ai signée. J'ai apporté les corrections nécessaires de ma propre main et j'ai paraphé chaque correction dans la marge. Je déclare sous serment par la présente que j'ai déclaré l'entièvre vérité au mieux de mes connaissances et de mes certitudes.

(Signé) Dr Hjalmar Schacht,
12 août 1947.

Dans une déclaration sous serment qui a suivi, datée du 18 août 1947 (N1-9764, Pros. Ex 54), Schacht a déclaré ceci à propos de l'interrogatoire précédent : « Toutes ces déclarations qui apparaissent dans

cet interrogatoire, je les ai faites à Clifford Hyanning, un enquêteur financier des forces américaines, de mon plein gré et sans contrainte. J'ai relu aujourd'hui cet interrogatoire et je peux déclarer que tous les faits qu'il contient sont vrais au mieux de mes connaissances et de mes certitudes. Je déclare sous serment par la présente que j'ai déclaré la stricte vérité au mieux de mes connaissances et de mes certitudes. »

Source : Copie du document de poursuites, pièce à conviction n° 55. *Procès des criminels de guerre devant les tribunaux militaires de Nuremberg, sous le contrôle de la loi municipale n°10 de Nuremberg octobre 1946-avril 1949, volume VII, IG Farben.* Washington, Government Printing Office [{248}](#), 1952.

ANNEXE C

Écritures au compte « Nationale Treuhand » découvertes dans les archives de la banque Delbrück, Schickler & Co.

<i>Nationale Treuhand</i> <i>Président de la Reichsbank Dr Hjalmar Schacht</i> <i>Berlin-Zehlendorf</i>				
23 févr.	<i>Debibk (Deutsche Bank Diskonto-Gesellschaft), Groupement des intérêts miniers, Essen</i>		23 févr.	200 000,00
24	<i>Transfert vers le compte de Rudolf Hess, actuellement à Berlin</i>	100 000,00	24	
24	<i>Karl Hermann Exposition Automobile</i>		24	150 000,00
25	<i>Administrateur A. Steinke</i>		27	200 000,00
25	<i>Demag AG, Duisburg</i>		27	50 000,00
27	<i>Telefunken Gesellschaft, pour des fils destinés à la télégraphie, Berlin</i>		28	8500,00
	<i>Osram GmbH</i>		28	40 000,00
27	<i>Bayerische Hypotheken-und Wechselbank, Munich, agence de Kauflingerstrasse. En faveur de la maison d'édition Franz Eher Nachfolger, Munich</i>	100 000,00	28	
27	<i>Transfert vers le compte de Rudolf Hess</i>	100 000,00	27	
28	<i>IG Farbenindustrie AG, Francfort-sur-le-Main</i>		1 ^{er} mars	400 000,00
28	<i>Frais télégraphiques de transfert à Munich</i>	8,00	28 févr.	
1 ^{er} mars	<i>Votre versement</i>		2 mars	125 000,00
2	<i>Transfert télégraphique à Bayerische Hypotheken-und Wechselbank, Munich, agence de Bayerstrasse, au compte de Josef Jung</i>	400 000,00	2	
	<i>Frais de transfert</i>	23,00	2	

	télégraphique			
	<i>Transfert sur le compte de Rudolf Hess</i>	<i>300 000,00</i>		
<i>2</i>	<i>Remboursement de la part de l'administrateur Karl Lange, Berlin</i>		<i>3</i>	<i>30 000,00</i>
<i>3</i>	<i>Remboursement de la part de l'administrateur Karl Lange, compte « industrie de l'équipement »</i>		<i>4</i>	<i>20 000,00</i>
	<i>Remboursement de la part du Groupement des intérêts miniers, Essen</i>		<i>4</i>	<i>100 000,00</i>
	<i>Remboursement de la part de Karl Hermann, Berlin, Dessauerstr. 28/9</i>		<i>4</i>	<i>150 000,00</i>
	<i>Remboursement de la part d'AEG, Berlin</i>		<i>4</i>	<i>60 000,00</i>
<i>7</i>	<i>Remboursement de la part du directeur général, Dr F. Springorum, Dortmund</i>		<i>8</i>	<i>36 000,00</i>
<i>8</i>	<i>Transfert à la Reichsbank : Bayerische Hypotheken-und Wechselbank, Munich, agence de Bayerstrasse.</i>	<i>100 000,00</i>	<i>8</i>	
		<i>1 100 031,00</i>		<i>1 696 000,00</i>
		<i>1 100 031,00</i>	<i>Mars</i>	<i>1 696 000,00</i>
<i>8 mars</i>	<i>Bayerische Hypotheken-und Wechselbank, Munich, agence de Bayerstr.</i>	<i>100 000,00</i>	<i>8</i>	
	<i>Transfert sur le compte de Rudolf Hess</i>	<i>250 000,00</i>	<i>7</i>	
<i>10</i>	<i>Accumulatoren Fabrik AG, Berlin</i>		<i>11</i>	<i>25 000,00</i>
<i>13</i>	<i>Groupement des intérêts miniers, Essen</i>		<i>14</i>	<i>300 000,00</i>
<i>14</i>	<i>Remboursement à Rudolf Hess</i>	<i>200 000,00</i>	<i>14</i>	
<i>29</i>	<i>Remboursement à Rudolf Hess</i>	<i>200 000,00</i>	<i>29</i>	
<i>4 avril</i>	<i>Commerz-und Privat Bank Dep. Kasse N. Berlin W9, Postdamerstr. 1, au compte Spécial S 29</i>	<i>90 000,00</i>	<i>4</i>	
<i>5</i>	<i>Intérêt à 1 % selon le tarif</i>		<i>5</i>	<i>404,50</i>
	<i>Frais téléphoniques</i>	<i>1,00</i>	<i>5</i>	
	<i>Affranchissement</i>	<i>2,50</i>	<i>5</i>	
	<i>Solde</i>	<i>72 370,00</i>	<i>5</i>	
	<i>Report à nouveau</i>	<i>2 021 404,50</i>		<i>2 021 404,50</i>

ANNEXE D

Lettre du ministère de la Guerre US à Ethyl Corporation

15 décembre 1934

Pièce à conviction n° 144

(Manuscrite) M. Webb a envoyé des copies aux autres administrateurs

Copies à :

M. Alfred P. Sloan Jr, General Motors Corp., New York City,
M. Donaldson Brown, General Motors Corp., New York City

15 décembre 1934.

M. E.W. Webb,
Président d'Ethyl Gasoline Corporation, 135 E 42^e Rue, New York.

Cher Monsieur Webb,

J'ai appris aujourd'hui par notre division « produits chimiques organiques » qu'Ethyl Gasoline Corporation a l'intention de créer une société allemande avec IG pour fabriquer du plomb éthyle dans ce pays.

Je viens tout juste de passer deux semaines à Washington, dont une partie non négligeable fut consacrée à critiquer les échanges de savoir en matière de chimie avec des pays étrangers, qui pourraient être d'importance militaire. Un tel transfert d'informations par une compagnie industrielle pourrait conduire celle-ci à subir des répercussions les plus graves. Ethyl Gasoline Corporation ne ferait pas exception. En fait, elle serait probablement la cible d'une attaque spécifique en raison des détenteurs de son capital.

À première vue, il semblerait que la quantité de plomb éthyle utilisé pour des objectifs commerciaux en Allemagne soit trop faible pour engager des poursuites. Il a été prétendu que l'Allemagne s'arme en se-

cret. Le plomb éthyle constituerait indubitablement une aide précieuse pour les aéroplanes militaires.

Je vous écris cette lettre pour dire que mon opinion est que vous ne devriez sous aucune condition, vous-même ou le conseil d'administration d'Ethyl Gasoline Corporation, dévoiler à l'Allemagne le moindre secret ou « savoir-faire » en relation avec la fabrication du plomb tétra-éthyle.

Je suis informé que vous serez avisé par l'intermédiaire de votre division « colorants » de la nécessité de révéler l'information que vous avez reçue de l'Allemagne et de la remettre aux fonctionnaires du ministère de la Guerre.

Très cordialement,

Source : Sénat des États-Unis. Auditions devant la sous-commission des affaires militaires, *Mobilisation scientifique et technique*, 78^e Congrès, 2^e session, partie 16, p. 939. Washington, Government Printing Office, 1944.

ANNEXE E

Extrait du « Journal de Morgenthau (Allemagne) » concernant Sosthenes Behn d'ITT

16 mars 1945 {249}.

11h30

RÉUNION DE GROUPE Bretton Woods — IT&T — Réparations

Sont présents :

M. White
M. Fussell
M. Feltus
M. Coe
M. Dubois
Mme Klotz

H.M. Jr. : Frank, pouvez-vous nous résumer cette affaire concernant IT&T ?

M. Coe : Oui, Monsieur. Au fait, IT&T a bien transféré sa créance en dollars ou celle-ci a bien été payée 15 millions de dollars, hier ou ces derniers jours, par le gouvernement espagnol qui est autorisé à le faire en vertu de notre convention générale. Donc, tout est en règle. Toutefois, dans ce qu'ils [ITT] nous ont présentés, une partie de cette créance résulterait d'un accord de vente de la société en Espagne. Ils essayent donc ainsi de nous forcer la main. Cette proposition qu'ils gardaient par-devers eux depuis quelques années sous diverses formes a désormais revêtu celle-ci. Ils peuvent demander que leurs comptes clients leur soient payés en dollars, ce qu'ils disent ne pas avoir pu faire jusqu'à présent – soit 15 millions de dollars maintenant et 10 ou 11 millions de dollars plus tard. Ils vendront la société aux Espagnols et recevront en échange des obligations pour une valeur de 30 millions de dollars – des obligations du gouvernement espagnol – qui seront amorties sur un certain nombre d'années et, en gros, au rythme de 2 millions de dollars par an. Et ils percevront 20 % de ces exportations

afin d'amortir plus vite ces obligations, s'ils [les Espagnols] doivent les exporter vers les États-Unis.

H.M. Jr. : Comme le négociant en mèches d'explosifs que j'ai mentionné dans mon discours !

M. Coe : C'est exact. Le gouvernement espagnol... Ils sont prêts, disent-ils – ils peuvent obtenir des assurances du gouvernement espagnol que celles-ci ne seront pas ... que les actions que le gouvernement espagnol a l'intention de revendre n'iront pas à des personnes qui se trouvent sur la liste noire, et ainsi de suite. Dans certaines négociations que nous avons menées avec eux au cours des dernières semaines, ils étaient prêts à aller plus loin sur cette question. Notre hésitation à ce sujet repose sur deux choses : d'abord, que l'on ne peut faire confiance à Franco, et que s'ils peuvent... si Franco peut vendre dans un avenir proche pour 50 millions de dollars les actions de sa société en Espagne, il pourrait très bien les vendre à des intérêts pro allemands. Il n'est pas certain qu'il puisse la vendre aux Espagnols. C'est le premier point. Le deuxième point que nous ne pouvons pas très bien décrire, je pense que c'est plus clair dans mon esprit que dans celui des fonds étrangers et des juristes... je ne pense pas non plus que l'on puisse faire confiance à Behn.

M. White : Je suis sûr que vous ne le pouvez pas.

M. Coe : Nous avons ici des enregistrements d'entretiens, qui remontent loin en arrière, que certains de vos hommes ont eus avec Behn – Klaus en faisait partie –, dans lesquels Behn disait qu'il s'était entre-tenu avec Göring et qu'il lui avait proposé de conserver la propriété d'IT&T en Allemagne et, comme vous le rappelez, IT&T a bien essayé ici d'acheter General Aniline et d'en faire ainsi une société américaine, et que cela faisait partie de l'accord, que Behn a dit très franchement à State {25Q} et à nos juristes avoir discuté. Il pensait qu'il était parfaitement acceptable de protéger la propriété : cela se passait avant que nous entrions en guerre.

H.M. Jr. : Je ne me souviens pas de cela.

M. Coe : La personne qui est maintenant chargée de leurs propriétés est Westrick, et vous vous souviendrez qu'il est venu ici et qu'il était en affaires avec Texaco. Auparavant, ils avaient essayé de toutes les manières possibles de mijoter des accords pour y échapper. Ils sont pieds et poings liés avec des groupes allemands de première importance, etc. Par ailleurs, le colonel Behn a été utilisé à plusieurs reprises par le département d'État comme émissaire, et je crois qu'il est en très bons

termes personnels avec Stettinius. {251} State nous a informé de cette lettre qui disait qu'ils n'avaient aucune objection. Nous vous l'avions déjà proposé – la lettre que je vous ai envoyée et qui suggérait que vous demandiez à State si au vu de nos objectifs d'une zone sûre, ils étaient toujours d'accord. Après leur avoir parlé au téléphone ces derniers jours, je suis confiant qu'ils nous enverront par retour leur accord écrit ; ils pensent toujours que c'est un bon accord.

H.M. Jr. : C'est la position que je défends. Comme vous le savez, Messieurs, je suis surchargé en ce moment et je ne peux m'occuper de cela personnellement, et je pense que nous allons juste devoir refiler cette chose au département d'État, et s'ils veulent l'approuver, tant mieux. Je n'ai juste pas le temps ou l'énergie de me battre contre eux sur cette base.

M. Coe : Alors, nous devrions l'exploiter maintenant.

M. White : D'abord, vous devriez obtenir une lettre. Je suis d'accord avec le ministre avec ce point de vue, selon lequel on ne peut tout simplement pas faire confiance à ce type, Behn. Il y a quelque chose à propos de cet accord qui semble suspect, et cela a été le cas ces deux dernières années où nous avons eu affaire à lui. Cependant, c'est une chose de croire cela et une autre de le défendre avant que la pression ne soit exercée sur ce dossier du fait de leur tentative de priver cette société de cet accord commercial, mais je pense que ce que nous devrions faire est d'obtenir du département d'État qu'ils disent officiellement qu'au vu du projet d'une zone sûre, ils ne pensent pas qu'il y ait le moindre danger pour ces biens – j'en citerai quelques-uns, précisément. Obtenez d'eux qu'ils le fassent officiellement – vous pouvez même leur faire un peu peur – et tenez bon. Ou bien ils auront au moins eu l'information et vous aurez attiré leur attention sur ces dangers. De toute manière, ce type, Behn, ne peut pas nous piffer. Nous nous dressons entre lui et ses affaires depuis au moins quatre ans.

H.M. Jr. : Suivez ce qu'a dit White. Quelque chose du genre : « Cher Monsieur Stettinius, ces choses me posent problème à cause des faits suivants, et j'aimerais que vous me conseilliez pour nous dire si nous devrions ou non... »

M. White : « À la vue du risque que les actifs allemands soient masqués ici, l'avenir... », et laissez-le revenir vers nous et dire « Non », et nous le surveillerons.

M. Coe : Nous avons dit que nous voulions donner quelque chose lundi à Acheson. {252}

H.M. Jr. : Et si cela peut être prêt d'ici à demain je le signerais.

M. Coe : Bien !

Source : Sénat des États-Unis. Sous-commission pour enquêter sur l'administration de la Loi de sécurité intérieure. Commission sur le système judiciaire. *Morgenthau Diary (Germany)*, Volume 1, 90^e Congrès, 1^{ère} Session 20 novembre 1967, p. 320 du Livre 828 (page 976 du script du Sénat des États-Unis). Washington, Government Printing Office, 1967.

Note :

« M. White » est *Harry Dexter White*.

« M Fussell » est *E.B. Fussell*.

« M. Feltus » est *Randolph Feltus*.

« M. Coe » est *Frank Coe*. [{253}](#)

« M. Dubois » est *Josiah E. Dubois Jr.*, l'auteur du livre *Generals in Grey Suits* (Londres, The Bodley Head, 1953).

« Mme Klotz » est *Henrietta Stein Klotz*, la fidèle secrétaire du ministre *Morgenthau*.

« H.M. Jr. » est *Henry Morgenthau Jr.*, le secrétaire au Trésor.

Ce mémorandum est important parce qu'il accuse Sosthenes Behn d'avoir essayé de passer des accords en coulisses dans l'Allemagne nazie « pendant quatre ans au moins » – c'est-à-dire, tandis que le reste des États-Unis était en guerre, Behn et ses amis faisaient toujours des affaires comme si de rien n'était avec l'Allemagne. Ce mémo appuie la preuve présentée aux chapitres 5 et 9 concernant l'influence d'ITT dans le premier cercle de Himmler et ajoute Hermann Göring à la liste des contacts d'ITT.

ADDENDA

Documents de la Bibliothèque nationale de France

À l'appui de cette thèse, nous proposons au lecteur des documents qui pourraient bien contribuer à remettre en cause totalement l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et, partant, l'histoire du monde. La Bibliothèque nationale de France offre en ligne sur Internet des versions numérisées de certaines de ses archives, notamment la presse clandestine qui circulait sous le manteau en France pendant l'occupation allemande. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits ainsi que les liens vers les articles complets, que l'on peut retrouver également dans le catalogue à la cote : RES-G-1470(402).

« La Vérité », n° 55, 10 décembre 1943.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k879086t.image>

« Pourquoi le Front ne bouge pas en Méditerranée. »

« Le New-Leader, organe du Parti Travailleur Indépendant anglais, dénonce les affaires d'or du capitalisme anglais à la faveur de la guerre. "Plus ça dure, mieux ça vaut", tel est l'esprit de la Bourse. Les banques établissent des succursales derrière les pas des soldats. (...) Les dividendes vont jusqu'à 88% ! Après cela on comprend pourquoi, quand Churchill parle d'une "terrible année 1944", les actions montent, tandis que le commentateur militaire Lidell Hart s'étonne que l'armée anglaise ne puisse avancer en Italie du Sud "devant 5 divisions allemandes". Les Allemands claironnent les hauts faits de leur armée quand il s'agit surtout de la passivité organisée des gouvernements alliés. »

« Ceux qui ont rasé Nantes ravitaillent l'Allemagne en essence ! » « Des lecteurs nous font parvenir une récente "Note adressée par les organes dirigeants de l'Armée secrète au Commandement interallié". (...) "À AUCUN MOMENT L'AVIATION ALLIÉE N'A BOMBARDÉ LE BASSIN DE BRIEY, NI LES MINES DE BAUXITE DU SUD-EST, la grosse industrie d'où l'ennemi tire l'essentiel de ses ressources." La note continue ainsi : "DES INFORMATIONS ABSOLUMENT SÛRES NOUS SIGNAIENT L'ARRIVÉE ININTERROMPUE PAR L'ESPAGNE DE TRAINS CITERNES COMPLETS D'ESSENCE." (...) »

« La Vérité », n° 56, 15 janvier 1944.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k8790876.image>

« Une guerre de forbans capitalistes... Roosevelt ravitaille Hitler... »

« Dans son dernier numéro, *La Vérité* a dévoilé le trafic de l'essence et des avions entre les "Alliés" et l'Allemagne. (...) Partout, c'est la conspiration du silence. (...) Les travailleurs doivent ignorer que les tractations financières se foutent des "frontières nationales" et des prétendues frontières idéologiques". (...) *La Vérité* entend briser le silence public de la presse bourgeoise, tant hitlérienne que pro-alliée. Il faut que chaque ouvrier reconnaissse, le masque arraché, le vrai visage des belligérants impérialistes : nulle part, les croisés de la civilisation et de la Paix. Mais des forbans capitalistes qui font s'entre-tuer les peuples pour le partage des marchés et qui, au cours même de la guerre, continuent entre eux leurs fructueuses affaires. »

« **La Vérité** », n° 58, 10 février 1944.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k879088k.image>

« *Le trafic de l'essence. L'Internationale capitaliste n'est pas dissoute.* »

« 1939. La guerre est venue... et le trafic a continué. Dans tous les pays, les journaux menteurs parlaient du blocus, mais les navires alliés transportaient du minerai et du matériel d'Amérique en Allemagne via la Belgique. (...) Aujourd'hui, les aviations alliées détruisent certaines industries de l'Allemagne afin de supprimer un concurrent dans l'avenir. Mais pour que, dans l'immédiat, le Reich puisse tenir le temps qu'il faut devant l'U.R.S.S., les alliés expédient chaque jour 2 trains d'essence à Hitler ; une centaine de wagons qui passent chaque jour à Port Bou. »

« **La Vérité** », n° 59, 17 février 1944.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k879089z.image>

« *Après le pétrole, les minerais !* »

« Des camarades qui reviennent d'Allemagne nous demandaient : "Pourquoi les grandes usines allemandes de produits chimiques ne sont-elles pas bombardées ? Alors que 150.000 travailleurs, femmes et enfants de Hambourg ont été carbonisés, pourquoi les usines de LA LEUNA, par exemple, restent-elles toujours debout ?" Nous sommes à présent en mesure de donner la réponse. C'est que les **PRODUITS CHIMIQUES ALLEMANDS SONT ÉCHANGÉS CONTRE DES MINERAIS SPÉCIAUX AMÉRICAUX** dont le Reich a besoin pour son industrie de guerre. »

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIONNÉE

ALLEN, Gary. *None Dare Call It Conspiracy*. Seal Beach, California, Concord Press, 1971.

AMBRUSTER, Howard Watson. *Treason's Peace*. New York The Beechhurst Press, 1947.

ANGEBERT, Jean-Michel. *The Occult and the Third Reich*. New York, The Macmillan Company, 1974.

ARCHER, Jules. *The Plot to Seize the White House*. New York Hawthorn Books, 1973.

BARNES, Harry Elmer. *Perpetual War for Perpetual Peace*. Caldwell, Idaho, Caxton Printers, 1958.

BENNETT, Edward W. *Germany and the Diplomacy of the Financial Crisis, 1931*. Cambridge, Harvard University Press, 1962.

Der Farben-Konzern 1928. Berlin, Hoppenstedt, 1928.

DIMITROV, George. *The Reichstag Fire Trial*. Londres, The Bodley Head, 1984.

DODD, William E. Jr, et DODD, Martha. *Ambassador Dodd's Diary, 1933-1938*. New York, Harcourt Brace and Company, 1941.

DOMHOFF, G. William. *The Higher Circles : The Governing Class in America*. New York, Vintage, 1970.

DUBOIS, Josiah E. Jr. *Generals in Grey Suits*. Londres, The Bodley Head, 1958.

ENGELBRECHT, H. C. *Merchants of Death*. New York, Dodd, Mead & Company, 1984.

ENGLER Robert. *The Politics of Oil*. New York, The Macmillan Company, 1961.

EPSTEIN, Julius. *Operation Keelhaul*. Old Greenwich, Devin Adair, 1978.

FARAGO, Ladislas. *The Game of the Foxes*. New York, Bantam, 1978.

FLYNN, John T. *As We Go Marching*. New York, Doubleday, Doran and Co., Inc., 1944.

GUÉRIN, Daniel. *Fascisme et grand capital*. Paris, Francois Maspero, 1965.

HANFSTÄNGL, Ernst. *Unheard Witness*. New York, J.B. Lippincott, 1957.

HARGRAVE, John. *Montagu Norman*. New York, The Greystone Press, s. d.

HARRIS C.R.S. *Germany's Foreign Indebtedness*. Londres, Oxford University Press, 1985.

HELLFERICH, Dr Karl. *Germany's Economic Progress and National Wealth, 1888-1913*. New York, Germanistic Society of America, 1914.

HEXNER, Ervin. *International Cartels*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1945.

HOWARD, Colonel Graeme K. *America and a New World Order*. New York, Charles Scribner's Sons, 1940.

KOLKO, Gabriel. « American Business and Germany, 1930-1941 », in *The Western Political Quarterly*, Volume XV, 1962

KUCZYNSKI, Robert R. *Bankers Profits from German Loans*. Washington, The Brookings Institution, 1982.

LEONARD, Jonathan Norton. *The Tragedy of Henry Ford*. New York, G.P. Putnam's Sons, 1932.

LUDECKE, Kurt G.W. *I Knew Hitler*. New York, Charles Scribner's Sons, 1937.

MAGERS, Helmut. *Ein Revolutionar aus Common Sense*. Leipzig, R. Kittler Verlag, 1934.

MARTIN, James J. *Revisionist Viewpoints*. Colorado, Ralph Mules, 1971.

MARTIN, James Stewart. *All Honorable Men*. Boston, Little Brown and Company, 1950.

MUHLEN, Norbert. *Schacht : Hitler's Magician*. New York, Longmans, Green and Co., 1939.

NIXON, Edgar B. *Franklin D. Roosevelt and Foreign Affairs*. Cambridge, Belknap Press, 1969.

NOEL-BAKER, Philip. *Hawkers of Death*. The Labour Party, Angleterre, 1984.

Oil and Petroleum Yearbook, 1938.

PAPEN, Franz von. *Memoirs*. New York, E.P. Dutton & Co., 1953.

PETERSON, Edward Norman. *Hjalmar Schacht*. Boston, The Christopher Publishing House, 1954.

PHELPS, Reginald H. « Before Hitler Came : Thule Society and Germanen Orden », in *The Journal of Modern History*, septembre 1963.

QUIGLEY, Carroll. *Tragedy and Hope*. New York, The Macmillan Company, 1966.

RATHENAU, Walter. *In Days to Come*. Londres, Allen & Unwin, s.d.

RAVENSROFT, Trevor. *The Spear of Destiny*. New York, G.P. Putnam's Sons, 1973.

ROBERTS, Glyn. *The Most Powerful Man in the World*. New York, Covici-Friede, 1938.

SAMPSON, Anthony. *The Sovereign State of ITT*. New York, Stein & Day, 1975.

SCHACHT, Hjalmar. *Confessions of "The Old Wizard"*. Boston, Houghton Mifflin, 1956.

SCHLOSS, Henry H. *The Bank for International Settlements*. Amsterdam, North Holland Publishing Company, 1958.

SELDES, George. *Iron, Blood and Profits*. New York et Londres, Harper & Brothers Publishers, 1934.

SIMPSON, Colin. *Lusitania*. London, Longman, 1972.

SMOOT, Dan. *The Invisible Government*. Boston, Western Islands, 1962.

SONDEREGGER, René. *Spanischer Sommer*. Affoltern, Suisse, Aehren Verlag, 1948.

STOCKING, George W, et **WATKINS**, Myron W. *Cartels in Action*. New York, The Twentieth Century Fund, 1946.

STRASSER, Otto. *Hitler and I*. Londres, Jonathan Cape, s. d.

SUTTON, Antony C. *National Suicide : Military Aid to the Soviet Union*. New York, Arlington House Publishers, 1978.

Wall Street and the Bolshevik Revolution. New York, Arlington House Publishers, 1974.

Wall Street and FDR. New York, Arlington House Publishers, 1975.

Western Technology and Soviet Economic Development, 1917-1930. Stanford, Californie, Hoover Institution Press, 1968.

Western Technology and Soviet Economic Development, 1930-1945. Stanford, Californie, Hoover Institution Press, 1971.

Western Technology and Soviet Economic Development, 1945-1965. Stanford, Californie, Hoover Institution Press, 1973.

SWARD, Keith. *The Legend of Henry Ford*. New York, Rinehart & Co., 1948.

THYSSEN, Fritz. *I Paid Hitler*. New York, Farrar & Rinehart, Inc., s. d.

Trials of War Criminals Before the Nuremberg Military Tribunals Under Control Council Law No. 10, Volume VIII, IG Farben case, Nuremberg, October 1946-April 1949. Washington, Government Printing Office, 1953.

United States Army Air Force. Aiming Point Report N° 1.E.2, du 29 mai 1943.

United States Senate. Hearings before the Committee on Finance. *Sale of Foreign Bonds or Securities in the United States*. 72^{ème} Congrès, 1^{ère} Session, S. Res. 19, 1^{re} partie, 18, 19 et 21 décembre 1931. Washington, Government Printing Office, 1931.

United States Senate. Hearings before a Subcommittee of the Committee on Military Affairs. *Scientific and Technical Mobilization*. 78^{ème} Congrès, 2^{ème} Session S. Res. 107, 16^e partie, 19 août et 7, 8, 12 et 13 septembre 1944. Washington, Government Printing Office, 1944.

United States Congress. House of Representatives. *Special Committee on Un-American Activities and Investigation of Certain Other Propaganda Activities*. 73^{ème} Congrès, 2^{ème} Session, Auditions N° 73-DC-4. Washington, Government Printing Office, 1934.

United States Congress. House of Representatives. Special Committee on Un-American Activities (1934). *Investigation of Nazi and other Propaganda Activities*. 74^{ème} Congrès, 1^{ère} Session, Rapport N° 153. Washington, Government Printing Office, 1934.

United States Congress. Senate. Hearings before a Subcommittee of the Committee on Military Affairs. *Elimination of German Resources for War*. 78^{ème} et 79^{ème} Congrès, Rapport conforme aux résolutions sénatoriales N° 107 et 146, 7^{ème} partie, 2 juillet 1945. Washington, Government Printing Office, 1945.

United States Congress. Senate. Hearings before a Subcommittee of the Committee on Military Affairs. *Scientific and Technical Mobilization*. 78^{ème} Congrès, 1^{ère} Session, S. 702, partie 16. Washington, Government Printing Office, 1944.

United States Group Control Council (Germany). Office of the Director of Intelligence, Field Information Agency. Technical Intelligence Report N° EF/ME/1. 4 septembre 1945.

United States Senate. Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act. Committee on the Judiciary. *Morgenthau Diary (Germany)*, Volume 1, 90^{ème} Congrès, 1^{ère} Session, 20 novembre 1967. Washington, Government Printing Office, 1967.

United States State Department Decimal File.

United States Strategic Bombing Survey. *AEG-Ostlandwerke GmbH*, by Whitworth Ferguson, 31 Mai 1945.

United States Strategic Bombing Survey. *German Electrical Equipment Industry Report*. Equipment Division, janvier 1947.

United States Strategic Bombing Survey. *Plant Report of AEG (Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft)*. Nuremberg, Allemagne, juin 1945.

ZIMMERMANN, Werner. *Liebet Eure Feinde*. Thielle-Neuchatel, Frankhauser Verlag, 1948.

{1} Sutton utilise le terme *corporate socialists* pour qualifier ces hommes d'affaires qui contrôlent l'État en coulisses afin d'organiser « la privatisation des profits et la socialisation des pertes » grâce à l'assistanat étatique des grandes entreprises (ou *corporate welfare state*) (NdT).

{2} Antony C. Sutton, *Wall Street and the Bolshevik Revolution*, New York, Arlington House Publishers, 1974. (Disponible en version française : *Wall Street et la Révolution Bolchevique*, traduction Olivier Goujon. Le Retour aux Sources, Aube, 2012 – NdT).

{3} Antony C. Sutton, *Wall Street and FDR*, New York, Arlington House Publishers, 1975. (Disponible prochainement en version française : *Wall Street et Franklin Delano Roosevelt*, traduction Jean-François Goulon, Le Retour aux Sources, Aube, 2012 – NdT).

- {4} G. William Domhoff, *The Higher Circles : The Governing Class in America*, New York, Vintage, 1970.
- {5} Gary Allen, Larry Abraham, *None Dare Call It Conspiracy*, Rossmoor, Concord Press, 1971. Pour un autre point de vue fondé sur des documents « d'initiés », voir Carroll Quigley, *Tragedy and Hope*, New York, The Macmillan Company, 1966.
- {6} Dan Smoot, *The Invisible Government*, Boston, Western Islands, 1962.
- {7} L'ouvrage le plus complet sur les Illuminés de Bavière est celui de René Le Forestier, *Les Illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande*, Paris, 1915, réédité par Arché, Milan, 2001 (NdT).
- {8} La Société Thulé ou l'ordre de Thulé est une société secrète créée en 1918 à Munich. À l'origine groupe d'études ethnologiques s'intéressant tout spécialement à l'Antiquité germanique et au pangermanisme aryen, ses mythes racistes et occultistes inspirèrent le mysticisme nazi et l'idéologie nazie (NdT).
- {9} Voir également Reginad H. Phelps, « Before Hitler Came : Thule Society and Germanen Orden » dans le *Journal of Modern History*, septembre 1968, n° 3.
- {10} La S.S., littéralement : « Escadron de protection » (NdT).
- {11} James Stewart Martin, *All Honorable Men*, Boston, Little, Brown and Company, 1950. (Non traduit en français – NdT.)
- {12} Franklin Delano Roosevelt (NdT).
- {13} Edgar B. Nixon et Franklin D. Roosevelt, *Franklin D. Roosevelt and Foreign Affairs*, volume III, septembre 1935 – janvier 1937, Cambridge, Belknap Press, 1969, p. 456.
- {14} Wilam E. Dodd Jr. and Martha Dodd éd., *Ambassador Dodd's Diary*, 1933-1938, New York, Harcourt Brace and Company, 1941, p.303.
- {15} Ibid., p. 358.
- {16} Quigley, op. cit.
- {17} Pour de plus amples informations sur « Putzi » Hanfstaengl, voir chapitre 9.
- {18} Aux États-Unis, le père de Hjalmar Schacht s'était engagé « dans la vie politique, lors de la campagne présidentielle du journaliste Horace Greeley, auteur du fameux Go West, Young Man ! » Voir Frédéric Clavert, *Hjalmar Schacht, financier et diplomate (1930-1950)*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles, 2009, p. 25 (NdT).
- {19} Pour les relations entre Schacht, les Soviets et Wall Street, et son mandat de directeur d'une banque soviétique, voir Sutton, *Wall Street et la Révolution Bolchevique*, op. cit.
- {20} Congrès des États-Unis, Sénat, auditions devant une sous-commission de la Commission aux Affaires militaires archivées dans *Elimination of German Resources for War*, compte-rendu conformément aux Rés. Sén. 107 et 146, 2 juillet 1945, section 7, (78^e et 79^e Congrès), Washington, Government Printing Office, 1945. Ci-après cité *Elimination of German Resources*.
- {21} La Wermacht (littéralement : « force de défense ») est le nom porté par l'armée allemande de 1935 à 1945 pendant le III^e Reich d'Adolf Hitler (NdT).
- {22} *Elimination of German Resources*, p. 174.
- {23} Gabriel Kolko, « American Business and Germany, 1930-1941 », *The Western Political Quarterly*, volume XV, 1962.
- {24} Ibid., p. 715.
- {25} Carroll Quigley, op. cit.
- {26} Ce phénomène est toujours d'actualité, puisque Henry Paulson, le PDG de Goldman Sachs, fut nommé secrétaire au Trésor des États-Unis par George W. Bush en 2001, et que Timothy Gartner, également de Goldman Sachs, fut nommé à ce même poste par Barack Obama en 2005. En Europe, le nombre de dirigeants de

Goldman Sachs nommés en 2011, qui à la tête des finances de la Grèce, qui à la tête du gouvernement italien et qui à la tête de la BCE, participe du même principe (NdT).

{27} *Ibid*, p. 308.

{28} *Carroll Quigley, op. cit.*, p. 309.

{29} *Fritz Thyssen, I Paid Hitler*, New York, Farrar & Rinehart, Inc, 1941, p. 88.

{30} *US Group Control Council* (Allemagne), bureau du directeur des renseignements, rapport des services de renseignement numéro EF/ME/1, 4 septembre 1945
Voir également *Hjalmar Schacht, Confessions of "the old Wizard"*, Boston, Houghton Mifflin, 1956.

{31} En anglais : *Bank for International Settlements* ou *B.I.S* (NdT).

{32} *Hjalmar Schacht, op. cit.*, p. 18. *Fritz Thyssen* ajoute : « Même à ce moment-là, M. Dillon, un banquier new-yorkais d'origine juive que j'admire beaucoup m'a dit : « À votre place, je ne signerais pas ce plan ».

{33} *Ibid.*, p. 282.

{34} *Carroll Quigley, op. cit.*, p. 324.

{35} *Henry H. Schloss, The Bank for International Settlements*, Amsterdam, North Holland Publishing Company, 1958.

{36} *John Hargrave, Montagu Norman* New York, The Greystone Press, non-daté, p. 108.

La construction des cartels allemands.

{37} *James Stewart Martin, op. cit.*, p. 70.

{38} Voir chapitre 7 pour plus de détails sur les prêts de Wall Street à l'industrie allemande.

{39} Voir *Gabriel Kolko, op. cit.*, pour de nombreux exemples.

{40} Voir page 137.

{41} Les États-Unis n'entrèrent officiellement en guerre que le 7 décembre 1941 à la suite de l'attaque de Pearl Harbor par les Japonais.

{42} En 1956, les banques Chase et Manhattan fusionnèrent pour former la Chase Manhattan.

{43} Les sociétés allemandes ont un conseil d'administration à deux niveaux. L'Aufsichtsrat s'occupe de la supervision d'ensemble, tandis que le Vorstand (comité directeur) s'occupe de la gestion au jour le jour.

{44} Cf. *Eustace Mullins, Les Secrets de la Réserve Fédérale*, traduction française de J.-F. Goulon, *Le Retour aux Sources*, Paris, 2010. Outre la conspiration de Jekyll Island qui conduisit à la création du système de Réserve fédérale, on y apprend, entre autres, que Max Warburg officiait pendant la Première Guerre mondiale comme chef des services secrets allemands. Max Warburg représenta l'Allemagne à la Conférence de Paix de Versailles, tandis que son frère Paul y représentait les États-Unis [NdT].

{45} Cf. *Der Farben-Konzern 1928*, archives spéciales, Hoppenstedt, Berlin, 1928, pp. 4-5.

{46} *Elimination of German Resources*, p. 943.

{47} *Ibid.*, p. 945.

{48} *New York Times*, 21 octobre 1945, section 1, pp. 1-12.

{49} *Ibid.*, p. 947.

{50} *Elimination of German Ressources*.

{51} Bernhard [1911-2004] est plus connu aujourd'hui pour le rôle qu'il a joué en tant que président des réunions secrètes du Groupe de Bilderberg (NdT). Cf. *Commission spéciale sur les activités anti-américaines*, Congrès des États-Unis,

Chambre des représentants, Investigation of Nazi Propaganda Activities and Investigation of Certain other Propaganda Activities, 73^e Congrès, 2^e session auditions n° 73-DC-4, Washington, Government Printing Office, 1934, volume VIII, p. 7525.

{52} *Ibid.*, p. 949.

{53} *Ibid.*, p. 952

{54} *Ibid.*, p. 1293.

{55} *Ibid.*, p. 954.

{56} *Ibid.*, p. 954.

{57} *Ibid.*, pp. 954-5

{58} Congrès des États-Unis, *Chambre des représentants, Commission spéciale sur les activités anti-américaines, op. cit.*

{59} *Ibid.*, p. 178.

{60} *Ibid.*, p. 183.

{61} *Ibid.*, p. 188.

{62} Voir tableau 2-2.

{63} Cf. Eustace Mullins, *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, op.cit. (NdT).

{64} Pour les détails techniques, consulter l'étude en trois volumes de Antony C. Sutton, *Western Technology and Soviet Economic Development*, Stanford, California, Hoover Institution Press, 1968, 1971, 1973. Ci-après citée *Western Technology Series*.

{65} Le président Herbert Hoover n'était lui-même pas un parangon de vertu, puisqu'il traînait derrière lui un lourd passé d'exploitant minier controversé et d'esclavagiste, qui lui avait valu notamment un procès (l'affaire de la Kaiping Coal Company en Chine) et une interdiction à la bourse de Londres. Il avait aussi collaboré avec les Allemands durant la Première Guerre mondiale. Cf. Eustace Mullins op. cit. (NdT).

{66} *Wall Street et Franklin D. Roosevelt*, New' York, Arlington House Publishers, 1975, traduction française de J.-F. Goulon, *Le Retour aux Sources*, Paris, 2012 [NdT].

{67} *New York Times*, 6 octobre 1936. Voir également Antony C Sutton, op. cit.

{68} Bien entendu, les supplications socialistes des hommes d'affaires font toujours partie de notre quotidien. En témoignent les cris d'orfraie qui furent poussés lorsque le président [Gerald] Ford proposa la dérégulation des lignes aériennes et du transport routier. Cf., par exemple, le *Wall Street Journal* du 25 novembre 1975.

{69} *Corporate socialism*, le « socialisme » pour les grandes entreprises ou l'élaboration d'un généreux système de subventions, de réductions d'impôt et de contrats juteux avec l'État, qui prône la privatisation des profits et la socialisation des dettes et du risque (NdT).

{70} Traduction ronéotypée, Hoover Institution library, p. 67. Voir également Walter Rathenau, *In Days to Come*, Londres, Allen & Unwin, non-daté.

{71} *Ibid.*, p. 249.

{72} *New York Times*, 2 juillet 1929.

{73} *Ibid.*, 28 juillet 1929.

{74} *Ibid.*, 2 août 1929 et 4 août 1929.

{75} *Ibid.*, 6 août 1929.

{76} *Ibid.*, 2 février 1930.

{77} *Ibid.*

{78} *Ibid.*, 11 mai 1930. Pour les machinations d'avant-guerre de General Electric, d'Osram et de la société néerlandaise N. V. Philips Gloeilampen fabrieken d'Eindhoven aux Pays-bas, se référer au chapitre 11, « *Electric Eels* » [les anguilles électriques]

triques – NdT] de l'ouvrage de James Stewart Martin précédemment cité. Martin dirigeait la division économique de la guerre du ministère américain de la Justice et il fait le commentaire suivant : « L'allemande A.E.G était largement contrôlée par la société américaine General Electric ». L'hypothèse de cet auteur est que l'influence de G.E ne s'apparentait pas à un contrôle total, qu'elle était toutefois assez importante. Du fait de sa position officielle et de l'accès à des documents officiels dont il bénéficiait, inconnus de l'auteur du présent ouvrage, son affirmation selon laquelle A.E.G était « largement contrôlée » par General Electric aux États-Unis ne peut être traitée à la légère. Toutefois, si nous acceptons que G.E « contrôlait largement » A.E.G, alors se posent les questions les plus sérieuses, lesquelles réclament une investigation. A.E.G fut un contributeur financier de premier ordre de Hitler et son « contrôle » pourrait en réalité impliquer beaucoup plus sa société-mère américaine que ne le suggèrent les preuves présentées ici.

{79} Voir page 88.

{80} Fils d'Emil Rathenau, fondateur d'A.E.G, né en 1867 et assassiné en 1922.

{81} Voir p. 85.

{82} Albert Speer, ministre allemand de l'armement, prit ses fonctions au début de l'année 1942 (NdT).

{83} *The United States Strategie Bombing Survey, German Electrical Equipment Industry/Report*, division de l'équipement, janvier 1947, p.4.

{84} *US Strategie Bombing Survey, Plant Report of A.E.G (Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft), Nuremberg, Allemagne, juin 1945*, p. 6.

{85} Ibid., page 3. Par conséquent, « la production durant la guerre fut efficace jusqu'en novembre 1944 » et « l'opinion des assistants de Speer et des cadres des usines est que l'effort de guerre allemand n'a jamais été entravé de façon importante par la moindre pénurie d'équipement électrique » Des difficultés apparurent seulement à la toute fin de la guerre, lorsque l'ensemble de l'économie menaçait de s'effondrer. Ce rapport conclut : « On peut donc dire que tous les besoins importants en équipement électrique en 1944 ont été remplis, puisque les plans étaient toujours optimistes ».

{86} *Field Information Agency, Technical* (NdT).

{87} *US Strategie Bombing Survey, AEG-Ostlandwerke GmbH, rapport de Whitworth Ferguson, 31 mai 1945*.

{88} En 1935, John D. Rockefeller, Jr. détenait des actions de la Standard Oil of New Jersey, de la Standard Oil of California et de la Socony-Vacuum Company. Ces actions étaient évaluées à 245 millions de dollars. Voir le *New York Times* du 10 janvier 1935.

{89} *Elimination of German Resources* op. cit., p. 1085.

{90} NMT, « L'affaire IG Farben », p. 1304.

{91} *New York Times*, 28 avril 1929.

{92} Ibid.

{93} Ibid., 24 novembre 1929.

{94} NMT, « L'affaire IG Farben », volumes VII et VIII, pp. 1304-1311.

{95} Cf. La lettre du ministère de la Guerre américain reproduite dans l'Annexe D.

{96} Congrès des États-Unis, Sénat, auditions devant une sous-commission de la Commission aux affaires militaires, *Scientific and Technical Mobilization*, 78^e Congrès, 1^{ère} session, S. 702, partie 16, Washington, Government Printing Office, 1944, p. 939. Ci-après citée *Scientific and Technical Mobilization*.

{97} Ibid.

{98} *Oil and Petroleum Yearbook*, 1938, p. 89.

{99} *New York Times*, 19 octobre 1945, p. 9.

{100} George W. Stocking et Myron W. Watkins, *Cartels in Action*, New York, The Twentieth Century Fund 1946, p. 9.

{101} Pour les documents originaux, cf. NMT, « *L'Affaire IG Farben* », volume VIII, p. 1189-94.

{102} *Ibid.*, volume VIII, p. 1264-5.

{103} *Scientific and Technical Mobilization*, p. 543.

{104} Robert Engler, *The Politics of Oil*, New York, The MacMillan Company, 1961, p. 102.

{105} Voir chapitre 9 pour les détails.

{106} Pour un excellent rapport sur les activités mondiales d'ITT, voir Anthony Sampson, *The Sovereign State of ITT*, New York Stein & Day, 1973.

{107} Voir également Sutton, *op. cit.*

{108} *New York Times*, 4 août 1933.

{109} Voir chapitre 9.

{110} Voir également chapitre 9 pour la preuve écrite de ces versements d'ITT à la S.S.

{111} Le lecteur trouvera de très nombreuses informations sur la J. Henry Schroder Banking Corporation – et sur les autres banquiers de Wall Street – dans *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, *op. cit.* Il y apprendra notamment que N.M. Rothschild à Londres contrôlait tout l'édifice dans lequel se trouvaient J. Henry Schroder et Kurt von Schröder (NdT).

{112} Voir chapitre 9.

{113} *Elimination of German Resources*, p. 871.

{114} *Ibid.*

{115} *New York Times*, le 20 juillet 1936.

{116} Anthony Sampson rapporte une rencontre entre le vice-président d'ITT, Kenneth Stockton, et Westrick, au cours de laquelle fut planifiée la préservation des propriétés d'ITT Cf. Anthony Sampson, *op. cit.*, p. 39.

{117} Les rapports selon lesquels Rieber aurait reçu 20 000 dollars des nazis ne reposent sur aucun fondement. Le FBI enquêta sur ceux-ci et aucune preuve ne fut apportée. Cf. Sénat des Etats-Unis, sous-commission d'enquête sur l'administration de la loi de sécurité intérieure, *Concussion sur le système judiciaire*, *Morgenthau Diary (Germany)*, volume 1, 90^e Congrès, 1^{ère} session, 20 novembre 1967, Washington, US Government Printing Office, 1967, pp. 316-8. Sur Rieber, voir également *Appendix to the Congressional Record*, 20 août 1942, p. A 1501-2, remarques du député John M. Coffee.

{118} Wilhelm Keppler fut secrétaire d'État chargé des missions spéciales du ministère des Affaires étrangères (1939-1945) (NdT).

{119} Voir détails supplémentaires, *Morgenthau Diary (Germany)*, *op. cit.* pp. 128-130.

{120} Le 1^{er} septembre 1939. (NdT)

{121} James Stewart Martin, *op. cit.*, p. 52.

{122} *New York Times* du 4 juin 1938, page 2, colonne 2.

{123} Une liste de ces véhicules de Gorki, ainsi que les numéros des modèles, se trouve dans le livre d'Antony C. Sutton, *National Suicide : Military Aid to the Soviet Union*, New York. Arlington House Publishers, 1973, tableau 7-2, p. 125.

{124} La Maison Morgan était connue pour ses points de vue antisémites.

{125} *New York Times* du 20 décembre 1922, page 2, colonne 8.

{126} *Ibid.*

{127} Jonathan Leonard, *The Tragedy of Henry Ford*, New York, G.P Putnam's Sons, 1932, p. 208. Voir également les archives décimales du Département d'État US, Archives nationales, microfilm M 336, rôle 80, document 86200S6, Money sources of Hitler, qui contient un compte-rendu de l'ambassade des États-Unis à Berlin.

{128} Voir à ce sujet Keith Sward, *The Legend of Henry Ford*, New York, Rinehart & Co, 1948, p. 139.

{129} Voir à ce sujet le Chapitre 2.

{130} Grosskreuz des Deutschen Adlerordens (NdT).

{131} New York Times, 1^{er} août 1938.

{132} Ibid., 1^{er} décembre 1938, page 12, colonne 2.

{133} Ibid., 19 décembre 1938, page 5, colonne 3.

{134} Cf. *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, op. cit., p. 169 : « Max Warburg servait à l'époque [1916-1917] en tant que chef des services secrets allemands » ; et, p. 176 : « Il représenta l'Allemagne à la Conférence de Paix de Versailles et il est resté en Allemagne jusqu'en 1939 sans être inquiété, alors que pendant cette période les gens de sa religion étaient persécutés. Pour éviter tout préjudice durant la guerre qui s'approchait, lorsque les bombes pleuvaient sur l'Allemagne, Max Warburg reçut l'autorisation de s'embarquer avec toute sa fortune pour New York. » (NdT)

{135} *Elimination of German Resources*, p. 656.

{136} *Elimination of German Resources*, pp. 657-8.

{137} Josiah E. Dubois, Jr, *Generals in Grey Suits*, Londres, The Bodley Head, 1958, p. 248.

{138} Ibid., p. 249.

{139} Ibid., p. 251.

{140} Ibid.

{141} US Army Air Force, *Aiming point report*, n° IE.2, 28 mai 1943

{142} US State Department Decimal File, 800/610.1.

{143} Ibid.

{144} [Adolf Hitler, contribuable – NdT.] *The American Historical Review*, Volume LC NO, 4, juillet 1955, p. 830.

{145} Ibid., note de bas de page n°2.

{146} *Elimination of German Resources*, p. 648. Le fameux Albert Vögler qui est cité par la Commission Kilgore dans son énumération des premiers soutiens de Hitler, représentait l'Allemagne sur la commission du Plan Dawes. Owen Young de General Electric (cf. chapitre 3) était l'un des représentants nord-américains sur la commission du Plan Dawes et il articula le plan qui lui succéda, le Plan Young.

{147} Antony C. Sutton, op. dt.

{148} *Preussische Zeitung*, 3 janvier 1937.

{149} Voir p. 172.

{150} Glyn Roberts, *The Most Powerful Man in the World*, New York, Covicl, Friede, 1938, p. 305.

{151} Ibid., p 313.

{152} Ibid., p. 322.

{153} Voir Chambre des députés – Débats, 11 février 1932 pp. 496-500.

{154} Aujourd'hui, Schneider Electric est devenu le spécialiste global de la gestion de l'énergie. En 170 ans d'existence, Schneider Electric est passé de la sidérurgie, mécanique lourde, chantiers navals, à la gestion de l'électricité et des automatismes. (Source : site internet de Schneider Electric.) (NdT).

{155} US Group Control Council (bureau du directeur des Renseignements en Allemagne, agence de l'information de terrain). *Rapport des Renseignements*, « *Examination of Dr. Fritz Thyssen* », numéro EF/ME/1-4, septembre 1945. p. 13, ci-après citée « *Mise en examen du Dr Fritz Thyssen* ». Le projet Dustbin était une opération qui avait pour but de regrouper les interrogatoires. Elle débuta à Paris et se poursuivit au château de Kransberg, près de Francfort (NdT).

{156} Cette banque était connue en Allemagne sous le nom de *Bank für Handel und Schiff*.

{157} *Mise en examen du Dr Fritz Thyssen*.

{158} *Fritz Thyssen, I Paid Hitler*, New York Farrar & Rinehart, Inc., 1941, p. 159.

{159} Cf. *Bankers Directory*, édition de 1932, p. 2557, et *Poors, Directory of Directors*. J. L. Ginter et Knight Woolley étaient également administrateurs. Prescott Bush (père et grand-père de deux anciens présidents des États-Unis) fut l'un des fondateurs de cette banque. Les archives nationales américaines déclassées en 2004 montent clairement que cette banque a contribué au financement de la machine nazie. Cf. *Comment le grand-père de Bush a aidé Hitler à accéder au pouvoir*, (The Guardian, 25 sept. 2004 http://questionscritiques.free.fr/Bush/Prescott_Bush_Hitler.htm).

{160} Voir *Antony C. Sutton, Wall Street et la Révolution Bolchevique*, op cit.

{161} Yale, l'une des plus prestigieuses universités aux États-Unis, ne conduit généralement pas à démarrer sa carrière au bas de l'échelle et à gravir les échelons dans sa vie professionnelle à la force des bras. La société secrète « *Skulls & Bones* », dont firent partie les Harriman, en particulier Averell Harriman qui en était un personnage clé, et tous les Bush – plus quelques autres Américains célèbres, dont Percy Rockefeller et même, plus récemment, John Kerry – mène généralement aux plus hauts échelons du pouvoir (NdT).

{162} *National Cyclopaedia*, volume G, page 16.

{163} Pour une description de ces entreprises, basée sur les archives du Département d'Etat, voir *Antony Sutton, Western Technology and Soviet Economic Development*, Volume 1, op. cit.

{164} Palisades Park se trouve à la frontière entre les États de New-York et du New Jersey, le long du fleuve Hudson. À l'origine, la Commission Palisades Park avait pour objectif de restaurer ce site qui était ravagé par une carrière, en créant un lieu de villégiature à l'usage exclusif des riches new-yorkais. Aujourd'hui, Palisades Park est ouvert à tous, et offre parc d'attractions, etc. (NdT)

{165} *National Recovery Administration* (NdT).

{166} Voir *Antony Sutton*, op. cit., chap. 9, « *Le projet de Swope* ».

{167} Lend Lease était le programme par lequel les États-Unis approvisionnèrent en matériel la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique, la Chine, la France libre et les autres nations alliées entre 1941 et 1945. Ce programme représentait une valeur totale de 50,1 milliards de dollars en matériel (plus de 610 milliards de dollars d'aujourd'hui) (NdT).

{168} Cf. *Elimination of German Resources*, pp. 728-730.

{169} Pour d'autres liens entre *Union Banking Corp.* et des entreprises allemandes, voir *Ibid.*, pp. 728-30.

{170} Une société alors contrôlée par Harriman et Thyssen et qui sera saisie en août 1942 sous l'autorité du *Trading with the Enemy Act* (la loi américaine sur le commerce avec l'ennemi) (NdT).

{171} Voir chapitre 10.

- {172} Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (le Parti national-socialiste des travailleurs allemands) (NdT).
- {173} NMT, Volume VII, p. 555.
- {174} Josiah E. Dubois, Jr., *op. cit.* p. 323.
- {175} L'original est reproduit p. 98.
- {176} NMT, Volume VII, p. 565. La photographie du document original se trouve en page 98 du présent ouvrage.
- {177} Fritz Thyssen, *I Paid Hitler*, New York, Toronto, Farrat & Rinehart, Inc., 1941.
- {178} NMT, Volume VI, pp. 1169-1170.
- {179} NMT, Volume VII, p. 565.
- {180} William E. Dodd, *Ambassador Dodd's Diary, 1933-1938*, New York, Harcourt, Brace & Co., 1941, p. 360.
- {181} Ernst Hanfstaengl *Unheard Witness*, New York, J.B. Lippincott, 1957, p. 28.
- {182} *Ibid.*, p. 28.
- {183} *Ibid.*, p. 52
- {184} *Ibid.*, p. 53.
- {185} *Ibid.*, p. 59.
- {186} *Ibid.*, pp. 197-198.
- {187} *Ibid.*, p. 214.
- {188} Ladislas Farago, *The Game of the Foxes*, New York, Bantam, 1973, p. 97.
- {189} *Ibid.*, p. 106.
- {190} Ernst Hanfstaengl, *op. cit.*, p. 76.
- {191} *Ibid.*
- {192} *Ibid.*, pp. 310-311.
- {193} Rapport Dustbin, EF/Me/1. *Interrogatoire de Thyssen*, p. 13.
- {194} Hjalmar Horace Greeley Schacht, *Confessions of "The Old Wizard"*, Boston, Houghton Mifflin, 1956, p. 276.
- {195} George Dimitrov, *The Reichstag Fire Trial*, London, The Bodley Head, 1934, p. 309.
- {196} *Ibid.*, p. 310.
- {197} *Ibid.*, p. 311.
- {198} Helmut Magers, *Ein Revolutionär Aus Common Sense*, Leipzig, R. Kittler Verlag, 1934.
- {199} Nixon, Edgar B., Editor, *Franklin D. Roosevelt and Foreign Affairs*, Cambridge, The Belknap Press of Harvard University Press, 1969, volume 1, janvier 1933-février 1934. *Franklin D. Roosevelt Library*, Hyde Park, New York.
- {200} Cette banque était en relation étroite avec la Maison Rothschild de Londres. « Les dix plus gros holdings bancaires américains, lesquels possèdent tous des succursales à Londres, se trouvent solidement entre les mains de certaines maisons bancaires : J.P. Morgan Company, Brown Brothers Harriman, M.M Warburg & Co., Kuhn-Loeb et J. Henry Schroder. Toutes maintiennent d'étroites relations avec la Maison Rothschild, principalement à travers le contrôle que celle-ci exerce sur les marchés monétaires internationaux en manipulant le cours de l'or. » (Cf. Eustace Mullins, *op. cit.*, p. 104.). (NdT)
- {201} Cf. la déclaration sous serment de Wilhem Keppler in NMT, *op. cit.*, volume VI p. 285.
- {202} *Elimination of German Resources*, p. 869.
- {203} Sous-lieutenant (NdT).
- {204} NMT, volume VII, « *Translation of Document N1-10103, Prosecution Exhibit 788* », p. 238. Lettre de von Schröder et du prévenu Steinbrinck adressée au Dr

Meyer, cadre de la Dresdner Bank, le 25 février 1936, notant que le Cercle des Amis mettrait à la disposition de Himmler des fonds « pour certaines tâches hors budget » et qu'il avait ouvert un « compte spécial dans ce but »

{205} *Elimination of German Resources*, p. 857.

{206} L'importance de cette représentation se reflète dans le tableau 9-1, « La représentation de Wall Street dans les Cercles de Keppler et de Himmler, 1933 et 1944 ».

{207} William E. Dodd, *op. cit*, p. 31.

{208} *Ibid*, p. 74.

{209} Franz von Papen, *Memoirs*, New York, E.P. Dutton & Co., 1953, p. 229.

{210} *Les Sources de financement du national-socialisme (trois conversations avec Hitler)* (NdT).

{211} Le texte anglais pour ce chapitre a été traduit à partir d'une traduction allemande authentifiée d'une copie de l'édition hollandaise *De Geldbronnen van Het Nationaal-Socialisme (Drie Gesprekken Met Hitler)* [Les sources de financement du national-socialisme (Trois conversations avec Hitler)]. L'auteur néerlandais original est mentionné dans les mots « *Door Sidney Warburg, vertaald door IG Shoup* » (Par Sidney Warburg, traduit par JG Shoup).

La copie utilisée ici a été traduite du néerlandais en allemand par le Dr Walter Nelz, Wilhelm Peter et René Sonderegger, à Zurich, le 11 février 1947, et cette traduction allemande comporte une déclaration sous serment pour effet que « les trois témoins soussignés ont bien vérifié que le document qui l'accompagne n'est rien d'autre qu'une traduction véritable et littérale du hollandais vers l'allemand du livre de Sidney Warburg, dont une copie était constamment à leur disposition durant le processus complet de traduction. Ils attestent avoir eu cet original entre leurs mains et qu'au mieux de leurs capacités ils l'ont lu phrase après phrase, le traduisant en allemand, comparant ensuite minutieusement le contenu de la traduction accompagnant l'original jusqu'à ce qu'un accord complet soit atteint. »

{212} John Ridgley Carter, alors président de Guaranty Trust, était un ancien diplomate américain (NdT).

{213} John D. Rockefeller II, fils aîné de John D. Rockefeller, le fondateur de Standard Oil, et père de David Rockefeller (NdT).

{214} Remarquez que « von Heydt » était le nom original de la Bank voir *Handel en Scheepvaart N. V.*, une filiale des intérêts de Thyssen, dont l'on sait maintenant qu'elle a servi à canaliser les fonds nazis. Cf. *Elimination of German Resources*.

{215} L'examen des archives du *New York Times* confirme l'exactitude de la dernière partie de cette affirmation. Voir par exemple le soudain intérêt montré par le *New York Times*, le 15 septembre 1930 et l'article de fond « Hitler, force motrice du fascisme en Allemagne » dans son édition du 21 septembre 1930. En 1929, le *New York Times* n'avait publié qu'un bref article sur Adolf Hitler. En 1931, ce journal publia une quantité d'articles, dont pas moins de trois « Portraits ».

{216} Hoover a dit qu'il avait perdu le soutien de Wall Street en 1931 parce qu'il n'acceptait pas ce projet de New Deal. Voir *Antony C. Sutton, op. cit.*

{217} Franz von Papen, *Memoirs*, New York, E. P Dutton & Co, Inc., 1953, traduit de l'allemand par Brian Connell. [Il est intéressant de noter que Flammarion a publié, également en 1953, une version française, *Mémoires*, de Franz von Papen, mais abrégée « avec l'accord de l'auteur », et que cette version ne reprend pas l'annexe dans laquelle fut publiée la déclaration sous serment de James Paul Warburg. (NdT)]

{218} Werner Zimmermann, *Liebet Eure Feinde*, Frankhauser Verlag, Thielle-Neuchâtel, 1948 (contient un chapitre intitulé « Hitler geheime Geldgeber ») [les soutiens financiers secrets de Hitler], et Rene Sonderegger, *Spanischer Sommer*, Afroltern, Suisse, Aehren Verlag, 1948.

{219} Franz von Papen, op. cit., p. 23.

{220} William E. Dodd, op. cit., pp., 593-602.

{221} Le lecteur devrait examiner la déclaration complète de Warburg et sa déclaration sous serment dans Franz von Papen, op. cit., pp. 593-602.

{222} Sur ce point, il semble qu'Antony Sutton se trompe. En tout cas, Eustace Mullins, dans *Les Secrets de la Réserve Fédérale*, affirme le contraire et dit que Max Warburg fut autorisé par les nazis à quitter l'Allemagne avec tous ses biens, avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale (NdT).

{223} Toujours dans le livre d'Eustace Mullins, nous apprenons que Max Warburg avait œuvré à la tête des services secrets allemands durant la Première Guerre mondiale. Et comme von Papen faisait également partie des services d'espionnage allemands à la même époque, cela a dû créer quelques liens entre les Warburg et von Papen ! (NdT).

{224} Franz von Papen, op. cit., p. 594.

{225} Cf. Antony G Sutton, op. cit.

{226} Morgenthau Diary (Germany), Henry Morgenthau, United States. Congress. Senate. Committee on the Judiciary. Subcommittee to Investigate Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws, US Govt. Print. Off., 1967.

{227} Ibid

{228} Ibid

{229} Ibid., pp. 800-2.

{230} James Stewart Martin, op.cit., p. 75.

{231} Morgenthau Diary (Germany), p. 1543. Le livre du colonel Graeme K. Howard s'intitulait *America and a New World Order*, (New York, Scribners, 1940).

{232} Le lecteur est invité à jeter un coup d'œil sur l'essai « *The Return to War Crimes* », dans Janes J. Martin, *Revisionist Viewpoints*, Colorado, Ralph Mules, 192.

{233} *Elimination of German Resources*, p. 652.

{234} Et désormais, sur internet, dans les blogs ou les revues électroniques indépendantes... (NdT)

{235} Carroll Quigley, op. cit.

{236} Il y en a beaucoup d'autres. L'auteur du présent ouvrage a sélectionné plus ou moins au hasard deux conservateurs, Alen et Lasell, et deux libéraux, Archer et Domhoff.

{237} Les « Fabiens » constituèrent en 1884 le plus célèbre club de pensée socialiste en Angleterre. Depuis la naissance de ce « club », ont figuré la plupart des grands intellectuels de la gauche anglaise, à commencer par George Bernard Shaw et les Webb (Sidney et Béatrice), aussi des hommes d'État, dont Ramsey MacDonald qui devint en 1924 le premier Premier ministre travailliste.

On ne peut comprendre ni apprécier pleinement les politiques intérieure et étrangère américaines au XX^e siècle si l'on ne réalise pas que cette élite financière monopolise efficacement la politique de Washington.

Cas après cas, les documents progressivement déclassifiés impliquent cette élite et confirment cette hypothèse. Les versions révisionnistes de l'entrée des États-Unis

dans les deux guerres mondiales, la guerre de Corée et celle du Vietnam, révèlent l'influence exercée par cette élite et la nature de ses objectifs.

La dénomination de « fabienne », quelque mystérieuse au premier abord, est une référence à un épisode de l'histoire romaine. Nommé dictateur par le Sénat de Rome, Fabius inaugura contre le Carthaginois Hannibal une habile stratégie de guérilla, alors appelée de « temporisation » : Fabius « cunctator » (le Temporisateur) réussit ainsi à affaiblir considérablement les forces ennemis sans les affronter. Pour un « Fabien », l'ennemi est le capitalisme : il importe d'en saper les bases par des réformes progressives dont le but est d'accélérer l'arrivée du moment où un dernier effort, baptisé « révolutionnaire », permettra de parvenir à la société « socialiste ». Celle-ci, dans l'esprit de ses promoteurs, serait en particulier fondée sur l'appropriation publique des moyens de production et d'échange. (Source : Encyclopædia Universalis.)

Aujourd'hui, le fabianisme est devenu le mode d'action privilégié des sociaux-démocrates élitistes dans le monde entier. Mondialistes, les Fabiens préconisent la révolution par le haut, recrutant les élites, pénétrant le maximum d'institutions pour y diffuser l'idée socialiste et en imprégner l'opinion publique jusqu'à obtenir un consensus, la fameuse « pensée unique ». S'ils prétendent faire la synthèse entre le socialisme et le capitalisme, pour eux le partage est simple : le socialisme est réservé aux masses et le capitalisme à la Nomenklatura ou à l'Establishment qui les dirige (NdT).

{238} Percy L. Greaves, Jr., *The Pearl Harbor Investigation*, dans Harry Elmer Barnes, *Perpetual War for Perpetual Peace*, Caldwell, Caxton Printers, 1953, pp. 13-20.

{239} Colin Thompson, *Lusitania*, Londres, Longman, 1972., p. 252.

{240} Jules Archer, *The Plot to Seize the White House*, New York, Hawthorn Book, 1973, p. 202.

{241} Il faudra attendre jusqu'en 2017 pour que l'ensemble des documents relatifs à l'assassinat de JFK soient rendus publics (NdT).

{242} Cf. Julius Epstein, *Operation Keelhaul*, Old Greenwich Devin Adair, 1973.

{243} Voir, par exemple, Robert Welch, *The Politician*, Belmont, Mass., Belmont Publishing Co., 1963.

{244} Source : Traduction directe du texte officiel issu des archives historiques allemandes. (NdT)

{245} Les traductions généralement proposées de ce programme comportent souvent des inexactitudes. Nous proposons ici au lecteur une traduction plus littérale du texte original. (NdT)

{246} « Wir fordern », « nous exigeons », et non « nous demandons », ainsi que de nombreuses traductions le proposent, y compris dans certains manuels scolaires... (NdT)

{247} Dans le texte allemand est utilisé le terme « Volksgenosse », qui signifie littéralement « camarade du peuple » ou « compagnon du peuple », et qui est généralement traduit par « compatriote ». Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, ce terme a systématiquement une connotation nazie, voire bolchevique, d'où la traduction que nous avons choisie. Aujourd'hui, « compatriote » se dit en allemand « Landsmann ». (NdT)

{248} Service du gouvernement américain chargé de l'impression des documents et formulaires officiels. (NdT)

{249} Morgenthau Diary (Germany), op. cit.

{250} Le département d'État dans le jargon ministériel américain (NdT)

{251} *Edward Reilly Stettinius Jr. (22 octobre 1900-31 octobre 1949) fut secrétaire d'État sous les présidents Franklin D. Roosevelt et Harry S. Truman, de 1944 à 1945.* (NdT)

{252} *Dean Acheson (11 avril 1893-12 octobre 1971), secrétaire d'État adjoint, de 1941 à 1945.* (NdT)

{253} NdT.

Table des Matières

PRÉFACE	4
TABLE DES MATIÈRES	5
INTRODUCTION	8
CHAPITRE 1	15
CHAPITRE 2	27
CHAPITRE 3	44
CHAPITRE 4	66
CHAPITRE 5	75
CHAPITRE 6	86
CHAPITRE 7	95
CHAPITRE 8	111
CHAPITRE 9	119
CHAPITRE 10	133
CHAPITRE 11	150
CHAPITRE 12	163
ANNEXE A	179
ANNEXE B	183
ANNEXE C	185
ANNEXE D	188
ANNEXE E	190
ADDENDA	194
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIONNÉE	196